RAPPORT ANNUEL 2003 - 2004

P17/37

BANQUE CENTRALE
BIBLIOTHEQUE
DU CONGO



Siège BCC : entrée des guichets

BANQUE CENTRALE DU CONGO


CENTRAFRIQUE
SOUDAN
CAMEROUN
CONGO
GABON
ANGOLA
ZAMBIE
TANZ
RWANDA
BURUNDI
Ubangi
Mbomu
Mongala
Uele
CONGO
Kasai
Lac Tumba
Lac Mai-Ndombe
Lac Kivu
Lac Mobutu Se
Lac Idi Amini
Lac Tanga
Lac Moero
Lac Bangwelo
Lualaba
Libenge
Gemena
Bondo
Aketi
Buta
Isiro
Watsa
Moto
Mungbere
Kilo
Bunia
Lisala
Bumba
PROVINCE ORIENTALE
KISANGANI
Beni
NORD-KIVU
Lubero
Ishasha
Walikale
GOMA
SUD-KIVU
BUKAVU
Kalundu
MANIEMA
KINDU
KASAI-ORIENTAL
Lodja
MBANDAKA
EQUATEUR
Ubundu
Inongo
BANDUNDU
Ilebo
Lusambo
KINSHASA
Tshela
Madimba
BAS-CONGO
Inga
Mbanza Ngungu
Boma
MATADI
Luebo
Kongolo
KANANGA
MBUJI-MAYI
Kabalo
Kalemie
Tshikapa
KASAI-OCCIDENTAL
Manono
KATANGA
Pweto
Kamina
Mitwaba
Bukama
Luena
Kisenge
Dilolo
Kolwezi
Tenke
Likasi
Kipushi
Lubumbashi
Musoshi
Kinsenda
Sakania
République Démocratique du Congo
Production agricole et minière de la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Or
Diamant
Cuivre, Cobalt, Zinc
Cassitérite, Wolfram, Colombo-tantalite
Charbon
Manganèse
Chemins de fer
F Fibre
C Copal
H Hévéas
Tabac
Pêche
Elevage
Bois
Coton
Thé
Palmeraies
Café-Arabica
Café-Robusta
Cacao

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE EN 2003 ET 2004



J-C. MASANGU MULONGO,
Gouverneur



Nestor DIAMBWANA,
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège Social :

Adresse physique

Boulevard Colonel Tshatshi, n° 563
KinshasaIGombe

Adresse postale

B.P. 2697
KINSHASA I

Téléphone	:	*(243) 98 18 70 97 - 81 88 44 469*
Télex	:	*Congobanque 21 365 – 21 372 – 21 335*
Télécopie	:	*(243) 81 30 10 959 – 81 26 16 005 – 81 26 16 001*
Site web	:	*www.bcc.cd*

Directions Provinciales :

Bandundu, Boma, Bukavu, Kananga, Kisangani, Lubumbashi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences Autonomes :

Ilebo, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Matadi et Tshikapa.

Bureau de Représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1000 Bruxelles

Téléphone	:	*32 (0) 2 502 58 00*
Téléfax	:	*32(0) 2 502 67 07*
Télex	:	*61810*

Agences mandataires par province :

• Inongo, Kenge (Bandundu) • Inkisi, Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela (Bas-Congo) • Basankusu, Boende, Bumba, Gbadolite, Gemena, Lisala, Zongo (Equateur) • Tshimbulu (Kasaï-Occidental) • Kabinda, Lodja, Mwene Ditu (Kasaï-Oriental) • Kalemie, Kolwezi, Kongolo, Likasi (Katanga) • Beni, Butembo, Goma (Nord Kivu) • Kindu (Maniema) • Bunia, Buta, Isiro (Province Orientale).

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Excellence Monsieur le Président de la République,

Concerne : Présentation du Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour les années 2003 et 2004

J'ai l'insigne honneur de Vous transmettre le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 2003, conformément aux dispositions statutaires de l'Institut d'Emission.

L'année 2003 a été marquée par la poursuite des réformes amorcées en 2002 dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement. Il en est de même pour l'année 2004. Ces réformes ont permis la reprise des activités économiques qui, à leur tour, ont impulsé le regain de l'activité bancaire.

Le Rapport Annuel de la Banque Centrale est subdivisé en deux parties. La première partie donne la situation des différents secteurs de l'activité économique et financière. La seconde indique les évolutions ayant caractérisé l'administration de l'Institut d'Emission, ses activités et la situation de son bilan et de son compte des pertes et profits en 2003.

En ce qui concerne l'activité économique et financière en 2003, il importe de signaler que le taux de croissance du PIB s'est affermi, s'établissant à 5,8 %, en dépassement de 0,8 % des prévisions du PEG, et que le rythme de formation des prix intérieurs s'est davantage ralenti pour atteindre un taux d'inflation de 4,4 % à fin décembre 2003.

S'agissant des opérations financières de l'Etat, elles se sont soldées par un déficit global induit par les dépenses liées au démarrage de la transition et à la réunification progressive du pays à la suite de la signature de l'Accord Global et Inclusif intervenue le 17 avril 2003 à Pretoria.

./...

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Les développements du secteur extérieur ont été marqués par un affermissement du franc congolais par rapport au dollar américain, l'amélioration du fonctionnement du marché des changes, une libéralisation accrue de la Réglementation du Change, la poursuite des négociations avec les différents créanciers de la RDC et l'admission de notre pays au point de décision de l'Initiative PPTE renforcée.

Quant à la situation monétaire, elle a connu une expansion des liquidités monétaires dictée par les besoins supplémentaires de l'économie, induits par la réunification du pays et la reprise de l'activité économique. Le taux directeur a été modifié à plusieurs reprises en vue de tenir compte de l'évolution du taux d'inflation. La Banque Centrale du Congo a continué à utiliser le Billet de Trésorerie qui est un instrument de régulation de la liquidité monétaire.

Par ailleurs, les différentes réformes structurelles entreprises par le Gouvernement et la Banque Centrale ont permis d'améliorer le cadre macroéconomique et l'environnement des affaires.

La situation économique en 2004 a été marquée, au premier semestre, par un accroissement de la production, un ralentissement de l'inflation, une maîtrise du déficit des opérations financières de l'Etat, une appréciation du taux de change et un accroissement modéré de la masse monétaire. Cette embellie de l'activité économique a été assombrie au second semestre par une accélération du rythme de création monétaire consécutive à une augmentation des dépenses de fonctionnement du Gouvernement et des Institutions politiques. Cette situation a été à l'origine des poussées inflationnistes et d'un important déficit des opérations financières du secteur public.

Je joins au présent Rapport le bilan et le compte des résultats de l'Institut d'Emission pour l'exercice 2003 tel que certifié par un cabinet d'audit externe de renommée internationale et ce, conformément aux Statuts de la Banque Centrale du Congo.

Je Vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, mes hommages les plus déférents.

J-C. MASANGU MULONGO

Gouverneur.

TABLE DES MATIERES

		Pages
INTRODUCTION		XVII
PREMIERE PARTIE :	L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, 2003 ET 2004	1
TITRE I	**LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**	3
	APERCU GENERAL	4
CHAPITRE I	LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	5
I.	EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE	6
II.	EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SELON LES EMPLOIS	18
CHAPITRE II	LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI	20
I.	PRIX INTERIEURS	20
II.	SALAIRES ET EMPLOIS	22
CHAPITRE III	L'EVOLUTION ECONOMIQUE EN 2004	26
	APERCU GENERAL	26
I.	PRODUIT INTERIEUR BRUT	26
II.	PRIX, SALAIRES ET EMPLOI	35
Tableaux annexes du Titre I		39
TITRE II	**LES FINANCES PUBLIQUES**	67
	APERCU GENERAL	68
CHAPITRE I	LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	71
I.	RECETTES COURANTES	71
II.	DEPENSES PUBLIQUES	75
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	78
CHAPITRE II	LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	79
I.	RECETTES	79
II.	DEPENSES	79
CHAPITRE III	LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2004	81
I.	RECETTES	81
II.	DEPENSES	83
III.	SOLDE	84
CHAPITRE IV	LA CHAINE DE LA DEPENSE	84
I.	ETAT DE LA QUESTION	84
II.	FONCTIONNEMENT DE LA CHAINE	85
III.	IMPACT ET PERSPECTIVES	89
Tableaux annexes du Titre II		91

TITRE III	**LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES**	109
	APERCU GENERAL	110
CHAPITRE I	LE COMMERCE EXTERIEUR	111
I.	COURS DES MATIERES PREMIERES	111
II.	ECHANGES COMMERCIAUX	117
CHAPITRE II	L'EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES	118
I.	EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE	118
II.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES	120
CHAPITRE III	LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE	120
I.	EVOLUTION DES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	120
II.	STOCK DE LA DETTE	122
III.	SERVICE DE LA DETTE	122
IV.	ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE	124
CHAPITRE IV	L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	125
I.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	125
II.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	131
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT	132
CHAPITRE V	LES DONATIONS EXTERIEURES	133
I.	ASSISTANCE MULTILATERALE	133
II.	ASSISTANCE BILATERALE	134
CHAPITRE VI	LA COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS-REGIONALE	136
I.	COOPERATION AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES	136
II.	COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	137
III.	COOPERATION SOUS- REGIONALE	137
CHAPITRE VII	LES RELATIONS EXTERIEURES EN 2004	141
I.	EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES	141
II.	SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE	142
III.	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	147
IV.	DONATIONS EXTERIEURES	149
V.	COOPERATION REGIONALE	151
Tableaux annexes du Titre III		153
TITRE IV	**LA MONNAIE ET LE CREDIT**	181
	APERCU GENERAL	182
CHAPITRE I	LA SITUATION MONETAIRE	183
I.	EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	183
II.	COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	184
III.	CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	191
IV.	EMISSIONS MONETAIRES	193
CHAPITRE II	LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	194
I.	CREDITS A DECAISSEMENT	194
II.	CREDITS D'ENGAGEMENT	196
CHAPITRE III	LE MARCHE MONETAIRE	197
I.	MARCHE EN BANQUE	197

II.	MARCHE INTERBANCAIRE	199
III.	MARCHE DES EFFETS PUBLICS	199
IV.	TAUX D'INTERET	200
V.	MARCHE D'ECHANGE.	200
CHAPITRE IV	LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	201
I.	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT	201
II.	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES	202
III.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	203
CHAPITRE V	LA SITUATION MONETAIRE EN 2004	204
I.	MASSE MONETAIRE	204
II.	EMISSIONS MONETAIRES	207
III.	EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET TAUX D'INTERET	207
IV.	BILLET DE TRESORERIE	208
V.	CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	209
Tableaux annexes du Titre IV		213

DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE 249

CHAPITRE I	L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE	250
I.	CONSEIL D'ADMINISTRATION	250
II.	HAUTE DIRECTION	250
III.	STRUCTURES DE CONTROLE	251
IV.	ADMINISTRATION	252
V.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	258
VI.	PERSONNEL	259
VII.	FORMATION	261
CHAPITRE II	LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DU CHANGE	265
I.	REGLEMENTATION DU CREDIT	265
II.	REGLEMENTATION DU CHANGE	266
CHAPITRE III	LE BILAN ET LE COMPTE DES PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE 2003	267
I.	BILAN AU 31 DECEMBRE 2003	267
II.	COMPTES DES PERTES ET PROFITS	273
CHAPITRE IV	LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2003	275

Liste des banques créatrices de monnaie et des institutions financières non bancaires 281

Liste des abréviations utilisées 285

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

Pages

PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

TITRE I : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I. 1. Taux de croissance en volume des différents secteurs en 2003 6
I. 2. Utilisation du produit intérieur brut en 2003 (en pourcentage du PIB à prix courants) 18
I. 2. a. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa (indice BCC) 20
I. 2. b. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Lubumbashi (indice INS) 21
I. 2. c. Evolution des éléments constitutifs de la structure des prix des produits pétroliers en 2003 23
I. 1. bis. Taux de croissance en volume des différents secteurs en 2004 26
I. 2. bis. Utilisation du produit intérieur brut en 2004 (en pourcentage du PIB à prix courants) 34
I. 2. a.bis. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa (indice BCC) 36
I. 2. b.bis. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Lubumbashi (indice INS) 36
I. 2. c.bis. Evolution des éléments constitutifs de la structure des prix des produits pétroliers en 2004 38
I. 3. Produit intérieur brut 40
I. 4. Produit national brut et revenu national 41
I. 5. Contribution des différents secteurs au produit intérieur brut (à prix courants) 42
I. 6. Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut (à prix constants) 43
I. 7. Utilisation du produit intérieur brut (à prix courants) 44
I. 8. Utilisation du produit intérieur brut (à prix constants) 44
I. 9. Compte des opérations courantes de l'Etat 45
I. 10. Compte de capital et financier de l'Etat 46
I. 11. Formation brute de capital fixe (à prix courants) 46
I. 12. Formation brute de capital fixe (à prix constants) 47
I. 13. Compte extérieur de l'économie 47
I. 14. Evolution des indices d'activité économique 48
I. 15. Importations et estimations de la production commercialisée des principaux produits alimentaires 48
I. 16. Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse 49
I. 17. Production agro-industrielle 50
I. 18. Production minière et métallurgique 51
I. 19. Principales productions manufacturières - biens de consommation 52
I. 19. bis. Principales productions manufacturières – biens d'équipement et d'approvisionnement 53
I. 20. Indice de la production des industries manufacturières 54
I. 21. Production, exportation et consommation intérieure de ciment 55
I. 22. Production de la raffinerie de pétrole 56
I. 23. Consommation des produits pétroliers 56

I. 24.	Production et consommation d'électricité par province	57
I. 25.	Production et consommation d'eau et d'électricité	58
I. 26.	Consommation d'électricité par secteur	58
I. 27.	Activités des principaux organismes de transport	59
I. 28.	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	60
I. 28. a	Activités de téléphonie mobile	60
I. 29.	Indices des prix à la consommation des ménages à Kinshasa	61
I. 30.	Indices des prix de détail à Kinshasa (IRES)	61
I. 31.	Indices des prix de détail à Kinshasa (BCC)	62
I. 32.	Variations des indices des prix à la consommation	63
I. 33.	Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé	64
I. 34.	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique	64
I. 35.	Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS	65
I. 36.	Evolution des prix des produits pétroliers	65

TITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES

II. 1.	Opérations intégrées des administrations publiques	69
II. 2.	Importance relative des différentes catégories des recettes courantes	71
II. 3.	Structure des dépenses courantes par ministère et institution	77
II. 4.	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	78
II. 5.	Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	78
II. 6.	Opérations à financement extérieur spécifique	80
II. 6.a.	Plan de Trésorerie consolidé du secteur public au 31 décembre 2004	81
II. 6.b.	Recettes publiques au 31 décembre 2004	82
II. 6.c.	Dépenses publiques au 31 décembre 2004	83
II. 7.	Importance relative des finances publiques dans l'économie	92
II. 8.	Situation intégrée des opérations des administrations publiques	93
II. 9.	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	94
II. 10.	Recettes courantes des Administrations Publiques	95
II. 11.	Prévisions des recettes des contributions sur le commerce extérieur	96
II. 12.	Recettes des contributions sur le commerce extérieur	96
II. 13.	Prévisions des recettes des contributions sur les revenus	97
II. 14.	Recettes des contributions sur les revenus	97
II. 15.	Prévisions des recettes des contributions sur biens et services	98
II. 16.	Recettes des contributions sur biens et services	98
II. 17.	Cours du cuivre, valeur de base et droits de sortie	99
II. 18.	Taxes et contributions versées au Trésor par la Gécamines et son personnel	100
II. 19.	Evolution des effectifs payés par l'Etat – Répartition par ministère	100
II. 20.	Budget des dépenses courantes de l'Etat – Répartition par ministère	101
II. 21.	Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat – Répartition par ministère	102
II. 22.	Dépenses courantes de l'Etat par nature	103
II. 23.	Budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition par ministère	104
II. 24.	Budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition des crédits de paiement par secteur	105
II. 25.	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition par ministère	106
II. 26.	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire – Répartition par secteur	107
II. 27.	Encours de la dette publique libellés en monnaie nationale	108
II. 28.	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	108

TITRE III : LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

III. 1.	Evolution du taux de change à Kinshasa	118
III. 1. bis.	Evolution du taux de change dans les grandes villes du pays	119
III. 2. a.	Stock de la dette extérieure au 31/12/2003	123
III. 2. bis.	Arriérés sur le service de la dette extérieure au 31/12/2003	124
III. 3. a.	Composantes de la balance des paiements	125
III. 4.	Structure des exportations	128
III. 5.	Structure des importations	129
III. 6	Répartition des opérations sur les services	130
III. 7	Evolution des opérations sur les revenus	130
III. 8.	Evolution des transferts courants	131
III. 9	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	132
III. 10.	Provenance des donations extérieures d'origine publique	135
III. 11.	Donations d'origine multilatérale	135
III. 12.	Type des donations d'origine bilatérale	136
III. 2. b.	Stock de la dette extérieure au 31/12/2004	144
III. 2. ter.	Evolution du stock de la dette	145
III. 2. c.	Evolution de l'encours de la dette par catégorie	145
III. 2. d.	Evolution des arriérés sur le service de la dette	146
III. 2. e.	Service de la dette au 31/12/2004	146
III. 3. b.	Composantes de la balance des paiements	147
III. 13.	Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise	154
III. 14.	Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise	154
III. 15.	Evolution des indices des cours de matières premières	155
III. 16.	Répartition des exportations par principaux pays de destination	155
III. 17.	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs	156
III. 18.	Balance commerciale	156
III. 19.	Evolution des termes de l'échange	157
III. 20.	Exportation des principaux produits végétaux et animaux	157
III. 21.	Ressources extérieures utilisées	158
III. 22.	Ressources nettes en provenance du secteur public extérieur	158
III. 23.	Ressources nettes en provenance du secteur privé extérieur	159
III. 24.	Provenance des donations extérieures d'origine publique	160
III. 24. bis.	Provenance des donations extérieures d'origine publique (PNUD)	160
III. 25.	Nature des donations extérieures d'origine publique	161
III. 26.	Encours utilisation de la dette publique extérieure	162
III. 27.	Dette extérieure	163
III. 27. bis.	Dette extérieure (avec encours)	164
III. 27. ter.	Mouvement de la dette publique extérieure	165
III. 28.	Répartition de l'utilisation des emprunts publics extérieurs	166
III. 29.	Balance générale des paiements (V^{ème} manuel)	167
III. 29. bis.	Balance générale des paiements	168
III. 30.	Solde de la balance générale des paiements	169
III. 31.	Prévisions de la balance des paiements 2004	170
III. 32.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises	171
III. 33.	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement	171
III. 34.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit	172
III. 35.	Répartition d'importation de marchandises par groupe d'utilisation sur ressources propres	173

III. 36. Répartition géographique des opérations de change du système bancaire 174
III. 37. Répartition géographique des opérations de change du système bancaire en 1992 175
III. 38. Cours interbancaires des devises 176
III. 39. Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles 177
III. 40. Balance des règlements financiers 178
III. 40. bis. Balance des règlements financiers 179
III. 41. Solde de la balance des règlements financiers 180

TITRE IV : LA MONNAIE ET LE CREDIT

IV. 1. Composantes de la masse monétaire 184
IV. 2. Contribution des contreparties dans la variation de la masse monétaire (M2) 191
IV. 2. a. Contreparties de la masse monétaire 191
IV. 3. Variations de l'encours des crédits aux entreprises et aux particuliers 194
IV. 4. Encours de refinancement des banques créatrices de monnaie 198
IV. 5. Evolution des taux de rémunération du billet de trésorerie 199
IV. 5. a. Evolution des taux d'intérêt 200
IV. 1. bis. Composantes de la masse monétaire (en millions de CDF) 205
IV. 2. a. bis. Contreparties de la masse monétaire (en millions de CDF) 206
IV. 6. Evolution des émissions monétaires (en millions de CDF) 207
IV. 6. a. Evolution des transactions et des taux du marché monétaire 208
IV. 6. b. Evolution du Billet de Trésorerie (BTR) en millions de CDF 208
IV. 5. bis. Evolution des taux de rémunération du BTR 209
IV. 6. c. Crédits aux entreprises et aux particuliers (en millions de CDF) 210
IV. 7. Situation monétaire intégrée (en CDF) 214
IV. 7. bis. Situation monétaire intégrée (en millions de XDR) 215
IV. 8. Situation monétaire intégrée en 2003 (en milliers de CDF) 215
IV. 8. bis. Situation monétaire intégrée en 2003 (en millions de XDR) 216
IV. 9. Liquidités monétaires et quasi monétaires (en CDF) 217
IV. 10. Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2003 (en milliers de CDF) 218
IV. 11. Origine des variations de la masse monétaire (en CDF) 219
IV. 11. bis. Origine des variations de la masse monétaire (en %) 220
IV. 12. Origine des variations de la masse monétaire en 2003 (en milliers de CDF) 221
IV. 12. bis. Origine des variations de la masse monétaire en 2003 (en %) 221
IV. 13 Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo (en CDF) 222
IV. 13. suite. Ventilation des émissions monétaires en francs congolais 223
IV. 14. Dépôts bancaires à vue – Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province (en CDF) 224
IV. 15. Dépôts bancaires à terme– Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, province et échéance 225
IV. 16. Crédits aux entreprises et aux particuliers (en CDF) 226
IV. 17. Crédits aux entreprises et aux particuliers - Utilisation des crédits (en CDF) 227
IV. 18. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité 228
IV. 19. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité 229
IV. 20. Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité 230
IV. 21. Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits 231
IV. 22. Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité 232

IV. 23. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 233
IV. 24. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2003 234
IV. 25. Situation monétaire des banques créatrices de monnaie 235
IV. 26. Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2003 236
IV. 27. Réserves de la Banque Centrale du Congo (en CDF) 237
IV. 27. bis. Réserves de la Banque Centrale du Congo (en millions de USD) 238
IV. 28. Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2003 (en milliers de CDF) 239
IV. 28. bis. Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2003 (en millions de USD) 240
IV. 29. Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 241
IV. 30. Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2003 242
IV. 31. Situation résumée de la Société Financière de Développement 243
IV. 32. Situation résumée de l'Institut National de Sécurité Sociale 244
IV. 33. Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances 245
IV. 34. Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances 246
IV. 35. Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie 247
IV. 36. Evolution de la base monétaire 248

DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE

I. Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo 260
II. Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études au 31 décembre 2003 260
III. Personnel formé à l'intérieur du pays 261
IV. Personnel formé à l'extérieur du pays 263
V. Répartition des stagiaires par Direction en 2003 264
VI. Recettes d'exploitation 273
VII. Charges d'exploitation 274

LISTE DES GRAPHIQUES

1.		Evolution des indices d'activités - Volume de production	9
2.		Indices de consommation en volume	12
3.		Evolution des indices d'activité - Transports	15
4.		Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa et évolution du taux d'inflation cumulé	21
5.		Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Lubumbashi et évolution du taux d'inflation cumulé	22
6.		Evolution des indices des prix de détail à Kinshasa calculés par l'IRES	24
7.		Salaire minimum légal, indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels	25
8.		Importance relative des opérations budgétaires dans l'économie	68
9.		Opérations intégrées de l'Etat	70
10.		Importance des différentes catégories des recettes courantes	72
11.		Structure des dépenses publiques	75
12.		Evolution des dépenses en capital à financement extérieur et de celles du cadre budgétaire	80
13.		Cours des principaux produits exportés	112
14.		Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York	113
15.		Cours des principaux produits minéraux exportés	114
16.		Cours des principaux produits végétaux exportés	115
17.		Indices des prix à l'exportation et à l'importation	116
18.		Evolution des taux de change indicatif et libre en 2003	119
19.		Répartition du stock de la dette extérieure au 31/12/2003 par catégorie de créanciers	123
20.		Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	126
21.		Evolution des encaisses réelles	183
22.		Situation monétaire intégrée – Engagements	186
22.	bis.	Situation monétaire intégrée en 2003 – Engagements	187
23.		Situation monétaire intégrée – Avoirs	188
23.	bis.	Situation monétaire intégrée en 2003 – Avoirs	189
24.		Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	190
25.		Structure des émissions monétaires	193
26.		Situation des crédits bancaires par secteur d'activité	195

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
-	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m-	mètre cube
brl	baril
c.s	cotation suspendue
ipc	indice des prix à la consommation
n.c	non communiqué
o.t	once troy
ICA	Impôt sur le Chiffre d'Affaires
XDR	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF) FC	Franc congolais
Cc	Centime congolais
cts	cents
$Com	Dollar Comesa
PEG	Programme Économique du Gouvernement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés

INTRODUCTION

EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2003 ET EN 2004

I. EVOLUTION ECONOMIQUE EN 2003

La volonté du Gouvernement de poursuivre la mise en œuvre des politiques économiques et financières ainsi que les réformes structurelles arrêtées dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement ont caractérisé l'année 2003.

Le Programme Economique du Gouvernement qui couvre la période d'avril 2002 à juin 2005 est soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) du FMI, le crédit de relance économique et le crédit d'appui au Programme Multisectoriel d'Urgence de Reconstruction et de Réhabilitation (PMURR) de la Banque mondiale ainsi que les ressources d'autres bailleurs tels que la BAD, l'Union européenne et le PNUD.

I.1. Présentation du Programme Economique du Gouvernement

Le PEG, qui a pour objectifs principaux de consolider la stabilité macroéconomique et de relancer la croissance de manière à réduire la pauvreté, se présente selon les axes principaux suivants :

a. Cadre macroéconomique pour 2003

- taux de croissance du PIB :	5,0 %
- taux d'inflation fin période :	6,0 %
- taux d'inflation moyen :	12,8 %
- taux d'investissement :	8 % du PIB
- épargne nationale :	14 % du PIB
- déficit du compte extérieur :	3,8 % du PIB

b. Politiques macroéconomiques

Les objectifs et les mesures structurelles retenus dans le PEG pour l'exercice 2003 sur les plans budgétaire et monétaire sont :

• au plan budgétaire

1. Objectifs
   - solde primaire intérieur sur base caisse : 1,7 % du PIB ;
   - solde global consolidé (comprenant le solde net des opérations de la BCC) : 1,4 % du PIB ;

- recettes totales (dons exclus) : 8,3 % du PIB ;
- dépenses totales : 15,2 % du PIB.

2. Principales mesures
   - consolidation des finances publiques avec un respect strict du plan de trésorerie mensuel ;
   - exécution des dépenses sur base caisse ;
   - poursuite de la mise en œuvre des mesures de mobilisation des recettes des régies financières ;
   - publication d'une nouvelle nomenclature harmonisée des taxes perçues par la DGRAD ;
   - élimination de la parafiscalité pétrolière dans la structure des prix des produits pétroliers ;
   - adoption des textes d'application concernant l'ICA ;
   - suppression des accises sur le sucre, le ciment et les allumettes ;
   - arrêt des exonérations non justifiées et de toutes compensations ;
   - arrêt de toute avance de paiement d'impôts ;
   - mise en place d'un guichet unique à Matadi ;
   - poursuite de la réforme des procédures de contrôle et d'exécution budgétaire ;
   - poursuite des réformes visant à renforcer le contrôle et la traçabilité des dépenses publiques ainsi que la transparence dans la gestion des finances publiques ;
   - mise en œuvre de la chaîne de la dépense destinée à rétablir le contrôle des engagements tout en assurant une plus grande transparence dans le processus d'exécution.

• au plan monétaire

1. Objectif
   - limitation de l'expansion de la masse monétaire à un objectif initial de 20 %.

2. Principales mesures
   - poursuite de la politique monétaire restrictive visant la stabilité des prix dans le cadre d'un système de change flottant ;
   - conversion progressive des avoirs libres des banques en numéraire ;
   - arrêt d'achat des billets en monnaie nationale et de devises sur le marché avec décote contre des paiements en monnaie scripturale ;
   - accélération de la restructuration du système bancaire ;
   - adoption du règlement interne relatif à la création du Comité d'Audit ;
   - adoption des normes comptables et d'audit conformes aux normes internationales ;
   - adoption des procédures et guide comptable de la Direction des Services Etrangers ;
   - audit des comptes de la BCC par un Cabinet de renommée internationale ;
   - exécution stricte du plan de trésorerie de la BCC.

c. Réformes structurelles

1. Objectifs
   - création d'un environnement propice au développement du secteur privé ;
   - renforcement du système financier.

2. Principales mesures
   - mise en place d'un plan d'action et du calendrier d'exécution pour la réforme de la fiscalité directe et indirecte appliquée aux entreprises ;
   - élaboration de stratégies pour la réforme des entreprises publiques ;
   - publication de la loi contre la corruption ;
   - publication de la loi portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
   - finalisation de la stratégie de restructuration de la Gécamines ;
   - introduction de nouvelles instructions relatives aux ratios prudentiels ;
   - adoption des plans de restructuration des banques commerciales sur la base des audits.

I.2. Principaux résultats

Suivant la programmation arrêtée ainsi que les mesures économiques et financières mises en place par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo, les deux revues du Programme Economique du Gouvernement en 2003 se sont conclues de manière globalement satisfaisante.

Les résultats se présentent de la manière suivante :

- ***Au plan réel :*** reprise de la croissance économique et décélération du rythme de formation des prix. Le taux de croissance a été de 5,8 % en 2003 contre 3,5 % une année plus tôt. Toutes les branches de l'économie ont impulsé cette croissance à l'exception de celle des industries manufacturières. Le taux d'inflation fin période s'est fixé à 4,4 % en 2003 contre 15,8 % en 2002.

- ***Au plan des finances publiques :*** réapparition du solde déficitaire des opérations financières de l'Etat. Après s'être clôturées par un excédent budgétaire en 2002, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit global de 0,4 % du PIB en 2003. Les dépenses d'investissement exécutées en 2003 ont représenté 0,6 % du PIB contre 0,2 % une année plus tôt.

- ***Dans le secteur extérieur :*** raffermissement du franc congolais par rapport aux devises étrangères et accroissement du volume des transactions en devises. La monnaie nationale par rapport au dollar américain s'est appréciée de 2,6 %, passant de 382,1 CDF le dollar en 2002 à 372,5 CDF une année plus tard. Le volume des transactions en devises s'est établi à 319,5 millions de USD contre 247,1 millions en 2003.

Les négociations de rééchelonnement de la dette se sont poursuivies et la RDC a accédé au point de décision de l'Initiative PPTE renforcée.

- ***Au plan monétaire :*** accélération du rythme de création monétaire, forte expansion des crédits distribués au secteur privé, rétablissement de la parité entre la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire, augmentation des transactions tant sur le marché en banque que sur l'interbancaire, forte progression des souscriptions au BTR et quatre modifications du taux directeur.

La masse monétaire a augmenté de 31,7 % au 31 décembre 2003 contre 28,1 % en 2002, induite par les crédits à l'économie.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE EN 2004

Au cours de l'année 2004, le Gouvernement a poursuivi l'exécution de la programmation et des mesures retenues dans le cadre du PEG.

Le Programme Economique du Gouvernement s'est exécuté dans un contexte marqué par des progrès notables sur le plan politique lesquels se sont concrétisés notamment par la réunification du pays qui a eu un impact positif sur l'activité économique.

En 2004, le cadrage macroéconomique prévoyait un taux de croissance de 6 %, un taux d'inflation fin période de 8 % et un déficit du compte extérieur de 1,5 % du PIB.

Sur le plan économique, l'évolution des principaux secteurs de l'économie a été marquée par l'accroissement de la production, le ralentissement de l'inflation suivi d'une accélération observée au deuxième semestre, le déficit des opérations financières de l'Etat, la dépréciation du taux de change précédée par une appréciation au premier semestre et enfin une accélération du rythme de création monétaire.

II.1. Production et prix intérieurs

Le taux de croissance du PIB estimé sur base des données provisoires s'est établi à 6,6 %, en dépassement de 0,6 point de pourcentage de l'objectif retenu dans le PEG. Toutes les branches de l'économie, à l'exception de «Électricité et eau», ont contribué à l'amélioration de ce taux.

Il a été observé une recrudescence des tensions inflationnistes au cours de l'année 2004 où le taux d'inflation s'est situé à 9,2 % contre un objectif de 8 % retenu dans le PEG.

II.2. Finances publiques

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit de 28.660,2 millions de CDF, soit 1,1 % du PIB contre 76.987,0 millions retenus dans le plan de trésorerie, soit 3,0 % du PIB. Les réformes dans les finances publiques se sont poursuivies notamment par le fonctionnement effectif de la chaîne de la dépense qui vise une gestion transparente des finances de l'Etat.

II.3. Relations extérieures

Globalement, la monnaie nationale a connu une dépréciation de 16,1 % par rapport à la devise américaine. En effet, l'année 2004 a connu deux sous périodes : la première, de janvier à août, marquée par une relative stabilité et la deuxième, de septembre à décembre, caractérisée par des fortes dépréciations.

Le stock de la dette s'est accru de 4,3 % en glissement annuel, essentiellement à la suite de la dépréciation du dollar américain, des nouveaux crédits obtenus auprès des institutions multilatérales et des nouvelles échéances en intérêt.

La situation provisoire de la balance des paiements indique un solde déficitaire de 1,9 % du PIB. L'atténuation de ce déficit, par rapport à l'année précédente, résulte de l'excédent de la balance courante et de l'amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières.

II.4. Situation monétaire

La situation monétaire a été caractérisée par une accélération du rythme de formation des liquidités monétaires. La masse monétaire s'est accrue de 70,8 % contre un taux de 30,4 % retenu dans le PEG. La création monétaire s'est effectuée sous l'impulsion des avoirs intérieurs nets. Le taux directeur a été modifié à cinq reprises pour se situer à 14,0 % au 20 octobre 2004.

L'évolution du marché monétaire a été marquée essentiellement par la diminution du volume des transactions sur tous les guichets. Les souscriptions au BTR ont sensiblement augmenté. A l'instar de 2003, l'expansion des crédits distribués par le système bancaire s'est poursuivie en 2004, à la suite de l'amélioration de l'environnement des affaires.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, 2003 ET 2004

TITRE I

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

APERCU GENERAL

Le taux de croissance s'est davantage affermi en 2003 grâce à la poursuite des réformes économiques entamées depuis 2002 dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement 2002-2005. Ce programme, appuyé par les Institutions de Bretton Woods et les principaux bailleurs de fonds, a été exécuté dans un contexte marqué par des progrès notables sur le plan politique, lesquels se sont concrétisés notamment par la réunification du pays dont les effets ont eu un impact positif sur l'activité économique.

En effet, au terme de l'année 2003, le PIB réel s'est accru de 5,8 % contre 3,5 % en 2002, grâce au bon comportement des activités observé principalement dans les branches de l'extraction minière et des industries métallurgiques, des bâtiments et travaux publics, des transports et communications, de commerce de gros et de détail ainsi que de l'agriculture.

Il convient de relever que le rythme annuel de formation des prix s'est davantage ralenti au cours de cette année. L'inflation a fléchi à 4,4 % en 2003 contre 15,8 % en 2002 à la suite de l'appréciation du Franc congolais par rapport au dollar américain, principale devise utilisée dans les transactions, et de la baisse des prix des produits pétroliers enregistrée en juillet et en septembre 2003.

L'amélioration des activités du secteur des communications a permis à l'emploi dans le secteur privé de s'accroître de 5,0 % en raison de l'implantation de nouvelles unités. Concernant les salaires réels, il a été noté des améliorations dans les secteurs public et privé à la suite de la stabilité des prix intérieurs ainsi que des bonnes conditions salariales offertes dans le secteur privé notamment au niveau des entreprises de communications et de services.

CHAPITRE I

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Le taux de croissance du PIB en 2003 s'est situé à 5,8 % contre 3,5 % en 2002. Ce taux est supérieur de 0,8 point de pourcentage à l'objectif retenu dans le Programme Economique du Gouvernement.

Cette croissance a été impulsée principalement par les branches ci-après : « Extraction minière et Industries métallurgiques » (25,6 %), « Bâtiments et Travaux publics » (20,3 %), « Transports et Communications » (19,7 %), « Commerce de gros et de détail » (11,0 %) et « Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse » (10,0 %).

La contribution importante des industries extractives et métallurgiques dans la croissance du PIB en 2003 tient au bon comportement du secteur du diamant, consécutif notamment aux effets induits du processus de Kimberley qui oriente particulièrement la production artisanale dans le circuit officiel ainsi qu'à la hausse de la production du pétrole brut.

L'apport de la branche « Bâtiments et Travaux publics » dans cette croissance s'explique principalement par l'intensification des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et des bâtiments publics ainsi que par les constructions des ménages. Celui de la branche « Transports et Communications » est consécutif notamment au rétablissement de la libre circulation des biens et des personnes, rendue possible par la réunification du pays, et au dynamisme des activités de la téléphonie mobile.

La participation de la branche « Commerce de gros et de détail » résulte principalement de l'amélioration du climat des affaires observé depuis la mise en œuvre des mesures du Programme Economique du Gouvernement et de la pacification du pays.

Quant à l'activité agricole, sa contribution tient essentiellement au regain de l'exploitation forestière suite à la reprise du trafic des biens et des personnes sur la voie fluviale.

TABLEAU I.1. TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DES DIFFERENTS SECTEURS (1)

(Variations en % par rapport à l'année précédente)

Secteurs d'activité	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
Secteur des biens	**-0,8**	**0,7**	**-0,5**	**-7,3**	**-0,7**	**-1,9**	**-8,2**	**-3,3**	**3,1**	**4,6**
1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse	-0,8	-2,3	-2,9	-2,8	-1,4	-5,1	-11,7	-3,9	0,5	1,2
2. Extraction minière et Industries métallurgiques	1,9	6,3	3,2	-13,9	9,6	7,9	29,1	0,8	9,9	13,2
3. Industries manufacturières	-10,2	13,1	-3,4	-21,8	-7,3	4,3	-10,9	-16,2	6,8	-3,3
4. Electricité et Eau	-3,3	6,8	18,9	-10,6	-5,9	10,5	-66,0	8,6	2,8	8,3
5. Bâtiments et Travaux Publics -	20,0	18,7	24,7	-30,6	4,5	13,7	3,5	6,7	11,5	23,8
Secteur des services	**-10,0**	**-0,6**	**-2,3**	**-1,3**	**-4,7**	**-6,8**	**-6,9**	**-3,5**	**4,9**	**8,0**
1. Commerce de gros et de détail	-2,3	-0,6	-0,2	-1,6	-6,7	-11,9	2,3	-0,7	1,7	3,5
2. Transports et Communications	-2,8	-0,6	-3,5	-8,4	-8,5	-20,7	28,5	8,1	21,0	27,8
3. Services marchands	-1,3	-0,5	-0,5	-2,0	-6,5	-5,0	-18,7	-10,0	6,1	6,2
4. Services non marchands	-53,8	-1,5	-21,2	15,4	21,7	33,6	-44,7	-23,6	3,5	14,4
5. Droits et taxes à l'importation	-2,0	47,9	-4,3	58,9	-21,3	-49,4	25,1	44,4	16,3	4,7
Produit Intérieur Brut	**-3,9**	**0,7**	**-1,1**	**-5,4**	**-1,7**	**-4,3**	**-6,9**	**-2,1**	**3,5**	**5,8**

Source : C.E.S.C.N.

(1) Cfr. tableau I.6.

I. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse.

En 2003, la valeur ajoutée en termes réels de la branche a enregistré un accroissement de 1,2 % contre 0,5 % une année plus tôt. De même, l'indice de la production agricole s'est amélioré de 5,0 %, passant d'une année à l'autre de 97,6 points à 102,5 points tandis que celui de la production agricole d'exportation a connu une quasi-stagnation, s'établissant à 61,3 points en 2003 contre 60,6 points en 2002.

1.1. Agriculture

Cultures vivrières

Au cours de la période sous examen, le volume de la production vivrière a connu une quasi-stagnation par rapport à l'année précédente, se situant à 20.688 milliers de tonnes contre 20.662 milliers en 2002.

Cette évolution est illustrée à travers toutes les composantes de la production vivrière dont les volumes de production en 2003 sont demeurés à leurs niveaux de 2002. En effet, leurs volumes en milliers de tonnes se sont établis de la manière suivante: « Cultures céréalières » 1.521 contre 1.520 , « Racines et tubercules » 15.461 contre 15.441, « Légumes et légumineuses » 570 contre 566 milliers, « Oléagineux » 1.473 contre 1.479 et « Fruits » 1.663 contre 1.656.

Cultures d'exportation

L'analyse des statistiques de production des principales cultures d'exportation laisse apparaître des évolutions divergentes des composantes de cette rubrique.

En effet, rapportées à leurs niveaux de 2002, certaines cultures d'exportation ont évolué à la hausse. Le bois scié a augmenté de 34,2 %, l'huile de palme de 25,0 %, le thé de 12,4 %, le café arabica de 10,9 % et le bois en grume de 1,3 %.

L'amélioration de la production de l'huile de palme est consécutive à la remise en état progressive des usines et à la réhabilitation des plantations abandonnées pendant la guerre à travers la Province Orientale et celle de l'Equateur. L'accroissement de la production du thé et du café arabica procède de l'amélioration de l'environnement socio-économique des provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu. Quant à l'augmentation de la production du bois en grume, elle tient au regain d'activité dans les chantiers d'exploitation forestière et à l'intensification du trafic fluvial avec les territoires autrefois occupés.

A l'inverse, la production du café robusta s'est contractée de 33,3 %, celle de l'huile de palmistes de 10,0 %, celle de la canne à sucre de 6,5 %, celle de caoutchouc de 6,4 %, celle de tabac de 2,8 % et celle de cacao de 0,7 %.

La baisse de la production du café robusta est consécutive à la fraude dans la partie nord de la province de l'Equateur et à la propagation de la trachéomycose tandis que celle de l'huile de palmistes résulte notamment de la baisse de la demande des savonneries et de la fermeture d'une société du secteur.

Il sied de relever qu'en dépit de la baisse de la production totale de la canne à sucre, celle industrielle s'est inscrite en hausse de 6,0 % en 2003, induite par l'utilisation des engrais chimiques et par une pluviométrie élevée.

1.2. Sylviculture

Les productions du bois de chauffage et du charbon de bois ont progressé respectivement de 22,7 % et de 35,3 % en 2003 par rapport à leurs niveaux de l'année précédente, s'établissant à 22.504 milliers de tonnes et 866 milliers contre 18.346 milliers de tonnes et 640 milliers en 2002. Cette situation est imputable à l'utilisation intensive de ces produits par les ménages dans les milieux urbains pour pallier les irrégularités de la fourniture du courant électrique.

1.3. Elevage

A l'exception de porcins dont la production s'est accrue de 1,0 % par rapport à 2002, tous les autres produits d'élevage ont enregistré des baisses en 2003. En effet, la production de bovins a diminué de 10,0 %, celle d'œufs de 7,9 %, celle de volaille de 5,0 %, celle de lait de 4,5 % et celles d'ovins et de caprins de 1,0 %. Cette situation est attribuable notamment à la persistance des maladies animales, aux coûts élevés des aliments pour bétail ainsi qu'à la concurrence des produits similaires importés.

1.4. Pêche et chasse

En 2003, la production du poisson frais s'est accrue de 1,6 %, s'établissant à 130 milliers de tonnes contre 128 milliers en 2002. Cet accroissement est la conséquence de l'amélioration des conditions sécuritaires dans les différents sites de pêche, notamment dans les territoires autrefois occupés.

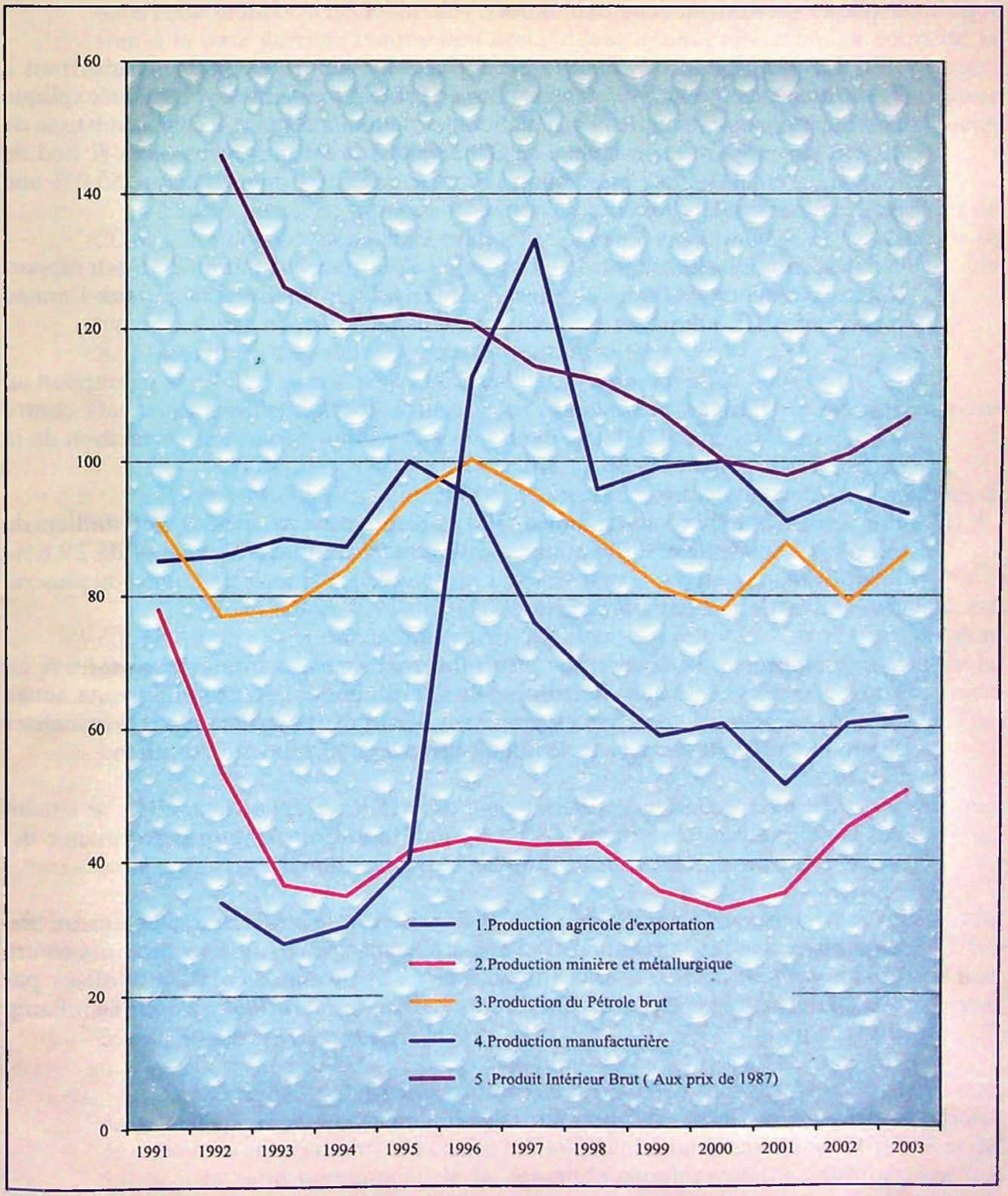
2. Extraction minière et Industries métallurgiques.

Comparativement à son niveau de 2002, la valeur ajoutée de la branche « Extraction minière et Industries métallurgiques » a progressé de 13,2 % en 2003. Son indice d'activité a enregistré une hausse de 9,8 %, passant de 46,1 points à 50,6 points d'une année à l'autre. Cette évolution est imputable principalement à l'augmentation de la production de diamant.

Par ailleurs, si l'activité extractive et métallurgique a été globalement positive, la production totale de cuivre a continué à baisser en 2003, se situant à 16.359 tonnes contre 26.311 tonnes une année plus tôt, soit une régression de 37,8 %. Cette évolution reflète la baisse de l'activité de production à la Gécamines et au niveau des partenaires.

En effet, la production de la Gécamines, qui était évaluée à 18.172 tonnes en 2002, s'est établie à 9.369 tonnes l'année suivante, traduisant un recul de 48,4 % consécutif à la persistance des difficultés tant structurelles que conjoncturelles. Il s'agit notamment de l'absence d'investissement, des grèves à répétition ainsi que des difficultés d'approvisionnement en intrants et pièces de rechange.

Graphique 1. Evolution des indices d'activité – Volume de production [1]
(base 1990=100)



(1) Cfr. Tableau I.14

Le volume du cuivre produit par les partenaires de la Gécamines a baissé de 14,1 % en 2003, se situant à 6.990 tonnes contre 8.139 tonnes l'année précédente. Le ralentissement des activités du principal partenaire de la Gécamines, à la suite des arrêts répétés de production dus à la mauvaise tenue des briques réfractaires, explique notamment cette évolution.

La production de cobalt s'est repliée de 38,1 % en 2003, se chiffrant à 7.341 tonnes contre 11.865 tonnes l'année précédente. Cette évolution s'explique notamment par le recul de la production des partenaires qui a accusé une baisse de 40,7 % par rapport à son niveau de 2002 suite à la raison sus évoquée. Il sied de relever qu'en 2003 cette production a représenté 82,0 % du total contre 85,0 % une année auparavant.

Néanmoins, le volume du zinc produit a presque sextuplé en 2003 par rapport à son niveau de 2002, s'élevant à 4.886 tonnes contre 828 tonnes l'année précédente, à la suite d'un meilleur approvisionnement en oxyde de zinc.

La quantité du diamant produit en 2003 s'est accrue de 24,5 % par rapport au volume de l'année précédente, se situant à 26.981 milliers de carats contre 21.679 milliers en 2002. Cette évolution a été impulsée par l'augmentation de la production tant industrielle qu'artisanale.

En effet, la production industrielle de diamant est passée de 6.050 milliers de carats à 7.839 milliers d'une année à l'autre, soit un accroissement de 29,6 %, justifié notamment par le démarrage d'une nouvelle usine de traitement du minerai de diamant depuis le mois de juin 2003.

Le volume du diamant de production artisanale a augmenté de 22,6 % en 2003, s'établissant à 19.141 milliers de carats contre 15.629 milliers une année plus tôt. L'incidence positive du processus de Kimberley qui a permis de canaliser la production de diamant vers le circuit officiel explique cette évolution.

Quant à la production artisanale d'or, elle s'est repliée de 63,9 %, se situant à 738,0 kg en 2003 contre 2.042,5 kg en 2002. Cette contre-performance est imputable à la reprise des hostilités dans les zones aurifères.

Au terme de l'année 2003, le volume du pétrole brut extrait a enregistré une croissance de 9,7 % par rapport à 2002, s'élevant à 9.246 milliers de barils contre 8.425 milliers en raison des travaux de récupération secondaire réalisés par les sociétés pétrolières de production ainsi que de l'extension du champ d'exploitation.

3. Industries manufacturières.

La valeur ajoutée de la branche « Industries manufacturières » a connu une régression de 3,3 % en 2003 par rapport à l'année 2002. La reprise de la production dans cette branche a nécessité des consommations intermédiaires importantes qui sont à la base de cette contraction de la valeur ajoutée. En effet, au cours de la même période, son indice de production est passé de 94,9 points à 108,7 points, soit une amélioration de 14,5 % à la suite du bon comportement des deux sous branches, à savoir l'Industrie des biens de consommation et celle des biens d'équipement et d'approvisionnement.

Leurs indices de production se sont accrus respectivement de 14,6 % et de 20,6 %. En dépit de cette amélioration, la branche a continué de se ressentir de sa faible compétitivité à cause notamment de l'absence d'investissement de modernisation et de la faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs.

3.1. Industries des biens de consommation

Les productions des biens de consommation ont évolué de manière divergente en 2003.

Dans les industries alimentaires, la farine de froment a enregistré une hausse de 75,2 %, l'huile de palme de 25,0 %, la margarine de 20,0 %, le sucre de 17,0 %, les graisses et huiles de table de 15,4 % et la farine de maïs de 4,6 %.

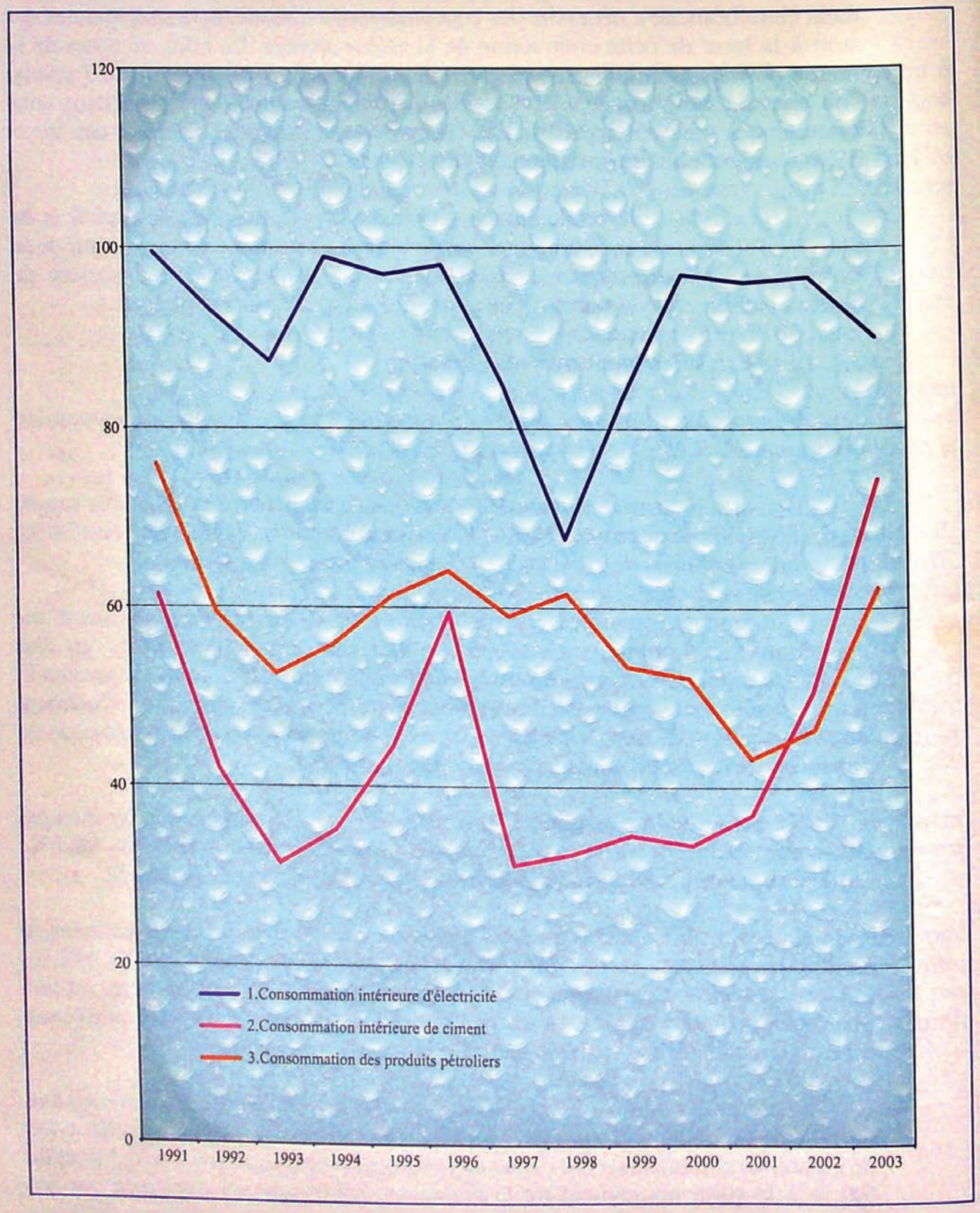
L'augmentation notable de la production de la farine de froment est consécutive à l'approvisionnement régulier en intrants. La remise en état progressive des usines et la réhabilitation des plantations abandonnées pendant la guerre expliquent l'évolution de la production d'huile de palme. L'accroissement de la production de margarine ainsi que des graisses et huiles de table procède de la reprise des activités d'une grande société du secteur.

En raison de la concurrence des produits similaires importés et du manque d'investissement, la production de chocolats et de biscuits a régressé de 88,7 %, celle d'aliments pour bétail de 10,0 % et celle du riz décortiqué de 3,5 %.

En ce qui concerne les produits de l'industrie des boissons, leurs volumes se sont inscrits à la hausse. Les limonades et eaux gazeuses ont augmenté de 29,2 %, la bière de 16,6 % et les boissons alcooliques de 1,6 %. Cette performance est liée principalement à l'approvisionnement régulier en intrants et aux nouveaux investissements réalisés dans le secteur.

La même évolution a été observée au niveau de l'industrie du tabac ainsi que de celle de fabrication des produits pétroliers et raffinés. En effet, les productions de cigarettes et lubrifiants ont connu des augmentations respectives de 0,7 % et de 5,0 % à la suite notamment de la demande supplémentaire exprimée par les consommateurs des territoires réunifiés. La hausse de la production des lubrifiants s'explique également par l'accroissement du charroi automobile.

Graphique 2. Indice de consommation en volume (1)
(base 1990 = 100)



(1) Cfr. Tableau I.14

Il a été observé des baisses dans l'industrie de tissu, confection et bonneterie où la production des tissus de coton a reculé de 62,6 %, celle des tissus imprimés de 55,1 % et celle des tissus en polyester de 2,9 %. Cette contre-performance est due notamment au ralentissement des activités suite à la concurrence des produits similaires importés.

De même, la production des industries des chaussures et cuirs s'est contractée en raison de la baisse de 42,3 % de la production des chaussures en cuir.

3.2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

L'amélioration de la production de cette sous-branche tient essentiellement à l'augmentation de 34,8 % de la production de ciment portland induite par les travaux de réhabilitation des routes et des bâtiments publics ainsi que par les constructions des ménages. Cette amélioration a eu un impact positif sur les autres produits de la sous-branche. Il s'agit de carrelages qui ont progressé de 14,3 %, de produits en béton de 7,5 %, de concassés de 4,6 % et de fibrociment de 3,1 %.

L'indice des industries des fabrications métalliques lourdes ainsi que celui des industries du matériel de transport ont connu des augmentations respectives de 7,3 % et de 12,0 %. Ces évolutions sont imputables principalement à l'accroissement de la production des charpentes et constructions métalliques ainsi qu'à celui de la chaudronnerie lié au regain des activités de construction.

4. Electricité et Eau.

Après avoir enregistré un accroissement de 2,8 % en 2002, la valeur ajoutée de la branche « Electricité et eau » s'est améliorée de 8,3 % une année plus tard. Cette évolution s'explique essentiellement par l'application de tarifs revus sensiblement à la hausse. Cependant, les indices d'activité des productions d'eau et d'électricité sont passés, d'une année à l'autre, de 98,7 points à 101,6 points et de 108,7 points à 109,5 points, soit des hausses respectives de 2,9 % et de 0,7 %.

S'agissant de l'indice de consommation d'eau et de celui de consommation intérieure d'électricité, ils ont accusé des baisses respectives de 1,5 % et de 7,1 % par rapport à leurs niveaux de 2002.

4.1. Electricité

Au terme de l'année 2003, la production brute d'électricité n'a pas connu d'évolution significative par rapport à son niveau de 2002, s'élevant à 5.980 gWh contre 5.937 gWh une année auparavant.

En dépit de l'augmentation de 8,9 % de la consommation de l'électricité en basse tension à la suite de l'accroissement du nombre d'abonnés, la consommation intérieure d'électricité s'est inscrite en baisse de 6,0 % induite par les diminutions de 11,0 % des consommations en moyenne et haute tension. En effet, d'une année à l'autre, la consommation intérieure est passée de 4.382 gWh à 4.123 gWh. Cette

situation est attribuable au ralentissement des activités de grandes entreprises de production, aux multiples interruptions de l'alimentation en courant électrique ainsi qu'à l'arrêt de fourniture sur la ligne Lubumbashi-Kisenge consécutif à la chute de pylônes.

La quantité d'énergie électrique exportée en 2003 s'est contractée de 8,9 %, se situant à 1.230 gWh alors qu'elle était de 1.350 gWh en 2002. Les perturbations sur la ligne Inga-Kolwezi ainsi que la suspension de la demande de la Zambie expliquent principalement cette évolution.

4.2. Eau potable

Le volume d'eau traitée s'est accru de 3,0 % en 2003, se situant à 212,5 millions de m^3 contre 206,4 millions en 2002, à la suite notamment de l'amélioration de la production du chlore à l'usine de N'djili et de l'approvisionnement régulier en intrants provenant de dons de l'Union européenne.

S'agissant de la consommation d'eau, elle a enregistré une baisse de 8,5 % en 2003 par rapport à la quantité consommée en 2002. En effet, situé à 127,1 millions de m3 en 2002, le volume d'eau consommée s'est établi à 116,3 millions une année plus tard.

Cette baisse ainsi que l'écart important observé entre la quantité d'eau produite et celle consommée s'expliquent entre autres par la vétusté du réseau de distribution, la facturation forfaitaire et la réduction de 39,7 % du nombre de compteurs en bon état.

5. Bâtiments et Travaux publics.

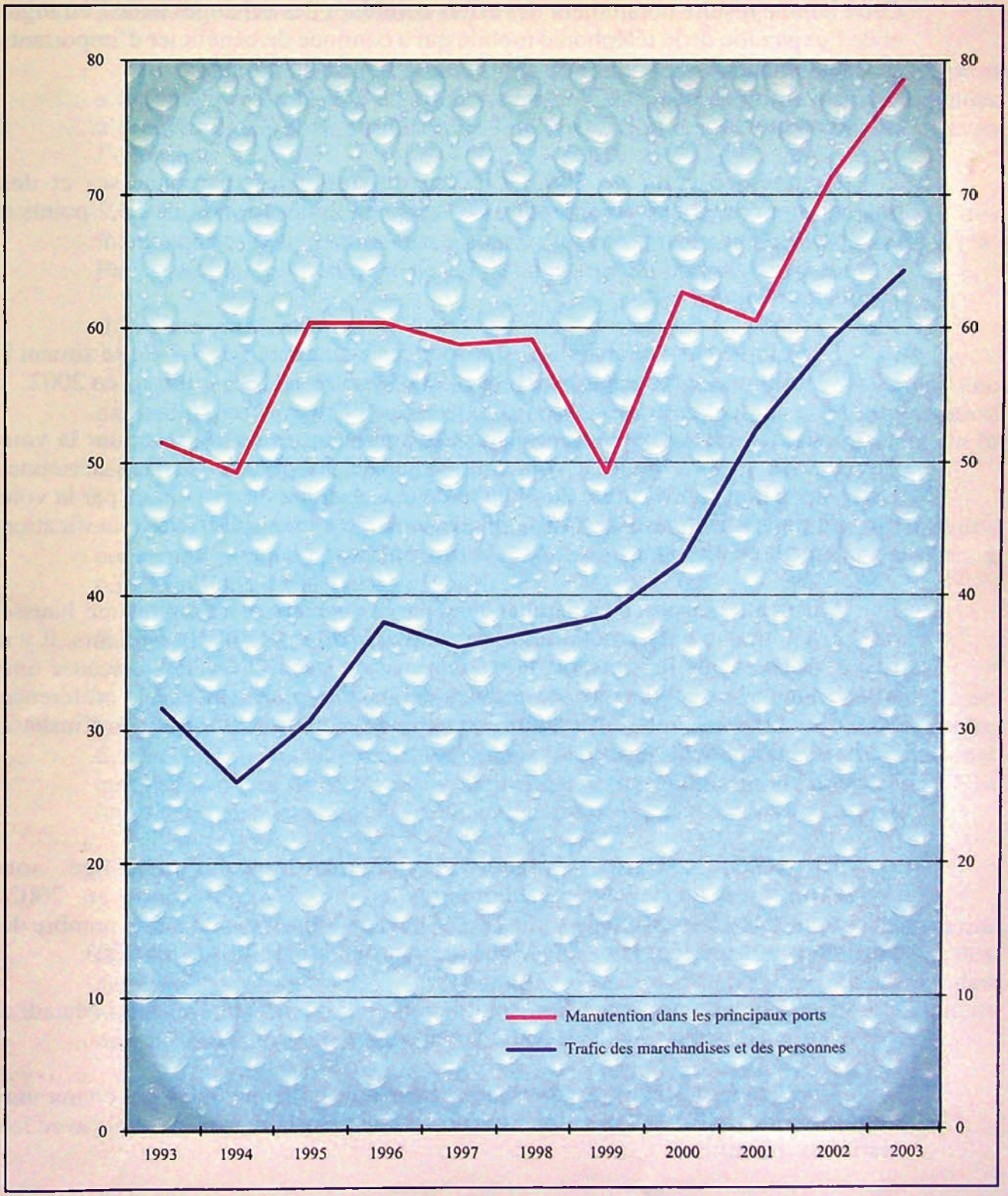
En 2003, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 23,8 % par rapport à l'année précédente.

Sur la même période, l'indice de la consommation intérieure de ciment s'est accru de 43,0 %, s'établissant à 72,2 points contre 50,5 points en raison de l'intensification des travaux de réhabilitation des infrastructures routières, des bâtiments publics et des constructions des ménages.

6. Commerce de gros et de détail.

Après une croissance de 1,7 % observée en 2002, la branche « Commerce de gros et de détail » a enregistré une augmentation de 3,5 % en 2003. Les activités de commerce ont bénéficié de l'amélioration du climat des affaires observée depuis la mise en œuvre des mesures du PEG.

Graphique 3. Evolution des indices d'activité – Transports (1)
(base 1990 = 100)



(1) Cfr. Tableau I.14

7. Transports et Communications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Communications » a connu une augmentation de 27,8 % en 2003 après celle de 21,0 % enregistrée en 2002. Cette hausse résulte notamment des effets combinés des échanges avec l'étranger et de l'explosion de la téléphonie mobile qui a continué de bénéficier d'importants investissements.

7.1. Transports

Comparé à celui de 2002, l'indice du trafic des marchandises et des personnes a connu une amélioration de 7,5 % en 2003, passant de 53,2 points à 57,2 points.

Trafic marchandises

Le volume des marchandises transportées a augmenté de 9,7 %, se situant à 1.238,2 millions de tonnes/kilomètres en 2003 contre 1.128,3 millions en 2002.

En effet, les activités du transport se sont accrues de 26,2 % pour la voie fluviale, de 14,8 % pour la voie routière et de 9,8 % pour la voie aérienne. L'augmentation significative du volume de marchandises transportées par la voie fluviale tient à la reprise du trafic avec les territoires réunifiés. Cette réunification a également eu un impact positif sur le trafic aérien.

Quant au transport des marchandises par la voie ferrée, il a connu une hausse de 4,2 % imputable à l'amélioration des activités de la SNCC. Par ailleurs, il y a lieu de relever que le transport ferroviaire assuré par l'ONATRA a accusé une baisse due à l'immobilisation de certains engins d'exploitation et à la préférence portée sur la route par les opérateurs économiques empruntant le tronçon Kinshasa – Matadi récemment réhabilité.

Trafic voyageurs

En 2003, le trafic voyageurs est demeuré presque inchangé, soit 714,1 millions de voyageurs kilomètres contre 714,5 millions en 2002. Néanmoins, la réouverture du trafic fluvial a eu un impact positif sur le nombre de personnes transportées par l'ONATRA qui a progressé de 44,4 % en 2003.

Il y a lieu de noter que la réhabilitation de l'axe routier Kinshasa-Matadi a permis d'améliorer de 9,4 % le trafic voyageurs.

Concernant les activités de transport par voie aérienne, elles ont connu une augmentation de 2,1 % qui s'explique notamment par la reprise des vols avec les territoires réunifiés.

S'agissant du trafic voyageurs par la voie ferrée, le nombre de personnes transportées s'est contracté globalement de 7,8 % en 2003. Les baisses ont été de 11,0 % pour la SNCC et de 0,8 % pour l'ONATRA.

Manutention dans les principaux ports

Comparé à celui de l'année 2002, l'indice des activités de la manutention s'est amélioré de 11,0 % en 2003. Le volume des marchandises manutentionnées a progressé de 7,9 % en raison de l'augmentation des échanges des biens avec l'extérieur.

En effet, au niveau des ports de Boma et de Matadi, le volume des marchandises manutentionnées a augmenté respectivement de 52,6 % et de 9,4 %. Par contre, il s'est contracté de 7,7 % au niveau du port de Kinshasa.

7.2. Communications

Au terme de l'année 2003, le secteur des communications a connu une expansion par rapport à l'année 2002, consécutive principalement à l'implantation de nouvelles sociétés et à l'élargissement de la couverture des réseaux de la téléphonie mobile à travers le pays.

Ces faits ont eu pour conséquence l'amélioration du nombre de minutes consommées qui a augmenté de 126,8 %, passant de 281,4 millions de minutes à 638,3 millions d'une année à l'autre.

8. Services marchands

La valeur ajoutée dans la branche des services marchands s'est améliorée quasiment dans les mêmes proportions en 2003 qu'en 2002, soit 6,2 % contre 6,1 %. Outre le dynamisme observé dans les activités des hôtels et restaurants ainsi que des agences de publicité et de voyage, cette évolution est consécutive à la reprise des activités dans le secteur bancaire.

9. Services non marchands

En hausse de 3,5 % en 2002, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 14,4 % en 2003. Cette évolution résulte notamment de la progression des dépenses de fonctionnement des administrations publiques ainsi que des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat consécutive au réajustement de leurs indemnités de transport à Kinshasa et à Lubumbashi.

II. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SELON LES EMPLOIS

L'analyse des emplois finals révèle que la croissance réalisée en 2003 a été impulsée principalement par la demande intérieure. Les composantes ci-après ont contribué à la croissance au cours de l'année sous revue: la consommation finale des ménages pour 86,8 %, les importations des biens et services pour 34,1 %, les exportations des biens et services pour 27,0 %, la formation brute de capital fixe pour 12,6 % et la consommation finale des administrations publiques à concurrence de 6,5 %

La répartition du PIB entre les différentes composantes de la demande globale se présente comme suit :

Tableau I.2. UTILISATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (1)

(en pourcentage du PIB à prix courants)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(*)
1. Consommation finale des ménages	89,1	79,3	71,3	82,5	84,5	81,3	81,7	88,2	82,6	86,8
2. Consommation finale des administrations publiques	4,4	5,0	6,2	7,9	10,2	8,9	7,5	4,9	5,2	6,5
3. Formation brute de capital fixe	7,5	9,7	15,5	8,5	7,3	4,3	10,5	7,6	8,6	12,6
4. Variation des stocks	-4,1	1,4	-1,2	-0,4	-0,8	5,3	0,6	0,5	0,7	1,2
5. Exportations nettes des biens et services	3,1	4,8	8,2	1,5	-1,3	0,2	-0,2	-1,2	2,9	-7,1
- Exportations des biens et services	24,4	28,5	30,9	24,0	25,0	6,6	6,5	14,2	24,4	27,0
- Importations des biens et services (-)	21,2	23,7	22,7	22,5	26,2	6,4	6,7	15,4	21,5	34,1
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: C.E.S.C.N.
(1) Tableau I.7.

1. Consommation finale des ménages

En valeur nominale, les dépenses de consommation finale des ménages se sont inscrites en hausse de 24,8 % en 2003. Cette augmentation reflète l'évolution de l'activité économique qui a été confortée en 2003 par la stabilité des prix intérieurs avec un impact positif sur les revenus des ménages.

2. Consommation des administrations publiques

Par rapport à leur niveau de 2002, les dépenses de consommation finale des administrations publiques se sont accrues de 48,3 % en 2003, en raison principalement de la réunification de l'ensemble du pays. Cette dernière a influé sur les dépenses relatives à la paie des fonctionnaires, de l'armée et de la police ainsi que sur les frais de fonctionnement des institutions et des ministères.

3. Formation brute de capital fixe

L'amélioration des dépenses d'investissement enregistrée en 2002 s'est poursuivie en 2003. En effet, la FBCF a progressé de 73,7 % contre 39,8 % une année auparavant.

L'analyse par agent révèle que cet accroissement a été essentiellement soutenu par les ménages et le secteur privé. En effet, les dépenses des ménages effectuées au titre de la FBCF ont augmenté de 76,0 % en 2003. Elles ont été affectées principalement au secteur de la construction. S'agissant du secteur privé, ses dépenses ont augmenté de 78,8 % et ont concerné l'achat des biens d'équipement utilisés notamment dans les secteurs de la téléphonie mobile, de l'informatique et de transport. Quant aux administrations publiques, leurs dépenses ont enregistré une augmentation de 75,1 %, lesquelles ont porté essentiellement sur les travaux publics et la réfection des bâtiments.

La répartition par type de biens d'investissement indique que la formation brute du capital fixe se présente de la manière suivante : Bâtiments et travaux publics (88,4 %), biens d'équipement (11,3 %), projets administratifs (0,1 %) et cheptel (0,1 %). Quant à l'analyse par agent institutionnel, les ménages ont représenté 51,5 % de la formation brute du capital fixe, les entreprises 25,5 % et les administrations publiques 23,0 %.

4. Exportations nettes des biens et services

Contrairement à l'année 2002, le compte extérieur des opérations sur les biens et services a affiché un solde déficitaire de 162.202,5 millions de CDF en 2003 contre un excédent de 55.629,2 millions. L'accroissement plus important des importations par rapport à celui des exportations s'explique notamment par des achats des biens de consommation ainsi que des biens d'équipement par les entreprises.

5. Variation des stocks

L'amélioration de l'activité économique s'est répercutée sur les stocks des entreprises dont le volume s'est accru de 110,5 % en 2003 contre 99,8 % une année auparavant. L'augmentation de la demande des biens par les ménages et les entreprises a eu une incidence positive sur les stocks en intrants des entreprises.

La différence entre les stocks fin de période et début de période en 2003 s'est établie à 14.865,0 millions de CDF, représentant 0,7 % du PIB.

CHAPITRE II

LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI

I. PRIX INTERIEURS

Le ralentissement notable du rythme de formation des prix observé en 2002 s'est poursuivi en 2003.

1. Evolution des prix sur le marché de Kinshasa

Selon l'indice des prix à la consommation des ménages calculé par la Banque Centrale du Congo, le taux d'inflation à fin 2003 s'est établi à 4,4 % contre 15,8 % une année auparavant. Ce taux est de 1,6 % inférieur à l'objectif de 6,0 % fixé dans le Programme Economique du Gouvernement.

Tableau I.2.a. VARIATIONS EN POURCENTAGE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A KINSHASA
(Indice BCC)

	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Cumul
2000	17,5	5.5	8.6	2,4	22.6	26,1	14,0	15,1	20,4	17,9	16,2	32,4	511,2
2001	29.7	3.4	8,6	15,7	36,3	2,2	-16,0	14,7	3,1	3,3	-0,2	-2,1	135,1
2002	3,8	0,8	-1,9	-0,3	0.8	2,5	0,8	0,4	1,1	2,6	4,6	-0,3	15,8
2003	1,2	2,3	0,7	-0,02	1,0	0,3	0,7	0,2	-1,9	-0,2	0,1	0,1	4,4

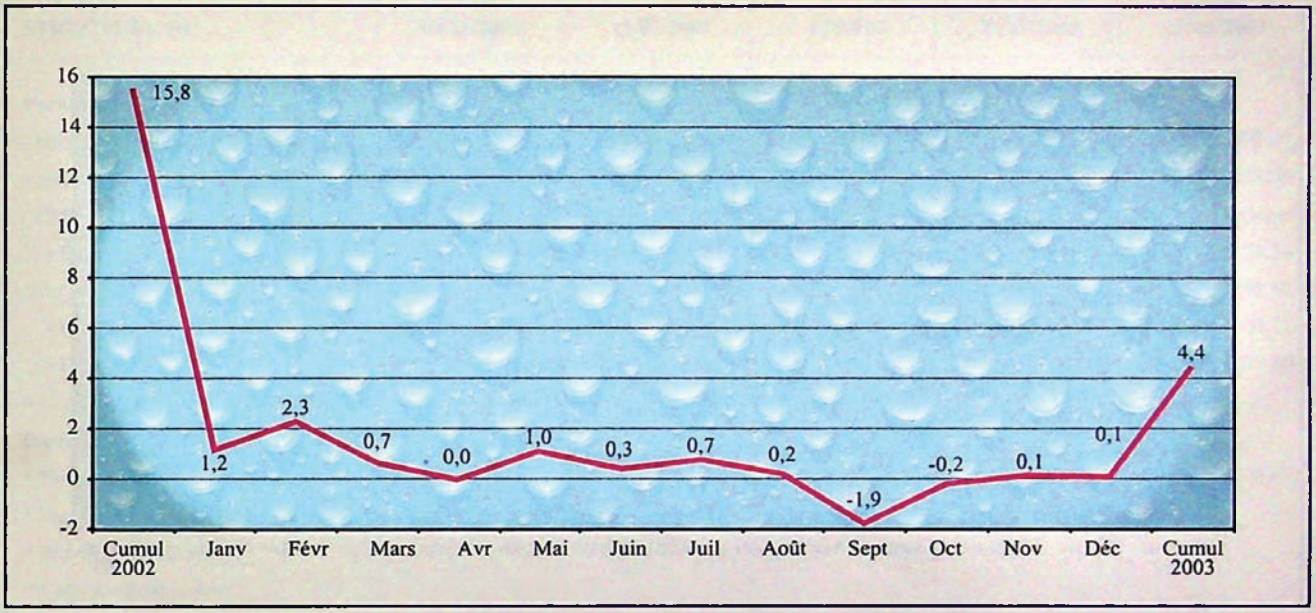
Source : Banque Centrale du Congo

Le ralentissement du rythme de formation des prix ainsi observé résulte des effets conjugués de l'appréciation du franc congolais par rapport au dollar américain ainsi que de la baisse du prix du carburant à la pompe enregistrée au cours des mois de juillet et septembre 2003.

La décélération de l'inflation observée en 2003 a concerné toutes les rubriques de l'indice général des prix : « Alimentation » 1,7 % contre 14,5 %, « logement » 5,1 % contre 17,6 %, « Habillement » 4,9 % contre 9,5 % et « Autres articles et services divers » 10,8 % contre 16,4 %.

L'analyse des différentes composantes de l'indice général des prix renseigne que les rubriques « Autres articles et services divers » et « Alimentation » ont contribué respectivement pour 57,9 % et 18,8 % dans la formation des prix. Le logement et l'habillement sont intervenus pour 15,1 % et 8,1 %.

Graphique 4. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa et évolution du taux d'inflation cumulé (1)



(1) Cfr. Tableau I.32

2. Evolution des prix sur le marché de Lubumbashi

L'indice des prix à la consommation des ménages publié par l'INS Lubumbashi renseigne un ralentissement du taux d'inflation qui s'est situé à 1,2 % en 2003 contre 6,3 % une année auparavant.

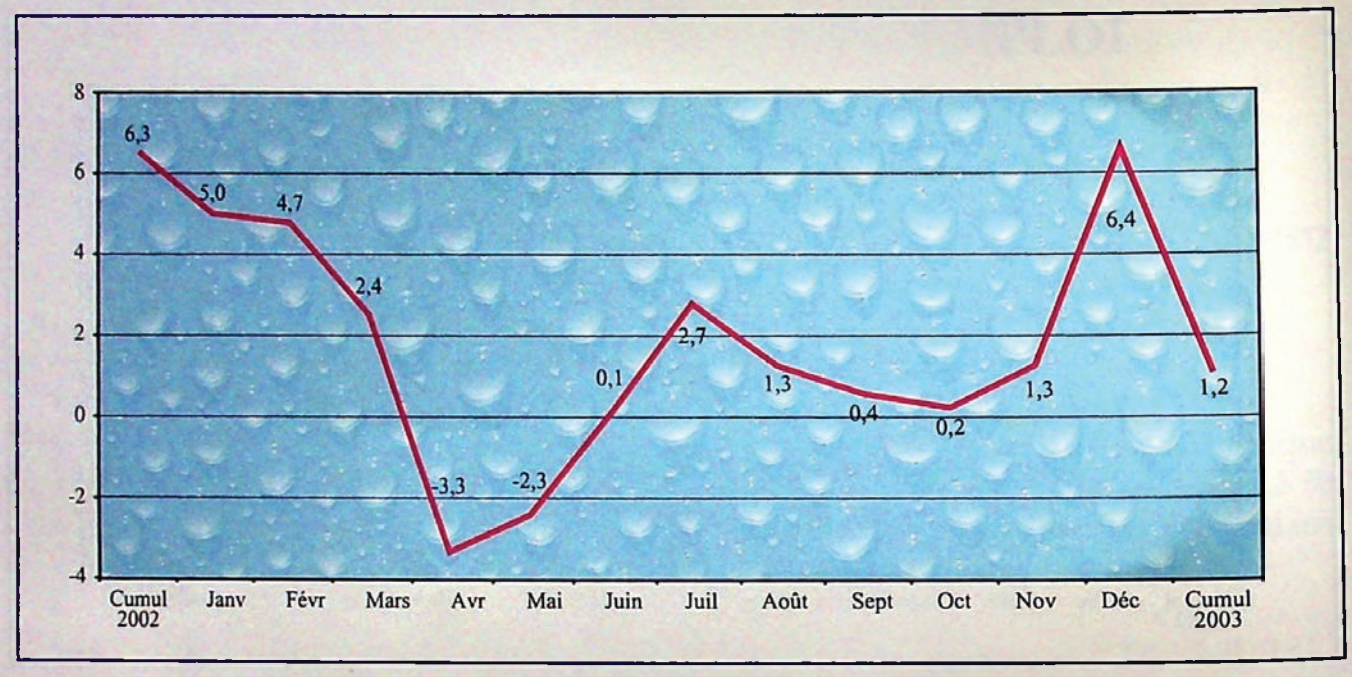
De même qu'à Kinshasa, le ralentissement du rythme de formation des prix ainsi observé est consécutif à l'appréciation du franc congolais par rapport au dollar américain ainsi qu'à la baisse du prix du carburant à la pompe.

Tableau I.2.b. VARIATIONS EN POURCENTAGE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A LUBUMBASHI
(indice INS)

	Jan	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Cumul
2000	31,1	15,6	10,4	5,6	7,9	23,0	20,7	5,0	13,1	10,2	21,7	21,0	446,2
2001	36,8	13,9	4,9	14,3	33,5	14,3	-9,1	8,6	5,5	2,0	2,3	1,8	215,2
2002	3,0	0,7	0,8	15,7	-2,5	-1,1	-1,8	-1,0	-	4,7	3,9	-1,9	6,3
2003	5,0	4,7	2,4	-3,3	-2,3	0,1	2,7	1,3	0,4	0,2	1,3	6,4	1,2

Source : INS

Graphique 5. Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation à Lubumbashi et évolution du taux d'inflation cumulé



(1) Cfr. Tableau I.30

3. Prix des produits pétroliers

Au cours de l'année 2003, la structure des prix des carburants terrestres a été modifiée à quatre reprises contre trois révisions en 2002. En effet, de 315 CDF le 1er janvier 2003, le prix du litre d'essence à la pompe dans la partie Ouest du pays a été fixé successivement à 305 CDF le 15 février, 335 CDF le 17 mars, 315 CDF le 08 juillet et 300 CDF le 25 septembre 2003.

Les réajustements de la structure des prix des produits pétroliers ont été opérés conformément à l'Arrêté interministériel relatif aux modifications des prix des carburants. Cet arrêté autorise le réaménagement de la structure chaque fois que l'une des variables clés, à savoir le taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain, le volume structure et les prix moyens frontières (PMF), subit une augmentation ou une diminution supérieure à 5 %.

Il sied de noter que le volume structure est la moyenne des ventes des deux derniers mois et que les prix moyens frontières correspondent aux prix CIF des produits.

II. SALAIRES ET EMPLOIS

La hausse de l'indice des salaires nominaux du secteur privé s'est poursuivie en 2003 se situant à 5,7 % après avoir été de 95,8 % une année auparavant. Dans la même période, l'indice des salaires réels a connu une augmentation de 5,5 % contre 44,3 % l'année précédente. Ces évolutions des indices de salaires traduisent l'amélioration progressive des conditions salariales des travailleurs du fait

Tableau I.2.c. EVOLUTION DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

STRUCTURE DU	09/11/2002		15/02/2003		17/03/03		08/07/2003		25/09/2003	
Paramètres clés										
- taux de change (FC/USD)		400,17		426,52		427,24		432,80		399,07
- volume structure (m³)		25.163,00		26.478,00		26.135,00		30.289,00		31.658,00
- PMF ($ /TM)	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest
• Essence	349,40	318,37	404,85	308,67	402,30	368,97	344,42	471,39	385,68	354,51
• Gasoil	338,65	286,38	419,91	289,12	385,84	341,62	370,29	430,53	377,79	299,80
• Pétrole	380,00	304,98	418,98	308,53	431,37	350,43	438,00	474,94	438,00	304,71
• Fomi	-	205,20	-	215,19	-	216,79	-	225,29	-	229,80
Paramètres régulateurs										
* Fiscalité (millions de USD)		1,48		1,55		1,53		5,67		6,60
* Parafiscalité		1,36		2,38		2,35		-		-
* Stock de stabilisation		0,59		0,63		0,88		-		-
* Cohydro Fournisseur		-		-		-		-		-
Total		3,43		4,56		4,76		5,67		6,60
Prix du litre à la pompe en FC	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**
• Essence	315	315,0	320	320,0	340	330,0	320	315,0	305	300,0
• Gasoil	310	310,0	315	315,0	335	325,0	315	310,0	300	295,0
• Pétrole	290	270,0	290	270,0	305	295,0	300	275,0	280	240,0
• Fomi	-	122,2	-	122,8	-	128,1	-	159,9	-	148,5

Source : Ministère de l'Economie Nationale

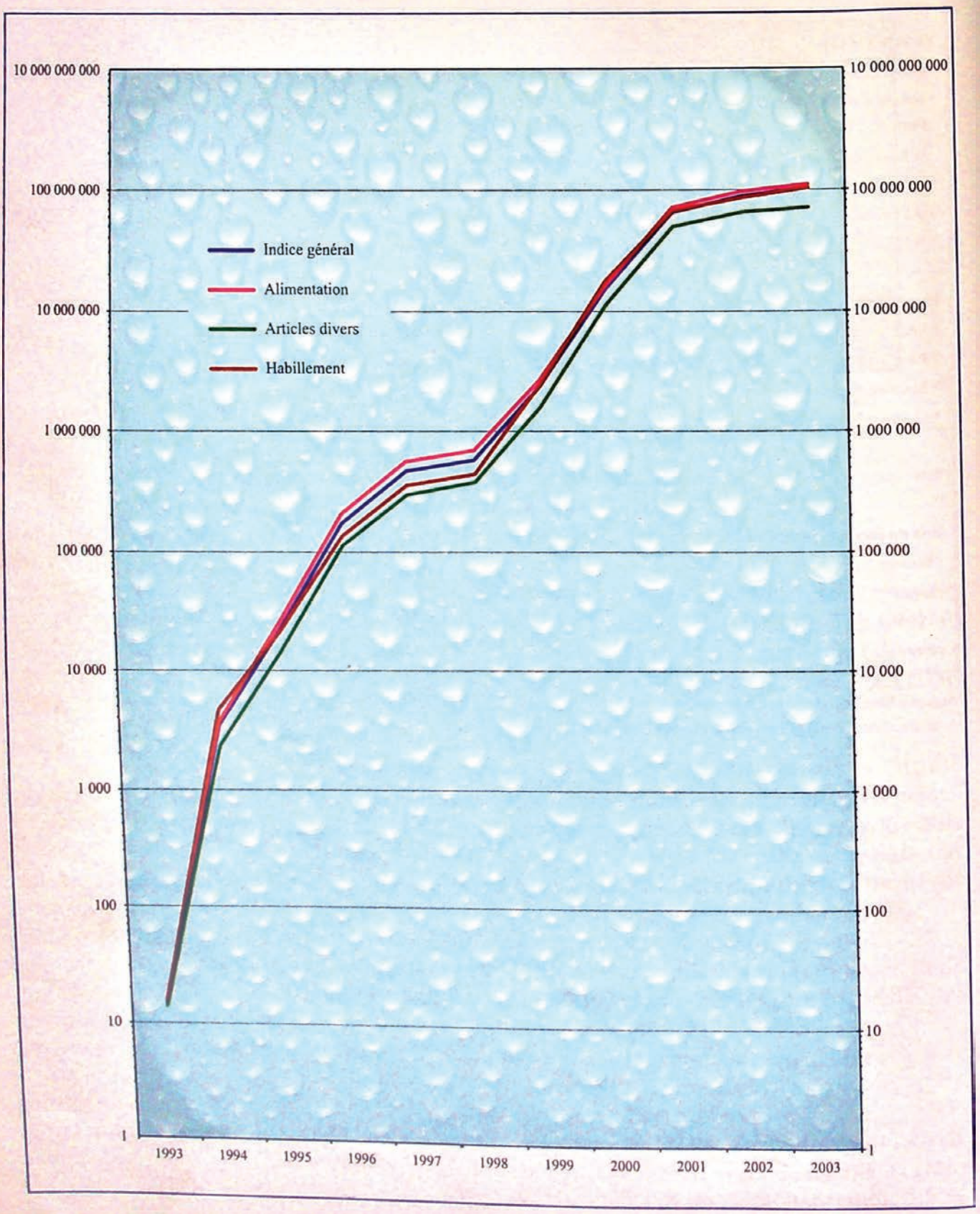
* la parafiscalité pétrolière a été supprimée à partir du 30 juin 2003

notamment des importants investissements dans le secteur des communications dans un environnement économique marqué par un repli notable de l'inflation.

L'indice des salaires nominaux dans le secteur public a renseigné une augmentation de 95,7 % en 2003 contre 331,7 % en 2002. S'inscrivant dans le même sillage, l'indice des salaires réels a enregistré une progression de 77,9 % en 2003, alors qu'il s'établissait à 218,6 % une année auparavant. Les principaux facteurs explicatifs de ces évolutions tiennent à l'augmentation de la masse salariale du fait, entre autres, de la réunification du pays et à celle de l'indemnité de transport en faveur des fonctionnaires du secteur public des villes de Kinshasa et de Lubumbashi.

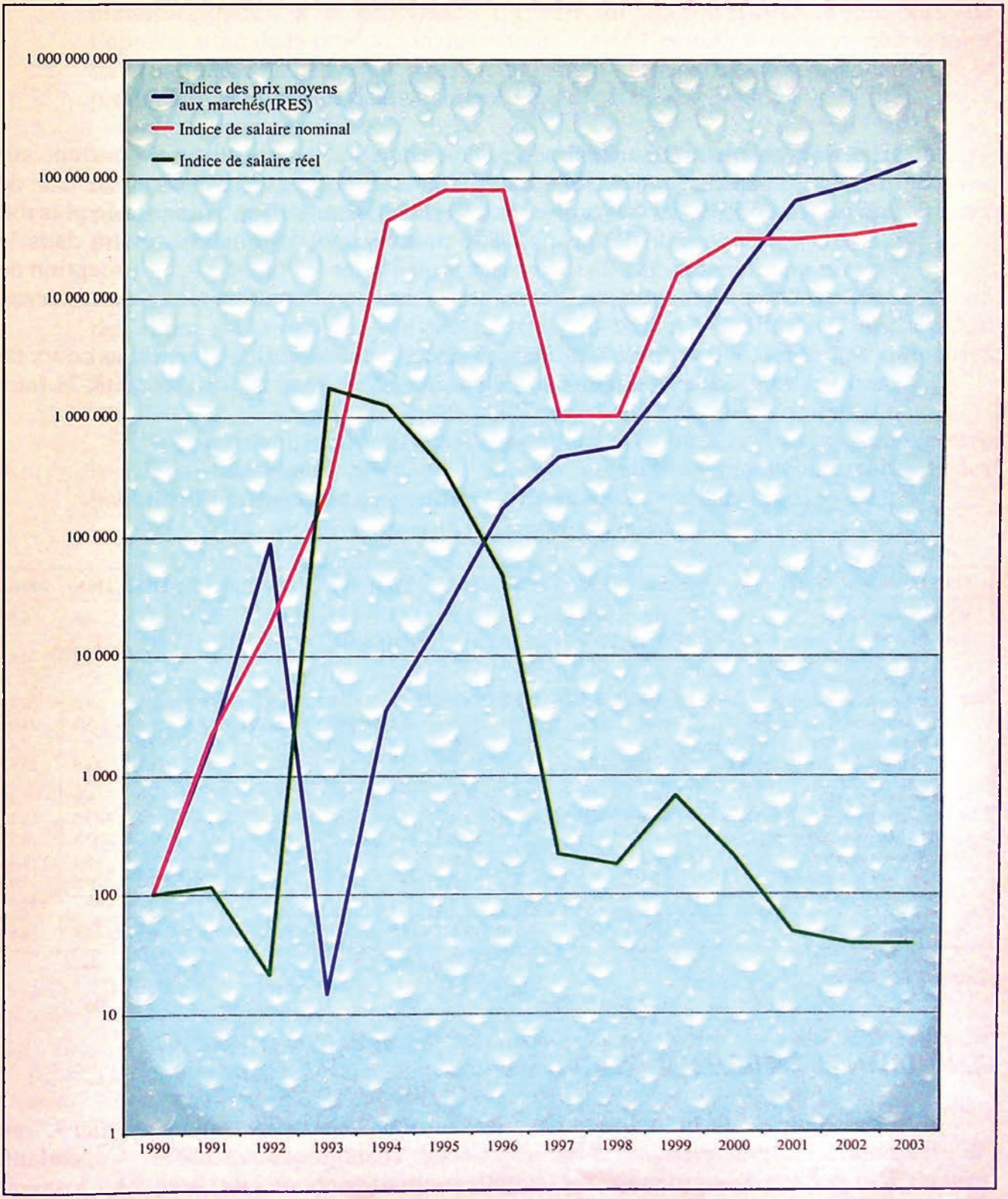
La situation de l'emploi, appréhendée au travers des statistiques des travailleurs des secteurs public et privé affiliés à l'Institut National de Sécurité Sociale et des effectifs des agents de l'Administration publique, indique une nette augmentation de 5,0 % de l'emploi dans le secteur privé et de 31,1 % dans le secteur public. En ce qui concerne le secteur privé, cette situation traduit le mouvement de reprise qui caractérise la plupart des secteurs de l'économie.

Graphique 6. Evolution des indices des prix de détail à Kinshasa calculés par l'IRES (1)



(1) Cfr. Tableau I.30

Graphique 7. Salaire minimum légal,
indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels (1)



(1) Cfr. Tableau I.34

CHAPITRE III

L'EVOLUTION ECONOMIQUE EN 2004

APERCU GENERAL

Sur base des données issues des enquêtes conjoncturelles portant sur quelques produits représentatifs des différentes branches de l'économie, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,6 % en 2004 contre 5,8 % une année plus tôt. Ce taux est supérieur de 0,6 point de pourcentage à l'objectif retenu dans le Programme Economique du Gouvernement. Toutes les branches, à l'exception de celle « Electricité et eau », ont contribué à l'amélioration de ce taux de croissance.

Il a été observé une recrudescence des tensions inflationnistes au cours de l'année 2004. En effet, après avoir atteint 4,4 % à fin décembre 2003, le taux d'inflation s'est établi à 9,2 % en 2004.

Tableau I.1.bis. TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DES DIFFERENTS SECTEURS (1)

(Variations en % par rapport à l'année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000r	2001r	2002	2003(p)	2004(e)
I. Secteur des biens	**-0,8**	**0,7**	**-0,5**	**-7,3**	**-0,7**	**-1,9**	**-8,2**	**-3,3**	**3,1**	**4,6**	**6,5**
1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse	-0,8	-2,3	-2,9	-2,8	-1,4	-5,1	-11,7	-3,9	0,5	1,2	0,6
2. Extraction minière et Industries métallurgiques	1,9	6,3	3,2	-13,9	9,6	7,9	29,1	0,8	9,9	13,2	16,4
3. Industries manufacturières	-10,2	13,1	-3,4	-21,8	-7,3	4,3	-10,9	-16,2	6,8	-3,3	24,0
4. Electricité et Eau	-3,3	6,8	18,9	-10,6	-5,9	10,5	-66,0	8,6	2,8	8,3	-7,4
5. Bâtiments et Travaux Publics	20,0	18,7	24,7	-30,6	4,5	13,7	3,5	6,7	11,5	23,8	22,5
II.Secteur des services	**-10,0**	**-0,6**	**-2,3**	**-1,3**	**-4,7**	**-6,8**	**-6,9**	**-3,5**	**4,9**	**8,0**	**7,5**
1. Commerce de gros et de détail	-2,3	-0,6	-0,2	-1,6	-6,7	-11,9	2,3	-0,7	1,7	3,5	5,7
2. Transports et Communications	-2,8	-0,6	-3,5	-8,4	-8,5	-20,7	28,5	8,1	21,0	27,8	11,3
3. Services marchands	-1,3	-0,5	-0,5	-2,0	-6,5	-5,0	-18,7	-10,0	6,1	6,2	8,1
4. Services non marchands	-53,8	-1,5	-21,2	15,4	21,7	33,6	-44,7	-23,6	3,5	14,4	11,6
5. Droits et taxes à l'importation	-2,0	47,9	-4,3	58,9	21,3	-49,4	25,1	44,4	16,3	4,7	11,5
Produit Intérieur Brut	**-3,9**	**0,7**	**-1,1**	**-5,4**	**-1,7**	**-4,3**	**-6,9**	**-2,1**	**3,5**	**5,8**	**6,6**

Source : C.E.S.C.N.
(1) Cfr. tableau I.6.

I. PRODUIT INTERIEUR BRUT

Toutes les branches d'activité, hormis celle « Electricité et eau », ont contribué positivement à la croissance économique en 2004. Cependant, l'impulsion à la croissance provient essentiellement de cinq branches, à savoir « Extraction minière et Industries métallurgiques » (29,7 %), « Bâtiments et

travaux publics » (19,6 %), « Commerce de gros et de détail » (15,3 %), « Industries manufacturières » (13,9 %) et « Transports et Communications » (8,4 %).

La contribution importante de la branche « Extraction minière et Industries métallurgiques » à la croissance du PIB en 2004 résulte, d'une part, de l'amélioration de la production du pétrole, suite à l'entretien des puits et à la mise en exploitation de nouveaux puits en 2003 et, d'autre part, de l'augmentation de la production du diamant consécutive au processus de Kimberley.

L'amélioration des activités de la branche « Bâtiments et Travaux publics » tient essentiellement à la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et des bâtiments publics ainsi qu'aux constructions des entreprises privées et des ménages.

L'évolution des activités de commerce de gros et de détail reflète la hausse des importations des biens au cours de l'année 2004 au bénéfice de l'amélioration du climat des affaires amorcée depuis 2002 tandis que celle des industries manufacturières tient de l'amélioration de l'environnement économique.

La contribution des activités de transports et communications est consécutive à l'expansion de la téléphonie mobile et au relèvement du volume des marchandises transportées par les voies routière et fluviale.

1. Evolution du PIB par branche d'activité

1.1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse.

La valeur ajoutée de cette branche qui s'était accrue de 1,2 % en 2003 est estimée à 0,6 % en 2004.

Rapportés à leurs niveaux de 2003, les indices d'activité de la production vivrière et de la production agricole d'exportation ont stagné en 2004, se fixant respectivement à 103,6 points et 60,5 points contre 103,8 points et 60,8 points une année plus tôt.

1.1.1. Agriculture

Cultures vivrières

En 2004, le volume de production des cultures vivrières a stagné par rapport à son niveau de l'année précédente, soit 20.722 milliers de tonnes contre 20.688 milliers en 2003.

Hormis les oléagineux dont la quantité produite en 2004 s'est améliorée de 1,3 %, les volumes de production de tous les autres sous-groupes sont demeurés quasi constants.

Cultures d'exportation

En 2004, la majorité des cultures d'exportation ont accusé des baisses de production par rapport à 2003, à l'exception des bois en grume, des bois sciés et des tourteaux de palmistes.

L'augmentation de 53,0 % de la production du bois en grume résulte essentiellement de la reprise des activités dans les chantiers d'exploitation forestière et de la réalisation de nouveaux investissements dans le secteur, tandis que la hausse de 57,9 % de la production du bois scié tient notamment à l'amélioration des activités de construction. Quant à l'accroissement de 50,0 % de la production de tourteaux de palmistes, il est lié à l'évolution de la production de l'huile de palme.

1.1.2. Sylviculture

A l'issue de l'année sous examen, les volumes de production du bois de chauffage et du charbon de bois se sont inscrits en hausse de 2,7 %, se situant respectivement à 23.112 milliers de tonnes et 889 milliers contre 22.504 milliers de tonnes et 866 milliers en 2003. Cette évolution s'explique par une demande accrue des ménages pour compenser les irrégularités de fourniture en courant électrique.

1.1.3. Elevage

La baisse enregistrée en 2003 par la quasi-totalité des produits de l'élevage s'est poursuivie en 2004, à l'exception de l'élevage des porcins qui a enregistré une hausse de 2,5 %, passant d'une année à l'autre de 963 milliers de bêtes à 987 milliers.

L'insuffisance de structures de distribution des produits vétérinaires et d'encadrement des éleveurs, les coûts élevés des aliments pour bétail ainsi que la concurrence des produits similaires importés expliquent notamment cette situation.

1.1.4. Pêche et Chasse

Les données disponibles à fin 2004 renseignent une hausse de 0,8 % du volume des produits de la pêche par rapport à l'année 2003, se situant à 131 milliers de tonnes contre 130 milliers.

1.2. Extraction minière et Industries métallurgiques

La valeur ajoutée de la branche « Extraction minière et Industries métallurgiques » a enregistré un accroissement de 16,4 % en 2004 par rapport à son niveau de 2003 principalement sous l'impulsion de l'amélioration de la production de diamant et du pétrole brut.

Les productions totales de cuivre et de cobalt se sont accrues de 20,6 % en 2004 par rapport à l'année précédente, se situant respectivement à 19.737 tonnes et 8.851 tonnes contre 16.359 tonnes et 7.341 tonnes à la suite de l'augmentation de la production des partenaires de la Gécamines.

Au cours de cette période, la Gécamines a produit 7.691 tonnes de cuivre contre 9.369 tonnes une année plus tôt, soit une baisse de 17,9 %. A l'instar de l'année précédente, la production de ce minerai s'est fortement ressentie des effets de la persistance du manque d'investissement et des difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange. Par contre, le volume de cobalt s'est établi à 1.412 tonnes contre 1.358 tonnes l'année précédente, soit un accroissement 4,0 %.

A fin 2004, les productions de cuivre et de cobalt des partenaires de la Gécamines ont enregistré des hausses de 72,3 % et de 24,3 %, s'établissant respectivement à 12.046 tonnes et 7.439 tonnes contre 6.990 tonnes et 5.983 tonnes en 2003. La performance de la production de cuivre a été impulsée par l'amélioration sensible, depuis le début de l'année, du cours de ce minerai sur le marché international.

Quant à la production de zinc, elle est passée de 4.886 tonnes en 2003 à 5.067 tonnes en 2004, soit une amélioration de 3,7 %, obtenue grâce à un meilleur approvisionnement en oxyde de zinc.

La quantité de diamant produit en 2004 s'est élevée à 30.880 milliers de carats contre 26.981 milliers une année auparavant, soit une augmentation de 14,5 %.

La production industrielle de diamant s'est accrue de 11,7 %, se chiffrant à 8.753 milliers de carats en 2004 contre 7.839 milliers en 2003. Cette évolution s'explique par la réalisation de nouveaux investissements par les entreprises du secteur.

Par rapport à l'année 2003, la production artisanale de diamant s'est inscrite en hausse de 15,6 % en 2004, s'établissant à 22.128 milliers de carats contre 19.141 milliers. Cette performance est consécutive au meilleur suivi depuis la production jusqu'à l'exportation, à l'application du processus de Kimberley, à l'encadrement des comptoirs et à une expertise améliorée du CEEC.

S'agissant du pétrole brut, l'augmentation de sa production enregistrée en 2003 s'est poursuivie en 2004, passant de 9,2 millions de barils à 10,1 millions, soit une amélioration de 9,8 %. Les nouveaux investissements réalisés par une entreprise du secteur et qui lui permettent de procéder chaque année à l'extension de son champ d'exploitation expliquent notamment cette évolution.

1.3. Industries manufacturières

Après une régression de 3,3 % en 2003, la valeur ajoutée des industries de fabrication s'est accrue de 24,0 % en 2004.

L'indice de production des industries manufacturières s'est amélioré de 20,3 %, passant de 108,7 points en 2003 à 130,8 points en 2004. Cette évolution est consécutive à l'amélioration de l'environnement économique obtenue dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement.

1.3.1. Industries des biens de consommation

L'indice de production de la sous-branche qui avait progressé de 14,6 % en 2003 s'est amélioré de 12,5 % en 2004. Cette amélioration concerne les productions de la quasi-totalité des industries de la composante.

En 2004, l'indice de production des industries alimentaires a progressé de 31,3 % sous l'impulsion des productions de l'huile de palme (102,9 %), de la farine de froment (19,8 %), de la margarine (10,0 %), du sucre (9,4 %) et de la farine de maïs (4,7 %). Les produits ci-après ont enregistré des baisses de 50,0 % pour les chocolats et biscuits, de 5,0 % pour les aliments pour bétail et de 3,6 % pour le riz décortiqué.

La production des industries brassicoles s'est également inscrite à la hausse. Son indice de production s'est accru de 29,9 % sous l'effet de l'augmentation de la production de toutes les industries de la sous-branche : limonades et eaux gazeuses (31,2 %), bières (29,3 %) et boissons alcooliques (1,6 %). L'augmentation de la production des industries brassicoles résulte de l'acquisition des équipements plus performants par les principales entreprises du secteur pour faire face notamment à la demande supplémentaire induite par la réunification du pays et, dans une moindre mesure, par la stabilité des prix observée au cours de la période.

Il en est de même des industries du tabac dont la production de cigarettes a enregistré une hausse de 18,7 % par rapport à 2003. Outre la demande des provinces réunifiées, la stabilité des prix intérieurs et la lutte contre la fraude expliquent l'amélioration de la production des cigarettes en 2004.

A l'instar de l'année précédente, la production des industries de confection et bonneterie, tissage et impression de tissu a connu une baisse à la suite principalement de l'arrêt momentané des activités de la plus grande unité du secteur, survenu lors de sa vente à une entreprise chinoise. En effet, l'indice de production de ce secteur s'est contracté de 18,6 % par rapport à 2003.

Par contre, les indices de production des industries ci-après ont enregistré des hausses : chaussures et cuirs (10,0 %), plastique (8,9 %), fabrications métalliques légères (6,8 %) et édition, imprimerie et reproduction (5,0 %).

1.3.2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

Après une augmentation de 20,6 % en 2003, l'indice de production des industries des biens d'équipement et d'approvisionnement s'est de nouveau accru de 23,0 % en 2004, passant de 116,3 points à 143,1 points. Cette évolution est

consécutive à l'amélioration des productions de la quasi-totalité des industries de la sous-branche.

Hormis les industries des fabrications métalliques lourdes dont l'indice de production s'est contracté de 3,8 %, les indices de production des autres industries ont évolué à la hausse : matériel de transport (48,6 %), transformation de bois (33,8 %), minéraux non métalliques (6,6 %) et autres matériaux non classés (2,5 %).

La progression de la production des minéraux non métalliques s'explique par l'augmentation de la production du ciment portland de 25,4 % ainsi que des autres produits de la sous branche : produits en béton (10,0 %) et fibrociments (3,0 %).

1.4. Electricité et Eau

Après une amélioration de 8,3 % en 2003, la valeur ajoutée de la branche « Electricité et Eau » a régressé de 7,4 % en 2004. L'indice de production d'eau s'est replié de 11,3 % à l'issue de la même période tandis que celui d'électricité a progressé de 14,6 %, passant de 109,5 points à 125,5 points d'une année à l'autre.

1.4.1. Electricité

En 2004, la production brute d'électricité a enregistré un accroissement de 15,5 % par rapport à son niveau de 2003, se situant à 6.904 gWh contre 5.980 gWh. Cette hausse procède de l'augmentation de la demande émanant des pays importateurs de l'énergie électrique congolaise. En effet, le volume de l'électricité exportée est passé de 1.230 gWh en 2003 à 1.598 gWh en 2004, soit un accroissement de 29,9 %.

S'agissant de la consommation intérieure de l'énergie électrique, il a été noté une hausse de 5,7 % en 2004 par rapport à la quantité consommée durant l'année précédente, laquelle est passée de 2.893 gWh à 3.058 gWh. Cette évolution est imputable notamment à l'amélioration de l'activité dans le secteur manufacturier.

1.4.2. Eau potable

Le volume de l'eau traitée au cours de l'année 2004 s'est contracté de 11,3 % par rapport à celui de l'année précédente, s'élevant à 188,5 millions de m^3 contre 212,5 millions. Le ralentissement de la production est consécutif notamment aux difficultés d'approvisionnement en intrants.

Les facteurs à la base de la baisse du volume de consommation en 2003, notamment la vétusté du réseau de distribution, l'approvisionnement frauduleux en eau et la non fiabilité des compteurs, ont continué à influer sur la consommation d'eau en 2004. En effet, son volume a fléchi de 7,7 %, passant de 116,3 millions de m^3 à 107,4 millions. Ces facteurs expliquent aussi l'écart observé entre le volume de production et celui de consommation.

1.5. Bâtiments et Travaux publics

La valeur ajoutée de la branche « Bâtiments et Travaux publics » s'est améliorée de 22,5 % en 2004 par rapport à l'année précédente. L'indice de consommation intérieure de ciment, principal indicateur des activités de la branche, a progressé de 23,1 %, passant de 72,2 points en 2003 à 88,9 points en 2004. Cette évolution traduit l'amélioration des activités de construction par les ménages ainsi que des travaux de réhabilitation des routes et des bâtiments publics.

1.6. Commerce de gros et de détail

En 2004, la branche « Commerce de gros et de détail » a connu une augmentation de 5,7 % contre 3,5 % en 2003. La hausse des importations des biens au cours de l'année 2004 explique l'essor observé dans les activités de commerce de gros et de détail.

1.7. Transports et Communications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Communications » s'est accrue de 11,3 % en 2004 contre 27,8 % une année plus tôt. Cette évolution tient notamment à la performance des activités de la téléphonie mobile et au relèvement du volume des marchandises transportées par les voies routière et fluviale.

1.7.1. Transports

En 2004, l'indice du trafic des marchandises et des personnes s'est amélioré de 10,0 % après avoir progressé de 7,5 % en 2003.

Trafic marchandises

Le volume des marchandises transportées est passé de 1.238,2 millions de tonnes kilomètres en 2003 à 1.397,7 millions en 2004, enregistrant une hausse de 12,9 %. Cette augmentation du trafic marchandises concerne tous les modes de transport.

En effet, le volume des marchandises transportées par voie fluviale au niveau de l'ONATRA est passé de 34,7 millions de tonnes kilomètres en 2003 à 41,2 millions en 2004, soit une hausse de 18,7 %. Cette évolution s'explique par le regain des activités du secteur du commerce et par l'amélioration des conditions sécuritaires le long du fleuve.

Les marchandises transportées par voie ferrée ont augmenté de 1,7 %, à la suite de l'augmentation du volume des marchandises transportées par la SNCC qui est passé de 518,0 millions de tonnes kilomètres en 2003 à 534,5 millions en 2004, résultant de l'amélioration des échanges commerciaux par la voie Sud.

Le volume des marchandises transportées par l'ONATRA par voie ferrée s'est inscrit en baisse de 10,8 %, se situant à 53,6 millions de tonnes kilomètres en

2004 contre 60,1 millions en 2003 à la suite principalement de la préférence des opérateurs économiques pour la voie routière récemment réhabilitée.

S'agissant des marchandises transportées par les voies aérienne et routière, elles ont enregistré des hausses respectives de 20,8 % et de 22,9 % résultant de l'intensification des vols vers les territoires réunifiés et de la réhabilitation de la Nationale n° 1.

Trafic voyageurs

Le nombre total des personnes transportées a enregistré une quasi–stagnation, se situant à 713,8 millions de voyageurs kilomètres en 2004 contre 714,1 millions en 2003.

A l'exception de la voie routière dont le nombre des personnes transportées s'est inscrit en hausse de 5,1 %, le nombre de celles empruntant les voies fluviale et ferrée a stagné, se situant respectivement à 3,9 millions et 213,1 millions de voyageurs kilomètres en 2004 contre 3,9 millions et 214,7 millions en 2003.

Quant au transport aérien des personnes, il s'est replié de 1,0 %, s'établissant à 391,4 millions de voyageurs kilomètres en 2004 contre 395,2 millions en 2003.

Manutention dans les principaux ports

En hausse de 13,2 % en 2004, l'indice de manutention dans les principaux ports de l'ONATRA s'est élevé à 89,3 points contre 78,9 points une année plus tôt.

Le volume total des marchandises manutentionnées qui s'était chiffré à 1.637,4 millions de tonnes en 2003 est passé à 1.789,2 millions en 2004, soit un accroissement de 9,3 %.

Les activités de manutention aux ports de Matadi et de Kinshasa ont connu des augmentations respectives de 10,7 % et 4,2 % tandis qu'au port de Boma, il a été observé un recul de 4,1 %.

1.7.2. Communications

L'expansion des réseaux de la téléphonie mobile observée en 2003 s'est poursuivie en 2004, atteignant de petites agglomérations dans l'arrière pays. Cette situation est attestée notamment par une progression de 107,7 % de la consommation du temps d'appel, passant de 638,3 millions de minutes en 2003 à 1.325,9 millions en 2004.

2. Evolution du PIB selon les emplois

A l'exception de la consommation des ménages, tous les autres postes de dépenses ont soutenu la croissance en 2004. Les investissements y ont contribué pour 197,6 %, la consommation des administrations publiques pour 38,3 %, la variation des stocks pour 4,6 % et les échanges extérieurs pour 2,1 %.

Tableau I.2.bis. UTILISATION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (1)

(En pourcentage du PIB à prix courants)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000r	2001r	2002	2003(p)	2004(e)
1. Consommation finale des ménages	79,3	71,3	82,5	84,5	81,3	81,7	88,2	82,6	86,8	74,9
2. Consommation finale des administrations publiques	5,0	6,2	7,9	10,2	8,9	7,5	4,9	5,2	6,5	8,3
3. Formation brute de capital fixe	9,7	15,5	8,5	7,3	4,3	10,5	7,6	8,6	12,6	18,4
4. Variation des stocks	1,4	-1,2	-0,4	-0,8	5,3	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2
5. Exportations nettes des biens et services	4,8	8,2	1,5	-1,3	0,2	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8
- Exportations des biens et services	28,5	30,9	24,0	25,0	6,6	6,5	14,2	24,4	27,0	35,0
- Importations des biens et services (-)	23,7	22,7	22,5	26,2	6,4	6,7	15,4	21,5	34,1	37,8
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : C.E.S.C.N.
(1) Tableau I.7.

2.1. Consommation finale des ménages

Les dépenses de consommation finale des ménages se sont inscrites en baisse de 1,1 % en 2004 contre une augmentation de 8,8 % en 2003, en raison notamment de la résurgence des pressions inflationnistes qui ont influé négativement sur ce poste.

2.2. Consommation des administrations publiques

Les dépenses de consommation des Administrations publiques ont enregistré une hausse de 40,3 % en 2004 contre une baisse de 11,0 % en 2003. Cette progression a été impulsée essentiellement par les frais de fonctionnement et les rémunérations du secteur public qui ont augmenté respectivement de 98,3 % et de 71,3 %. Cette évolution est imputable à la création des nouvelles institutions politiques et aux besoins de réunification du pays.

2.3. Formation brute de capital fixe

Affichant son dynamisme à travers l'initiative des entreprises privées et des ménages, la formation brute du capital fixe dans sa globalité a progressé de 13,5 % en 2004, excédant ainsi le niveau d'accroissement de l'année 2003 de 9,7 points

de pourcentage. Cette progression est davantage expliquée par l'expansion des activités dans la branche de la téléphonie mobile et de l'informatique induisant d'importants besoins en biens d'équipement.

Par ailleurs, pour faire face à la fois à la demande intérieure et à la concurrence, les investissements d'extension et de modernisation ont été réalisés et ont induit une augmentation de la capacité de production des entreprises. Selon l'analyse par type des biens d'investissement, la répartition de la formation brute de capital fixe s'est présentée comme suit: bâtiments et travaux publics (50,8 %), biens d'équipement (40,0 %), projets administratifs (8,8 %) et cheptel (0,4 %). De même, en terme d'agents institutionnels, les entreprises ont représenté 23,5 % de la formation brute du capital fixe, les administrations publiques 41,2 % et les ménages 35,3 %.

2.4. Variation des stocks

La reprise des activités a eu une incidence positive sur les stocks des entreprises qui se sont accrus de 86,2 % au cours de l'année sous revue après avoir enregistré une augmentation de 140,9 % en 2003. Cette évolution est à mettre en parallèle avec celles du volume des commandes des entreprises en intrants et de l'augmentation des ventes.

2.5. Exportations nettes des biens et services

A l'instar de l'année 2003, où le compte extérieur de l'économie indiquait un solde déficitaire de 162.202,5 millions de CDF, la situation de ce compte en 2004 renseigne un déficit de 56.595,9 millions. Ce comportement est expliqué par un accroissement plus rapide des importations que des exportations résultant d'importants besoins de reconstruction et des achats des biens d'équipement.

II. PRIX, SALAIRES ET EMPLOI

1. Prix intérieurs

Après un ralentissement remarquable en 2003, le rythme de formation des prix s'est accéléré en 2004.

1.1. Evolution des prix sur le marché de Kinshasa

Selon l'indice des prix à la consommation des ménages calculé par la Banque Centrale du Congo, le taux d'inflation à fin période s'est établi à 9,2 % en 2004 contre 4,4 % une année auparavant. Ce taux est de 0,3 point de pourcentage supérieur à l'objectif de 8,9 % prévu dans le PEG.

Au premier semestre de 2004, le rythme de formation des prix a connu un ralentissement, période au terme de laquelle le taux cumulé s'est établi à 2,7 % contre 5,5 % à la période correspondante de 2003. Une accélération de l'inflation a été notée dès le début du mois de juillet et a perduré pendant tout le deuxième semestre. Durant cette période, le taux d'inflation cumulé a atteint son niveau historique d'il y a plus

de deux ans, soit 6,33 % à raison de 1,06 % de moyenne mensuelle, excédant par conséquent de 0,56 point de pourcentage le taux prévu dans le cadre du PEG.

La reprise des tensions inflationnistes au second semestre est liée principalement à une forte progression des prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux et à la dépréciation de la monnaie nationale face aux autres devises due essentiellement à la monétisation du déficit du secteur public.

L'analyse de l'indice général des prix en 2004 révèle que l'accélération de l'inflation a concerné toutes les composantes. D'une année à l'autre, elles ont évolué de la manière suivante : « Alimentation » de 1,7 % à 6,8 %, « Logement » de 5,1 % à 11,4 %, « Habillement » de 4,9 % à 10,7 % et « Autres articles et services divers » de 10,4 % à 12,1 %.

Les contributions des rubriques « Alimentation » et « Autres articles et services divers » dans la formation des prix ont été de 3,5 % et 3,4 %. Celles des rubriques « Logement » et « Habillement » ont été de 1,6 % et de 0,8 %.

Tableau 1.2.a.bis. VARIATIONS EN POURCENTAGE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A KINSHASA
(indice BCC)

	Jan	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Cumul
2001	29,7	3,4	8,6	15,7	36,3	2,2	-16,0	14,7	3,1	3,3	-0,2	-2,1	135,1
2002	3,8	0,8	-1,9	-0,3	0,8	2,5	0,8	0,4	1,1	2,6	4,6	-0,3	15,8
2003	1,2	2,3	0,7	-0,02	1,0	0,3	0,7	0,2	-1,9	-0,2	0,1	0,1	4,4
2004	0,4	0,3	0,7	1,0	0,1	0,1	0,6	0,6	2,2	1,6	0,2	1,1	9,2

Source : Banque Centrale du Congo

1.2. Evolution des prix sur le marché de Lubumbashi

Entre les années 2003 et 2004, le taux d'inflation sur le marché de Lubumbashi a quasiment stagné, s'établissant à 1,20 % contre 1,22 %.

Tableau 1.2.b.bis. VARIATIONS EN POURCENTAGE DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A LUBUMBASHI
(indice INS)

	Jan	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Cumul
2000	31,1	15,6	10,4	5,6	7,9	23,0	20,7	5,0	13,1	10,2	21,7	21,0	446,2
2001	36,8	13,9	4,9	14,3	33,5	14,3	-9,1	8,6	5,5	2,0	2,3	1,8	215,2
2002	3,0	0,7	0,8	15,7	-2,5	-1,1	-1,8	-1,0	-	4,7	3,9	-1,9	6,3
2003	5,0	4,7	2,4	-3,3	-2,3	0,1	2,7	1,3	0,4	0,2	1,3	6,4	1,2
2004	4,4	-1,9	3,4	2,2	-6,3	0,6	0,4	0,0	5,2	6,6	1,9	4,3	1,2

Source : INS

2. Prix des produits pétroliers

Au cours de l'année 2004, la structure des prix des produits pétroliers a connu sept réaménagements liés principalement aux augmentations successives des PMF. Le PMF essence/Ouest est passé de 345,51 USD la tonne métrique au 1er janvier 2004 à 489,91 USD au 31 décembre 2004, soit une hausse de 38,2 %. Cette évolution est liée à celle du prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux.

Il y a lieu de relever que les variations du volume des ventes ont également influencé les modifications des structures des prix des 02 et 23 avril 2004 tandis que le réajustement du 25 septembre est consécutif à la fluctuation du taux de change.

3. Salaires et emplois

En 2004, l'indice des salaires nominaux du secteur privé s'est inscrit en hausse de 4,0 % après un accroissement de 15,1 % en 2003. Ce ralentissement de la croissance annuelle des rémunérations est expliqué par la résurgence des pressions inflationnistes qui ont influé négativement sur les salaires. Cette accélération de l'inflation a déprimé l'indice des salaires réels qui a baissé de 21,1 % en 2004, alors qu'il était en augmentation de 4,6 % une année auparavant.

Quant au secteur de l'Administration publique, l'indice des salaires nominaux a connu une hausse de 25,0 % en 2004 contre 95,7 % en 2003. Cette progression résulte de l'ajustement à la hausse du barème salarial ainsi que de l'octroi des indemnités de transport aux agents sur la quasi-totalité du territoire national. Cependant, cette augmentation a été annihilée par la reprise de l'inflation dont les effets ont entraîné un fléchissement de l'indice des salaires réels de 5,1 % en 2004 après l'augmentation de 77,9 % enregistrée en 2003.

En ce qui concerne les statistiques sur l'emploi, lesquelles portent sur les unités de production du secteur moderne affiliées à l'INSS et sur l'Administration publique, elles laissent entrevoir un accroissement de 36,6 % et de 12,9 % respectivement dans les secteurs privé et public. Si la progression de l'emploi dans le secteur privé est due à l'incidence positive de la croissance, elle est plutôt expliquée, dans le secteur public, par l'intégration des administrations gouvernementales et des territoires réunifiés.

Tableau 1.2.c.bis. EVOLUTION DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

STRUCTURE DU	02/04/2004		20/05/04		18/07/04		01/09/04		29/09/04		24/10/04		11/12/04	
Paramètres clés														
- taux de change (FC/USD)		391,11		397,13		397,94		401,25		430,60		431,06		445,55
- volume structure (m3)		29.467		33.550		32.249		33.086		33.327		33.123		33.321
- PMF ($ /TM/)	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest	Sud	Ouest
· Essence	412,31	372,53	408,03	503,00	404,85	476,25	472,61	470,00	476,68	471,39	610,00	489,81	626,00	499,70
· Gasoil	439,90	325,61	420,30	345,98	419,91	363,60	475,48	414,34	479,30	430,53	610,00	459,79	626,00	506,33
· Pétrole	417,28	364,03	416,51	400,13	418,98	403,98	458,41	459,76	513,75	474,94	610,00	514,65	626,00	555,41
· Fomi	-	207,99	-	211,77	-	217,55	-	226,27	-	225,29	-	225,74	-	217,48
Paramètres régulateurs														
- fiscalité (millions de USD)*		5,900		5,980		5,980		5,490		4,634		5,304		4,802
Prix du litre à la pompe en FC	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**	**Sud**	**Ouest**
· Essence	315	310	315	315	320	320	340	330	350	340	425	350	445	365
· Gasoil	310	305	310	310	315	315	335	325	345	335	420	345	440	362
· Pétrole	280	240	290	270	290	270	321	295	340	315	410	335	440	360
· Fomi	-	120	-	122,2	-	122,8	-	128,1	-	136,7	-	128,14	-	136,79

Source : Ministère de l'Economie Nationale

* la parafiscalité pétrolière a été supprimée à partir du 30 juin 2003

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.3. PRODUIT INTERIEUR BRUT (1)

Périodes	Estimations aux prix de 2000			Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2000 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %		
1980	483 829,556	162,870	2,3	0,0000001	0,00000000003	19,0476190476	0,0000000000207	18,74
1981	495 441,466	166,779	2,4	0,0000002	0,00000000007	100,0000000000	0,0000000000404	95,31
1982	492 964,258	165,945	-0,5	0,0000003	0,00000000010	50,0000000000	0,0000000000609	50,75
1983	499 915,054	168,284	1,4	0,0000005	0,00000000017	66,6666666667	0,0000000001000	64,35
1984	527 660,340	177,624	5,6	0,0000009	0,00000000030	80,0000000000	0,0000000001706	70,54
1985	530 298,641	178,512	0,5	0,0000012	0,00000000040	33,3333333333	0,0000000002263	32,67
1986	555 328,737	186,938	4,7	0,0000016	0,00000000054	33,3333333333	0,0000000002881	27,32
1987	570 322,613	191,985	2,7	0,0000029	0,00000000098	81,2500000000	0,0000000005085	76,48
1988	573 744,549	193,137	0,6	0,0000055	0,00000000185	89,6551724138	0,0000000009586	88,52
1989	565 712,125	190,433	-1,4	0,0000115	0,00000000387	109,0909090909	0,0000000020328	112,06
1990	528 375,125	177,865	-6,6	0,0000224	0,00000000754	94,7826086957	0,0000000042394	108,55
1991	483 885,939	162,889	-8,4	0,0004649	0,00000015650	1 975,4464285714	0,0000000960764	2 166,27
1992	433 077,916	145,785	-10,5	0,0176546	0,00000594300	3 697,5048397505	0,0000040765418	4 143,02
1993	374 557,451	126,086	-13,5	0,2692385	0,00009063272	1 425,0331358400	0,0000718817731	1 663,30
1994	360 059,735	121,206	-3,9	69,34	0,02334221094	25 654,7289856391	0,0192583754810	26 691,74
1995	362 641,520	122,075	0,7	396,42	0,13344566373	471,6924761203	0,1093148485509	467,62
1996	358 603,343	120,715	-1,1	2 896,25	0,97495503626	630,6007621348	0,8076486485050	638,83
1997	339 206,854	114,186	-5,4	7 803,82	2,62696878383	169,4451216850	2,3006073888138	184,85
1998	333 315,088	112,203	-1,7	9 989,43	3,36270327278	28,0069749397	2,9969934301553	30,27
1999	319 082,170	107,411	-4,3	51 823,85	17,44526416409	418,7869029443	16,2415409372720	441,93
2000	297 065,500	100,000	-6,9	297 065,46	100,00000000000	473,2214717956	100,0000000000000	515,71
2001r	290 827,100	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,81644653132	373,8164465313	483,9800678721080	383,98
2002	300 914,410	101,296	3,5	1 922 300,00	647,09643753283	36,5711220600	638,8196126625010	31,99
2003 (p)	318 348,765	107,165	5,8	2 283 520,37	768,69265663189	18,7910506141	717,3015686990230	12,29

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Cfr. Tableaux I.5 et I.6

Tableau I.4. PRODUIT NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL

(en millions de CDF à prix courants) [1]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 r	2002	2003 (p)
Produit intérieur brut	**69,3**	**396,4**	**2 896,3**	**7 803,8**	**9 989,4**	**51 824,0**	**297 065,5**	**1 407 545,0**	**1 922 200,0**	**2 299 000,0**
Revenu des facteurs du reste du Monde	0,0	1,5	3,5	3,8	4,8	4,4	351,0	5 457,0	2 030,9	26 900,5
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	0,6	57,9	400,6	363,6	405,1	2 064,8	9 104,2	118 038,5	110 773,8	99 309,4
Revenu national brut (2)	**68,8**	**340,0**	**2 499,2**	**7 444,0**	**9 589,2**	**49 763,6**	**288 312,3**	**1 294 963,5**	**1 813 457,0**	**2 226 591,1**
Consommation de capital fixe (-)	2,1	11,9	86,9	234,1	299,7	1 554,7	8 912,0	42 226,4	57 666,0	68 970,0
Revenu national net	**66,7**	**328,1**	**2 412,3**	**7 209,9**	**9 289,5**	**48 208,9**	**279 400,3**	**1 252 737,2**	**1 755 791,0**	**2 157 621,1**
Transferts courants du reste du Monde	1,2	40,4	125,4	405,1	389,1	605,0	4 677,7	164 093,0	218 501,4	212 898,3
Transferts courants au reste du Monde (-)	1,1	35,4	83,5	185,2	334,3	787,3	2 834,0	33 194,0	53 033,0	-2 669,8
Revenu National disponible	**66,8**	**333,1**	**2 454,2**	**7 429,8**	**9 344,3**	**48 026,6**	**281 244,0**	**302 579,9**	**1 921 259,4**	**2 373 189,2**
Consommation finale (-)	64,8	333,8	2 245,3	7 050,3	9 462,6	46 710,2	264 874,0	1 311 025,8	1 703 183,9	2 050 908,5
Epargne nette	**2,0**	**-0,7**	**-208,9**	**379,5**	**-118,3**	**1 316,4**	**16 370,0**	**72 610,4**	**218 075,5**	**322 280,7**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

(2) Produit national brut selon SCN 68.

Tableau I.5. CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(valeurs ajoutées en millions de CDF à prix courants) (2)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 r	2002	2003 (p)
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET PECHE	45,9	225,1	963,4	3 843,8	4 645,3	27 138,2	146 671,3	826 802,1	962 100,0	1 143 100,0
2. INDUSTRIES	10,0	78,3	937,1	1 603,7	2 042,8	9 698,5	59 570,7	279 090,4	432 300,0	467 647,9
1. Activités extractives et métallurgiques	2,8	38,7	230,6	468,4	694,0	4 564,2	30 516,6	103 352,7	166 200,0	199 772,8
2. Activités de fabrications	3,0	16,0	256,0	465,2	593,7	2 598,8	14 151,0	67 326,0	102 300,0	106 931,8
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,5	8,7	169,1	378,4	435,3	1 094,4	2 361,3	57 178,1	78 300,0	67 371,2
4. Construction	2,7	15,0	281,4	291,7	319,8	1 441,2	12 541,8	51 233,6	85 500,0	93 572,1
3. SERVICES	13,8	94,2	986,8	2 395,4	3 151,0	14 887,2	89 089,5	275 547,2	496 900,0	626 623,8
1. Commerce de gros et de détail	8,8	59,5	577,3	1 434,1	1 796,1	8 686,9	54 255,6	146 015,3	297 100,0	362 831,8
2. Transports, entreposage et communications	2,2	14,8	97,3	221,4	280,6	1 380,8	9 443,0	57 170,6	70 800,0	86 906,3
3. Services marchands (1)	1,9	12,7	258,4	563,0	715,0	2 723,2	18 249,9	47 555,8	79 800,0	121 989,0
- dont services financiers	0,2	1,5	15,5	181,2	45,3	298,9	446,7	-6 710,1	-700,0	-8 526,0
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	1,0	7,2	53,8	177,0	359,4	2 096,3	7 141,0	24 805,5	49 200,0	54 896,7
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	69,6	397,5	2 887,2	7 842,9	9 839,1	51 723,9	295 331,5	1 381 439,7	1 891 300,0	2 237 371,7
Production imputée des services bancaires (-)	-1,0	-3,5	-15,9	-145,0	-55,9	-413,1	-1 826,3	2 445,0	-4 900,0	-2 937,0
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	0,7	2,4	24,9	105,9	206,6	513,0	3 560,3	23 660,3	35 900,0	49 085,6
Produit intérieur brut au prix du marché	69,3	396,4	2 896,3	7 803,8	9 989,8	51 823,9	297 065,5	1 407 545,0	1 922 300,0	2 283 520,4

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants

(2) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

Tableau I.6. CONTRIBUTION DE DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002	2003 (p)
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET PECHE	**192 243,7**	**187 908,8**	**182 544,9**	**177 481,2**	**174 965,6**	**166 028,6**	**146 671,3**	**140 907,3**	**141 563,9**	**143 299,5**
2. INDUSTRIES	**56 203,5**	**62 305,2**	**66 386,0**	**53 290,7**	**54 085,1**	**58 586,7**	**59 570,7**	**58 564,0**	**64 039,5**	**71 850,9**
1. Activités extractives et métallurgiques	21 183,9	22 512,0	23 231,8	19 992,3	21 912,1	23 633,3	30 516,6	30 770,9	33 830,5	38 300,0
2. Activités de fabrications	19 197,9	21 717,4	20 981,4	16 417,5	15 225,9	15 887,9	14 151,0	11 851,5	12 657,7	12 234,8
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	5 891,8	6 290,1	7 479,2	6 686,2	6 289,0	6 951,0	2 361,3	2 563,7	2 636,6	2 856,4
4.Construction	9 929,9	11 785,7	14 693,6	10 194,7	10 658,1	12 114,5	12 541,8	13 377,9	14 914,7	18 459,7
3. SERVICES	**112 539,4**	**111 831,6**	**109 275,4**	**107 839,2**	**102 741,8**	**95 724,7**	**89 089,5**	**85 939,2**	**90 185,5**	**97 414,3**
1. Commerce de gros et de détail	66 067,2	65 682,0	65 525,5	64 478,4	60 175,5	53 025,9	54 255,6	53 850,8	54 764,2	56 674,8
2. Transports, entreposage et communications	11 518,7	11 454,6	11 053,3	10 128,5	9 267,9	7 348,2	9 443,0	10 208,6	12 350,5	15 781,1
3. Services marchands (1)	26 082,7	25 955,0	25 813,1	25 288,3	23 633,3	22 441,7	18 249,9	16 424,9	17 424,9	18 500,0
- dont services financiers	3 111,4	3 112,0	1 191,4	8 142,6	1 456,4	1 986,0	446,7	-961,2	435,6	-1 310,7
4. Administration publique et défense,sécurité sociale obligatoire	8 870,7	8 739,9	6 883,5	7 944,0	9 665,1	12 908,9	7 141,0	5 454,9	5 645,9	6 458,4
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	**360 986,5**	**362 045,6**	**358 206,2**	**338 611,1**	**331 792,5**	**320 340,0**	**295 331,5**	**285 410,5**	**295 788,9**	**312 564,6**
Production imputée des services bancaires (-)	**-4 104,4**	**-4 105,1**	**-4 103,6**	**-6 553,8**	**-4 104,4**	**-4 104,4**	**-1 826,3**	**273,9**	**-853,8**	**-478,2**
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	**3 177,6**	**4 701,0**	**4 500,7**	**7 149,6**	**5 627,0**	**2 846,6**	**3 560,3**	**5 142,7**	**5 979,3**	**6 262,4**
Produit intérieur brut au prix du marché	**360 059,7**	**362 641,5**	**358 603,3**	**339 206,9**	**333 315,1**	**319 082,2**	**297 065,5**	**290 827,1**	**300 914,4**	**318 348,8**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N .
(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.7. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(en millions de CDF courants)

SECTEURS	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 r	2002	2003 (p)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	61,752	314,171	2 066,420	6 435,977	8 445,058	42 115,425	242 585,518	1 241 371,100	1 588 181,490	1 982 429,274
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	3,033	19,677	178,887	614,317	1 017,554	4 594,800	22 288,500	69 654,700	99 954,400	148 213,704
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (2)	5,223	38,270	490,167	666,078	730,994	2 250,596	31 114,200	107 278,700	165 079,500	286 758,980
4. VARIATION DES STOCKS	-2,834	5,450	-36,159	-30,318	-77,221	2 745,680	1 676,582	6 733,100	13 455,400	28 320,908
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	16,888	112,910	895,559	1 875,883	2 493,834	3 427,400	19 427,200	199 467,800	468 482,140	616 491,000
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	14,724	94,056	658,618	1 758,119	2 620,788	3 309,900	20 026,500	216 960,400	412 852,930	778 693,500
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	2,165	18,854	236,941	117,764	-126,955	117,500	-599,300	-17 492,600	55 629,210	-162 202,500
PRODUIT INTERIEUR BRUT	**69,339**	**396,422**	**2 896,256**	**7 803,817**	**9 989,430**	**51 824,000**	**297 065,459**	**1 407 545,000**	**1 922 300,000**	**2 283 520,366**

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(2) Cfr. tableau I.11

Tableau I.8. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(en millions de CDF aux prix de 2000)

SECTEURS	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 r	2002	2003 (p)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	283 226,44	268 359,85	320 494,73	303 044,60	294 550,36	280 971,65	242 585,50	242 512,90	223 480,467	241 430,600
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	71 164,36	57 107,39	18 658,71	13 498,92	18 951,64	25 095,65	22 288,50	14 247,90	23 934,73	21 314,61
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE (1)	23 941,61	19 484,45	20 241,08	24 706,74	33 349,97	20 923,42	31 114,20	32 553,80	49 445,58	51 327,81
4. VARIATION DES STOCKS	-13 484,35	8 844,92	-14 636,87	4 644,12	-4 184,13	-1 245,44	1 676,60	1 304,00	1 512,64	3 643,34
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	43 204,97	65 631,83	43 119,43	14 737,36	28 858,18	104 554,83	19 427,20	15 256,70	29 692,11	23 986,11
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	47 993,29	56 786,92	29 273,74	21 424,89	38 210,94	111 217,95	20 026,50	15 048,20	27 151,12	23 353,70
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-4 788,32	8 844,92	13 845,69	-6 687,54	-9 352,76	-6 663,11	-599,30	208,50	2 540,99	632,41
PRODUIT INTERIEUR BRUT	**360 059,73**	**362 641,52**	**358 603,34**	**339 206,85**	**333 315,09**	**319 082,17**	**297 065,50**	**290 827,10**	**300 914,41**	**318 348,76**

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Cfr tableau I.12

Tableau I.9. COMPTE DES OPERATIONS COURANTES DE L'ETAT

(En millions de CDF à prix courants) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 r	2002	2003
EMPLOIS:										
Consommation publique (r)	**3,0**	**19,7**	**178,9**	**614,3**	**1 017,5**	**4 594,8**	**22 288,5**	**69 654,7**	**99 954,4**	**215 603,2**
Frais du personnel	1,0	7,3	47,5	150,6	387,5	2 041,1	7 398,6	24 195,7	27 944,9	60 469,2
Consommation de biens et services	2,1	12,3	131,4	463,7	630,0	2 553,7	14 889,9	45 459,0	72 009,5	155 134,0
Transferts courants	**6,8**	**26,8**	**18,6**	**254,8**	**204,4**	**319,9**	**1 058,0**	**9 593,3**	**31 686,7**	**73 789,0**
Subventions d'exploitation aux Entreprises	0,2	0,3	1,1	2,5	6,7	7,0	252,1	6 570,0	4 370,7	-
Transferts aux ménages	0,0	0,0	0,3	0,3	0,2	5,0	14,0	-	-	2 380,40
Transferts à l'extérieur	0,1	26,3	10,1	0,0	1,7	3,0	3,8	-	-	59 827,50
Intérêts de la dette publique	0,2	0,2	7,0	-	-	295,8	13,3	611,4	24 678,3	6 875,6
Autres transferts (n.d.a)	6,3	-	-	252,0	195,8	9,0	774,8	2 411,9	2 637,7	4 705,5
Prestations de la Sécurité Sociale	**-**	**-**	**0,5**	**0,7**	**17,8**	**88,8**	**396,6**	**1 348,4**	**1 949,2**	**709,6**
Epargne de l'Etat (r)	**-1,1**	**-13,9**	**-27,7**	**-150,3**	**-288,0**	**-1 695,7**	**-22 856,1**	**84 672,9**	**467 238,4**	**-3 411,7**
TOTAL	**8,7**	**32,5**	**170,2**	**719,4**	**951,7**	**3 307,8**	**887,0**	**165 269,2**	**600 828,7**	**286 690,1**
RESSOURCES:										
Recettes ordinaires	**8,3**	**21,3**	**163,2**	**463,3**	**621,7**	**2 648,3**	**-**	**97 296,6**	**244 296,6**	**257 868,0**
Cessions de biens et services (2)	0,1	0,5	14,5	117,4	85,2	734,9	593,3	0,0	11 367,0	15 989,4
Impôts directs	0,3	4,5	101,8	100,7	228,9	817,5	-593,3	28 208,1	37 654,7	34 401,5
Impôts indirects	1,5	13,7	36,1	223,6	305,6	935,3	-	54 374,8	88 991,1	111 985,7
Intérêts et dividendes	0,0	0,4	0,9	10,2	2,0	157,4	-	13 151,1	96 984,7	9 538,3
Autres recettes ordinaires (3)	6,3	2,2	9,9	11,4	0,0	3,2	-	1 562,6	9 299,1	85 953,2
Transferts courants de l'extérieur	**0,3**	**11,1**	**0,0**	**230,4**	**297,5**	**527,6**	**-**	**64 464,74**	**125591,9**	**24038,4**
Cotisations à la Sécurité Sociale	**0,1**	**0,2**	**7,0**	**25,8**	**32,6**	**131,9**	**887,0**	**3 507,9**	**230 940,2**	**4 783,7**
TOTAL	**8,7**	**32,5**	**170,2**	**719,4**	**951,7**	**3 307,8**	**887,0**	**165 269,2**	**600 828,7**	**286 690,1**

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) En milliers jusqu'en 1993.

(2) Recettes administratives, judiciaires et domaniales

(3) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I. 10. COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER DE L'ETAT

(en millions de CDF à prix courants) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001r	2002	2003
EMPLOIS:										
Formation brute de capital	0,5	0,9	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	44 300,0	45 516,8
Sur ressources intérieures	0,5	0,9	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	39 788,4	3 723,7
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	-	-	-	-	4 511,6	41 793,1
Transferts de capital	-	-	-	-	-	-	-	16,00	-	-
Subventions d'équipement versées										
entreprises	-	-	-	-	-	-	-	16,00	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité(+)/Besoins de financemment(-)	-1,2	-13,9	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	389 813,1	123 138,6
TOTAL	**-1,2**	**-13,9**	**-27,7**	**-205,4**	**-165,8**	**-1 812,7**	**-13 246,7**	**81 025,7**	**434 113,1**	**168 655,4**
RESSOURCES:	-1,2	-13,9	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	4 265,9
Epargne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	164 389,5
Transferts en capital reçus par l'Etat										
TOTAL	**-1,2**	**-13,9**	**-27,7**	**-205,4**	**-165,8**	**-1 812,7**	**-13 246,7**	**81 025,7**	**434 113,1**	**168 655,4**

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

Tableau I.11. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

(en millions de CDF à prix courants) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
Par agent:										
Secteur privé	4,3	19,8	232,4	100,6	217,0	1 577,6	17 357,8	26 960,6	61 300,0	67 038,8
Secteur public	0,8	17,3	204,0	131,7	24,2	879,6	5 498,8	25 028,3	47 179,5	50 535,1
Entreprises publiques	0,3	16,4	193,0	-	-	325,7	328,0	-	2 879,50	5 018,28
Administrations publiques	0,5	0,9	11,0	131,7	24,2	553,9	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8
Ménages	0,1	1,2	13,7	433,7	489,7	1 374,3	8 257,6	55 289,8	56 600,0	169 185,0
Total	5,2	38,3	450,2	666,1	731,0	3 831,5	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 758,98
Par type de biens d'investissement:										
Matériels d'équipement	1,0	14,3	153,5	142,5	160,0	835,8	7 539,2	21 166,5	25 432,0	29 565,0
Bâtiments et travaux publics	4,2	21,8	288,2	496,5	543,2	2 339,0	19 085,3	86 008,6	97 568,0	198 625,4
Projets administratifs	0,0	1,0	0,5	2,2	0,0	477,7	2 934,0	103,6	39 552,8	56 754,0
Cheptels	0,0	1,1	7,9	24,9	27,8	179,0	1 555,7	-	2 526,70	1 814,60
Total	5,2	38,3	450,2	666,1	731,0	3 831,5	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 758,98

(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993.

Tableau I.12. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

(en millions de CDF aux prix de 2000)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 r	2003 (p)
Par agent:										
Secteur privé	**14 487,538**	**20 811,089**	**19 822,445**	**5 768,104**	**8 942,085**	**7 969,823**	**17 357,800**	**10 327,100**	**29 447,080**	**30 916,765**
Secteur public	**5 113,249**	**6 370,742**	**7 460,060**	**1 709,068**	**1 064,534**	**4 326,476**	**5 498,800**	**10 255,600**	**7 653,500**	**7 774,000**
Entreprises	2 769,676	5 308,951	7 033,771	-	-	2 277,092	328,000	-	2 675.00	2 342,00
Administrations	2 343,572	1 061,790	426,289	1 709,068	1 064,534	2 049,383	5 170,800	10 255,600	4 978,500	5 432,000
Ménages	**2 130,520**	**1 061,790**	**11 083,517**	**16 236,144**	**17 458,356**	**6 603,568**	**8 257,600**	**11 971,100**	**12 345,000**	**12 637,045**
Total	**21 731,307**	**28 243,621**	**38 366,022**	**23 713,316**	**27 464,975**	**18 899,867**	**31 114,200**	**32 553,800**	**49 445,58**	**51 327,810**
Par type de biens d'investissement:										
Matériels d'équipement	9 161,237	4 459,519	12 788,674	3 845,403	7 025,924	6 603,568	7 539,200	8 965,500	9 543,000	10 654,000
Bâtiments et travaux publics	10 013,445	21 660,521	24 724,770	18 799,746	19 374,517	11 727,026	19 085,300	22 147,400	22 321,000	22 677,810
Projets administratifs	1 491,364	1 061,790	-	-	-	-	2934,000	897,900	16128,580	16432,000
Cheptels	1 065,260	1 061,790	852,578	1 068,167	1 064,534	569,273	1 555,700	543,000	1 453,000	1 564,000
Total	**21 731,307**	**28 243,621**	**38 366,022**	**23 713,316**	**27 464,975**	**18 899,867**	**31 114,200**	**32 553,800**	**49 445,580**	**51 327,810**

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

(1) A cause des arrondis, la somme des composantes ne donne pas nécessairement le total.

Tableau I.13. COMPTE EXTERIEUR DE L'ECONOMIE

(en millions de CDF courants) (1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001r	2002	2003 (p)
1. Exportations de biens et services	16,89	112,91	895,06	1 875,88	2 493,67	3 427,41	19 427,18	2 611 162,76	468 482,14	616 491,0
2. Importations de biens et services	14,72	94,06	658,62	1 758,12	2 621,25	3 309,92	20 026,50	291 688,63	412 852,93	778 693,5
Solde sur biens et services	**2,17**	**18,85**	**236,44**	**117,76**	**-127,58**	**117,49**	**-599,32**	**2 319 474,13**	**55 629,21**	**-162 202,50**
3. Rémunération des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-0,08	-0,07	-2,04	-8,15	-2,85	-2,85	-31,39	0,00	382,69	243,00
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-0,15	-12,62	-131,68	117,22	132,47	-683,87	-0,03	0,00	-68 884,20	-72 738,50
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	0,04	-25,64	41,90	-219,95	-54,80	-54,80	0,00	64 464,74	125 591,90	210 478,50
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	**1,98**	**-19,48**	**144,62**	**6,88**	**-52,76**	**-624,03**	**-630,75**	**2 383 938,87**	**112 719,60**	**-24 219,50**
6. Transferts nets en capital	0,57	25,78	-162,31	-326,66	619,25	619,25	0,00	-	-	212 099,00
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	1,15	98,63	693,26	-128,86	961,75	2,64	29 395,62	156 019,77	-47 357,22	75 053,14
8. Achat d'actifs incorporels (3)	0,06	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	2,52	27,75	163,15	-47,95	135,17	724,69	7 486,18	40 716,60	15 752,32	38 391,75
Total du financement net	**2,58**	**27,75**	**163,15**	**-47,95**	**135,17**	**724,69**	**7 486,18**	**40 716,60**	**15 752,32**	**38 391,75**

(1) En milliers de CDF jusqu'en 1993

Tableau I.14. EVOLUTION DES INDICES D'ACTIVITE ECONOMIQUE
(base 1990 = 100)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
I. VOLUME DE PRODUCTION									
1. Production agricole (1)	100,0	105,2	104,6	104,2	103,1	102,3	101,6	97,6	102,5
2. Production agricole d'exportation (1)	100,0	87,6	75,9	66,6	58,7	60,6	51,5	60,6	61,3
3. Production minière et métallurgique	41,5	43,4	42,4	42,7	35,6	32,6	35,1	46,1	50,6
4. Production de pétrole brut	94,5	100,3	95,0	88,5	81,0	77,8	87,8	78,9	86,6
5. Production manufacturière (5)	40,0	112,7	133,3	95,8	99,2	100,0	91,0	94,9	108,7
6. Production de ciment	42,5	53,3	29,4	31,6	37,4	37,8	45,2	58,8	77,9
7. Production d'eau	103,1 r	100,4	102,1	99,8	97,2	89,8	102,6	98,7	101,6
8. Production d'électricité	109,4	108,1	88,5	82,8	93,4	106,5	106,2	108,7	109,5
9. Evolution de l'emploi	80,1	62,0	61,2	52,9	42,1	35,2	33,5	...	
II. VOLUME DE CONSOMMATION									
1. Consommation d'eau	99,1	93,2	87,4	79,4	70,6	77,2	86,5	80,8	79,6
2. Consommation intérieure d'électricité	112,2	101,0	84,6	67,6	83,0	97,0	96,9	96,7	89,8
3. Consommation intérieure de ciment	44,2	53,5	31,3	32,5	34,6	33,5	37,0	50,5	72,2
4. Consommation des produits pétroliers	61,2	64,0	59,0	61,6	53,5	52,2	43,3	46,4	61,8
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT									
1. Manutention dans les principaux ports	60,2	60,3	58,6	59,0	49,1	62,5	60,4	71,1	78,9
2. Trafic des marchandises et des personnes	26,9	34,6	32,4	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	57,2
IV. PRIX									
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers (1)	100,0	773,2	2 443,2	2 327,3	6 097,4	51 956,1	462 727,3	670 765,3	745 391,6
2. Indice des prix de détail aux machés de Kinshasa, B.C.C. (2)	183,5	818,0	2 441,9	3 153,6	12 138,2	78 899,6	421 685,0	451 980,9	509 107,8
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	22 366,4	169 874,5	468 016,7	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	20 866,6	136 165,3	369 160,5	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (4)	5 647 230,4	41 508 812,7	113 569 593,6	204 833,8	836 027,2	46,2 (6)	220,0	324,2	395,6
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	77,0	89,3	74,9	61,1	76,9	127,8	128,2	119,1	99,2
V. Indice de volume du P.I.B. (5)	**122,1**	**120,7**	**114,2**	**112,2**	**107,4**	**100,0**	**97,9**	**101,3**	**107,0**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Base : 1995 = 100
(2) Base : août 1995 = 100
(3) Il s'agit de l'indice moyen annuel, base: décembre 1993 = 100 .
(4) Base : novembre 1989 = 100
(5) Base : 2000 = 100 à partir de 1996
(6) Indice des prix réajusté sur base de l'actualisation des pondérations à partir du mois de décembre 2000.
(7) Non compris la consommation du ciment métallurgique

Tableau I.15. IMPORTATIONS ET ESTIMATION DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES
(en milliers de tonnes)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Production commercialisée:									
Manioc en cossettes	9 302	9 437	8 067	6 896	8 189	7 920	15 959	15 436	14 930
Tubercules (1)	147	169	194	223	83	77	417	406	396
Bananes plantains	1 061	1 137	557	273	448	442	527	481	486
Maïs	400	414	381	351	452	446	1 184	1 169	1 155
Riz	256	264	213	172	121	118	338	326	314
Pois et haricots	83	84	56	37	26	25	123	116	109
Poissons frais	66	56	65	75	59	56	53	55	61
Viande	41	41	40	39	40	38	36	44	46
Légumes (2)	194	197	201	205	67	67	69	74	85
Importations:									
Maïs	2	157	24	5	2	-	2	2	3
Riz	32	51	62	88	44	48	69	144	163
Poissons salés et fumés	2	4	10	7	5	2	2	3	5
Viande et abats	11	12	15	10	18	105	110	2	7
Blé	102	-	45	-	65	185	183	129	162

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA
(1) Patates douces, pommes de terre et ignames
(2) Feuilles de manioc et piments et poivre
(3) Tomates, bananes douces et autres fruits

Tableau I.16. PRODUCTION VIVRIERE, ELEVAGE, SYLVICULTURE, PECHE ET CHASSE
(en milliers de tonnes)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
I. CULTURES VIVRIERES	**27 794**	**22 854**	**23 060**	**22 823**	**22 911**	**22 065**	**21 926**	**21 254**	**20 662**	**20 688**
Céréales	1 707	1 479	1 556	1 560	1 621	1 592	1 572	1 545	1 520	1 521
Maïs grains	1 184	1 008	1 101	1 167	1 215	1 199	1 184	1 169	1 155	1 155
Riz paddy	426	366	348	355	363	350	338	326	314	315
Millet & sorgho	89	94	97	32	33	33	40	41	43	43
Blé & orge	8	11	10	6	10	10	9	9	8	8
Racines et tubercules	20 019	17 254	17 530	17 527	17 616	17 038	16 489	15 955	15 441	15 461
Manioc tubercules	19 102	16 781	16 987	16 973	17 060	16 500	15 959	15 436	14 930	14 945
Patate douce	407	169	239	247	256	246	237	228	220	223
Taro	41	68	70	72	59	60	62	64	65	66
Pomme de terre	116	87	87	88	88	88	90	91	91	92
Oignons, ails...	59	60	57	54	56	51	51	50	51	50
Igname	294	89	90	93	97	93	90	87	84	85
Légumes et légumineuses	762	659	635	597	598	579	577	576	566	570
Haricots	220	112	132	135	138	130	122	114	107	108
Vandzou	10	8	8	8	8	8	9	9	9	9
Feuille de manioc	339	340	307	277	280	281	283	287	285	285
Tomates	45	48	45	42	41	42	43	45	44	45
Piments et poivre	33	34	32	30	31	29	29	30	30	31
Autres légumes	115	117	111	105	100	89	91	91	91	91
Oléagineux	1 717	1 531	1 530	1 549	1 569	1 452	1 571	1 522	1 479	1 473
Arachides	598	402	388	400	412	396	382	369	355	360
Soja	17	11	12	7	9	10	11	13	14	14
Noix de palme (palmier à huile)	1 046	1 061	1 072	1 083	1 088	987	1 119	1 085	1 052	1 065
Autres oléagineux	56	57	58	59	60	59	58	56	57	34
Fruits	3 589	1 931	1 809	1 590	1 507	1 404	1 718	1 654	1 656	1 663
Bananes plantains	2 262	1 038	948	691	631	577	527	481	486	486
Bananes douces	408	321	317	318	318	315	312	313	313	314
Autres fruits	919	572	544	581	558	512	880	861	857	863
II. ELEVAGE	**34 334**	**28 011**	**29 656**	**29 470**	**29 257**	**29 111**	**28 966**	**28 845**	**26 210**	**25 115**
Bovins (en milliers de têtes)	1 127	1 113	1 060	1 039	987	967	947	927	765	688
Ovins (en milliers de têtes)	1 032	1 019	969	957	945	933	921	909	897	888
Caprins (en milliers de têtes)	4 341	4 310	4 317	4 286	4 255	4 225	4 195	4 165	4 004	3 964
Porcins (en milliers de têtes)	1 152	1 084	1 117	1 051	989	961	934	931	953	963
Volailles (en milliers de têtes)	26 682	20 485	22 193	22 137	22 081	22 025	21 969	21 913	19 592	18 612
Oeufs (en millions d'oeufs)	512	536	579	625	675	629	627	584	606	558
Lait (en millions de litres)	41	37	34	31	28	25	23	20	22	21
III. SYLVICULTURE	**17 861**	**18 133**	**18 161**	**18 263**	**18 242**	**18 200**	**18 163**	**18 487**	**18 986**	**23 370**
Bois de chauffage	16 837	17 052	17 353	17 659	17 624	17 589	17 554	17 864	18 346	22 504
Charbon de bois	1 024	1 081	808	604	618	611	609	623	640	866
IV. PECHE ET CHASSE	**240**	**236**	**234**	**232**	**231**	**224**	**221**	**215**	**218**	**220**
Poissons frais	156	150	146	142	140	133	131	125	128	130
Gibier	84	86	88	90	91	91	90	90	90	90

Sources :Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.
(1) Chiffres rectifiés à partir de 2000.
(2) Données éstimées à partir de 1997.

Tableau I.17. PRODUCTION AGRO–INDUSTRIELLE

(en tonnes)

PRODUITS	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	69 817	67 723	62 067	53 998	46 978	40 764	36 945	32 058	48 087	32 050
exportations	54 736	46 795	44 486	18 897	30 408	22 311	11 330	2 636	5 260	2 866
Café arabica	18 529	16 991	11 908	10 360	9 013	7 841	6 822	2 065	4 622	5 128
exportations	7 816	13 866	8 456	4 142	8 579	2 119	1 844	5 152	3 488	1 989
Cacao	7 547	7 551	7 576	7 235	6 909	6 565	6 562	6 235	5 749	5 710
exportations	6 224	2 120	3 468	3 295	3 131	2 975	2 827	2 397	2 617	1 176
Thé	3 405	3 418	3 431	2 951	2 438	2 182	1 953	1 774	1 388	1 560
exportations	1 784	515	1 559	1 341	1 153	991	...		...	...
Tabac	3 321	3 339	3 356	3 759	4 210	4 715	4 210	3 759	3 620	3 517
BOIS										
Grumes (m^3)	446 253	416 247	453 686	494 518	539 025	205 540	191 720	178 829	238 707	243 000
exportations	119 186	111 520	121 551	97 830	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626
Sciés (m^3)	78 432	83 076	102 420	111 638	121 686	64 531	60 192	58 145	77 614	104 186
exportations	42 125	44 666	55 013	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	28 010	20 369
Placages (m^3)										
exportations	7 533	7 868	7 718	5 636	5 702	1 022	233	-	7	8 731
OLEAGINEUX (1)							12 997	12 495	12 881	13 930
Huile de palme	17 052	19 563	18 612	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827
exportations	200	5 586	1 150	237	49	18	...		...	...
Huile de palmistes	2 736	1 560	1 722	1 901	2 099	1 670	1 512	1 369	1 231	1 108
exportations	1 375	780	861	360	611	486	159	719	313	...
Tourteaux de palmistes	8 520	8 975	8 539	8 124	7 729	7 353	6 995	6 654	6 987	6 995
PLANTES TEXTILES										
Coton-fibres	9 150	9 100	9 051	9 142	9 234	8 772	8 333	7 916	7 520	7 144
Huile de coton	131	129	120	121	122	116	110	104	100	95
Tourteaux de coton	688	681	674	681	688	654	622	591	562	534
Fibres Urena-Punga	5 176	5 487	5 526	5 581	5 637	5 355	5 087	4 832	4 590	3 906
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	6 651	6 684	6 687	6 420	6 164	5 918	5 682	5 455	5 256	5 051
exportations	2 269	3 705	3 707	3 559	3 417	3 281	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	7 414	6 450	5 611	5 274	4 957	5 000	4 699	4 216	3 783	3 541
exportations	7 414	6 450	5 611	5 274	4 957	5 000	4 699	4 216	3 783	3 541
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	154	155	156	157	158	168	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 711 090	1 706 670	1 702 261	1 697 863	1 693 476	1 785 093	1 669 000	1 560 000	1 911 000	1 786 200

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.
(1) Production exportée

Tableau I.18. PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

Produits	Unité	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Cuivre	tonnes	34 958	40 147	37 658	38 236	31 225	30 821	37 845	26 311	16 359
dont : - Gécamines	tonnes	32 512	38 882	36 430	37 227	29 633	27 507	21 186	18 172	9 369
- Sodimico	tonnes	2 446	1 265	1 228	1 009	1 592	3 314	608	-	-
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	...	...	16 051	8 139	6 990
Zinc	tonnes	4 516	3 159	1 660	1 147	-	214	1014	828	4 886
Cobalt	tonnes	3 967	4 041	3 003	3 871	2 308	3 739	11 637	11 865	7 341
dont : - Gécamines	tonnes	3 967	4 041	3 003	3 871	2 308	3 739	3 463	1 780	1 358
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	...	...	8 174	10 085	5 983
Cassitérite totale	tonnes	793	694	232	...	...	...	...	...	1728
soit en étain contenu	tonnes	571	500	...	...	...	...	...	...	...
Or fin [1]	kilos	1 180	1 252	394	151	622	1 382	1 493	2 043	792
Diamant		22 024	22 240	21 977	26 083	20 116	16 006	18 198	21 679	26 981
dont: - MIBA	milliers de carats	5 679	6 803	6 419	6 831	4 788	4 640	6 160	5 744	6 745
- Segamines	milliers de carats	...	...	...	...	...	...	195	306	1 094
- Artisanal [2]	milliers de carats	16 345	15 437	15 558	19 252	15 328	11 366	11 843	15 629	19 141
Charbon	tonnes	14 400	12 700	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	2	3	-	-	-	-	-	-	100
Pétrole brut	milliers de barils	10 087	10 707	10 146	9 444	8 650	8 459	9 380	8 425	9 246
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) r		**41,5**	**43,4**	**42,4**	**42,7**	**35,9**	**33,3**	**35,9**	**46,1**	**50,6**

[1] Y compris la production artisanale.
[2] Sur base des achats des comptoirs et du Service National.

Tableau I.19. PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION

	Unité	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (e)
Industries alimentaires :										
Lait pasteurisé	10^3 litres	367	379	359	130	82 (e)	80	78	70	63
Farine de maïs	tonnes	12 280	13 157	11 455	17 400	18 874	12 327	11 945	12 500	13081
Farine de froment	tonnes	119 549	123 381	131 571	113 433	88 679	117 244	90 070	88 095	154 373
Riz décortiqué	tonnes	329	313	320	327	315	304	293	200	193
Sucre	tonnes	79 409	72 000	64 375	56 628	73 375	72 037	57 739	63 187	73 896
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	58	63	115	128	66	332	661	793	90
Pain	tonnes	31 660	29 892	26 971	21 067	12 063	140 693	138 374	139 534	140 706
Graisses et huiles de table	tonnes	4 940	3 496	4 808	6 033	5 975	5 668	2 743	823	950
Huiles de palme	tonnes	19 563	18 612	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827
Margarine	tonnes	1 336	1 193	1 799	999	1 643	2 052	1 418	425	510
Aliments pour animaux	tonnes	60 708	53 329	52 928	47 712	32 670	39 830	36 251	29 001	26 101
Pêche lacustre	tonnes	1 833	2 141	1 372	879	878	875	848	963	933
Industries des boissons :										
Bières	10^3 d'hl	2 630	2 322	1 717	1 613	1 447	1 710	1 566	1 348	1 572
Limonades, eaux gazeuses	10^3 d'hl	687	678	680	776	745	805	713	764	987
Boissons alcooliques	hl	1 644	1 411	1 528	4 119	4 220	4 220	4 089	4 155	4 221
Industries du tabac :										
Cigarettes	10^6 d'unités	3 394	3 658	3 555	3 848	3 200	3 712	2 299	2 444	2 462
Industries de tissu, confection et bonneterie :										
Bonneterie	10^3 de pièces	3 394	3 658	3 555	3 848	3 200	3 712	2 299	2 444	2 462
Couvertures	10^3 de pièces	41	85	63	47	36	30	29	20	14
Sacs	10^3 de pièces	6 305	6 467	5 938	5 406	6 994	9 822	8 081	7 053	6 156
Toiles d'emballages	milliers de m	241	263	189	136	100	90	87	13	12
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m^2	24 674	31 712	10 568	1 563	3 028	2 361	2 353	3 454	1 291
Tissus imprimés	milliers de m^2	18 192	15 472	11 223	12 220	16 853	14 334	7 193	9 526	4 277
Tissus polyesther	milliers de m^2	3 308	4 434	3 627	827	132	125	74	105	102
Filatures	tonnes	1 801	1 965	1 588	1 608	1 951	1 756	1 234	1 052	842
Industries des chaussures et cuirs :										
Chaussures	10^3 de paires	1 726	1 758	1 742	1 609	848	952	1 347	1 482	855
Industries de la chimie de consommation :										
Savons	tonnes	32 262	28 280	25 702	29 212	25 506	28 287	25 159	15 000	16 588
Peintures, vernis, émaux	tonnes	180	133	214	206	169	151	67	71	92
Allumettes	cartons	46 020	47 778	58 932	79 915	75 473	53 433	89 151	98 066	107 873
Explosifs	tonnes	1 059	934	435	513	300	246	35	34	32
Acétylène	kilos	42 236	38 737	35 233	37 240	20 884	22 868	18 700	20 675	13 775
Oxygène	10^3 de m^3	133	120	123	113	74	103	83	92	82
Chaux	kilos	...	...	...	...	55 873	51 705	20 315	31 789	26 938
Industries de fabrication des produits petroliers raffinés :										
Librifiants	litres	319 317	262 125	215 176	309 073	443 945	237 056	340 501	347 311	364 677
Industries du plastique :										
Pneus pour automobiles	10^3 de pièces	50	48	49	69	70	69	44	42	45
Casiers et bacs de 32 litres	10^3 de pièces	139	130	134	131	126	130	126	120	109
Divers articles plastiques	10^3 de pièces	1 272	1 646	1 484	1 338	1 521	1 430	1 476	1 624	1 786
Industries des fabrications métal. légères :										
Articles galvanisés	10^3 de pièces	312	415	399	497	110	105	102	95	89
Machettes et houes	10^3 de pièces	412	273	304	245	208	199	146	151	156
Pelles et bêches	10^3 de pièces	36	33	50	64	29	22	19	20	21
Tôles galvanisées	10^3 de pièces	179	118	101	86	75	211	215	261	270
Articles de ménage émaillés	10^3 de pièces	99	84	91	86	74	0	0	0	0
Articles de ménage en aluminium	tonnes	43	61	36	39	19	32	46	46	47
Valises et malles	pièces	421	128	473	144	96	98	152	129	135
Frigos & congélateurs	pièces	10	3	2	1	1	0	0	0	0
Bouchons couronnes	10^6 de pièces	468	542	405	447	358	388	391	426	411
Fûts métalliques de 30 litres (2)	pièces	503	311	273	203	0	0	0	0	0
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	26 859	18 442	10 544	11 486	8 289	3 081	0	0	0
Industries d'édition, d'imprimerie et reproduction :										
Imprimés	10^3 de pièces	301	300	300	266	264	294	279	293	308
Industries de fabrication de papier, carton et d'aticles en papier et carton :										
Papiers et cartons	tonnes	1 947	1 929	1 238	1 360	866	836	545	463	428
Papiers hygiéniques (1)	Sach. (30 roul.)	26 625	39 382	58 804	63 920	46 281	54 367	75 527	57 539	50 408

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.
(1) Unité exprimée en nombre de carton de 1992 à 1996 et de sachet de 30 rouleaux à partir de 1997.
(2) Unité exprimée en nombre de carton de 1992 à 1996 et en sachets de 30 rouleaux à partir de 1997

Tableau I.19.bis. PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT

	Unité	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (e)
Industries des fabrications métal. lourdes :										
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	537	331	471	373	492	304	398	359	378
Chaudronnerie	tonnes	331	317	324	118	108	100	102	170	187
Fonderie fonte et acier	tonnes	306	492	248	118	91	211	307	150	158
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	60	49	28	23	19	5	6	5	5
Industrie du matériel de transport :										
Réparations navales	pièces	39	47	43	35	33	49	25	26	28
Constructions navales	pièces	8	4	1	3	2	1	2	1	1
Automobiles (véhicules montés)	pièces	155	157	156	94	84	0	0	0	0
Industries des minéraux non métalliques :										
Ciment Portland normal	10^3 de tonnes	195	241	125	134	159	161	192	250	315
Ciment métallurgique	10^3 de tonnes	13	15	5	11	14	9	9	15	15
Produits en béton	tonnes	602	743	672	718	804	700	731	763	820
Carrelages	milliers de m^2	17	20	6	10	15	12	12	14	16
Fibro-ciment	milliers de m^2n	138	201	56	70	44	104	100	128	132
Concassés	10^3 de tonnes	243	236	239	249	260	191	185	194	203
Bouteilles	10^3 de pièces	19 779	17 550	22 700	21 034	18 262	22 829	19 685	16 543	21 408
Industries de transformation de bois :										
Tranchages	m^3	7 382	8 046	7 714	7 396	6 428	4 307	4 175	3 340	3 250
Contreplaqués	m^3	1 380	1 504	1 442	1 382	1 395	843	817	654	620
Bois sciés	m^3	44 666	55 013	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	26 010	20 369
Autres Industries non classées à ailleurs :										
Matelas	10^6 de pièces	3 204	4 533	3 752	3 105	2 346	2 000	1 938	2 519	2 575
Stylos à billes	10^3 de pièces	5 104	4 362	5 902	5 274	2 530	4 308	3 600	1 854	2 225
Menuiserie métallique	tonnes	123	120	121	118	90	65	60	60	55
Mobiliers métalliques	pièces	2 947	1 216	1 915	790	465	1 274	1 453	1 095	821

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.
(1) A partir de 1994, Fûts métalliques de 36 litres.

Tableau I.20. INDICE DE LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
(1990 = 100)

	1994	1995	1996 (1)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(p)
A. INDUSTRIES DES BIENS										
DE CONSOMMATION	**52,9**	**25,9**	**117,3**	**95,9**	**95,9**	**85,1**	**100,0**	**79,7**	**79,3**	**90,9**
Produits alimentaires	81,7	68,8	79,9	76,4	67,8	65,7	100,0	86,1	87,3	94,5
Boissons	51,6	78,1	120,1	95,6	95	87,1	100,0	90,7	83,5	109,0
Tabacs	56,2	71,6	98,6	95,8	103,7	65,7	100,0	61,9	65,8 r	66,3
Confection et bonneterie										
tissage et impression de tissu	75,0	72,0	145,0	93,5	75,7	100,5	100,0	64,4	71,3	45,7
Chaussures et cuirs	30,4	59,6	158,9	165,4	161,3	89,5	100,0	152,9	157,9	89,8
Chimie de consommation	53,5	48,2	100,6	93,3	106,0	92,2	100,0	89,8	57,0	88,7
Fabrication des produits pétroliers raffinées	...	...	110,58	90,77	130,4	187,27	100,0	143,6	146,5	153,8
Plastique	42,3	46,8	72,9	74,2	99,9	101,2	100,0	67,2	64,4	104,9
Fabrications métalliques légères	21,4	9,4	248,0	322,5	289,7	99,3	100,0	116,7	116,1	122,9
Edition, imprimérie et reproduction	95,6	44,5	102,0	102,0	90,5	89,8	100,0	94,9	99,7	104,7
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	...	...	158,5	129,9	142,1	95,2	100,0	79,7	82,3	69,9
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT										
ET D'APPROVISONNEMENT	**48,0**	**41,4**	**112,3**	**137,0**	**95,8**	**100,6**	**100,0**	**92,1**	**96,4**	**116,3**
Fabrication métalliques lourdes	27,5	25,5	124,8	185,1	109	125,4	100,0	122,3	131,4	141,0
Matériel de transport	48,2	50,6	96,1	88,3	81,7	73,3	100,0	57,7	84,5	94,6
Minéraux non métalliques	37,4	44,3	146,8	85	92,8	106,8	100,0	115,2	118,0	140,8
Transformation de bois	44,3	44,5	265,2	210,9	219,2	166,2	100,0	116,9	197,1	161,2
Autres non classées à ailleurs	...	...	160,3	168,1	134,8	92,5	100,0	96,5	82,2	80,1
Indice global A+B	**30,3**	**40,0**	**112,7**	**133,3**	**95,8**	**99,2**	**100,0**	**91,0**	**94,9**	**108,7**

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.
(1) A partir de 1966, base 2000 = 100

Tableau I.21. PRODUCTION, EXPORTATION ET CONSOMMATION INTERIEURE DE CIMENT
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation de stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique (1)	Total	Exportation (2)	Consommation locale (3)	Total	
1992	207 514	22 073	229 587	23 576	198 038	221 614	7 973
1993	151 309	10 434	161 743	23 480	142 046	165 526	-3 783
1994	154 411	11 315	165 726	29 199	148 974	178 173	-12 447
1995	195 461	13 107	208 568	14 515	197 331	211 846	-3 278
1996	240 790	15 219	256 009	7 623	231 035	238 658	17 351
1997	124 929	5 123	130 052	7 948	128 371	136 319	-6 266
1998	134 324	10 638	144 962	300	138 033	138 333	6 630
1999	158 837	14 025	172 862	22 704	150 781	173 485	-623
2000	160 709	8 218	168 927	27 167	135 467	162 634	6 294
2001	192 122	9 304	201 426	55 230	137 231	192 461	8 965
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)
(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA)
(2) Uniquement ciment Portland normal
(3) Y compris ciment métallurgique

Tableau I.22. PRODUCTION DE LA RAFFINERIE DE PETROLE

(en tonnes)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Pétrole brut traité (1)	50 783	-	-	-	106 553	60 019	-	-	-	-
2. Production totale	49 400	-	-	-	74 510	38 069	-	-	-	-
Gaz liquéfié (GPL)	151	-	-	-	332	139	-	-	-	-
Essence super	8 319	-	-	-	27 953	10 290	-	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	11 127	-	-	-	16 660	7 041	-	-	-	-
Gasoil	20 696	-	-	-	29 565	20 599	-	-	-	-
Fuel oil	9 107	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	6 625	556	554	-	9 001	4 086	671	547	-	-
4. Ventes sur le marché intérieur	257 231	197 900	292 776	-	163 315	113 888	121 352	84 667	-	-
5. Exportations	1 715	-	7 981	-	11 712	28 104	-	-	-	-
6. Variations de stocks des produits finis	-214 788	-198 456	-301 311	-	-77 475	-86 059	-122 023	-85 214	-	-

Source : SEP-Congo
(1) = 3 + 4 + 5 + 6

Tableau I.23. CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS

(en m³)

Produits	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Essence auto	132 289	143 998	160 943	160 764	163 470	156 806	154 249	129 840	129 624	156 927
Carburant aviation	144 760	156 879	153 746	125 288	126 605	98 552	93 776	97 743	126 869	139 502
Pétrole	9 208	11 734	11 680	11 820	14 259	8 998	5 978	1 954	1 034	5 601
Gasoil	197 510	216 452	224 334	195 090	200 956	162 154	161 524	129 140	145 873	170 897
Fuel oil	17 842	20 935	17 379	13 261	18 941	17 266	14 968	18 337	22 913	32 295
Huiles	5 385	6 581	4 922	3 403	3 422	2 291	72	-	893	1 884
G.P.L (Gaz)	142	92	110	68	66	98	80	23	22	-
Total	507 136	556 671	573 114	509 694	527 719	446 165	430 647	377 037	427 228	507 106

Source : SEP - Congo

Tableau I.24. PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR PROVINCE

(en milliers de Mwh)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. Production brute [1]										
dont:										
centrales électriques	4986	5951	5872	4827	4500	5074	5797	5786	5926	5980
centrales thermiques	21	23	32	8	19	26	16	12	11	
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	2961	3648	4124	3371	3081	...	...	...	...	...
- Province Orientale	59	59	72	59	15	...	...	...	...	...
- Kivu	149	165	95	121	65	...	...	...	...	...
- Kasaï Oriental et Kasaï Occidental	3	6	6	6	7	...	...	...	...	...
- Equateur	19	20	21	17	16	...	...	...	...	...
- Katanga	1816	2076	1586	1261	1335	...	...	...	...	...
Total	**5007**	**5974**	**5904**	**4835**	**4519**	**5100**	**5813**	**5798**	**5937**	**5980**
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	2225	2016	2386	1833	1557	1832	1951	...	...	...
dont: ville de Kinshasa	2064	1829	2165	1705	1381	1665	1763	...	...	...
haute tension	1012	965	776	23		...	...	...	...	...
basse tension	1052	864	848	969	693	...	...	...	...	...
éclairage public	-		541	713	688	...	...	...	...	...
- Province Orientale	59	99	58	40	14	...	...	...	...	...
- Kivu	149	112	69	78	46	...	...	...	...	...
- Kasaï Oriental et Kasaï Occidental	3	67	8	12	17	...	...	...	...	...
- Equateur	19	16	13	6	6	...	...	...	...	...
- Katanga	1816	1903	1267	1192	1182	1160	1142	...	...	...
- Ajustements	-901	-775	774	656	243	771	1303	31	...	...
Total	**3370**	**3438**	**4579**	**3813**	**3065**	**3763**	**4396**	**4391**	**4381**	**4070**
III. Exportations [3]	**1077**	**1647**	**1302**	**773**	**299**	**749**	**1274**	**1202**	**1350**	**1230**
IV. Importations [4]	**41**	**43**	**45**	**43**	**55**	**18**	**6**	**12**	**9**	**9**
V. Pertes [5]	**-**	**932**	**68**	**292**	**1210**	**606**	**149**	**217**	**216**	**689**

Source : S.N.EL.

(1) I = II + III - IV + V. Non compris les autoproducteurs.

(2) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(3) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(4) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

(5) ????

Tableau I.25. PRODUCTION ET CONSOMMATION D'EAU ET D'ELECTRICITE

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en millions de m³)	Consommation (en millions de m³)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
1992	192,4	131,7	366 290	5 884	5 251	207 299
1993	187,8	132,5	380 483	5 379	5 320	250 006
1994	200,1	142,5	393 286	5 007	4 447	262 907
1995	215,6	144,7	401 544	5 959	5 085	239 865
1996	210,0	136,1	407 578	5 881	4 579	257 422
1997	213,5	127,7	403 852	4 835	3 834	264 803
1998	207,7	155,9	418 428	4 519	3 065	260 371
1999	203,3	103,1	423 852	5 100	3 762	253 359
2000	187,8	114,8	428 589	5 813	4 396	272 687
2001	214,6	126,3	430 959	5 798	4 360	291 801
2002	206,4	127,1	433 904	5 937	4 381	301 611
2003 (p)	212,5	116,3	433 830	5 980	4 123	332 829

Sources : REGIDESO et SNEL.

Tableau I.26. CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR SECTEUR
(en millions de KWh)

Secteurs	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(p)
Mines et métallurgie	1 633	1 060	2 046	892	2 279	1 387	1 287	...	...	...	...	...
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	1 072	1 194	1 203	1 962	1 114	1 146	831	2 611	3 164	...	...	...
Distribution(basse tension) (1)	1 309	1 514	1 052	1 345	1 055	1 155	924	1 152	1 232	...	...	...
Transports (2)	1306	1298	147	886	131	145	23	...	...		...	...
Total	**5 320**	**5 066**	**4 448**	**5 085**	**4 579**	**3 833**	**3 065**	**3 763**	**4 396**	**4 391**	**4 381**	**4 123**

Source : Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL.
(1) Consommation domestique et éclairage public.
(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée.

Tableau I.27. ACTIVITES DES PRINCIPAUX ORGANISMES DE TRANSPORT

(en millions d'unités)

Marchandises (tonnes / km)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	**28,4**	**35,8**	**39,6**	**30,2**	**22,6**	**26,6**	**27,5**	**34,7**
1. ONATRA	**28,4**	**35,8**	**39,6**	**30,2**	**22,6**	**26,6**	**27,5**	**34,7**
Voies fluviales	28,3	35,6	39,4	30,0	22,4	26,4	27,3	34,7
Bas-fleuve	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	**486,3**	**487,7**	**528,8**	**485,6**	**591,2**	**605,2**	**555,0**	**578,1**
1. S.N.C.C.	**376,7**	**321,1**	**403,5**	**386,8**	**429,3**	**458,5**	**481,6**	**518,0**
Réseau Sud (OCS) (1)	331,9	219,2	275,4	264,1	293,0	313,3	340,9	375,0
Réseau Est (SFE)	44,8	101,9	128,1	122,7	136,3	145,2	140,7	143,0
Réseau Nord (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	**109,6**	**166,6**	**125,3**	**98,8**	**161,9**	**146,7**	**73,4**	**60,1**
III. TRANSPORT AERIEN	**21,9**	**9,9**	**4,8**	**0,3**	**11,3**	**14,2**	**18,4**	**20,2**
IV. TRANSPORT ROUTIER	**189,9**	**190,4**	**206,4**	**189,4**	**140,7**	**291,5**	**527,4**	**605,2**
TOTAL GENERAL	**726,5**	**723,8**	**779,6**	**705,6**	**765,8**	**937,5**	**1 128,3**	**1 238,2**
Voyageurs (Voyageurs / km)								
I. TRANSPORT FLUVIAL	**10,9**	**8,7**	**13,9**	**4,2**	**2,3**	**3,2**	**2,7**	**3,9**
1. ONATRA	**10,9**	**8,7**	**13,9**	**4,2**	**2,3**	**3,2**	**2,7**	**3,9**
Voies fluviales	10,9	8,2	13,4	4,0	1,9	3,0	2,4	1,4
Bas-fleuve	-	0,5	0,5	0,2	0,4	0,3	0,3	2,5
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	**270,8**	**262,3**	**189,0**	**198,3**	**273,6**	**318,3**	**232,9**	**71,7**
1. S.N.C.C.	**146,5**	**161,3**	**143,0**	**145,2**	**187,9**	**222,1**	**160,6**	
Réseau Sud (OCS) (1)	123,5	161,3	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0
Réseau Est (SFE)	23,0	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	**124,3**	**101,0**	**46,0**	**53,1**	**85,7**	**96,2**	**72,3**	**71,7**
CFMK	74,1	59,7	8,0	37,9	60,9	61,9	18,9	10,9
T.U.K.	50,2	41,3	38,0	15,2	24,8	34,3	53,4	60,8
III. TRANSPORT AERIEN	**138,3**	**48,4**	**111,2**	**353,1**	**352,0**	**387,2**	**387,2**	**395,2**
IV. TRANSPORT ROUTIER	**58,2**	**42,2**	**38,5**	**15,2**	**53,4**	**91,7**	**91,7**	**100,3**
TOTAL GENERAL	**478,2**	**361,6**	**352,6**	**570,8**	**681,2**	**800,4**	**714,5**	**571,1**
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	**34,6**	**32,4**	**34,2**	**35,5**	**39,6**	**47,9**	**53,2**	**54,6**

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) En 1995 et 1996, données communiquées par l'ex SIZARAIL et comprenant l'O.C.S. et la S.F.E.

(2) Nouvelle appelation de «Air-Zaïre».

(3) Arrêt d'activité en 1998.

(4) Arrêt d'activité en 1997.

Tableau I.28. MARCHANDISES MANUTENTIONNEES DANS LES PRINCIPAUX PORTS
(en milliers de tonnes)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)
Port de Matadi	**809,5**	**1 012,1**	**996,8**	**969,4**	**980,6**	**823,3**	**1 040,9**	**1 039,0**	**1 240,8**	**1 357,7**
Entrées	573,3	745,7	734,4	786,0	763,4	694,9	921,7	939,5	1 119,1	1 169,9
Sorties	236,2	266,4	262,4	183,4	217,2	128,4	119,2	99,5	121,8	187,8
Port public de Kinshasa	**273,9**	**390,2**	**364,2**	**354,0**	**375,9**	**273,7**	**238,5**	**224,4**	**236,7**	**218,5**
- Réseau fluvial	54,3	56,8	70,7	70,8	69,4	46,4	51,0	33,3	37,3	56,3
Chargement	4,4	7,1	8,2	10,5	11,0	9,1	11,2	3,7	3,8	2,5
Déchargement	49,9	49,7	62,5	60,3	58,4	37,3	39,8	29,6	33,5	53,8
- C.F.M.K	219,6	333,4	294,2	283,2	306,5	227,3	187,5	191,1	199,4	162,2
Chargement	59,3	108,5	95,5	60,1	63,8	30,2	23,4	15,0	23,1	31,9
Déchargement	160,3	224,9	198,7	223,1	242,7	197,1	164,1	176,2	176,3	130,3
Port de Boma	**43,4**	**43,6**	**45,4**	**41,1**	**39,7**	**36,1**	**62,3**	**43,1**	**40,1**	**61,2**
Chargement	26,7	26,0	26,7	28,5	25,3	20,1	34,7	17,4	21,8	21,8
Déchargement	16,7	17,6	18,7	12,6	14,4	16,0	27,6	25,7	18,2	39,3
Port de Kalemie	**19,4**	**19,3**	**35,1**	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	16,3	16,6	28,0	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	3,1	2,7	7,1	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	**7,4**	**53,3**	**79,3**	**17,4**	...	...	...	...	...	...
Chargement	3,3	5,1	18,8	0,7	...	...	...	...	...	...
Déchargement	4,1	48,2	60,5	16,7	...	...	...	...	...	...
Total	**1 153,6**	**1 518,5**	**1 520,8**	**1 381,9**	**1 396,2**	**1 133,1**	**1 341,7**	**1 306,5**	**1 517,6**	**1 637,4**
Indice de manutention (1990 = 100) (1)	**49,1**	**60,2**	**60,3**	**58,6**	**59,0**	**49,1**	**62,5**	**60,4**	**71,1**	**78,9**

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.28.bis. ACTIVITES DE TELEPHONIE MOBILE

	Unité	2001	2002	2003	2004
Temps d'appel	millions de minutes	110,6	281,4	638,3	1 325,9
Nombre d'abonnés	milliers unités	195,2	2 767,8	9 396,6	19 041,2

Tableau I.29. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES A KINSHASA

(Base 1989 = 100)

Années / Indices	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (1)	2001(1)	2002	2003
Indice d'ensemble	790 438,1	5 647 230,4	41 508 812,7	113 569 593,6	204 833,8	836 027,2	46,2	220,0	324,2	395,6
dont:										
- Alimentation	357 292,7	2 200 970,6	16 403 209,0	45 383 399,6	684 044,0	3 306 031,2	24,9	99,5	125,1	144,3
- Boissons	28 135,7	170 642,8	1 189 821,4	3 220 535,7	41 450,4	154 589,2	1,2	6,6	8,3	10,1
- Non alimentaire	45 677,1	264 380,8	1 801 250,0	4 936 666,7	55 146,7	251 125,0	2,1	8,5	14,8	12,6
- Habillement	101 395,8	499 353,2	3 476 460,2	8 898 141,3	134 794,5	624 365,8	3,1	9,0	15,0	14,8
- Loyer	46 714,3	694 452,4	5 481 445,2	13 114 285,7	211 885,9	1 098 862,4	4,8	19,6	24,5	27,8
- Transport	140 062,5	911 250,0	6 637 500,0	17 625 000,0	135 000,0	618 750,0	5,6	36,1	47,1	75,3
- Frais scolaires	22 748,0	470 873,7	4 885 096,6	12 728 487,3	123 703,9	375 728,3	2,0	19,4	45,1	57,0
- Divers	48 403,7	435 473,6	1 650 694,9	7 515 272,6	606 103,6	1 930 195,1	3,3	22,0	47,2	53,7

Source : Section Economique de l'Ambassade américaine

(1) Les pondérations de ces indices d'inflation ont été revues afin de les adapter aux fluctuations de prix intervenues au cours des dix dernières années.

Tableau I.30. INDICES DES PRIX DE DETAIL A KINSHASA

(base décembre 1993 = 100)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2003			
										Mars	Juin	Septembre	Décembre
	Moyennes annuelles									Fin période			
I. Prix aux marchés													
Indice général	22 386,4	169 874,5	468 016,7	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	100 707 090,4	105 153 860,4	108 346 388,4	106 414 504,9
dont:													
- Alimentation	25 470,3	203 155,3 r	567 025,9	683 474,5	2 626 399,1	16 278 621,5	70 783 922,1	98 187 387,4	114 905 476,1	110 123 566,4	115 725 242,1	119 595 170,3	118 742 564,5
- Habillement	21 738,0	135 117,8 r	357 888,8	443 186,9	2 393 055,7	17 514 968,6	67 524 254,0	86 740 952,0	106 655 853,8	103 209 667,9	106 378 744,1	109 290 096,2	111 008 948,0
- Articles divers	14 530,4	110 902,9 r	292 072,7	377 584,0	1 565 459,6	10 969 563,3	49 610 662,8	65 081 772,4	71 232 459,4	71 154 833,0	73 446 251,2	75 057 374,4	68 738 689,3
II. Prix dans les magasins													
Indice général	20 866,6	136 165,3	369 160,5	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 103 835,5	98361566,5	96 945 895,1	102 198 269,9	100 424 294,3	100 676 112,1
dont:													
- Alimentation	20 327,1	105 709,6	352 446,7	455 056,8	2 350 740,5	12 570 138,1	55 569 213,0	78 035 486,7	92 958 335,1	92 085 658,4	94 925 585,0	94 382 360,2	94 594 322,6
- Articles divers	28 096,2	173 440,5	592 931,4	979 807,5	2 905 906,9	18 427 136,7	78 852 791,7	136 594 267,0	170 702 670,8	162 017 121,6	167 185 395,2	181 316 662,9	182 102 085,7

Source : Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.31. INDICES DES PRIX DE DETAIL A KINSHASA ETABLIS PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
1998 (1)	**3 233,6**	**3 015,1**	**4 172,1**	**2 757,4**	**3 153,6**
Décembre	5 262,6	4 961,4	7 568,2	3 734,9	5 027,5
1999 (1)	**12 909,6**	**11 086,5**	**17 225,9**	**9 006,6**	**12 138,2**
Décembre	33 077,5	25 595,4	32 266,7	19 751,3	29 346,6
2000 (1)	**75 934,7**	**68 440,1**	**113 522,3**	**84 473,8**	**78 899,6**
Janvier	39 235,8	30 492,2	40 233,1	21 260,2	34 490,9
Février	39 228,1	32 859,9	45 879,1	27 769,6	36 382,8
Mars	41 553,9	38 160,0	54 317,0	30 500,5	39 495,7
Avril	40 699,4	41 474,1	63 928,0	33 350,7	40 460,9
Mai	51 823,6	51 773,2	72 836,8	36 205,1	49 623,6
Juin	61 716,2	61 792,5	81 410,2	62 106,5	62 579,8
Juillet	73 734,6	6 663,4	81 410,2	65 760,5	71 362,7
Août	81 126,3	73 776,0	107 459,2	85 987,7	82 115,4
Septembre	91 494,0	102 240,4	154 382,5	107 536,6	98 879,1
Octobre	101 391,8	108 699,5	173 554,8	156 922,7	116 572,4
Novembre	117 820,9	126 653,9	231 493,5	175 238,3	135 463,7
Décembre	171 391,9	146 695,6	255 363,5	211 047,4	179 368,4
2001 (1)	**338 328,3**	**347 722,6**	**606 543,2**	**459 387,6**	**360 791,8**
Janvier	228 315,6	185 051,8	368 733,4	249 783,4	232 571,5
Février	234 868,2	192 136,1	384 950,9	275 827,9	240 366,4
Mars	370 288,2	449 844,1	748 108,6	545 104,5	260 946,3
Avril	291 028,1	273 341,8	446 338,8	325 701,9	302 012,6
Mai	366 031,8	369 226,7	566 534,1	550 957,0	411 762,8
Juin	372 177,2	379 954,5	640 546,9	553 292,2	420 893,9
Juillet	325 061,0	303 753,4	551 248,6	433 961,5	353 519,2
Août	367 059,5	375 391,3	688 692,7	483 828,4	405 496,2
Septembre	375 944,3	400 176,4	695 631,1	499 952,9	417 918,9
Octobre	390 488,2	412 306,0	733 623,2	506 158,9	431 515,2
Novembre	375 312,8	417 736,2	735 315,9	545 246,1	430 814,0
Décembre	363 364,5	413 752,9	718 794,6	542 836,4	421 685,0
2002 (1)	**387 555,91**	**465 015,56**	**765 450,82**	**573 861,72**	**451 980,94**
Janvier	377 459,16	446 237,72	755 058,27	547 487,19	437 534,68
Février	378 808,14	461 277,78	752 752,51	550 780,51	440 900,81
Mars	370 288,19	449 844,10	748 108,63	545 104,46	432 739,89
Avril	369 199,19	446 565,69	749 542,38	544 877,70	431 639,53
Mai	372 224,17	447 073,72	753 373,12	550 776,00	434 916,67
Juin	381 398,80	457 920,73	759 785,16	568 251,13	445 830,11
Juillet	383 525,56	464 518,96	768 753,81	573 184,02	449 446,00
Août	386 957,26	463 590,49	768 765,59	572 946,50	451 377,73
Septembre	391 089,22	471 606,97	770 622,85	579 064,65	456 330,41
Octobre	404 521,80	483 658,56	782 166,57	586 093,34	468 180,68
Novembre	418 995,92	501 288,05	789 205,40	636 057,93	489 789,25
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003 (1)	**425 187,51**	**514 264,72**	**815 842,49**	**692 508,87**	**509 107,76**
Janvier	420 781,30	497 436,90	789 529,20	635 897,70	490 334,66
Février	423 472,00	507 206,00	789 743,50	679 509,70	502 038,90
Mars	423 912,40	507 043,00	789 737,40	695 319,30	505 435,80
Avril	423 837,40	506 754,60	821 713,60	695 354,40	508 570,10
Mai	425 247,50	514 418,30	823 178,70	695 354,40	510 739,50
Juin	430 264,00	518 989,40	824 075,10	699 308,50	515 113,60
Juillet	431 790,50	530 012,90	825 123,30	702 667,00	518 298,50
Août	432 023,10	534 530,70	825 125,20	706 320,10	519 795,40
Septembre	422 577,90	518 337,50	825 434,60	702 311,70	510 967,30
Octobre	422 572,10	513 889,10	825 434,60	700 197,20	509 923,90
Novembre	422 616,10	511 275,00	825 434,60	700 197,20	509 590,60
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	697 669,20	508 484,80

(1) Il s'agit de la moyenne annuelle

Tableau I.32. VARIATIONS DES INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

PERIODES	Taux mensuels (1)				Taux cumulés (2)				Taux moyens mensuels			
	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US EMBASSY Economic	Banque centrale du Congo	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo
1998												
Décembre	5,0	2,6	16,2	4,3	179,7	126,3	179,5	134,8	8,9	7,3	8,9	7,4
1999												
Décembre	39,8	48,4	20,2	49,5	472,8	526,6	333,0	483,7	15,7	16,5	13,0	15,8
2000												
Janvier	20,6	22,7	20,4	17,5	20,6	22,7	20,4	17,5	20,6	22,7	21,5	17,5
Février	10,5	11,0	1,2	5,5	33,3	36,2	21,8	24,0	15,5	16,7	11,6	11,4
Mars	14,7	8,7	14,2	8,6	52,9	48,0	39,2	34,6	15,2	13,9	12,7	10,4
Avril	9,1	12,2	5,5	2,4	66,8	66,0	46,8	37,9	13,6	13,5	10,6	8,4
Mai	10,8	13,3	20,4	23,6	92,1	88,1	76,8	69,7	10,8	13,3	7,5	11,2
Juin	8,7	16,4	26,0	26,1	100,9	118,9	122,7	114,0	12,3	13,9	16,6	13,5
Juillet	13,0	15,4	23,4	14,0	127,2	152,6	174,8	144,0	12,4	14,1	17,4	13,6
Août	10,1	11,8	8,8	15,1	150,0	182,4	199,0	180,8	12,1	13,9	16,2	13,8
Septembre	21,6	24,5	33,2	20,4	204,1	200,4	298,3	238,1	13,1	13,0	18,1	14,5
Octobre	11,2	11,1	13,9	17,9	238,1	290,6	353,6	298,6	13,0	11,3	18,4	14,8
Novembre	20,5	20,8	14,6	16,2	307,4	372,0	419,9	363,1	13,6	15,1	17,5	14,9
Décembre	23,7	16,8	21,5	32,4	404,0	451,4	531,6	511,2	14,4	15,3	17,8	16,3
2001												
Janvier	28,2	24,5	35,9	29,7	28,2	24,5	35,9	29,7	28,2	24,5	35,9	29,7
Février	6,6	15,2	13,5	3,4	36,7	43,4	54,2	34,0	16,9	19,7	24,2	15,8
Mars	11,7	5,7	-9,6	8,6	52,7	51,6	39,4	45,5	15,0	14,7	11,7	13,2
Avril	13,2	18,3	41,2	15,7	72,9	79,3	96,9	68,4	14,7	15,7	18,5	13,9
Mai	27,4	23,8	20,3	36,3	120,3	121,9	136,9	129,6	17,1	17,3	18,8	18,1
Juin	13,1	13,8	-1,7	2,2	149,3	152,5	132,8	134,7	16,8	17,1	15,1	15,6
Juillet	-7,8	-13,3	-7,1	-16,0	129,8	118,9	115,8	97,1	12,6	11,8	11,6	10,2
Août	8,4	8,9	10,5	14,7	149,1	138,5	138,5	126,1	12,1	11,5	11,5	10,7
Septembre	2,4	4,5	6,9	3,1	155,0	149,2	154,9	133,0	11,0	10,7	10,9	9,9
Octobre	5,6	1,8	6,2	3,3	169,1	153,7	172,5	140,6	9,8	10,4	10,5	9,2
Novembre	0,8	2,9	2,0	0,2	171,2	161,0	177,0	140,2	9,5	9,1	9,7	8,3
Décembre	3,4	-0,4	7,7	-2,1	180,2	160,0	199,0	135,1	9,0	8,3	9,6	7,4
2002												
Janvier	5,3	7,6	1,3	3,8	5,3	7,6	1,3	3,8	5,3	7,6	1,3	3,8
Février	0,6	2,5	2,7	0,8	5,9	10,3	4,0	4,6	2,9	5,0	2,0	2,3
Mars	-1,7	-2,3	-1,7	-1,9	4,1	7,7	2,3	2,6	1,3	2,5	0,7	0,9
Avril	1,7	-5,8	-0,1	-0,3	5,8	5,3	2,2	2,4	1,7	-4,3	0,5	0,6
Mai	-1,5	-2,1	4,5	0,8	4,2	3,1	6,8	3,1	0,8	0,6	1,3	0,6
Juin	2,8	2,5	-1,3	2,5	11,5	5,6	5,4	5,7	1,8	0,9	0,9	0,9
Juillet	5,5	3,9	0,5	0,8	12,9	9,7	5,9	6,6	1,3	1,7	0,8	0,9
Août	0,3	1,5	-0,1	0,4	13,3	11,4	5,8	7,0	1,4	1,6	0,7	0,9
Septembre	1,8	1,2	0,9	1,1	15,3	12,7	6,7	8,2	1,6	1,3	0,8	1,0
Octobre	2,8	3,3	9,5	2,6	18,6	16,4	17,0	11,0	2,2	1,9	2,0	1,3
Novembre	2,0	5,1	4,0	4,6	20,9	22,3	22,0	16,2	2,4	2,5	2,5	1,9
Décembre	3,8	-1,7	0,1	-0,3	25,5	20,3	22,0	15,8	1,9	1,6	1,3	1,2
2003												
Janvier	2,5	0,8	0,5	1,2	2,5	0,8	0,5	1,2	2,5	0,8	0,5	1,2
Février	-1,5	1,1	4,5	2,3	0,9	2,0	5,0	3,5	0,4	1,0	2,5	1,7
Mars	4,0	2,1	-0,4	0,7	5,0	4,1	4,4	4,2	1,6	1,3	1,4	1,4
Avril	-0,8	1,7	-0,4	-0,02	4,1	5,9	4,1	4,2	1,0	1,4	1,0	1,0
Mai	1,7	0,5	4,5	1,0	5,9	6,4	8,8	5,2	1,2	1,2	1,7	1,1
Juin	2,2	2,2	3,1	0,3	8,2	8,6	12,1	5,5	1,3	1,4	1,9	1,0
Juillet	2,3	3,1	1,5	0,7	10,7	12,1	13,7	6,3	1,5	1,6	1,9	0,9
Août	0,0	1,5	-0,1	0,2	10,6	13,8	13,7	6,5	1,3	1,6	1,9	0,5
Septembre	-1,7	-1,6	-1,5	-1,9	8,7	12,0	12,1	4,4	1,0	1,3	1,3	0,5
Octobre	-2,5	-4,6	-0,9	-0,2	6,0	6,8	11,0	4,3	0,6	0,7	1,0	0,4
Novembre	0,2	1,9	1,1	0,1	6,2	8,9	12,0	4,4	0,5	0,8	1,0	0,4
Décembre	2,6	1,0	-4,8	0,1	9,0	10,0	7,0	4,4	0,7	0,8	0,6	0,4

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.
(2) Variations en pourcentage par rapport au mois de décembre précédent.

Tableau I.33. EFFECTIFS DES TRAVAILLEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DU SECTEUR PRIVE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)
	en milliers d'unités										Variations en %									
A. Administration publique	**429,0**	**425,3**	**425,8**	**428,5**	**438,2**	**415,3**	**389,4**	**428,4**	**391,9**	**513,9**	**1,4**	**-0,9**	**0,1**	**0,6**	**2,3**	**-5,2**	**-6,2**	**10,0**	**-8,5**	**31,1**
Personnel sous-statut (1)	137,2	121,9	117,5	148,0	154,9	172,4	168,0	184,8	170,4	204,8	8,3	-11,2	-3,6	26,0	4,7	11,3	-2,6	10,0	-7,8	20,2
Pensionnés civils et militaires	71,5	72,2	76,7	72,8	71,5	81,9	84,7	93,2	78,6	117,4	0,7	1,0	6,2	-5,1	-1,8	14,5	3,4	10,0	-15,7	49,4
Enseignants (2)	220,3	231,2	231,6	207,7	211,8	161,0	136,7	150,4	142,9	191,8	-2,3	4,9	0,2	-10,3	2,0	-24,0	-15,1	10,0	-5,0	34,2
B. Travailleurs du secteur privé (3)	**704,2**	**674,5**	**588,5**	**562,8**	**410,3**	**259,9**	**175,1**	**148,8**	**153**	**160,65**	**-14,2**	**-4,2**	**-12,8**	**-4,4**	**-27,1**	**-36,7**	**-32,6**	**-15,0**	**2,8**	**5,0**
Total	1 133,2	1 099,8	1 014,3	991,3	848,5	675,2	564,5	577,2	544,9	674,6	-8,9	-2,9	-7,8	-2,3	-14,4	-20,4	-16,4	2,2	-5,6	23,8

Sources : Ministère des Finances(Direction de la Paie), Fonction Publique et I.N.S.S.
(1) Non compris les effectifs des militaires actifs.
(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.
(3) Travailleurs du secteur privé affiliés à l'Institut National de la Sécurité Sociale

Tableau I.34. SALAIRE REEL DANS LE SECTEUR PRIVE ET DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)
	1990 = 100										Variations en %									
Indice moyen des prix aux marchés (IRES) (1)	9 896,9	46 545,8	396 994,7	395 648,7	896 364,8	5 610 479,3	30 938 553,2	80 462 976,7	96 765 699,9	106 414 504,9	9 796,9	370,3	752,9	-0,3	126,6	525,9	451,4	160,1	20,3	10,0
SECTEUR PRIVE																				
Indice de salaire nominal	145 836,8	8 480 559,4	8 480 559,4	13 336,2	59 418,4	684 120,4	805 183,3	4 596 411,2	8 998 853,9	10 353 274,6	39,0	5 715,1	0,0	-99,8	345,5	1 051,4	17,7	470,9	95,8	15,1
Indice de salaire réel	14,7	182,2	21,4	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	-98,6	1 136,4	-88,3	-99,8	96,7	83,9	-78,7	119,5	62,8	4,6
ADMINISTRATION PUBLIQUE																				
Indice de salaire nominal	83 982 249,4	157 350 790,9	157 350 790,9	8 756,6	9 490,4	53 990,7	164 030,5	164 030,5	708 060,3	1 385 359,1	19 174,5	87,4	0,0	-100,0	8,4	468,9	203,8	0,0	331,7	95,7
Indice de salaire réel	8 485,7	3 380,6	396,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,8	-60,2	-88,3	-100,0	-52,2	-9,1	-44,9	-61,5	258,9	77,9
Pour mémoire :																				
SALAIRE MINIMUM LEGAL(2)																				
Indice de salaire nominal	43 949 044,6	80 254 777,1	80 254 777,1	1 019 110,0	1 019 110,0	15 949 000,0	31 330 000,0	31 330 000,0	33 885 400,0	33 885 400,0	17 150,0	82,6	0,0	-98,7	0,0	1 465,0	96,4	0,0	8,2	0,0
Indice de salaire réel	4 440,7	1 724,2	202,2	2,6	1,1	2,8	1,0	0,4	0,4	0,3	74,3	-61,2	-88,3	-98,7	-55,9	150,0	-64,4	-61,5	-10,1	-9,1

Source : Les ordonnances présidentielles et les enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.
(1) A partir de 1993, décembre 1993 = 100.
(2) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction Publique.

Tableau I.35. REPARTITION PAR PROVINCE DES SALARIES AFFILIES A L'INSS

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (1)	2000 (1)	2001 (1)	2002 (1)	2003 (e) (1)
KINSHASA	42,6	42,8	31,2	30,3	2,6	24,3	...	21,56	22,7	22,7
BANDUNDU	2,6	2,2	1,2	1,2	2,6	-	3,0	2,5	2,2	2,2
BAS-CONGO	2,2	2,3	1,4	1,6	5,1	9,6	1,9	7,3	7,5	7,5
EQUATEUR	5,6	3,6	10,5	10,6	14,5	24,8	38,2	27,8	26	26
PROVINCE ORIENTALE	19,5	19,9	30,2	30,6	39,4	-	-	-	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	2,8	2,9	1,5	1,3	0,8	1,8	6,0	5,5	6	6
KASAI-ORIENTAL	2,5	2,6	4,3	4,4	7,1	9,6	14,6	10,5	11	11
MANIEMA	1,4	1,8	3,4	3,5	4,4	-	-	-	-	-
NORD-KIVU	1,2	1,7	1,3	1,3	1,7	-	-	-	-	-
KATANGA	17,8	18,4	4,3	4,3	16,1	29,9	36,2	24,8	24,6	24,6
SUD-KIVU	1,8	1,8	10,7	10,9	5,5	-	-	-	-	-
TOTAL	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Sécurité Sociale.
(1) Le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

Tableau I.36. EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS (1)

(en CDF/ litre)

Dates d'application	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
1996											
31 décembre	78 000	104 360	-	66 000	86 556	-	76 000	91 797	83 574	53 604	210 763
1997											
29 décembre	72 400	71 500	-	52 800	61 600	-	64 700	71 500	64 900	41 800	229 925
1998											
21 octobre	0,85	1,21	1,00	0,75	1,12	0,85	0,83	1,19	1,00	0,48	4,33
1999											
10 décembre	3,10	2,60	3,15	2,75	2,26	2,90	3,05	2,53	3,10	1,00	13,12
2000											
11 décembre	70,00	73,00	73,00	65,00	68,00	68,00	68,00	71,00	71,00	30,00	180,00
2001											
30 décembre	255,00	290,00	290,00	220,00	255,00	255,00	250,00	285,00	285,00	99,02	810,00
2002											
09 novembre	255,00	275,00	275,00	250,00	270,00	270,00	220,00	245,00	245,00	106,60	900,00
2003											
15 février	305,00	310,00	310,00	300,00	305,00	305,00	270,00	280,00	280,00	133,12	980,00
17 mars	335,00	340,00	340,00	330,00	335,00	335,00	295,00	305,00	305,00	135,17	1 000,00
08 juillet	315,00	320,00	320,00	275,00	300,67	300,67	310,00	315,00	315,00	159,93	950,00
25 septembre	300,00	305,00	305,00	240,00	280,00	280,00	295,00	300,00	300,00	148,50	870,00
2003											
02 avril	310,00	315,00	315,00	270,00	290,00	290,00	305,00	310,00	310,00	120,00	900,00
12 avril	320,00	326,00	326,00	280,00	300,00	300,00	315,00	320,00	320,00	122,15	930,00
18 juillet	320,00	320,00	320,00	270,00	290,00	290,00	315,00	315,00	315,00	122,79	900,00
29 septembre	340,00	350,00	350,00	315,00	345,00	345,00	335,00	345,00	345,00	138,71	930,00
21 octobre	350,00	-	425,00	335,00	-	410,00	345,00	-	420,00	137,51	930,00
11 décembre	365,00	-	445,00	360,00	-	430,00	362,00	-	440,00	136,79	980,00

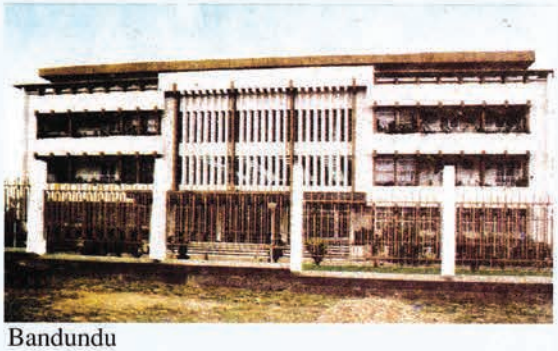
(1) En ZRN / litre avant le 7 juillet 1998.


Boma


Mbuji-Mayi


Mbandaka


Kananga


Bandundu


Kisangani


Lubumbashi


Bukavu

TITRE II

LES FINANCES PUBLIQUES

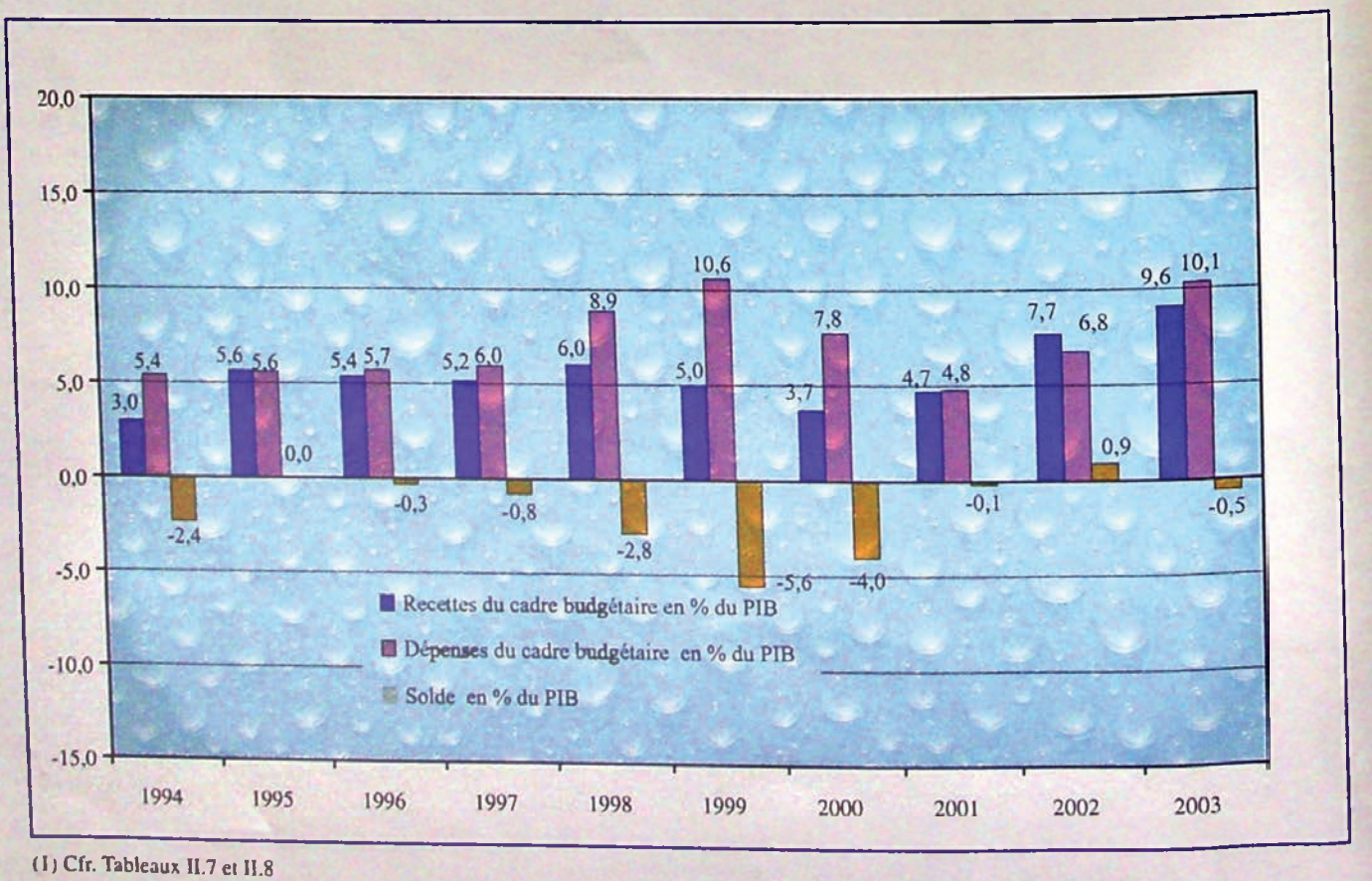
APERCU GENERAL

En 2003, les opérations financières de l'Etat ont été exécutées dans un contexte de démarrage de la transition, de réunification progressive du pays malgré la persistance des problèmes sécuritaires dans les provinces Orientale, du Nord Kivu et du Sud Kivu. Toutes les actions entreprises dans cet environnement ont eu un impact sur le Programme Economique du Gouvernement, particulièrement sur le plan de trésorerie du secteur public.

Ainsi, au terme de l'année 2003, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit global représentant 0,5 % du PIB. Rapportées au PIB, les recettes totales, dons compris, se sont situées à 9,6 % du PIB et les dépenses à 10,1 %.

La pression fiscale qui était de 6,7 % en 2002 est descendue à 6,4 % en 2003. La contre performance observée dans les recettes reflète la baisse des charges fiscales sur les activités intérieures. En effet, les impôts sur les activités intérieures se sont situées à 4,0 % du PIB contre 4,4 % une année plus tôt.

Graphique 8. Importance relative des opérations du cadre budgétaire dans l'économie (1)



(1) Cfr. Tableaux II.7 et II.8

L'accroissement des dépenses par rapport à l'année 2002 est consécutif au processus de réunification du pays ainsi qu'à la mise sur pied au 30 juin 2003 du Gouvernement d'Union Nationale et des institutions citoyennes d'appui à la démocratie en application de l'Accord Global et Inclusif.

La prise en compte de ces différentes évolutions sur le plan politique s'est traduite par la révision de la loi budgétaire. Ainsi le budget révisé a été voté par le Parlement et promulgué vers la fin du second semestre 2003.

L'année 2003 est également celle qui a connu l'admission de la RDC au point de décision de l'initiative PPTE renforcée, avec comme conséquence immédiate l'accroissement des ressources exceptionnelles. Cependant, il sied de relever le faible niveau d'exécution des dépenses en capital qui devaient être financées sur base de ces ressources.

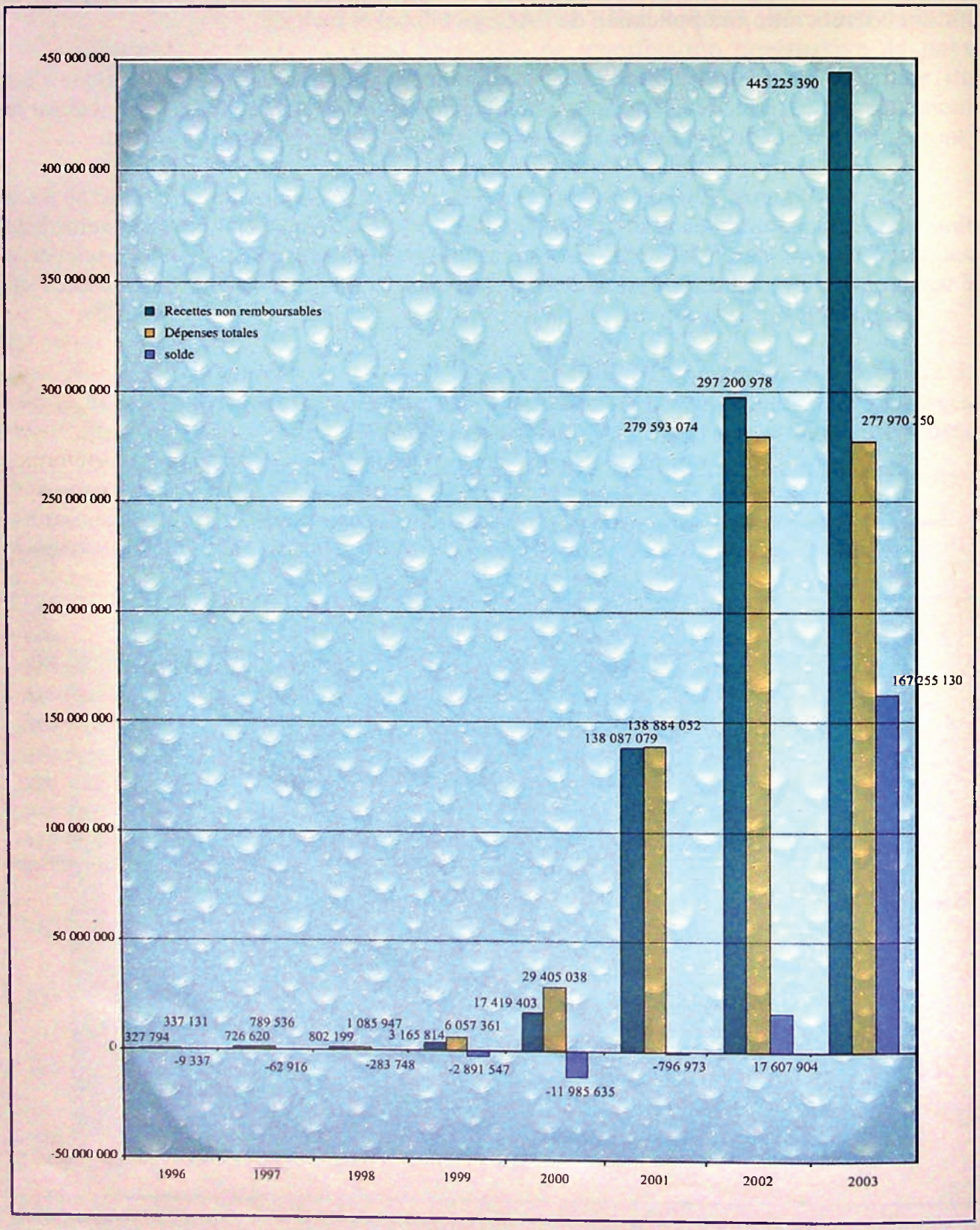
Tableau II.1. OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliers de CDF)

Année	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Ajustements statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts nets (e)	Besoins de financement (f) = (a)-(b)+(c)-(d)-(e)
1995	32 967,6	31 832,5	448,4	1 054,3	-	529,2
1996	327 794,0	281 818,2	-26 107,8	55 312,9	-	-35 444,9
1997	726 620,1	658 307,3	-204 177,0	131 228,9	-	-267 093,1
1998	802 198,0	1 061 107,0	32 737,0	24 839,0	-	-251 011,0
1999	3 165 814,0	5 237 403,0	256 625,0	819 958,0	-	-2 634 922,0
2000	17 419 403,0	26 595 935,0	1 445 470,0	2 809 103,0	-	-10 540 165,0
2001	138 087 079,0	113 917 967,0	2 038 330,0	24 966 085,0	-	1 241 357,0
2002	297 200 978,0	224 857 298,0	5 680 560,0	54 735 776,0	-	23 288 464,0
2003	445 225 390,0	277 970 253,0	1 985 186,0	178 474 238,0	-	-9 233 915,0

Source : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

Graphique 9. Opérations intégrées de l'Etat (1)

(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableau II.8

CHAPITRE I

LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Au terme de l'année 2003, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 11.219,1 millions de CDF, corrigé à 9.233,9 millions après ajustements statistiques. Les recettes totales, dons compris, se sont élevées à 221.300,8 millions de CDF et les dépenses ont totalisé 232.519,9 millions.

I. RECETTES COURANTES

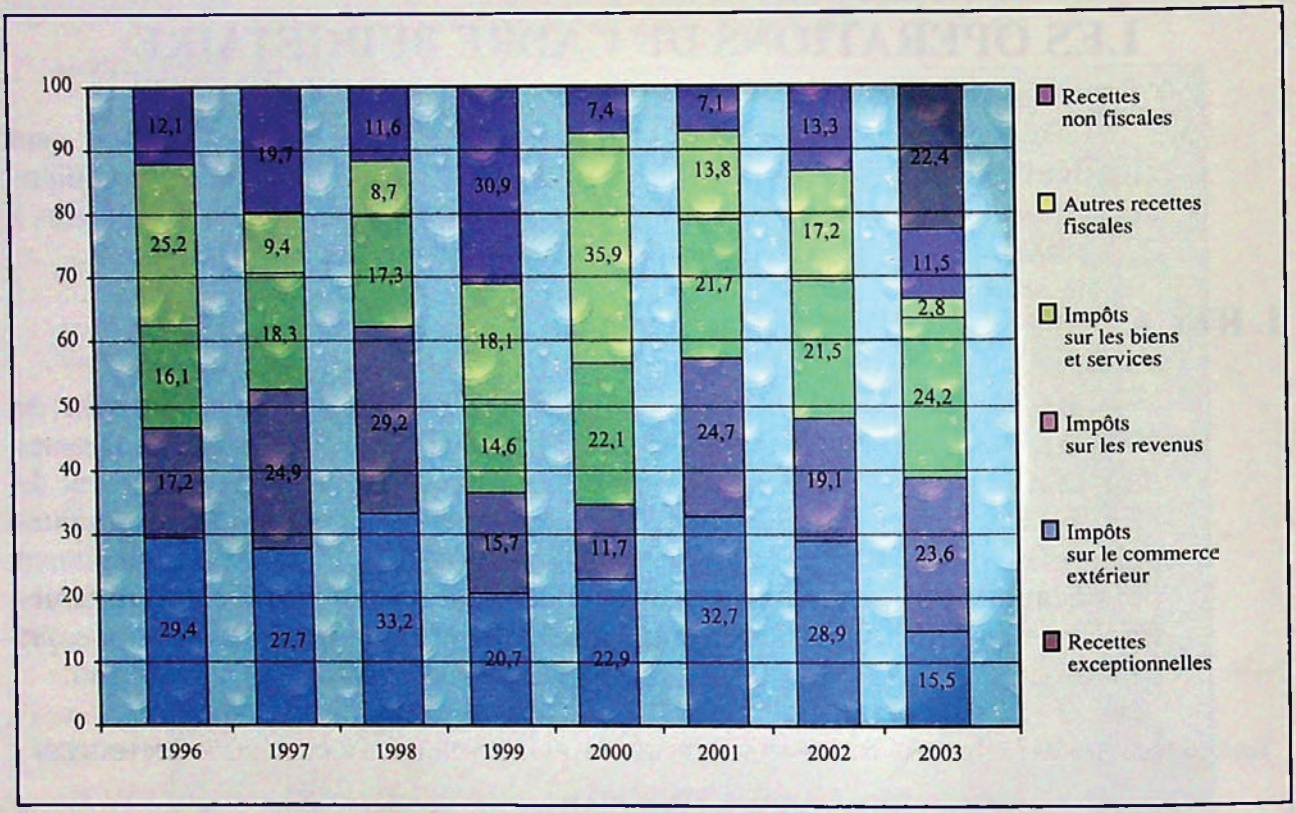
Les recettes courantes ont été mobilisées en deçà des prévisions. En effet, de 193.861,9 millions de CDF retenus dans la Loi budgétaire, les recettes courantes de l'Etat se sont chiffrées à 171.914,8 millions, soit un taux de rendement de 88,7 %. Rapportées au PIB, ces recettes ont représenté 7,5 %. Cette contre-performance s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs notamment l'application tardive des nouveaux textes réglementaires en rapport avec les réformes fiscale et tarifaire ainsi que l'attentisme observé dans le nivellement au compte général du Trésor d'une partie des recettes réalisées dans les territoires réunifiés.

Tableau II.2. IMPORTANCE RELATIVE DES DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES COURANTES
(en pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Recettes fiscales	**87,9**	**80,3**	**88,4**	**69,1**	**92,6**	**92,9**	**86,7**	**66,1**
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	29,4	27,7	33,2	20,7	22,9	32,7	28,9	24,2
- Recettes des impôts sur les revenus	17,2	24,9	29,2	15,7	15,9	24,7	19,1	15,5
- Recettes des impôts sur les biens et services	16,1	18,3	17,3	14,6	22,1	21,7	21,5	23,6
- Autres recettes fiscales	25,2	9,4	8,7	18,1	31,7	13,8	17,2	2,8
2. Recettes non fiscales	**12,1**	**19,7**	**11,6**	**30,9**	**7,4**	**7,1**	**13,3**	**11,5**
3. Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	**22,4**
TOTAL	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 10. Importance des différentes catégories des recettes courantes (1)
(en pourcentage)



(1) Cfr . Tableau II.2

1. Recettes fiscales

1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

En 2003, les recettes des impôts sur le commerce extérieur se sont établies à 53.548,9 millions de CDF contre 42.707,3 millions une année plus tôt, soit un taux d'accroissement de 25,4 %. Par rapport aux prévisions budgétaires qui les situaient à 60.466,5 millions de CDF, il se dégage un taux de mobilisation de 88,6%. Ce niveau de recettes s'explique par l'attentisme observé par certains opérateurs économiques à l'annonce d'un nouveau tarif douanier ainsi qu'à la réduction du volume des importations en provenance de l'Asie du Sud-Est liée aux contraintes dues à l'apparition de la pneumonie atypique.

L'examen de la structure de la fiscalité sur le commerce extérieur montre que les droits de sortie, qui s'étaient chiffrés à 3.848,1 millions de CDF en 2002, ont totalisé 5.119,6 millions une année après, soit une progression de 33,0 %. La part relative des droits de sortie dans l'ensemble des recettes des impôts sur le commerce extérieur a été de 9,6 % en 2003.

Quant aux droits d'entrée, ils ont rapporté 48.411,5 millions de CDF en 2003 contre 38.858,9 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 24,6 %. Les droits des douanes ont totalisé 30.691,1 millions de CDF contre 31.572,9 millions

en 2002 alors que l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation s'est élevé à 16.769,7 millions contre 6.858,6 millions.

La contre performance observée au niveau de la douane tient principalement à l'immixtion des services extérieurs dans le cordon douanier et aux écueils au niveau de l'application du nouveau tarif douanier.

1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Assis sur les revenus des personnes physiques ainsi que sur les bénéfices des sociétés et entreprises, les impôts sur les revenus se sont établis à 34.401,5 millions de CDF contre 30.725,1 millions prévus, soit un taux de mobilisation de 112,0 %. Rapportées aux résultats de 2002, ces recettes ont accusé une progression de 21,5 %.

L'analyse de la structure des impôts sur les revenus renseigne que la part des prélèvements effectués sur les rémunérations des personnes physiques s'est accrue de 34,1 %, passant de 13.014,6 millions de CDF à fin 2002 à 17.457,9 millions en 2003.

S'agissant des impôts sur les bénéfices des sociétés et des entreprises, ils sont passés de 15.114,4 millions de CDF à 16.943,6 millions, soit un accroissement de 12,1 %. La part des sociétés pétrolières dans ces versements a totalisé 9.220,8 millions de CDF. A l'instar des années antérieures, aucun versement n'a été effectué par la Gécamines au titre des impôts sur les revenus.

L'évolution des impôts sur les revenus des sociétés par rapport à 2002 tient à l'encadrement du paiement du premier et du deuxième acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice de l'exercice 2002 ainsi qu'au recouvrement en 2003 des impôts dus pour l'exercice précédent par certaines entreprises.

1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Ce poste couvre les impôts et droits perçus sur la production, la vente, le transfert, la location et la livraison des biens et services. Il comprend aussi bien les impôts sur le chiffre d'affaires à l'intérieur et les impôts sur les véhicules que les droits de consommation et la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

Les recettes relatives à cette rubrique se sont établies à 52.148,9 millions de CDF contre 31.741,5 millions en 2002, soit un accroissement de 64,3 %. Cette augmentation résulte, d'une part, des efforts dans l'encadrement des services et, d'autre part, de l'impact positif de l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation (ICA/I) sur les produits jadis passibles des droits de consommation. Par rapport aux prévisions, il se dégage un taux d'exécution de 114,0 %.

1.4. Autres recettes

Les autres recettes fiscales, composées principalement des fonds spéciaux, des impôts sur la propriété immobilière, des impôts exceptionnels sur les revenus

des expatriés à charge des employeurs et de « divers » ont totalisé 6.287,9 millions de CDF contre 25.408,5 millions une année auparavant.

Cette baisse est imputable essentiellement à la rubrique « divers » qui enregistre notamment les recettes sur les perceptions diverses de l'OFIDA, les ventes des imprimés ainsi que les amendes et pénalités sur autres revenus mobilisées par la DGI. En effet, celles-ci se sont chiffrées à 2.130,5 millions de CDF contre 19.025,5 millions en 2002, soit une régression de 896,0 %.

Quant aux impôts exceptionnels sur les rémunérations, ils ont baissé de 55,8 %, passant de 950,0 millions de CDF à 419,8 millions d'une année à l'autre.

2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont constituées des encaissements de l'Administration Publique avec contrepartie ainsi que des amendes et pénalités. A l'issue de l'année 2003, elles se sont élevées à 25.527,7 millions de CDF contre 19.672,0 millions en 2002, soit une progression de 29,8 %. Par rapport aux prévisions budgétaires qui les situaient à 74.913,8 millions, elles affichent un taux de mobilisation de 65,9 %. Cette contre performance est consécutive à la baisse de la taxe de superficie forestière qui est passée de 0,25 dollar US/ha à 0,0675 dollar US/ha ainsi qu'à la rupture de stock des passeports ordinaires et d'autres imprimés de valeur.

Les recettes du portefeuille et les royalties se sont élevées respectivement à 4.499,3 millions de CDF et 5.039,0 millions contre 3.931,7 millions et 4.403,3 millions une année avant, soit des hausses de 14,4 %.

Comparées aux réalisations de 2002, les recettes administratives, judiciaires et domaniales se sont accrues de 41,0 %, passant de 11.337,0 millions de CDF à 15.989,4 millions d'une année à l'autre. Cette augmentation procède essentiellement des nouvelles instructions visant un meilleur encadrement de ces ressources.

3. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées des dons et prêts, se sont établies à 49.386,1 millions de CDF contre 140.768,0 millions retenus dans la Loi financière, soit un taux d'exécution de 35,1 %. Rapportées au PIB, elles ont représenté 2,1 %.

Les prêts projets ont totalisé un montant de 8.006,5 millions de CDF contre une prévision de 24.922 millions.

Quant aux ressources PPTE, elles se sont élevées à 41.379 millions de CDF contre une prévision de 66.986 millions, soit un taux de réalisation de 61,8 %, suite au retard pris dans la conclusion des accords bilatéraux après la signature du protocole du Club de Paris.

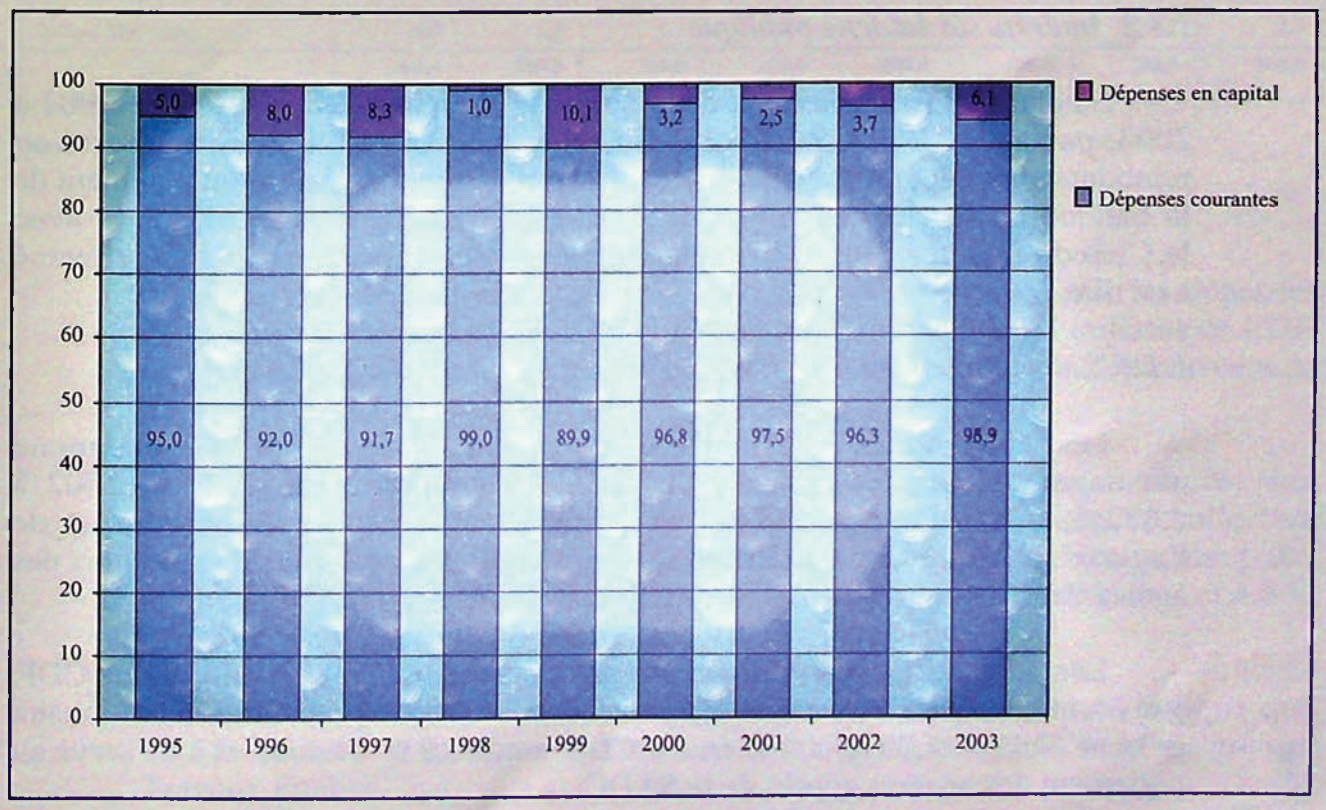
Globalement, le faible niveau de ces recettes s'explique par le retard observé dans le décaissement des appuis budgétaires, des dons et des prêts projets par les partenaires extérieurs.

II. DEPENSES PUBLIQUES

La politique de réhabilitation de la procédure d'exécution de la dépense publique amorcée en 2001 s'est poursuivie en 2003. Si la progression des dépenses publiques s'est ralentie par rapport à 2002 pour le budget de l'Etat pris globalement, celle-ci est restée forte en ce qui concerne les frais de fonctionnement ainsi que les frais liés à la réunification de l'espace national et à l'installation des institutions d'appui à la démocratie.

Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 334.630,0 millions de CDF, les dépenses publiques ont été exécutées à concurrence de 69,5 %, soit 218.435,3 millions de CDF équivalant à 10,1 % du PIB. Cette faible consommation des crédits est attribuable entre autres à la pénurie du numéraire qui a prévalu au premier trimestre ainsi qu'au retard enregistré dans les décaissements, par les partenaires extérieurs, des fonds destinés à financer les dépenses d'investissement.

Graphique 11. Structure des dépenses publiques [1]
(en pourcentage)



[1] Cfr. Tableau II.8

1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes de l'Etat se sont élevées à 218.435,3 millions de CDF en 2003 contre 125.452,2 millions en 2002, soit une augmentation de 74,1 %. Rapportées aux prévisions budgétaires de 249.344,7 millions de CDF, elles ont dégagé un taux d'exécution de 87,6 %.

1.1. Analyse des dépenses par nature

1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Le volume des décaissements au titre de dépenses de fonctionnement a atteint 208.886,9 millions de CDF en 2003 contre 119.788,3 millions une année auparavant, soit un accroissement de 74,4 %.

Les rémunérations ont totalisé 56.123,3 millions de CDF contre 37.752,7 millions l'année précédente, soit une progression de 48,7 %. Cette hausse résulte essentiellement de la prise en compte, à partir du mois de juin 2003, des salaires des fonctionnaires de certains territoires réunifiés.

Etablies à 82.035,6 millions de CDF en 2002, les dépenses relatives à l'acquisition des biens et services ont atteint 152.763,5 millions en 2003, soit une progression de 86,2 %. Cette évolution a été influencée notamment par l'exécution des dépenses liées au nouveau contexte politique découlant de l'application de l'Accord Global et Inclusif.

1.1.2. Intérêts sur la dette publique

La charge financière de la dette publique a augmenté de 48,7 % de 2002 à 2003, passant de 4.624,5 millions de CDF à 6.875,6 millions. Elle a servi au remboursement des créanciers bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'au paiement de la banque de service, condition nécessaire à l'amorce des négociations avec le Club de Londres. Quant à la dette intérieure, aucun paiement n'a été effectué à ce titre.

1.1.3. Subventions et transferts

Les subventions et les transferts courants de l'Etat à l'économie ont augmenté de 157,2 %, passant de 1.039,4 millions de CDF en 2002 à 2.672,9 millions en 2003. Cet accroissement procède essentiellement de l'augmentation du nombre des retraités et du paiement des frais de transport des agents de l'Etat relatifs aux soins médicaux.

Les subventions destinées aux ménages ont totalisé 2.380,4 millions de CDF, soit 89,1 % du total de ces dépenses. Les cotisations aux organismes internationaux se sont élevées à 292,5 millions de CDF, soit 10,9 % du total et ont servi au règlement des arriérés auprès de la SADC.

1.2. Analyse des dépenses par service

L'examen des dépenses courantes révèle une concentration des utilisations des crédits budgétaires au niveau des services communs et des institutions politiques.

En effet, les dépenses des services communs ont représenté 58,4 % des décaissements de la période, celles des ministères 25,3 % et celles des institutions politiques 16,3%.

Il y a lieu de relever que les dépenses liées aux services communs sont constituées essentiellement des dépenses à paiements centralisés dont les rémunérations, le carburant, l'eau et l'électricité ainsi que les rétrocessions en faveur des provinces.

Tableau II.3. STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES PAR MINISTERE ET INSTITUTION
(en %)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Services communs	39,7	49,8	76,7	79,5	50,7	51,5	79,4	58,4
Institutions politiques	22,9	17,2	14,3	1,9	7.3	22,6	10,0	16,3
Finances	1,5	1,3	1,3	0,3	2,2	2,6	1,3	5,7
Défense Nationale	29,3	25,8	4,9	12,2	12,9	8.1	3,4	10.9
Affaires Etrangères	1,2	1,1	0,5	0,3	0,2	1,0	1,1	0,1
Travaux Publics	0,5	0,5	0,9	1,3	0,3	0,7	0,3	0.4
Education Nationale	0,9	0,8	0,2	0,4	0,1	0,3	0,3	0,4
Autres Ministères	4,0	3,5	1,2	4,1	26,3	13,2	4,2	7,8
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources: Ministères des Finances et du Budget, Banque Centrale du Congo

2. Dépenses en capital

En accroissement de 195,1 % par rapport à celles de 2002, les dépenses d'investissement exécutées en 2003 se sont chiffrées à 14.084,7 millions de CDF, soit 0,6 % du PIB. Comparées aux prévisions, elles ont accusé un dépassement de 21,8 %.

Par ailleurs, l'intégralité des dépenses en capital a été consacrée aux investissements directs, dont 75,7 % à l'infrastructure sociale et collective (équipements médicaux et travaux anti-érosifs), 20,3 % à l'équipement des administrations (réhabilitation des bâtiments et acquisition de véhicules) et 4,0 % à l'infrastructure économique (routes, ponts et chaussées).

L'analyse fonctionnelle du budget d'investissement exécuté indique que 67,5 % de celui-ci se rapportent aux autres ministères et 12,1 % au Ministère des Travaux Publics.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

L'amélioration du solde du Compte Général du Trésor amorcée depuis 2001 ne s'est pas poursuivie en 2003. En effet, les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un déficit de 11.219,1 millions de CDF, soit 0,4% du PIB. Ce déficit a été ramené à 9.233,9 millions après ajustements statistiques. La couverture du déficit de l'Etat a été totalement assurée par les avances du système bancaire.

Tableau II.4. BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
(en milliers de CDF)

ANNEE	SOLDE DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	AJUSTEMENT STATISTIQUE	BESOINS DE FINANCEMENT
1996	-9 337,1	-26 107,9	-35 445,0
1997	-62 916,0	-204 177,0	-267 093,0
1998	-283 748,0	32 737,0	-251 011,0
1999	-2 891 547,0	256 625,0	-2 634 922,0
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 680 560,0	23 288 464,0
2003	-11 219 101,0	1 985 186,0	-9 233 915,0

Sources : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

Tableau II.5. COUVERTURE DES BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
(en milliers de CDF)

ANNEE	ORGANISMES MONETAIRES	VARIATION DE L'ENDET. INTER. NON MONETAIRE	MOYENS DE FINANCEMENT TOTAUX
1996	35 444,5	0,5	35 445,0
1997	267 092,5	0,5	267 093,0
1998	251 011,0	-	251 011,0
1999	2 634 922,0	-	2 634 922,0
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-23 288 464,0	-	-23 288 464,0
2003	9 233 915,0	-	9 223 915,0

Sources : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

CHAPITRE II

LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Effectuées en dehors du cadre budgétaire, les opérations à financement extérieur spécifique regroupent toutes celles se rapportant aux donations et aux prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

Au terme de l'année 2003, elles se sont chiffrées à 552,9 millions de USD contre 431,2 millions en 2002, soit un accroissement de 28,2 %. Exprimées en francs congolais, elles sont passées de 149.367,5 millions à 223.924,5 millions d'une année à l'autre.

I. RECETTES

Les donations reçues des partenaires bilatéraux et des ONG, destinées à la réalisation de projets et d'activités diverses, ont totalisé 267,2 millions de USD, représentant 48,3 % du financement extérieur. S'agissant des contributions des organismes internationaux, elles ont atteint 285,7 millions de USD, soit 51,7 % des apports extérieurs.

La répartition par pays indique que 40,3 % des apports bilatéraux proviennent des Etats-Unis d'Amérique, 17,0 % de la Belgique, 12,7 % des Pays-Bas, 7,6 % du Canada et 6,2 % du Japon.

Quant à la contribution des organismes internationaux, il y a lieu de relever que les Nations Unies, l'Union européenne, la Banque mondiale et la BAD ont apporté respectivement 54,2 %, 33,6 %, 11,7 % et 0,6 %.

II. DEPENSES

L'apport des partenaires extérieurs a servi aux dépenses courantes pour 147,0 millions de USD et aux dépenses d'investissement pour 405,9 millions.

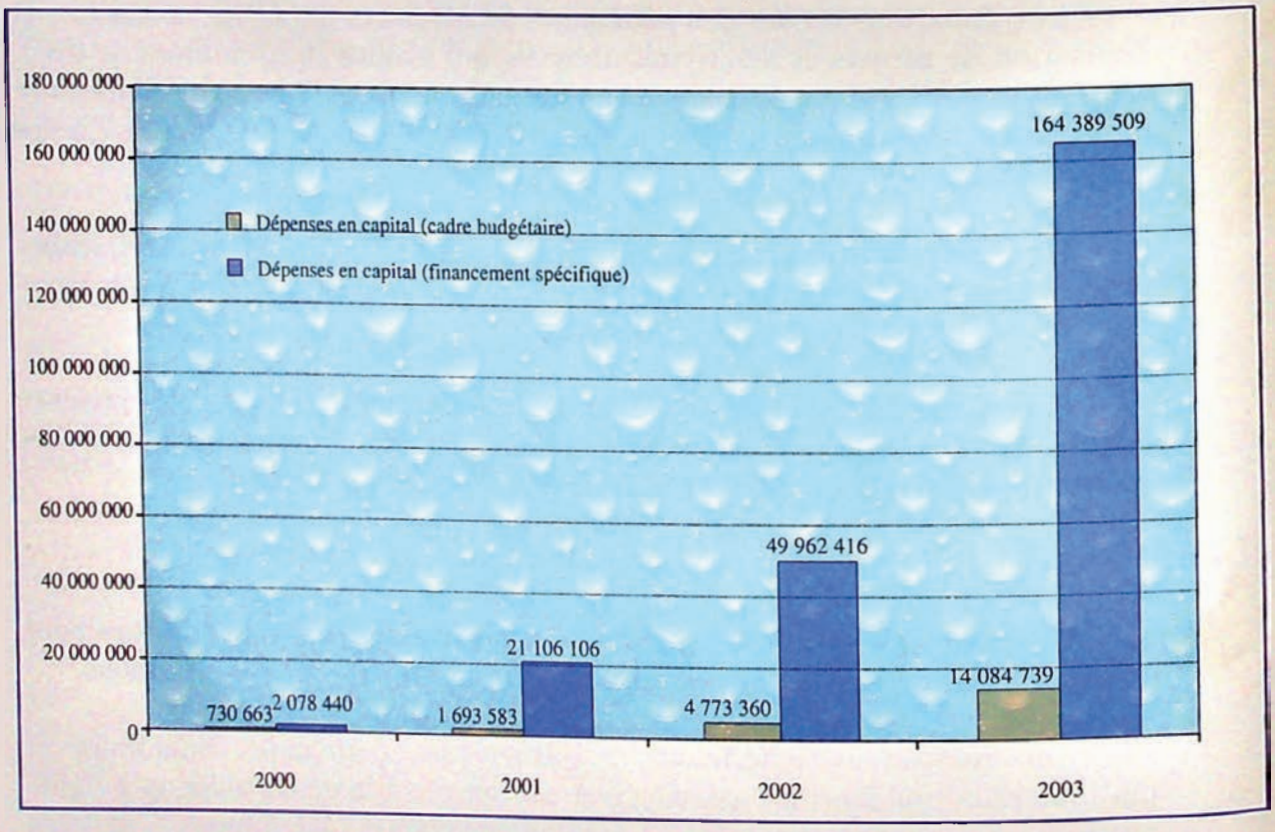
Les ressources extérieures provenant des partenaires bilatéraux et multilatéraux ont servi à l'assistance et aux secours d'urgence ainsi qu'à l'aide alimentaire pour respectivement 72,3 millions de USD et 74,7 millions. S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont concerné la coopération technique et des projets.

Tableau II.6. OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE
(en milliers de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
1996	170 910,1	128 838,0	42 072,1
1997	322 981,8	230 410,8	92 571,0
1998	197 854,0	181 466,0	16 388,0
1999	569 588,0	303 591,0	265 997,0
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0

Sources: PNUD,CCRE et Banque Mondiale

Graphique 12. Evolution des dépenses en capital à financement extérieur et de celles du cadre budgétaire (1)
(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableau II.8

CHAPITRE III

LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2004

En 2004, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 28.660,2 millions de CDF, représentant 1,1 % du PIB, contre 76.987,0 millions retenus dans le plan de trésorerie, soit près de 3,0 % du PIB. Les recettes totales, dons compris, se sont élevées à 306.025,0 millions de CDF et les dépenses ont totalisé 335.230,0 millions de CDF, soit respectivement 11,7 % et 12,8 % du PIB.

Tableau II.6.a. PLAN DE TRESORERIE CONSOLIDE DU SECTEUR PUBLIC AU 31 DECEMBRE 2004
(en millions de CDF)

	Prévisions	Réalisations	Ecarts
1. Recettes et dons	335.238	306.025	- 29.213
2. Dépenses	412.225	335.230	- 76.995
3. Solde	- 76.987	- 29.205	47.782

Sources : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

I. RECETTES

Au regard du plan de trésorerie arrêté dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement, les recettes recouvrées au terme de l'année 2004 ont affiché un taux de rendement de 91,3 %. Ce faible niveau des recettes s'explique essentiellement par le retard de déboursement des recettes exceptionnelles composées de dons et prêts en faveur du pays. Toutefois, il sied de noter que les recettes courantes ont totalisé 252.149,0 millions de CDF contre 227.073,0 millions prévus dans le programme, soit un taux de réalisation de 111,0 %.

Tableau II.6.b. RECETTES PUBLIQUES AU 31 DECEMBRE 2004
(en millions de CDF)

RECETTES ET DONS	REALISATIONS AU 31/12/2003	PLAN DE TRESORERIE 31/12/2004	REALISATIONS AU 31/12/2004	TAUX D'EXECUTION (en %)	IMPORTANCE RELATIVE (en %)
A. Recettes courantes	**171.915**	**227.073**	**252.149**	**111,0**	**100,0**
1. Contributions	49.427	63.000	71.356	113,3	28,3
2. Douanes	72.067	108.602	104.105	95,9	41,3
3. Gécamines	-	-	-	-	-
4. Miba	669	5.000	-	-	-
5. Pétroliers producteurs	28.860	30.318	52.095	171,8	20,7
6. Pétroliers distributeurs	3.738	-	-	-	-
7. D.G.R.A.D.	15.989	20.153	18.562	92,1	7,4
8. Remboursements Prêts & avances	-	-	-	-	-
9. Autres	1.165	-	6.031		2,4
B. Dons et Prêts	**49.386**	**108.165**	**53.875**	**49,8**	**-**
1. Dons projets	-	63.835	-		-
2. Prêts projets	19.775	-	6.724		-
3. Appui budgétaire	-	-	-	-	-
4. Crédits IDA	23.106	-	5.772	-	-
5. Ressources PPTE	6.505	44.330	41.380	-	-
TOTAL DES RECETTES ET DONS	**221.301**	**335.238**	**306.025**	**91,3**	**100,0**

Sources : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

L'analyse par poste des recettes révèle des tendances divergentes. En effet, certaines rubriques ont accusé des taux de mobilisation excédentaires telles la DGI (113,3 %) et les pétroliers producteurs (171,8 %) tandis que d'autres ont enregistré des moins values : 4,1 % pour l'OFIDA et 8,9 % pour la DGRAD.

Les performances observées au niveau de la DGI résultent principalement du bon encadrement des échéances de paiement des acomptes provisionnels des mois de juillet et novembre 2004, de l'utilisation de la déclaration auto-liquidative aux échéances susvisées et d'un meilleur encadrement des opérations de contrôle fiscal à la Direction de Grandes Entreprises. Quant aux recettes perçues sur les pétroliers producteurs, leur bon comportement est attribuable au renchérissement du baril de pétrole sur le marché international.

Par ailleurs, la grève des fonctionnaires qui avait paralysé la quasi-totalité des services générateurs des recettes au premier trimestre a influé négativement sur le niveau des recettes de la DGRAD. S'agissant de l'OFIDA, outre la démotivation du personnel qui a dégénéré en grève au mois de septembre 2004, le retard observé dans l'adoption des mesures correctives sur le code des douanes explique le faible niveau de mobilisation de ces recettes.

II. DEPENSES

Au cours de la période sous revue, la priorité dans l'exécution des dépenses publiques a été essentiellement marquée par la volonté du Gouvernement de ne pas accumuler des arriérés de salaires, d'assurer un fonctionnement minimum des services de l'Etat et de rétablir la sécurité à l'Est du pays.

L'exécution des dépenses de l'Etat à fin décembre 2004 a représenté 81,3 % des prévisions. Toutefois, il sied de relever que les dépenses courantes ont été exécutées à 158,9 % et les dépenses en capital à 13,6 %. L'accroissement du volume des dépenses courantes est dû notamment à la situation qui a prévalu à l'Est du pays depuis le mois de juin 2004, conjuguée à l'augmentation des salaires des agents de l'Etat et des indemnités de transport pour les fonctionnaires de Lubumbashi et de Kinshasa.

Tableau II.6.c. DEPENSES PUBLIQUES AU 31 DECEMBRE 2004
(en millions de CDF)

DEPENSES	REALISATIONS AU 31/12/03	PLAN DE TRESORERIE 31/12/04	REALISATIONS AU 31/12/04	TAUX D'EXECUTION (en %)	IMPORTANCE RELATIVE (en %)
A. DEPENSES COURANTES	**218.435**	**197.895**	**314.512**	**158,9**	**93,8**
1. Rémunérations	56.123	67.655	96.166	142,1	28,7
2. Dette publique	64.607	32.603	67.108	205,8	20,4
- Extérieure	54.169	30.603	57.188	187	17,1
• payée	-	30.603	32.363	105,8	-
• versée compte PPTE	-	-	24.825	-	-
- Intérieure	7.599	2.000	1.349	67,4	0,4
- Frais financiers	2.840	-	8.572	-	2,6
3. Subventions & transferts	17.911	12.095	13.145	108,7	3,9
4. Frais de fonctionnement	55.257	85.542	109.588	128,1	32,7
5. Autres (non ventilées)	-	-	-	-	-
6. Dépenses à régulariser	24.536	-	8.806	-	2,6
7. Fonds de réserve	-	-	-	-	-
8. Déficit de la BCC	-	16.000	-	-	-
9. Prêts et avances nets	-	-	-	-	-
10. Repaiement des intérêts	-	2.000	-	-	-
11. Autres opérations	-	-	-	-	-
12. Dép. financées sur PPTE	-	44.331	19.698	44,4	-
B. DEPENSES HORS BUDGET	-	-	-	-	-
C. DEPENSES EN CAPITAL	**14.085**	**151.999**	**20.718**	**13,6**	6,2
TOTAL	**232.520**	**349.894**	**335.230**	**81,3**	**100,0**

Sources : Direction du Trésor et Banque Centrale du Congo

II.1. Dépenses courantes

L'exécution des dépenses courantes reste marquée par l'importance des dépenses de fonctionnement (32,7 %), des rémunérations (28,7 %) et de la dette publique (20,4 %).

En comparaison aux prévisions du programme, la dette publique dégage un taux d'exécution de 105,8 %, les rémunérations de 142,0 %, les frais de fonctionnement de 128,1 % et les subventions et transferts de 108,7 %. Il y a lieu de relever que la dette extérieure payée, en ce compris celle versée dans le compte PPTE, a représenté 57.188,0 millions de CDF, soit 187,0 % des prévisions du plan de trésorerie.

II.2. Dépenses en capital

Au terme de l'année 2004, les dépenses d'investissement ont été exécutées à concurrence de 13,6 % des prévisions. Ce faible taux d'exécution s'explique par le retard dans le décaissement par les partenaires des fonds devant servir à leur couverture.

III. SOLDE

Au 31 décembre 2004, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 29.205,0 millions CDF. Après intégration du solde créditeur des sous comptes de l'Etat d'un montant de 544,8 millions, ce déficit budgétaire a été ramené à 28.660,2 millions de CDF.

CHAPITRE IV

LA CHAINE DE LA DEPENSE

Au terme du protocole d'accord sur l'échange des données sur support informatique signé entre le Gouverneur de la Banque Centrale et le Ministre des Finances et Budget en date du 23 janvier 2003, il a été institué la chaîne de la dépense.

I. ETAT DE LA QUESTION

Au cours de la décennie 90, le secteur budgétaire était caractérisé principalement par :

- le manque de suivi en temps réel des opérations d'encaissement des recettes et de décaissement des dépenses ;
- le non respect de la procédure budgétaire, spécialement en ce qui concerne l'exécution des dépenses de l'Etat, aggravé par la multitude des centres d'ordonnancement ;
- le manque de contrôle de la qualité de la dépense.

Pour mettre progressivement un terme à cette absence de transparence et de traçabilité dans l'exécution des opérations financières de l'Etat, le Gouvernement

a mis en place un circuit informatisé pour l'exécution des dépenses publiques, dénommé « chaîne de la dépense publique », lequel permet de :

- réhabiliter les procédures budgétaire et comptable en matière d'exécution de la dépense publique ;
- maîtriser la gestion des dépenses dans le respect de la loi et de la réglementation sur les finances publiques ;
- rationaliser les procédures du circuit de la dépense publique ;
- renforcer le contrôle à priori et à posteriori.

II. FONCTIONNEMENT DE LA CHAÎNE

Le circuit de la chaîne de la dépense concerne les Ministères du Budget et des Finances ainsi que la Banque Centrale du Congo qui s'échangent les informations avec l'outil informatique. Tous les services impliqués dans la chaîne travaillent en réseau.

La procédure budgétaire comprend quatre phases, à savoir engagement, liquidation, ordonnancement et paiement.

Il existe deux procédures pour l'exécution d'une dépense publique : la procédure standard et celle d'urgence.

1. Procédure standard

1.1. Phases d'engagement et de liquidation

Le gestionnaire de crédits, qui est le Ministre ou le Responsable de l'Institution, indique le bien ou la prestation à commander au sous-gestionnaire de crédits, fonctionnaire du ministère du Budget qui l'assiste dans cette fonction.

Le sous-gestionnaire ouvre un dossier relatif à cette commande et établit un bon d'engagement après s'être assuré de la disponibilité du crédit pour la dépense. Il établit également la fiche de circulation en double exemplaire et transmet le dossier au contrôleur du budget affecté.

Le contrôleur budgétaire affecté vérifie sa fiche de mouvement et contrôle les éléments de régularité du dossier dont :

- la qualité du gestionnaire de crédits ;
- l'existence de crédits disponibles et l'exactitude de l'imputation budgétaire ;
- les renseignements sur le fournisseur, sa raison sociale et sa situation fiscale ;
- le caractère moins disant du rapport qualité prix.

Après le visa du contrôleur affecté, le dossier est transmis au Bureau pool de saisie de la Direction du Contrôle Budgétaire du Ministère du Budget. Celui-ci effectue la saisie informatique du dossier, lui attribue un numéro unique et édite un accusé de réception informatique en double qu'il remet au contrôleur budgétaire affecté qui transmettra un exemplaire au sous-gestionnaire pour le suivi. Seule

l'émission de cet accusé de réception responsabilise la Direction du Contrôle Budgétaire et décharge le contrôleur budgétaire affecté. Le Directeur ne reçoit aucun dossier, car il peut consulter sur son écran tous les dossiers dès leur arrivée au Bureau de saisie.

Après l'opération de saisie, la Direction du Contrôle Budgétaire procède à l'examen de la demande d'engagement. Les contrôleurs appellent à l'écran les dossiers saisis en attente de contrôle qui leur ont été attribués par le plan de répartition dressé par le Coordonnateur chef du pool des contrôleurs. Le contrôleur s'identifie préalablement au dossier qu'il va vérifier avant d'en requérir les pièces. En effet, l'identification du contrôleur à l'écran décharge officiellement le pool de saisie. Les contrôleurs de la Direction de Contrôle Budgétaire examinent sur l'écran :

- la date de la demande ;
- la qualité du gestionnaire de crédits;
- la qualité du contrôleur budgétaire affecté ;
- la disponibilité du crédit et le solde, l'imputation budgétaire ;
- les renseignements sur les fournisseurs ;
- les prix pratiqués en comparant avec les informations fournies par la liste des prix indicatifs.

Chaque jour à 14 heures, deux fichiers contenant l'un les accords provisoires du jour et l'autre les rejets provisoires du jour sont édités à l'intention du Directeur du contrôle budgétaire. A cette étape de la chaîne, quatre fichiers sont disponibles en permanence sur l'écran pour le Ministre du Budget, le Secrétaire général au Budget, le Secrétaire général aux Finances, le Directeur du Contrôle Budgétaire (DCB), le Directeur du Trésor et d'Ordonnancement (DTO), l'Ordonnateur Délégué (OD) et le Conseiller chargé de l'encadrement des dépenses.

Le fichier des engagements validés provisoirement et celui des engagements rejetés en indiquant le motif du rejet sont transmis par la cellule de liaison du contrôle budgétaire, chaque jour à 15 heures, au Ministre en charge du Budget pour validation du fichier des engagements du jour.

Pendant l'examen des fichiers par le Ministre, les pièces ne quittent pas la salle de contrôle du Directeur de Contrôle Budgétaire. Il sied de noter que le Ministre en charge du Budget peut rectifier ou annuler chaque élément des fichiers des accords provisoires ou des rejets.

Les fichiers annotés et signés globalement par le Ministre en charge du Budget retournent à la DCB pour confirmation. Après consultation, la DCB les transmet au chef des contrôleurs ; le bureau des contrôleurs de la DCB sur base de l'accord du Ministre, valide informatiquement l'engagement définitif. Ceci déclenchera l'impression d'une vignette de confirmation jointe au bon d'engagement qui est retourné au gestionnaire des crédits par la voie du sous-gestionnaire et du contrôleur affecté. Il convient de signaler que l'un des contrôles budgétaires devra être supprimé dès l'informatisation des sous gestionnaires, car ils font double emploi, en attendant la maturation de la qualité du contrôle.

Au vu de la lettre de commande, le fournisseur livre au gestionnaire de crédits ou exécute la prestation. Le gestionnaire de crédits contrôle la conformité de la livraison avec le bon de commande, puis celle de la facture définitive avec le bon d'engagement et les factures pro forma. Il signera la facture définitive en y apposant la mention « service fait » en lieu et place d'un procès-verbal de réception pour des petites réparations ou petites fournitures dont le montant n'excède pas le seuil fixé par la réglementation. La certification « service fait » est apposée par le contrôleur budgétaire affecté. Il a l'obligation de tenir à jour un inventaire ainsi que de mettre à jour son tableau de suivi des crédits engagés, en mentionnant les crédits liquidés.

1.2. Phase d'ordonnancement

Les dossiers de dépenses ne sont pas adressés systématiquement au Directeur du Trésor, car celui-ci peut les consulter en permanence sur son écran et intervenir auprès de l'Ordonnateur Délégué. S'il suspecte un cas de fraude ou une anomalie, il intervient directement et peut saisir, le cas échéant, l'autorité compétente pour sanction éventuelle.

A l'issue de la liquidation, le sous gestionnaire de crédits, au vu de la mention « service fait » apposée sur la facture, complète la partie de la vignette réservée à la demande de paiement et transmet le dossier au pool de saisie de l'ordonnancement. Ce dernier appelle le dossier à l'écran et valide l'arrivée du dossier en éditant l'accusé de réception pour le sous gestionnaire de crédits qui est ainsi déchargé du dossier.

Après l'accusé de réception, le dossier de dépense est appelé à l'écran par l'un des contrôleurs désigné par le plan de travail. Il valide provisoirement le dossier dont la liquidation est rigoureusement conforme à l'engagement. Le système informatique édite automatiquement le titre de paiement. La validation par le contrôleur entraîne ipso facto la comptabilisation de la liquidation par le système informatique. Il en est de même pour la mise à jour automatique du fichier des fournisseurs. Le chef des contrôleurs transmet physiquement les dossiers acceptés à l'Ordonnateur Délégué.

L'Ordonnateur Délégué appose sa signature informatique sur les dossiers complets comprenant le titre de paiement et les pièces jointes. Le délai maximum de signature accordé à cette étape est d'un jour. Il valide définitivement un par un à l'écran les dossiers dont la liquidation est rigoureusement conforme à l'engagement, avec une grille secrète de codification du titre de paiement. Cette dernière opération entraîne automatiquement la comptabilisation de l'ordonnancement. L'Ordonnateur Délégué signe seul les titres de paiement.

A ce niveau, les cinq fichiers supplémentaires ci-dessous sont disponibles sur l'écran, et ce en permanence, pour le Ministre en charge du Budget, le Ministre en charge des Finances, le Directeur du Contrôle Budgétaire, le Secrétaire Général au Budget, le Secrétaire Général aux Finances, le Conseiller chargé de l'encadrement des dépenses, l'Ordonnateur Délégué et le Directeur du Trésor. Il s'agit de :

- fichier de demande d'ordonnancement, à l'arrivée chez l'Ordonnateur Délégué « en attente de contrôle d'ordonnancement » ;
- fichier de liquidation ;
- fichier des ordonnancements ;
- fichier des ordonnancements rejetés, mentionnant le motif ;
- fichier des dépenses par procédure d'exception.

Tous les jours à 13 heures, sur ordre de l'Ordonnateur Délégué, l'informatique édite le fichier journalier des ordonnancements acceptés et celui des ordonnancements rejetés, reprenant le motif de rejet. A 14 heures, l'Ordonnateur Délégué transmet à la Division de la Trésorerie les deux fichiers accompagnés des titres signés. Les pièces justificatives du dossier restent dans une salle d'archivage dans le service de l'O.D.

Le Directeur du Trésor, par le biais de la Division de Trésorerie, organise l'état de priorisation des titres. A 15 heures, il transmet au Cabinet du ministère des Finances les deux fichiers des ordonnancements et des rejets avec proposition de l'ordre de priorisation auxquels est jointe la situation de trésorerie du jour.

Il y a lieu de relever que tous les titres et les dossiers physiques de dépenses sont conservés à la Division de la Trésorerie et ne sont pas transmis au Ministre.

Après avoir examiné les deux fichiers, le Ministre ordonne les paiements. En fonction de la situation de trésorerie du jour et de la proposition d'ordre de priorisation de transmission à la Banque Centrale, il valide ou remet en cause les ordonnancements proposés.

Le Ministre redonne les fichiers visés au Conseiller chargé de l'encadrement des dépenses. Si le Ministre a modifié une décision d'ordonnancement ou de rejet, ce Conseiller les transmet à la Division de la Trésorerie qui se chargera de les faire parvenir à l'Ordonnateur Délégué. Au vu des annotations du Ministre, l'Ordonnateur Délégué fait procéder par son pool contrôleurs aux modifications demandées, en indiquant un code et l'origine de la modification puis les retransmet à la Division de la Trésorerie.

Cette dernière établit les fichiers informatiques des titres de paiement et les transmet à la Banque Centrale en fonction des priorités définies et des modalités techniques convenues avec la Banque. Ce transfert ne peut se faire qu'avec la signature informatique codifiée du Directeur du Trésor. La Division de la Trésorerie tient un état statistique de ce qui a été transféré à la Banque Centrale et du stock en cours.

1.3. Phase de paiement

Le réseau informatique de la chaîne de la dépense aboutit à la Banque Centrale du Congo en raison de sa qualité de caissier de l'Etat. Un terminal du Ministère des Finances a été installé à la Direction des Comptes Courants en

Monnaie Nationale et Fonds Publics de sorte que toute information relative aux dépenses publiques puisse entrer et sortir de la Banque par ce canal informatique.

La Banque Centrale intervient dans la chaîne dès que le Directeur du Trésor ordonne un paiement en lui envoyant un ordre de paiement informatisé, OPI en sigle. En effet, quand la DTO établit un OPI, celui-ci est directement disponible sur le terminal du Ministère des Finances posé à la Direction des Comptes Courants. Il convient de signaler que la primeur d'accès à l'OPI est réservée aux Responsables de cette Direction pour le visa. Les agents y accèdent par un mot de passe.

Le visa du Directeur conditionne le traitement informatique de l'OPI dont la durée est de 48 heures maximum. Le service Visa contrôle la conformité du titre ainsi que l'authenticité des codes du DTO et de l'OD. Une fois les deux contrôles établis, on passe au paiement qui se fait par une génération automatique des pièces comptables.

Dans l'entre-temps, l'Audit Interne de la Banque peut à tout instant consulter sur un terminal posé dans cet organe les différentes étapes de traitement des titres. Ceci revient à dire que l'Audit peut identifier les utilisateurs des terminaux à la Banque et consulter les titres s'ils ont été visés par la Direction, pour éviter la fraude.

Après paiement des titres, la Direction des Comptes Courants renvoie les mouvements au Trésor en lançant la transaction dans le terminal qui permet de communiquer avec le Ministère des Finances et de retourner les Avis de Débit et les Avis de Crédit ainsi que la situation du Compte Général du Trésor dans le délai convenu de 48 heures. Le Ministère des finances peut alors récupérer l'information à partir des terminaux installés dans ses différents services.

2. Procédure d'exception

La procédure d'exécution d'une dépense d'exception entraîne une action simultanée des phases d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement. Il s'agit des dépenses générées par des faits imprévisibles ou de celles dont la sensibilité nécessite une procédure dérogatoire.

III. IMPACT ET PERSPECTIVES

Ce nouvel outil de gestion de la dépense publique, mis en place depuis novembre 2003, a permis de bénéficier des avantages ci-après :

- la réduction de près de deux tiers des points de stationnement ou de manipulation physique des dossiers de la dépense ;
- le renforcement de la fonction engagement, par la nécessité d'utilisation du bon d'engagement et par la sélection des engagements à soumettre à l'ordonnancement à la suite d'une liquidation ;

- la fluidité, la transparence, la lisibilité et la traçabilité de la dépense suite à la mise en réseau de tous les intervenants dans la chaîne ;
- la production des états de suivi budgétaire qui constituent une aide à la décision et qui sont utiles pour l'élaboration des budgets ultérieurs ;
- l'unicité de la base des données budgétaires ;
- la rapidité dans la transmission et la réception des informations entre le Trésor et la Banque Centrale du Congo ;
- une meilleure allocation des ressources et l'amélioration progressive de la qualité de la dépense publique.
- une identification des fournisseurs éventuels de l'Etat non en règle avec le fisc.

A ces avantages, il faut cependant opposer quelques désavantages qui tirent leur origine de la nouveauté du mécanisme et de la résistance au changement dans le chef des utilisateurs. En effet, il a été noté des difficultés pour effectuer le paiement des salaires de la Fonction Publique à travers la chaîne et pour respecter les délais de traitement des dossiers.

La chaîne de la dépense est dans sa première phase d'exécution, la seconde consistera à son extension aux provinces. A ce stade, la gestion des finances publiques sera devenue transparente tant au niveau central qu'à celui des provinces.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.7. IMPORTANCE RELATIVE DES FINANCES PUBLIQUES DANS L'ECONOMIE
(en milliers de CDF)

	Valeurs absolues										Structure en %									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Produit intérieur brut	69 568,25	375 913,69	2 896 254,65	7 603 816,87	9 989 830,00	51 823 854,00	297 865 440,00	1 407 545 000,00	1 922 200 000,00	2 299 000 000,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	3 747,95	32 856,84	166 220,82	466 554,19	904 479,00	5 487 774,00	25 156 798,00	138 884 053,00	309 283 595,00	456 444 498,00	5,4	8,7	5,7	6,0	9,1	10,6	8,5	9,9	16,1	19,9
Consommation publique	3 146,99	31 285,52	151 464,56	425 384,81	871 000,00	4 918 771,00	22 977 861,00	113 700 463,00	208 078 027,00	275 297 379,00	4,5	8,3	5,2	5,5	8,7	9,5	7,4	8,1	10,8	12,0
Formation brute de capital	403,13	1 054,31	55 312,93	131 228,87	24 839,33	819 953,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	0,6	0,3	1,9	1,7	0,2	1,6	0,9	1,8	5,2	7,8
Transferts à d'autres secteurs	197,83	547,01	1 515,41	2 511,73	8 640,00	15 042,00	269 834,00	217 505,00	1 039 409,00	2 672 874,00	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
3. Charge fiscale brute	1 842,63	17 026,43	109 355,96	322 322,14	534 437,00	1 794 223,00	10 269 266 00	61 419 933,00	128 161 426,00	146 387 135 00	2,6	4,5	3,8	4,1	5,3	3,5	3,5	4,4	6,7	6,4
Commerce extérieur	919,94	6 922,38	46 156,23	189 650,99	200 787,00	536 049,00	2 539 804 00	21 938 302,00	42 707 324,00	53 548 910 00	1,3	1,8	1,6	1,4	2,0	1,0	0,9	1,6	2,2	2,3
Exportations	196,32	502,14	4 525,92	6 244,14	9 111,00	22 903,00	104 876,00	653 551,00	3 848 056 00	5 119 583,00	0,3	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Importations	710,94	6 419,37	41 625,09	183 355,31	191 668,00	513 006,00	2 406 117,00	21 281 811,00	38 858 948,00	48 401 490,00	1,0	1,7	1,4	1,3	1,9	1,0	0,8	1,5	2,0	2,1
Divers	12,68	0,77	5,21	51,54	8,00	140 00	18 811,00	2 940,00	290 00	17 837,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	922,69	10 103,05	63 197,74	212 668,15	333 650,00	1 258 174,00	7 729 462,00	39 481 630,00	85 454 102,00	92 838 225,00	1,3	2,7	2,2	2,7	3,3	2,4	2,6	2,8	4,4	4,0
Revenus	341,30	4 476,00	26 995,99	100 686,06	176 717,00	407 928,00	1 298 772,00	10 390 264 00	28 304 046,00	34 401 462,00	0,5	1,2	0,9	1,3	1,8	0,8	0,4	0,7	1,5	1,5
Biens et Services	474,02	3 962,93	25 193,92	74 060,02	104 220,00	379 201,00	2 446 338,00	14 451 247,00	31 741 536,00	52 148 867,00	0,6	1,1	0,9	0,9	1,0	0,7	0,8	1,0	1,7	2,3
Autres recettes fiscales	107,37	1 664,12	11 007,83	37 922,07	52 713,00	471 045,00	3 984 352,00	14 640 120,00	25 408 520,00	6 287 896,00	0,2	0,4	0,4	0,5	0,5	0,9	1,3	1,0	1,3	0,3
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette (1)	1 644,80	16 479,42	107 840,55	319 810,41	525 797,00	1 779 181,00	9 999 432,00	61 202 428,00	127 122 017,00	143 714 261,00	2,4	4,4	3,7	4,1	5,3	3,4	3,4	4,3	6,6	6,3
5. Solde global (2)	-1 515,91	529,11	-35 444,06	-267 092,97	-251 011,00	-2 634 922,00	-10 540 165,00	1 241 593,00	23 288 464,00	-9 233 915,00	-2,2	0,1	-1,2	-3,4	-2,5	-5,1	-3,5	0,1	1,2	-0,4
6. Formation brute de capital fixe	5 222,57	38 269,69	450 167,29	666 077,77	730 993,60	2 220 596,00	31.114.200,00 ®	107 278 700,00	149 931 500 00	183 920 000,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	403,13	1 854,31	55 312,93	131 228,87	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	7,7	2,8	12,3	19,7	3,4	36,4	9,0	23,3	66,8	97,0
Acquisition directe des biens de capital	403,13	1 054,31	55 312,93	131 228,87	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238 00	7,7	2,8	12,3	19,7	3,4	36,4	9,0	23,3	66,8	97,0
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Revenus des ménages	61 752,00	314 171,00	2 066 420,00	6 435 977,00	8 445 058,00	42 115 425,00	242 585 518,00	1 241 371 100,00	1 603 229 490,00	1 787 849 750,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100.0	100,0	100.0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	901,46	7 494,86	19 437,27	185 783 03	528 102,49	2 084 537,00	6 977 621,00	24 167 435,00	38 045 761,00	58 503 658,00	2,0	2,4	0,9	1,6	6,3	4,9	2,9	1,9	2,4	3,3

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.
(2) Cf tableau II.8

Tableau II.8. SITUATION INTEGREE DES OPERATIONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliers de CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Recettes non remboursables	2 083,8	32 967,6	327 794,0	726 620,1	802 199	3 165 814	17 419 403	148 551 292	297 200 978	445 225 390
a) Recettes courantes [1]	2 083,8	21 202,6	156 883,7	403 638,2	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890
Cadre budgétaire	2 083,8	21 202,6	156 883,7	403 638,2	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	-	11 765,0	170 910,3	322 982,0	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500
Courantes [2]	-	11 765,0	128 838,2	230 410,8	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000
En capital [3]	-	-	42 072,1	92 571,2	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500
2. Dépenses courantes	3 344,8	31 832,5	281 818,2	658 307,3	1 061 107	5 237 403	26 595 935	126 548 576	224 857 298	277 970 253
Cadre budgétaire [4]	3 344,8	20 067,5	152 980,0	427 896,5	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 500	125 452 186	218 435 253
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc [5]	-	11 765,0	128 838,2	230 410,8	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000
3. Epargne budgétaire [6]	-1 261,0	1 135,1	3 903,7	24 258,4	-275 297	-2 337 586	-11 254 972	896 610	22 381 264	2 865 637
4. Dépenses en capital	403,1	1 054,3	55 312,9	131 228,9	24 839	819 958	2 809 103	22 799 689	54 735 776	178 474 238
Cadre budgétaire [7]	403,1	1 054,3	13 240,9	38 657,7	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738
A fin. ext. spéc.[8]	-	-	42 072,1	92 571,2	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500
5. Total dépenses= 2 + 4	3 748,0	32 886,8	337 131,1	789 536,2	1 085 947	6 057 361	29 405 038	149 348 265	279 593 074	456 444 491
Cadre budgétaire	3 748,0	21 121,8	166 220,8	466 554,2	888 093	5 487 773	23 078 358	67 441 083	130 225 546	232 519 991
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	11 765,0	170 910,3	322 982,0	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500
6. Solde (1 - 5)	-1 664,1	80,8	-9 337,1	-62 916,0	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101
Cadre budgétaire	-1 664,1	80,8	-9 337,1	-62 916,0	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique [9]	148,2	448,4	-26 107,8	-204 177,0	32 737	256 625	1 445 470	2 038 330	5 680 560	1 985 186
8. Besoins de financement [10]	-1 515,9	529,1	-35 445,0	-267 093,0	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 357	23 288 464	-9 233 915
9. Financement [11]	1 515,9	-529,1	35 445,0	267 093,0	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-23 288 464	9 233 915
Intérieur monétaire net	1 515,6	-462,5	35 444,5	267 092,5	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-23 288 464	9 233 915
Int. non monét. net	0,3	-66,7	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

[1] Cf tableau II.10

[2] Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.19 et III.21.

[3] Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableau III.21.

[4] Cf tableau II.22

[5] Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat zaïrois.

[6] Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

[7] Cf tableau II.26

[8] Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

[9] Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

[10] Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

[11] Chiffres différents de ceux du tableau II.28 qui ne comprennent pas les soldes de la sécurité sociale.

Tableau II.9. PREVISIONS DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ETAT (1)

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. RECETTES FISCALES	**12 592,21**	**101 025,28**	**613 594,84**	**716 095**	**1 508 324**	**13 893 517**	**53 368 007**	**134 231 912**	**152 765 524**
1. Contr. sur le comm. ext (2)	4 164,55	30 058,64	205 463,24	234 199	373 603	3 632 508	21 292 522	35 550 038	60 466 502
- Droits de sortie	2 105,32	5 115,04	36 962,86	15 371	28 666	228 553	621 963	3 178 942	4 384 551
- Droits d'entrée	2 058,92	24 938,60	168 395,70	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771
- Divers	0,31	5,00	104,68	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180
2. Contr. sur les revenus (3)	537,15	6 841,57	50 349,21	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092
- Personnes physiques	165,13	428,77	4 272,80	34 622,17	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123
- Sociétés et entreprises	428,77	4 272,80	34 622,17	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837
- Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Contr. sur biens et serv. (4)	1 676,47	16 887,19	127 739,23	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023
4. C.E.R à charge des empl.	75,53	732,35	6 899,17	6 740	15 513	52 933	177 708	1 214 699	1 449 943
5. Contr. sur la prop. immob.	171,85	850,96	5 519,13	3 120	7 167	-	-	-	-
- Bâtiments	167,57	825,73	5 347,70	267	614	-	-	-	-
- Terrains	4,28	25,23	171,43	2 853	6 553	-	-	-	-
6. Fonds spéciaux	1 686,35	16 262,34	62 471,54	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424
- Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Taxes sur produits pétroliers	1 686,35	16 262,34	62 471,54	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424
- Divers (5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Divers	582,25	6 710,41	25 979,67	52 100	383 179	4 201 856	6 835 085	20 123 229	14 374 964
8. Gécamines	1 749,30	8 400,00	48 100,00	63 843	-	704 152	2 343 000	1 173 529	-
9. Pétroliers	1 948,76	14 281,82	81 073,65	71 842	-	1 511 780	5 491 007	10 798 776	- CC.
B. RECETTES NON FISCALES	**4 963,46**	**11 627,39**	**118 520,26**	**169 008**	**471 275**	**4 469 277**	**2 650 993**	**17 032 544**	**39 085 435**
1. Recettes adm. judiciaires et domaniales	3 623,01	5 343,43	88 401,03	152 917	79 625	1 594 113	1 697 000	15 733 110	32 457 907
2. Portefeuille	494,18	6 017,11	19 590,96	15 000	41 849	108 220	524 994	1 047 616	6 627 528
3. Divers	846,27	266,85	10 528,27	1 091	349 801	2 766 944	428 999	251 818	-
C. RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	-	-	**112 500**	-	**50 441 000**	**140 768 000**
1. Dons	-	-	-	-	-	112 500	-	50 441 000	39 192 860
2. Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	24 922 000
3. Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	9 667 000
4. Appui budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	66 986 140
D. BUDGETS POUR ORDRE	-	-	-	-	-	-	-	-	**2 010 933**
TOTAL (A+B+C+D)	**17 555,67**	**112 652,67**	**732 115,10**	**885 103**	**1 979 599**	**18 475 294**	**56 019 000**	**201 705 456**	**334 629 892**

Source : Ministère du Budget.
(1) Non compris les fonds de contrepartie.
(2) Cf tableau II.11
(3) Cf tableau II.13
(4) Cf tableau II.15
(5) Il s'agit du Fonds de Promotion du Tourisme et du Fonds de Reboisement depuis 1985.

Tableau II.10. RECETTES COURANTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. RECETTES DU CADRE BUDGET (1)	**21 202,59**	**156 883,70**	**403 636,17**	**604 345**	**2 596 226**	**11 092 723**	**66 644 110**	**147 833 450**	**221 300 890**
A. RECETTES FISCALES	19 547,07	137 874,09	324 298,80	534 436	1 794 223	10 269 266	61 419 933	119 532 523	146 387 135
1. Contrib. s/comm. ext. (2)	6 922,38	46 156,22	109 650,99	200 787	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910
-Droits de sortie	502,14	4 525,92	6 244,14	9 111	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583
-Droits d'entrée	6 419,37	41 625,09	103 355,31	191 668	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490
-Divers	0,87	5,21	51,54	8	140	18 811	2 940	290	17 837
2. Contrib. s/revenus (3)	4 476	26 996	100 686,06	176 717	407 928	1 767 422	16 461 771	28 304 046	34 401 462
-Revenus des pers. phys.	1 686,42	11 068,20	38 774,19	55 229	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860
-Revenus des soc. et ent	2 311,43	12 277,42	61 911,87	121 487	135 235	921 600	10 738 805	15 114 370	16 943 602
-Amendes et accroiss.	478,15	3 650,37	-	-	-	-	111 577	175 040	-
3. Contrib. s/biens et services (4)	3 962,93	25 193,92	74 060,02	104 220	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867
4. Autres recettes fiscales	4 185,76	39 527,96	39 901,73	52 713	471 045	3 515 702	8 739 204	16 779 617	6 287 896
a. C.E.R charge des employeurs	265,75	2 029,01	4 794,77	-	12 400	52 165	465 400	950 046	419 843
b. Contrib. s/prop. immob	3,82	29,29	210	577	2 364	-	-	-	-
-Bâtiments	3,82	-	-	577	2 188	-	-	-	-
-Terrains	-	29,29	209,92	-	176	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	1 380,80	8 905,50	3 757,80	-	3 141	12 221	2 481 398	5 433 015	3 737 550
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	12 221	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	1 380,80	8 905,50	3 757,80	-	3 141	-	2 481 398	5 433 015	3 737 550
d. Divers	13,75	44,03	31 139,24	52 137	421 493	3 435 071	5 470 537	10 396 556	2 130 503
e. Gécamines	2 521,64	28 520,13	-	-	31 647	16 245	321 869	-	-
B. RECETTES NON FISCALES	1 655,52	19 009,61	79 337,37	69 908	802 003	823 457	5 224 177	19 672 024	25 527 694
1. Recettes adm., judic. et domaniales	478,78	8 253,99	57 813,57	64 858	126 452	593 333	4 735 946	11 337 019	15 989 401
2. Portefeuille	373,97	905,65	10 152,34	3 044	15 280	138 367	161 527	3 931 701	4 499 304
3. Royalties	802,77	9 849,97	11 371,46	2 006	17 112	91 173	132 811	4 403 304	5 038 989
4. O.GE.DE.P.	-	-	-	-	643 159	584	193 893	-	-
5. Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	8 628 903	49 386 061
1. Dons projets	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Prêts projets	-	-	-	-	-	-	-	2 257 558	8 006 559
3. Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	41 379 502
4. Appui budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	6 371 345	-
II. RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A. Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	**21 202,59**	**156 883,70**	**403 636,17**	**604 345**	**2 596 226**	**11 092 723**	**66 644 110**	**147 833 450**	**221 300 890**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A + B)

(2) Cf tableau II.12

(3) Cf tableau II.14

(4) Cf tableau II.16

Tableau II.11. PREVISIONS DES RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (1)
(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. DROITS DE SORTIE	**2 105,3**	**5 115,0**	**36 963**	**15 371**	**28 666**	**228 553**	**808 108**	**3 508 828**	**4 384 551**
1. Droits de sortie ordin.	1 040,9	2 367,9	19 523	8 912	14 048	208 947	621 963	3 178 942	3 392 338
- Produits minéraux	445,4	488,4	14 377	6 563	10 345	181 321	519 779	2 754 574	3 216 700
- Produits végétaux	464,3	1 318,5	1 602	732	1 153	12 052	39 068	134 564	34 452
- Autres produits	131,2	561,0	3 544	1 618	2 550	15 574	63 116	289 804	141 186
2. C.C.A à l'exportation	1 061,6	2 628,8	17 356	6 116	14 078	19 422	185 966	327 659	917 110
3. Amendes	2,8	118,4	84	343	540	184	179	2 227	75 103
B. DROITS D'ENTREE	**2 058,9**	**24 938,6**	**168 396**	**217 699**	**343 157**	**3 393 238**	**20 670 252**	**32 366 910**	**56 067 771**
1. Droits de douane	1 424,0	16 179,7	116 588	150 714	237 567	2 566 275	14 636 026	23 902 013	43 631 661
2. C.C.A à l'importation	330,0	7 472,3	45 111	58 322	91 932	783 570	5 566 389	7 907 511	9 714 257
3. Taxe statistique	216,0	918,1	6 431	8 315	13 109	36 030	379 453	492 652	857 609
4. Amendes	88,9	368,5	265	348	549	7 363	88 384	64 734	1 864 244
C. ENTREPOTS (2)	**0,3**	**5,0**	**105**	**1 129**	**1 780**	**10 717**	**307**	**4 186**	**14 180**
TOTAL(A+B+C)	**4 164,6**	**30 058,6**	**205 463**	**234 199**	**373 603**	**3 632 508**	**21 478 667**	**35 879 924**	**60 466 502**

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Non compris la Gécamines.
(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12. RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (1)
(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. DROITS DE SORTIE	**502,1**	**4 525,9**	**6 244,1**	**9 111**	**22 903**	**114 876**	**653 551**	**3 848 086**	**5 119 583**
1. Droits de sortie ordin.	39,8	1 471,4	5 311,1	7 840	17 788	83 060	608 827	2 842 939	3 689 790
- Produits minéraux	13,0	479,8	4 771,0	6 728	14 788	72 005	590 184	2 808 255	3 561 435
- Produits végétaux	12,1	446,0	254,3	609	1 642	4 792	3 905	1 422	3 837
- Autres produits	14,8	545,6	285,8	503	1 358	6 263	14 738	33 262	124 518
2. C.C.A à l'exportation	385,5	2 039,2	869,5	659	2 135	4 002	13 213	238 478	458 338
3. Taxe statistique	76,9	1 015,4	63,6	612	2 980	27 814	30 311	766 669	971 455
4. Amendes	-	-	-	-	-	-	1 200	-	-
B. DROITS D'ENTREE	**6 419,4**	**41 625,1**	**103 355,3**	**191 668**	**513 006**	**2 406 117**	**21 111 220**	**38 858 948**	**48 411 490**
1. Droits de douane	4 949,3	32 015,9	85 706,9	133 938	360 337	1 664 078	14 915 392	31 572 895	30 691 128
2. C.C.A à l'importation	1 155,5	7 511,2	15 830,6	52 956	141 451	680 695	5 713 832	6 858 604	16 769 740
3. Taxe statistique	256,8	1 691,9	1 486,2	4 408	10 231	56 663	470 939	299 214	948 865
4. Amendes	57,8	406,1	331,7	365	987	4 681	11 057	128 235	1 757
C. ENTREPOTS (2)	**0,9**	**5,2**	**51,5**	**8**	**140**	**18 811**	**2 940**	**290**	**17 837**
TOTAL	**6 922,4**	**46 156,2**	**109 651,0**	**200 787**	**536 049**	**2 539 804**	**21 767 711**	**42 707 324**	**53 548 910**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.11
(2) Cf note 2, tableau II.11

Tableau II.13. PREVISIONS DES RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR LES REVENUS (1)

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	**428,77**	**4272,80**	**34622,17**	**58 564**	**134 899**	**669 781**	**2 650 273**	**11 975 123**	**18 985 837**
1. Rémunérations	343,78	3333,84	31255,14	36 577	84 267	592 715	2 281 300	9 902 535	15 973 587
2. Revenus locatifs	32,78	427,13	1459,41	17 987	41 417	47 686	243 191	1 284 216	935 491
3. Revenus mobiliers	43,23	261,56	1445,68	3 528	8 140	14 690	73 552	725 732	2 060 293
4. Professions libérales	8,98	250,27	461,94	473	1 075	14 690	52 230	62 640	16 466
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	**108,38**	**2568,77**	**15727,04**	**52 252**	**120 359**	**1 010 566**	**3 556 614**	**19 807 523**	**11 739 255**
1. Sociétés	89,23	2250,08	14456,79	39 198	90 308	697 963	2 432 411	12 741 602	9 214 283
2. Entreprises	19,15	318,69	1270,25	13 054	30 051	312 603	1 124 203	7 065 921	2 524 972
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**537,15**	**6 841,57**	**50 349,21**	**110 816**	**255 258**	**1 680 347**	**6 206 887**	**31 782 646**	**30 725 092**

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.12

Tableau II.14. RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR LES REVENUS (1)

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	**1686,42**	**11068,20**	**38774,19**	**55 228**	**272 693**	**845 822**	**5 611 389**	**13 014 636**	**17 457 860**
1. Rémunérations (2)	1478,84	9483,47	32742,49	47 820	245 306	765 319	4 891 384	11 227 716	14 585 809
2. Revenus locatifs	60,61	461,82	1639,94	3 256	19 159	22 884	270 985	727 755	1 189 044
3. Revenus mobiliers	146,87	1122,22	4391,76	4 152	8 220	57 619	346 202	1 046 660	1 665 049
4. Professions libérales	0,10	0,69	-	0,01	8	-	102 818	12 505	17 958
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	**2311,43**	**12277,42**	**61911,87**	**121 487**	**135 235**	**452 950**	**10 738 805**	**15 114 370**	**16 943 602**
1. Sociétés	2308,77	12256,64	61901,66	121 441	119 522	452 950	10 656 492	12 956 314	14 549 204
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pétroliers	765,68	2283,64	20801,73	6 283	31 314	285 569	910 337	8 057 592	9 220 830
2. Entreprises	2,66	20,78	10,21	46	15 713	-	82 313	2 158 056	2 394 398
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	**478,15**	**3650,37**	-	-	-	-	**111 577**	**175 040**	-
TOTAL	**4476,00**	**26995,99**	**100686,06**	**176 716**	**407 928**	**1 298 772**	**16 461 771**	**28 304 046**	**34 401 462**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.11
(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.15. PREVISIONS DES RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR BIENS ET SERVICES (1)

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	**700,2**	**5 462,4**	**41 558,0**	**34 085**	**78 533**	**447 448**	**1 678 372**	**8 738 026**	**20 334 676**
B. DROITS DE CONSOMMATION	**799,8**	**7 335,5**	**61 543,4**	**75 049**	**118 298**	**341 219**	**3 494 800**	**24 396 693**	**24 437 648**
1. Bières	260,5	3 551,0	24 783,6	30 215	47 627	156 459	1 423 742	10 694 597	6 148 072
2. Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	-	-	8 280 000
3. Tabacs fabriqués	291,7	2 127,8	24 246,5	29 569	46 609	149 420	1 513 821	11 203 019	6 871 752
4. Autres produits (2)	247,4	1 655,7	12 502,7	15 250	24 038	35 273	556 994	2 496 704	2 555 885
5. Amendes	0,1	1.0	10.6	15	24	67	243	2 373	581 939
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. (3)	**176,5**	**4 089,3**	**24 637,9**	**20 101**	**46 280**	**146 274**	**304 626**	**454 276**	**976 699**
TOTAL (A+B+C)	**1 676,5**	**16 887,2**	**127 739,2**	**129 236**	**243 111**	**934 941**	**5 477 798**	**33 588 995**	**45 749 023**

Source : Ministère du Budget
(1) Cfr note 1, tableau II. 11
(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.
(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.16. RECETTES DES CONTRIBUTIONS SUR BIENS ET SERVICES (1)

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	**1 062,6**	**7 436,6**	**17 148,0**	**24 514**	**154 526**	**561 793**	**4 198 840**	**10 734 219**	**22 603 439**
B. DROITS DE CONSOMMATION	**1 611,8**	**9 156,7**	**34 422,6**	**69 389**	**185 881**	**1 417 530**	**9 084 860**	**12 749 656**	**19 944 935**
1. Bières	895,8	5 088,4	16 085,4	30 772	82 339	628 674	3 802 899	4 986 852	5 854 485
2. Huiles	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	6 778 130
3. Tabacs fabriqués	501,9	2 851.4	13 013,6	31 475	84 237	642 992	4 051 456	5 831 112	5 617 164
4. Autres produits (2)	213,7	1 216,0	5 316,6	7 029	19 001	143 596	1 226 754	1 923 379	1 689 037
5. Amendes	0,3	0,9	7,0	113	304	2 268	3 751	8 313	6 119
C. MARGE DISTRIBUABLE (3)	**1 277,1**	**8 495,0**	**20 805,0**	**10 147**	**31 831**	**461 189**	**759 180**	**8 060 114**	**9 223 716**
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	**11,5**	**105,6**	**1 357,8**	**169**	**6 963**	**5 826**	**408 367**	**197 547**	**376 777**
TOTAL	**3 962,9**	**25 193,9**	**73 733,4**	**104 220**	**379 201**	**2 446 338**	**14 451 247**	**31 741 536**	**52 148 867**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.11
(2) Cf note 2, tableau II.15
(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

Tableau II.17. COURS DU CUIVRE, VALEUR DE BASE ET DROITS DE SORTIE

Début du mois	Cours moyen de référence Cu Electro (2) F.B./T.m.	Valeur de base en millions de CDF pour 100 kg (3)	Montant du droit de sortie (1) en 10^6 CDF Pour 100 kg (3)
1991 Janvier	**78 802**	**0,95**	**0,39**
Février	77 385	1,42	0.58
Mars	82 611	1,71	0.70
Avril	89 340	2,44	1.00
Mai	83 671	2,79	1,14
Juin	84 116	3,12	1,28
Juillet	84 872	3,26	1,34
Août	82 917	3,46	1,42
Septembre	83 888	4,66	1,91
Octobre	84 423	8,13	3.33
Novembre	81 893	13,14	5,39
Décembre	75 549	17,14	7,03
1992 Janvier	**72 271**	**36,90**	**15,13**
Février	75 854	48,22	19,77
Mars	78 523	51,71	21,20
Avril	77 501	71,89	29,48
Mai	76 363	81,85	33,56
Juin	76 848	113,64	46,59
Juillet	79 709	116,34	47,70
Août	77 600	2 035,28	834,47
Septembre	74 743	4 618,47	1 893,57
Octobre	70 767	553,79	227,05
Novembre	72 372	717,09	294,01
Décembre	73 617	1 025,10	420,29
1993 Janvier	**78 714**	**1 194,45**	**489,73**
Février	76 901	1 194,45	489,73
Mars	75 398	1 839,21	754.08
Avril	65 986	1 972,19	808.60
Mai	61 192	1 684,26	690.55
Juin	65 590	1 747,12	716.32
Juillet	70 533	1 865,60	764.90
Août	72 264	2 272,23	931,61
Septembre	66 412	2 762,95	1 132,81
Octobre	60 830	3 443,60	1 411,87
Novembre	61 212	3 833,95	1 571,92
Décembre	63 288	4 620,00	1 894.20
1994 Janvier	**67 968**	**0,01**	**0,003**
Février	68 956	...	...
Mars	68 833	...	...
Avril	67 899	0,17	0.07
Mai	75 744	0,25	0,10
Juin	81 388	...	...
Juillet	81 418	...	...
Août	79 359	...	...
Septembre	81 930	...	...
Octobre	81 328	...	...
Novembre	91 142	...	...
Décembre	98 413	...	...

Sources : Office des Douanes et Accises et Banque Centrale du Congo.

(1) Le droit de sortie est de 41 % de la valeur de base.

(2) Prix de l'avant-dernier mois.

Tableau II.18. TAXES ET CONTRIBUTIONS VERSEES AU TRESOR PAR LA GECAMINES ET SON PERSONNEL
(en milliers de CDF)

Rubriques fiscales	1988	1989	1990	1991	1995	1996	2001
1. Droits de sortie	0.0000476	0.0001229	-	-	-	-	-
2. C.C.A. à l'exportation	0.0000102	0.0000696	0.0000317	-	-	-	-
3. Droits d'entrée	0.0000663	0.0000892	0.0003157	0.0027102	-	-	170 591
4. Taxe sur bénéfices ant.	0.0000763	0.0000232	-	-	-	-	-
5. Taxe et impôts divers	0.0000066	0.0000114	0.0000445	0.0007094	-	-	-
6. Taxes sur rémunérations	0.0000223	0.0001388	0.0001725	0.0041910	-	-	151 278
TOTAL	0.0002293	0.0004551	0.0005644	0.0076105	2 521,64	28 520.13	321 869
En % du total des recettes budgétaires	42,9	35,4	25,3	33,2	11,9	18,2	0.48

Sources : Gécamines et Banque Centrale du Congo

Tableau II.19. EVOLUTION DES EFFECTIFS PAYES PAR L'ETAT (1)
REPARTITION PAR MINISTERE
(situation à la fin de l'année)

Ministères	1995	1996	1997	1998(3)	1999	2000	2001	2002	2003(4)
Finances	2 025	2 339	2 334	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330
Fonction Publique	5 791	5 973	5 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885
Administration du territoire	16 446	16 804	16 913	13 910	13 910	13 910	13 910	7 887	7 887
Justice	3 381	3 644	3 641	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484
Portefeuille	129	125	125	125	125	125	125	125	125
Environnement	2 942	2 760	2 768	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560
Développement rural	1 148	962	962	962	962	962	962	962	962
Affaires Etrangères	801	763	764	764	764	764	764	624	624
Commerce	517	461	461	461	461	461	461	461	461
Défense	4 635	5 065	5 084	4 080	4 080	4 080	4 080	5 285	5 285
Affaires sociales	4 548	4 673	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670
Education Nationale (2)	231 639	235 768	237 645	121 083	121 083	136 678	137 287	137 287	137 287
Santé Publique	29 592	28 656	29 752	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493
Information	73	65	65	65	65	65	65	56	56
Culture et Arts	730	719	725	725	725	725	725	725	725
Sports	1 014	1 335	1 344	1 344	1 344	1 344	1 344	606	606
Anciens combattants	321	305	305	305	305	305	305	305	305
Travail	469	563	561	561	561	561	561	561	561
Agriculture	8 573	7 748	7 849	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845
Economie Nationale	2 305	2 203	2 208	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895
Postes et Télécommunications	191	183	196	196	196	196	196	196	196
Mines	372	367	360	360	360	360	360	360	360
Transports et Communications	723	740	740	740	740	740	740	740	740
Travaux Publics	8 082	8 461	8 566	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586
Energie	251	229	245	245	245	245	245	245	245
Affaires Foncières	1 202	1 230	1 241	941	941	941	941	833	833
Plan	680	619	614	614	614	614	614	559	559
Divers	96 720	93 114	92 569	76 740	76 740	167 544	165 395	175 313	317 395
TOTAL	425 300	425 874	428 592	282 969	282 969	389 368	387 828	391 878	533 960

Source : Direction de la Paie, Ministère des Finances
(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions.
(2) Y compris les boursiers étudiant en R.D.C.
(3) Non compris les Provinces occupées par la rebellion à partir de 1998
(4) Y compris les territoires réunifiés

Tableau II.20. BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT
REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. Institutions politiques	**554,2**	**18 800,7**	**15 656,9**	**21 457**	**28 913**	**775 128**	**2 675 842**	**8 695 683**	**26 454 601**
Présidence de la République.	340,8	4 615,1	10 816,9	13 303	15 663	660 153	2 115 313	3 831 685	18 366 573
Compagnons de la Révolution.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assemblée Nationale & H.C.R.	120,6	13 301,9	2 219,6	2 789	-	50 000	-	2 483 428	1 474 365
Bureau du 1er ministre	92,9	883,7	2 620,5	3 218	-	-	-	433 581	677 853
Serv. techn. de la Prés.	-	-	-	-	7182	-	-	-	-
Organismes auxiliaires(3)	-	-	-	-	-	-	315 223	1 006 931	4 795 095
Autres(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	310 743
Magistrature,									
Cours & Tribunaux	-	-	-	2 146	6 068	64 975	184 306	768 096	829 972
Comité Directeur CPP							21 000	96 706	-
Dialogue Inter Congolais							40 000	75 256	-
II. Ministères	**1 696,5**	**6 145,8**	**15 707,0**	**91 341**	**110 643**	**956 073**	**5 877 060**	**19 966 037**	**24 044 836**
Administration du territoire.	64,0	147,5	917,0	4 480	3 495	82 150	84 242	2 210 987	287 402
Affaires Etrangères	52,6	184,4	1 245,1	5 307	3 626	5 940	367 345	5 529 436	2 792 529
Commerce	24,6	79,1	223,7	913	-	2 479	26 765	41 506	57 923
Défense Nationale	650,1	1 440,5	-	18 002	38 041	44 884	2 679 611	4 661 739	12 475 552
Anciens Combattants	2,9	36,9	154,0	913	-	-	24 603	42 335	83 376
Justice	33,1	320,9	983,6	3 480	3 095	6 957	145 998	215 813	614 934
Finances	24,0	184,0	417,8	2 740	3 253	85 500	106 645	341 582	205 569
Economie Nationale	12,0	55,3	149,4	913	2 715	4 112	71 645	242 776	234 864
Education Nationale (1)	36,0	704,7	2 323,3	5 701	4 458	79 737	390 318	698 607	560 847
Information et presse	19,4	238,2	515,8	3 654	2 594	4 167	30 830	110 217	37 187
Agriculture , Pêche & Elevage	12,6	69,4	221,8	914	3 888	80 500	80 772	192 866	134 837
Travaux Publics									-
et Aménagement du Territoire	141,1	316,7	401,3	2 700	3 494	80 500	39 765	138 395	127 559
Mines & Hydrocarbure	48,0	142,9	402,8	2 780	2 759	4 710	83 013	145 900	67 614
Transports et Communications.	44,6	154,3	389,1	2 192	2 759	81 400	38 000	161 024	82 621
Fonction Publique	16,5	98,3	190,5	1 279	3 230	4 323	104 095	1 136 051	104 228
Affaires sociales	12,8	59,2	154,3	903	2 594	11 023	31 000	1 043 482	577 475
Postes, Télégraphes,									
Télégrammes.	24,1	85,9	312,0	1 827	2 602	80 500	38 000	58 927	44 306
Santé Publique	234,8	619,1	1 993,6	8 706	3 394	5 123	191 530	304 752	585 918
Culture et Arts	11,6	56,7	263,8	1 461	2 602	3 500	32 300	81 489	40 455
Energie	16,4	67,9	119,4	1 553	2 579	4 900	32 300	104 758	71 763
Pétrole	-	-	-	3 000	2 645	82 150	-	-	-
Sports & Jeunesse	22,6	110,9	1 442,8	3 106	2 736	5 567	128 765	202 089	1 446 415
Affaires Foncières.	44,8	143,6	535,5	1 370	2 811	4 391	30 000	110 301	139 776
Travail et Prévoyance Sociales.	9,6	68,3	333,3	1 918	-	1 512	197 882	341 867	86 487
Portefeuille	21,5	62,0	133,6	741	2 601	1 500	20 765	126 749	64 774
Environnement	12,5	61,5	121,8	731	-	3 902	25 000	39 776	74 934
Développement rural	2,7	35,7	87,0	457	-	2 696	29 765	48 448	119 430
Plan	15,9	53,9	169,0	816	2 827	4 862	94 706	241 104	205 814
Recherche scientifique	5,4	32,7	159,5	911	-	2 781	60 000	93 045	84 871
Condition Féminine & Famille	-	37,0	114,1	639	-	-	18 000	23 647	127 888
Droits et libertés du Citoyen.	2,3	24,9	2,4	-	-	-	-	-	-
Droits humains	-	-	-	457	2 215	75 200	38 830	110 217	267 713
Budget	33,0	190,8	582,9	1 030	-	4 125	116 706	315 690	728 940
Urbanisme et Habitat	8,9	40,5	152,8	910	-	2 779	23 000	32 396	14 383
Reconstruction	0,0	0,0	0,0	2 187	3 630	83 200		156 396	19 496
Coopération Internationale	20,8	79,9	204,7	1 000	-	3 679	323 645	361 775	58 481
Relations avec le parlement	2,1	12,3	26,8	183	-	-	32 300	50 089	15 844
Réformes Institutionnelles	3,6	18,4	36,4	187	-	-	10 000	20 159	14 365
Relations avec partis politiques.	7,0	18,4	48,7	307	-	-	10 000	27 914	14 973
Petites et Moyennes Entreprises.	0,6	20,9	46,4	240	-	2 062	25 765	47 709	-
Participations et privatisations.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie	1,2	30,7	65,6	426	-	3 262	19 000	31 275	116 205
Industrie & Artisanat (5)	0,9	41,6	65,5	305	-	-	74 154	122 749	65 091
Ministères non identifiés									1 191 997
III. Autres services	**14 222,8**	**66 012,3**	**667 950,9**	**731 888**	**2 014 479**	**16 203 631**	**43 505 000**	**113 780 736**	**198 845 284**
Dette Publique (6)	1 031,0	17 158,6	17 505,7	80 860	209 655	3 080 428	3 373 000	48 191 643	101 870 989
Villes et Provinces	372,1	3 481,5	19 006,4	17 550	23 649	320 346	2 144 000	4 465 971	6 151 492
Dépenses centralisées (2)	11 347,4	43 885,7	528 702,4	532 394	1 617 863	11 812 931	31 829 000	59 423 122	66 888 136
Budgets annexes	1 248,9	595,0	8 690,7	22 308	43 839	989 926	3 261 000	1 500 000	21 975 092
Dépenses pour ordre	223,3	891,5	94 045,7	78 776	119 473	-	2 898 000	200 000	1 959 575
TOTAL	**16 473,5**	**90 958,8**	**699 314,8**	**844 686**	**2 154 035**	**17 934 832**	**52 057 902**	**142 442 456**	**249 344 721**

Source : Ministère du Budget

(1) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

(3) Principalement les Services de Sécurité

(4) Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption

(5) Y compris PME en 2003

(6) Y compris le déficit de la BCC (9.703.950)

Tableau II.21. EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT
REPARTITION PAR MINISTERE

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. Institutions politiques	3 994,89	35 119,44	73 592,46	125 471	93 914	1 639 762	14 880 227	12 547 504	35 509 298
Présidence de la Républ.(3)	2 350,33	22 076,93	41 556,57	125 471	78 045	1 375 430	13 809 613	12 159 552	27 812 418
Conseil Législatif*	179,66	2 824,76	1 830,69	-	-	214 634	286 539	387 952	3 086 463
Bureau du 1er ministre (4)	1 443,27	10 217,75	30 205,20	-	-	-	-	-	3 769 104
Organismes auxiliaires	10,20	-	-	-	15 869	49 698	213 539	-	841 313
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministère délégué à la Présidence	11,43	-	-	-	-	-	570 536	-	-
II. Ministères	3 535,57	57 151,69	135 959,13	79 158	915 057	9 385 781	17 004 453	13 291 005	55 257 231
Droits et Libertés	-	0,20	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains				-	1 020	4 257	146 605	81 054	214 877
Administration du territoire.	27,97	94,47	379,69	1 702	14 542	16 676	93 632	1 579 251	6 629 194
Affaires Etrangères	460,29	1 810,21	5 092,37	3 971	15 918	41 735	637 869	1 411 589	135 606
Défense Nationale	1 081,22	44 805,61	110 051,40	42 788	600 196	2 878 658	5 341 361	4 313 146	23 851 162
Anciens Combattants	-	15,36	-	-	-	305	-	2 232	183 965
Justice	86,45	603,01	437,07	840	7 421	29 171	99 045	270 410	791 924
Finances	560,68	2 231,99	3 400,44	11 087	15 989	500 082	1 681 448	1 586 608	12 396 019
Economie Nationale	13,91	112,67	34,48	267	605	102 700	-	22 431	348 382
Petites et moyennes entreprises	-	-	-	57	605	475	44 916	920	239 456
Education Nationale	251,61	1 355,24	770,99	1 398	19 296	21 856	191 654	342 053	831 381
Information et Presse	26,71	168,23	134,97	708	802	6 121	250 722	267 148	514 164
Agriculture	60,47	122,69	66,98	71	54 428	24 539	138 087	119 864	225 399
Travaux Publics (1)	93,40	789,76	12 159,85	7 620	63 555	75 911	470 000	336 581	848 926
Mines, Industrie et Artisanat	5,52	140,36	20,12	711	1 020	1 053	28 356	40 394	66 477
Transports et Communications.	21,21	13,14	93,80	466	14 024	7 734	4 516	41 773	656 181
Fonction Publique	54,09	1 152,66	276,69	682	2 068	5 312	45 028	66 265	356 906
Postes, Téléphones Télégrammes.	42,65	239,51	208,28	639	905	11 187	14 336	42 810	397 559
Santé Publique	232,54	636,67	776,64	126	20 344	38 563	83 218	182 445	914 309
Développement rural	0,00	0,15	0,53	-	-	842	-	4 848	172 947
Culture et Arts	29,05	50,58	69,73	79	400	31 695	24 366	151 569	263 039
Travail et Prévoyance Sociale	1,07	41,80	1,07	142	-	11 384	26 984	106 374	307 430
Energie	7,23	31,00	6,46	37	1 224	3 630	39 542	20 497	73 277
Pétrole				-	8 388	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie				49	-	687	-	350	9 116
Sports, Loisirs et Jeunesse	157,54	1 368,55	1 554,22	2 377	7 122	38 814	668 160	758 754	1 124 030
Urbanisme et Affaires Foncières.	0,99	9,65	3,97	24	684	126 862	21 452	294 684	292 194
Plan	128,44	256,90	108,31	131	1 928	3 181	128 880	495 587	486 968
Reconstruction				2	43 655	-	-	15 372	80 569
Portefeuille	8,78	4,73	5,36	14	270	2 417	14 844	200	546 051
Commerce	10,08	15,85	38,58	1 112	0	3 229	-	13 227	173 984
Environnement	3,78	61,59	69,03	103	1 045	6 036	-	53 131	434 434
Affaires sociales	1,91	121,78	30,41	135	14 563	26 360	27 503	92 994	503 035
Recherche scientifique	0,28	0,30	3,89	-	-	301	-	1 268	301 735
Condition Féminine	-	1,52	0,55	-	-	681	-	-	5 151
Budget	138,45	827,54	107,57	-	-	12 814	-	128 443	153 334
Coopération internationale	29,25	67,97	54,93	430	3 040	1 006	7 877	38 308	135 606
Relations avec le Parlement	-	-	0,75	-	-	250	-	350	5 676
Réformes institutionnelles								2 409	35 668
Rélation avec les Partis Politiques	-	-	-	1 389	-	450	1 934	517	500
Ministères non identifiés						5 348 807	6 772 118	405 149	550 600
III. Autres services	12 537,06	60 708,84	218 344,95	675 013	3 924 841	11 322 152	33 862 821	99 613 677	127 668 724
Villes et Provinces	0,00	476,85	4 633,56	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241
Dette Publique	2 412,38	26 174,15	29 052,14	27 757	1 104 714	70 221	544 777	25 264 324	20 808 000
Dépenses centralisées (2)	8 631,35	21 180,78	160 917,00	555 034	2 155 708	8 625 878	25 722 072	36 989 170	67 687 281
Dépenses à ventiler	133,95	3 865,80	3 203,05	0	397 044	1 504 067	447 099	25 126 127	24 536 192
Budgets annexes	1 066,57	7 873,64	18 027,47	31 911	81 984	328 239	2 852 105	6 518 496	7 718 010
Budget pour ordre	292,80	1 137,62	2 511,73	6 742	-	-	-	70 929	-
TOTAL	20 067,52	152 979,97	427 896,54	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

(3) Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(4) Secrétariat du Gouvernment

* Assemblée Nationale et Sénat.

Tableau II.22. DEPENSES COURANTES DE L'ETAT PAR NATURE

(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. Biens et services	**19 315**	**141 378**	**419 439**	**843 244**	**4 622 958**	**22 077 861**	**65 529 996**	**119 788 288**	**208 886 812**
1. Rémunérations	7 241	19 059	105 783	527 886	2 079 504	6 963 636	24 030 171	37 752 699	56 123 282
2. Autres biens et services	12 075	122 318	313 656	315 358	2 543 454	15 114 225	41 499 825	82 035 589	152 763 530
Fournitures et matériel [1]	5 131	42 178	46 519	65 551	18 332	43 073	354 950	2 898 383	58 585 763
Frais généraux et divers	4 259	68 308	178 996	161 098	1 037 062	5 163 560	5 730 903	13 976 733	10 132 698
Dépenses extérieures [2]	-	-	-	-	8 031	-	-	75 769	-
Provinces et villes	-	477	4 634	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	126	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	1 007	7 364	12 251	35 141	35 750	112 359	2 152 006	4 341 663	1 765 135
A ventiler	1 677	3 866	71 256	-	1 258 888	9 001 486	28 965 198	55 098 410	75 360 693
II. Versements d'intérêts	**205**	**10 087**	**5 516**	**27 757**	**295 812**	**-**	**-**	**4 624 489**	**6 875 567**
1. Sur dette intérieure	2	160	-	27 757	-	-	-	-	-
Découvert journalier	-	-	-	27 757	-	-	-	-	-
Bons du Trésor	2	160	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	204	9 927	5 516	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567
Dette financière	204	9 927	5 516	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	**547**	**1 515**	**4 119**	**8 640**	**15 042**	**269 834**	**217 505**	**1 039 409**	**2 672 874**
3. Ménages	254	378	319	217	5 033	13 985	137 264	293 062	2 380 376
Bourses d'études	-	11	5	83	15	1 277	23 379	28 309	-
Pensions civiles et militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	784 438
Soins médicaux	203	296	292	37	5 018	12 566	105 592	264 753	1 595 938
Divers [4]	51	70	22	96	-	142	8 293	-	-
4. A l'étranger [5]	-	-	1 178	1 681	3 015	3 798	80 241	595 141	292 498
Total [6]	**20 068**	**152 980**	**429 074**	**879 641**	**4 933 812**	**22 347 695**	**65 747 501**	**125 452 186**	**218 435 253**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

[1] Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

[2] Principalement les représentations diplomatiques

[3] Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales

[4] Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat

[5] Concerne les cotisations à des organismes internationaux

[6] Ce total diffère de celui du tableau II.21. Il comprend les dépenses de matériel militaire qui figurent au Budget en capital mais n'inclut pas les charges d'amortissement de la dette publique.

Tableau II.23. BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT-REPARTITION PAR MINISTERE

(en milliers de CDF)

Ministères	Autorisations d'engagement									Crédits de paiement								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Présidence	-	972	2 239	6 115	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409	-	972	2 239	6 115	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409
Affaires étrangères	-	-	-	-	-	21 552	-	31 268	6 714	-	-	-	-	-	21 552	-	31 268	6 714
Commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Finances	-	158	11 579	21 646	-	224 477	150 915	150 044	147 869	-	158	11 579	21 646	-	224 477	150 915	150 044	147 869
Education Nationale	523	2 057	7 400	15 227	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998	523	2 057	7 400	15 227	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998
Information	112	927	-	4 000	-	94 017		406 705	170 435	112	927	-	4 000	-	94 017	-	406 705	170 435
Agriculture,Pêche et Elevage	140	429	1 638	4 482	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692	140	429	1 638	4 482	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692
Developpement rural	-	316	-	2 000	-	-	82320	-	150 070	-	316	-	2 000	-	-	82 320	-	150 070
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	428	3 858	5 084	10 898	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333	428	3 858	5 084	10 898	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333
Mines et Affaires Foncières	-	90	52	143	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455	-	90	52	143	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455
Transports et Communications	122	2 418	1 207	3 302	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464	122	2 418	1 207	3 302	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464
Postes,Téléphones Télégrammes.	143	1 537	-	3 000	-	105 963	22 103	258 769	34 091	143	1 537	-	3 000	-	105 963	22 103	258 769	34 091
Santé Publique	281	1 772	2 508	6 854	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384	281	1 772	2 508	6 854	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384
Energie	305	2 757	-	2 000	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207	305	2 757	-	2 000	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207
Jeunesse et Sports	-	-	-	-	-	9920		33 501	122 423	-	-	-	-	-	9920	-	33 501	122 423
Défense Nationale [1]	-	158	168	453	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942	-	158	168	453	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942
Culture et Arts	-	136	169	465	-	12 963		63 911	13 723	-	136	169	465	-	12 963	-	63 911	13 723
Portefeuille	-	-	260	715	-	300	89 180	-	7 515	-	-	260	715	-	300	89 180	-	7 515
Environnement	38	429	1 521	4 160	-	-	23 923	368 513	145 223	38	429	1 521	4 160	-	-	23 923	368 513	145 223
Plan	81	678	2 500	6 830	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090	81	678	2 500	6 830	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090
Justice	-	-	-	-	21250	55512	-	134 005	12 461	-	-	-	-	21250	55512	-	134 005	12 461
Administration du Territoire	102	1 808	2 383	6 508	-	172 160	-	67 002	7 301	102	1 808	2 383	6 508	-	172 160	-	67 002	7 301
Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affaires sociales	17	194	520	1 418	-	48 478	-	98 302	26 414	17	194	520	1 418	-	48 478	-	98 302	26 414
Recherche scientifique	-	542	-	1 500	-	-	-	-	11 515	-	542	-	1 500	-	-	-	0	11 515
Travail	-	-	78	215	-	-	24 166	90 203	197 448	-	-	78	215	-	-	24 166	90 203	197 448
Fonction Publique	14	90	234	644	-	50 628	-	51 369	11 029	14	90	234	644	-	50 628	-	51 369	11 029
Economie Nationale	-	90	104	286	-	102 822	-	-	4 971	-	90	104	286	-	102 822	-	-	4 971
Conseil Législatif	-	136	581	1 585	-	50 000	50 870	68 122	18 921	-	136	581	1 585	-	50 000	50 870	68 122	18 921
Condition Féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	3 150	-	-	-	-	-	-	-	-	3 150
Anciens Combattants	-	45	-	1 500	-	-	-	-	751	-	45	-	1 500	-	-	-	-	751
Budget	20	956	3 384	9 249	-	-	10 845	-	33 023	20	956	3 384	9 249	-	-	10 845	-	33 023
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	-	50 913	-	-	-	-	-	-	-	-	50 913	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	12 813	-	-	-	-	-	-	-	-	12 813
Petites et Moyennes Entreprises	-	45	-	4 000	-	-	-	329 720	41 387	-	45	-	4 000	-	-	-	329 720	41 387
Reconstruction et Service National	-	-	-	-	94 166	662 498	36 484	-	43 969	-	-	-	-	94 166	662 498	36 484	-	43 969
Pétrole	-	-	-	-	21 250	114 966	41 416	-	-	-	-	-	-	21 250	114 966	41 416	-	-
Autres	-	-	-	-	27 044	166 287		43 192	35 121	-	-	-	-	27 044	166 287	-	43 192	35 121
Total	2 325	22 601	43 608	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	2 325	22 601	43 608	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

Tableau II.24. BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT
REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT PAR SECTEUR
(en milliers de CDF)

SECTEURS	Valeurs courantes									Structure en %								
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. Projets économiques et sociaux	1 016,1	12 625,7	33 121,5	78 548	600 280	4 155 223	858 191	3 982 083	6 316 674	43,7	55,9	76,0	65,9	65,9	65,9	40,6	49,6	54,6
Projets économiques	229,7	5 902,1	22 377,0	46 247	356 445	2 568 371	611 005	2 648 085	2 109 308	9,9	26,1	51,3	38,8	39,1	40,7	28,9	33,0	18,2
Projets sociaux	786,4	6 723,6	10 744,5	32 301	243 835	1 586 852	247 186	1 333 998	4 207 366	33,8	29,8	24,6	27,1	26,8	25,2	11,7	16,6	36,4
B. Equipement des administrations	217,0	3 781,2	10 226,6	23 958	183 090	1 267 375	491 405	1 740 774	4 821 577	9,3	16,7	23,5	20,1	20,1	20,1	23,3	21,7	41,7
C. Depenses militaires	0,0	158,2	0,0	-	-	-	63 747	405 951	57 942	-	0,7	-	-	-	-	3,0	5,1	0,5
D. Investissements indirects	1 091,6	6 035,6	260,0	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	47,0	26,7	0,6	14,0	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2
Participations dans les entreprises en République Dém.du Congo	1 091,6	6 035,6	260,0	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	47,0	26,7	0,6	14,0	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-			
TOTAL	2 324,6	22 600,7	43 608,1	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Budget

Tableau II.25. EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT
REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

Ministères	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Présidence.	-	-	-	2 540	385 426	260 000	352 534	268 883	1 408 000
2. Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Finances	-	-	-	-	969	22 000	94 500		17 600
4. Education Nationale	21,77	198,4	669,9	-	-	-	-	12 101	6 000
5. Information	2,08	-	-	-	-	-	-	-	45 000
6. Agriculture	-	20,5	77,3	-	11 920	82 646	53 340	116 012	209 000
7. Travaux Publics	875,44	11737,9	34018,7	4 786	53 029	299 701	931 139	3 995 833	1 691 130
8. Mines et Affaires Foncières.	-	0,0	-	-	67 000	-	-	-	-
9. Transports et Communications.	-	0,0	-	-	3 700	964	-	39 379	-
10. Postes,Télégraphes Télé.	-	103,3	301,5	-	-	-	-	-	-
11. Santé Publique	17,00	31,7	192,8	-	7 095	1 533	5 000	51 213	683 600
12. Energie	-	1096,1	3208,6	-	-	-	-	-	41 000
13. Défense Nationale	138,02	31,7	11,6	-	-	-	-	234 528	275 000
14. Portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15. Environnement	-	-	-	-	2 200	-	-	-	-
16. Plan	-	-	-	-	-	57 000	100 360	13 000	-
17. Développement rural	-	21,3	177,3	-	-	-	-	7 000	-
18. Justice	-	-	-	-	-	-	-	-	52 000
19. Affaires sociales	-	-	-	-	-	5 863	-	25 180	56 500
20. Affaires étrangères	-	-	-	-	-	-	156 710	6 881	73 100
21. Travail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23. Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24. Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25. Budget	-	-	-	-	-	-	-	-	17 000
26. Fonction Publique	-	-	-	-	-	956	-	3 350	-
27. Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28. Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29. Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30. Urbanisme & Habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31. Commerce Extérieur	-	-	-	1 125	-	-	-	-	-
32. Reconstruction	-	-	-	-	15 000	-	-	-	-
33. Intérieur	-	-	-	-	7 622	-	-	-	-
34. Appui budgétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	9 509 808
TOTAL	**1 054,31**	**13240,9**	**38 657,7**	**8 451**	**553 961**	**730 663**	**1 693 583**	**4 773 360**	**14 084 738**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.26. DEPENSES PUBLIQUES EN CAPITAL DU CADRE BUDGETAIRE
REPARTITION PAR SECTEUR
(en milliers de CDF)

Secteurs	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
I. Acquisition des biens de capital	**1 054**	**13 241**	**38 658**	**8 451**	**553 961**	**730 663**	**1 693 583**	**4 773 360**	**14 084 738**
A. Infrastructure économique	996	7 538	22 035	7 326	152 743	279 327	455 281	374 554	568 910
1. Voies de communications	996	7 517	19 837	7 326	69 523	196 681	295 316	96 636	568 910
Routes, ponts et chaussées	995,6	6 956,1	16 798,4	7 326	69 523	195 717	295 316	96 636	568 910
Voies fluviales	-	488,5	2 437,5	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	40,6	348,1	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	32,0	253,2	-	-	964	-	-	-
2.Agriculture	-	20,5	2 197,7	-	16 220	82 646	159 965	277 918	-
3.Mines	-	-	-	-	67 000	-	-	-	-
B. Infrastructure sociale et collective	54,5	4 300,5	12 370,5	1 125	394 539	357 146	1 043 349	2 999 065	10 650 508
1. Enseignement	23,3	193,5	1 059,2	-	-	-	-	-	-
2. Santé publique	17,0	1 116,1	2 124,1	-	4 495	1 533	-	57 213	-
3. Urbanisme	-	2 908,0	7 885,2	-	15 500	13 760	171 057	76 807	230 278
4. Information	2,1	71,3	918,1	-	-	-	-	-	-
5. Divers	12,1	11,7	383,9	1 125	374 544	341 863	872 292	2 865 045	10 420 230
C. Equipement des administrations	4,2	1 371,0	4 159,6	-	6 679	94 190	194 953	1 399 741	2 865 320
1. Constructions civiles	4,2	478,3	1 956,0	-	6 679	94 190	158 593	1 147 282	973 810
2. Matériel durable (1)	-	892,7	2 203,6	-	-	-	36 360	252 459	1 891 510
D. Constructions militaires	-	31,7	92,8	-	-	-	-	-	-
II. Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**1 054,3**	**13 240,9**	**38 657,7**	**8 451**	**553 961**	**730 663**	**1 693 583**	**4 773 360**	**14 084 738**

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.
(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.27. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE LIBELLEE EN MONNAIE NATIONALE
(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
A. Auprès des institutions monétaires	**1 094,81**	**36 539**	**303 632**	**554 643**	**3 189 565**	**13 729 730**	**12 488 137**	**-10 800 327**	**-1 566 412**
Banque Centrale du Congo	1 014,38	36 296	271 848	528 342	3 143 593	14 019 715	13 326 500	-7 656 004	5 750 705
Banques de dépôts	80,43	244	31 784	26 301	45 972	-289 985	-838 363	-3 144 323	-7 317 117
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux (1)	**0,02**	**0,02**	**0,02**	-	-	-	-	-	-
C. Autres créanciers (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	**1 094,83**	**36 539**	**303 632**	**554 643**	**3 189 565**	**13 729 730**	**12 488 137**	**-10 800 327**	**-1 566 412**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf tableau IV.22.
(2) U.S.A.I.D. : Recettes de ventes de produits agricoles remboursables en $ US ou en zaires à l'option de l'Etat zairois en tranches annuelles de 114.000 zaires.

Tableau II.28. COUVERTURE DES BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
(en milliers de CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Besoins nets de financement	529,1	-35 445,0	-267 093,0	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 593	23 288 464	-9 233 915
Moyens de financement :	-529,1	35 445,0	267 093,0	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-23 288 464	9 233 915
A. Financement intérieur monétaire (1)	**-462,5**	**35 444,5**	**267 092,5**	**251 011**	**2 634 922**	**10 540 165**	**-1 241 593**	**-23 288 464**	**9 233 915**
Banque Centrale du Congo	-363,3	35 281,4	235 552,5	256 494	2 615 251	10 876 122	-693 215	-20 982 504	13 406 709
Banques de dépôts	-99,1	163,1	31 540,0	-5 483	19 671	-335 957	-548 378	-2 305 960	-4 172 794
B. Financement intérieur non monétaire	**-66,7**	**0,5**	**0,5**	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-66,7	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-
C. Financement extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1. Recours brut aux crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits financiers en devises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux en devises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits en zaires (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Remboursement de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo
(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics.
(2) Il s'agit des variations des soldes des fonds de contrepartie

TITRE III

LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

APERÇU GENERAL

Les relations économiques internationales de la RDC ont été marquées en 2003 par l'accession du pays au point de décision de l'Initiative PPTE renforcée, au mois de juillet. Cette décision lui a permis de bénéficier des annulations d'au moins 90 % du service de la dette dû entre le 31 juillet 2003 et le 30 juin 2005.

Les mesures mises en œuvre dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement ont favorablement affecté le secteur extérieur. Les échanges commerciaux se sont globalement accrus de 73,2 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, du fait de l'augmentation des exportations et des importations.

La monnaie nationale a connu une appréciation de 2,6 % au terme de l'année 2003. Cette situation est attribuable notamment à la politique monétaire prudente appliquée par la Banque Centrale, consistant à contenir l'accroissement des liquidités intérieures aux besoins réels de l'économie. S'agissant des transactions sur le marché des changes, elles ont connu une hausse de 35,7 % en 2003.

Il sied de relever que la Banque Centrale du Congo a modifié, le 13 février 2003, les textes de la Réglementation du change en vue de les conformer aux dispositions de l'article VIII des Statuts du FMI, en ce qui concerne les restrictions de change et/ou pratiques de taux de change multiples.

Le stock de la dette a progressé de 4,0 % au 31 décembre 2003, se chiffrant à 10.722,7 millions de USD contre 10.311,9 millions à fin décembre 2002 à la suite des nouveaux crédits obtenus des Institutions multilatérales et des intérêts générés par la dette rééchelonnée. Le service effectué s'est situé à 124,44 millions de USD, dont 75,47 millions en principal et 48,97 millions en intérêts. Les arriérés sur le service de la dette à cette date se sont chiffrés à 1.016,69 millions de USD et concernent essentiellement les créanciers avec lesquels les négociations bilatérales sont en cours, à savoir le Club de Kinshasa, la Banque Nationale de Belgique et les anciens propriétaires des biens zaïrianisés.

La balance des paiements s'est soldée par un déficit plus important que celui enregistré en 2002, soit 5,5 % du PIB en 2003 contre 0,8 % une année plus tôt.

Les décaissements au titre des dons effectués par les partenaires extérieurs au profit du pays se sont accrus de 28,2%, atteignant 552,9 millions de USD contre 431,2 millions en 2002. Ils ont représenté 9,7 % du PIB en 2003 contre 7,8 % une année plus tôt.

CHAPITRE I

LE COMMERCE EXTERIEUR

En 2003, les échanges commerciaux de la RDC ont totalisé 5.570,0 millions de USD contre 3.216,3 millions en 2002, soit une augmentation de 73,2 %. Les exportations CIF et les importations FOB ont connu des accroissements respectifs de 63,9 % et 90,3%.

Les échanges commerciaux ont représenté 98,1 % du PIB en 2003 contre 57,6 % en 2002. Les exportations ont atteint 60,3 % du PIB et les importations 37,8 %.

I. COURS DES MATIERES PREMIERES

1. Produits miniers

L'indice des cours des produits miniers s'est établi à 89, 6 points en 2003 contre 84,6 en 2002, enregistrant ainsi une hausse de 5,9 %. Cette situation est imputable principalement à la bonne tenue des cours du cobalt, du pétrole brut et du diamant qui ont connu des hausses respectives de 57,4 %, 5,8 % et 5,3 %.

La hausse des cours des trois produits susmentionnés découle d'une demande plus importante que l'offre durant l'année 2003.

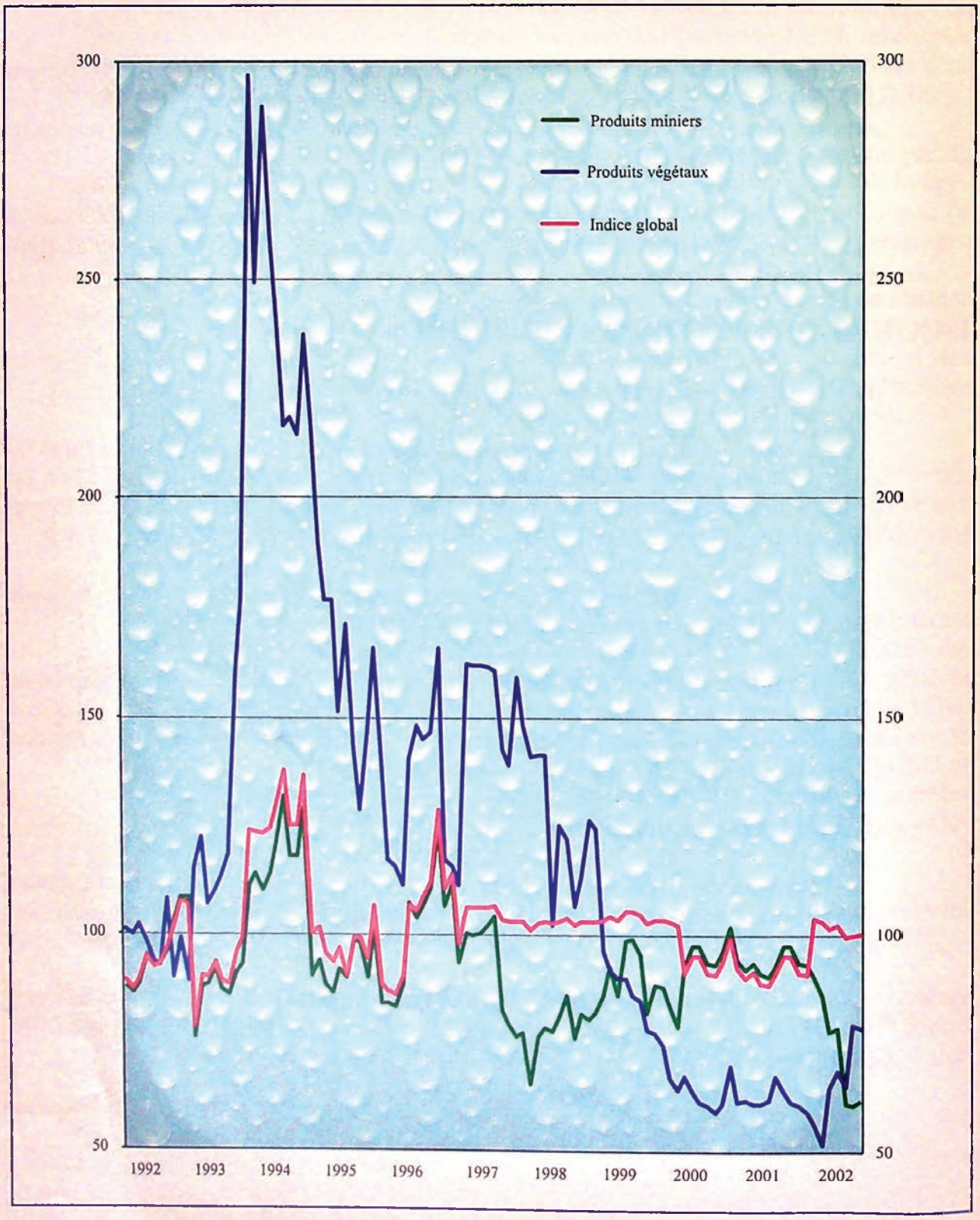
Par contre, le cours du cuivre a connu une baisse de 0,8 % sur le marché de Bruxelles et une stagnation sur celui de New York. Cette situation s'explique essentiellement par l'augmentation des stocks de ce produit détenus par le London Metal Exchange.

2. Produits végétaux

Situé à 56,3 points en 2002, l'indice des cours des produits végétaux intéressant l'économie congolaise s'est établi à 67,9 points en 2003, soit une hausse de 20,6 %.

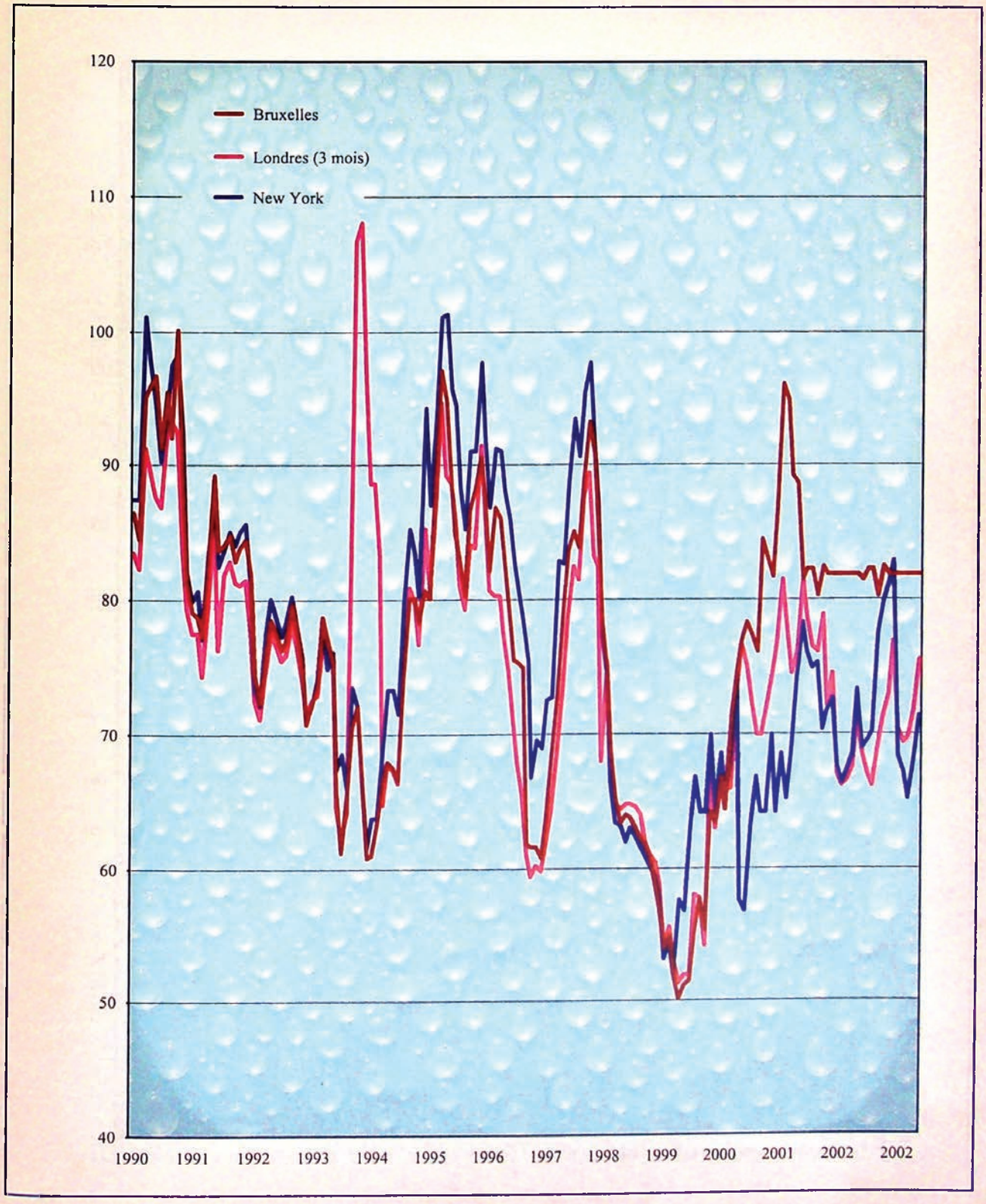
Les cours de tous les produits ont évolué à la hausse, à l'exception de ceux du café arabica et du cacao, à la suite d'une demande soutenue face à une offre déficitaire.

Graphique 13. Cours des principaux produits exportés (1)
(base 1990 = 100)



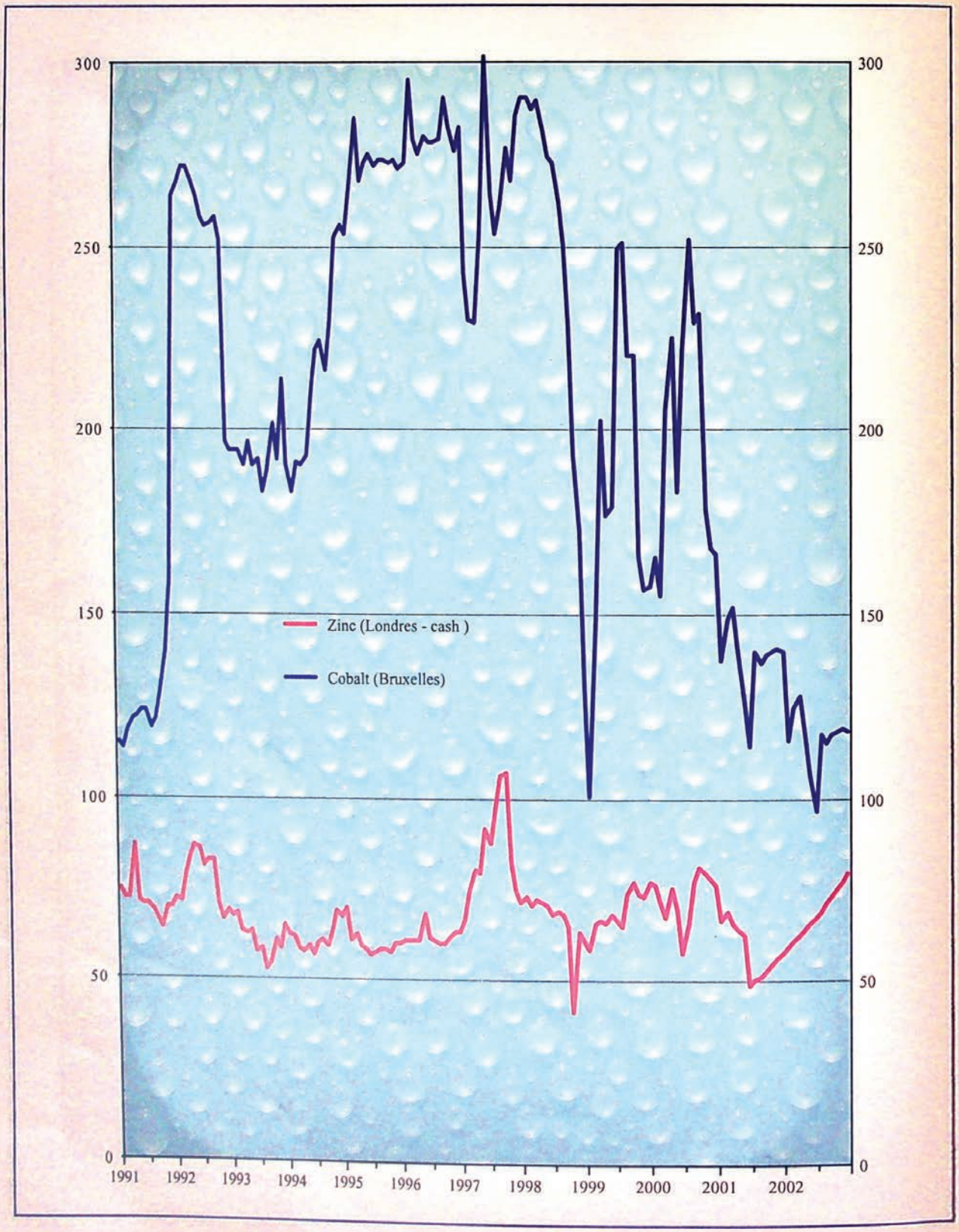
(1) Cfr. Tableau III.15

Graphique 14. Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York (1)
(en milliers de FB/tonne métrique)



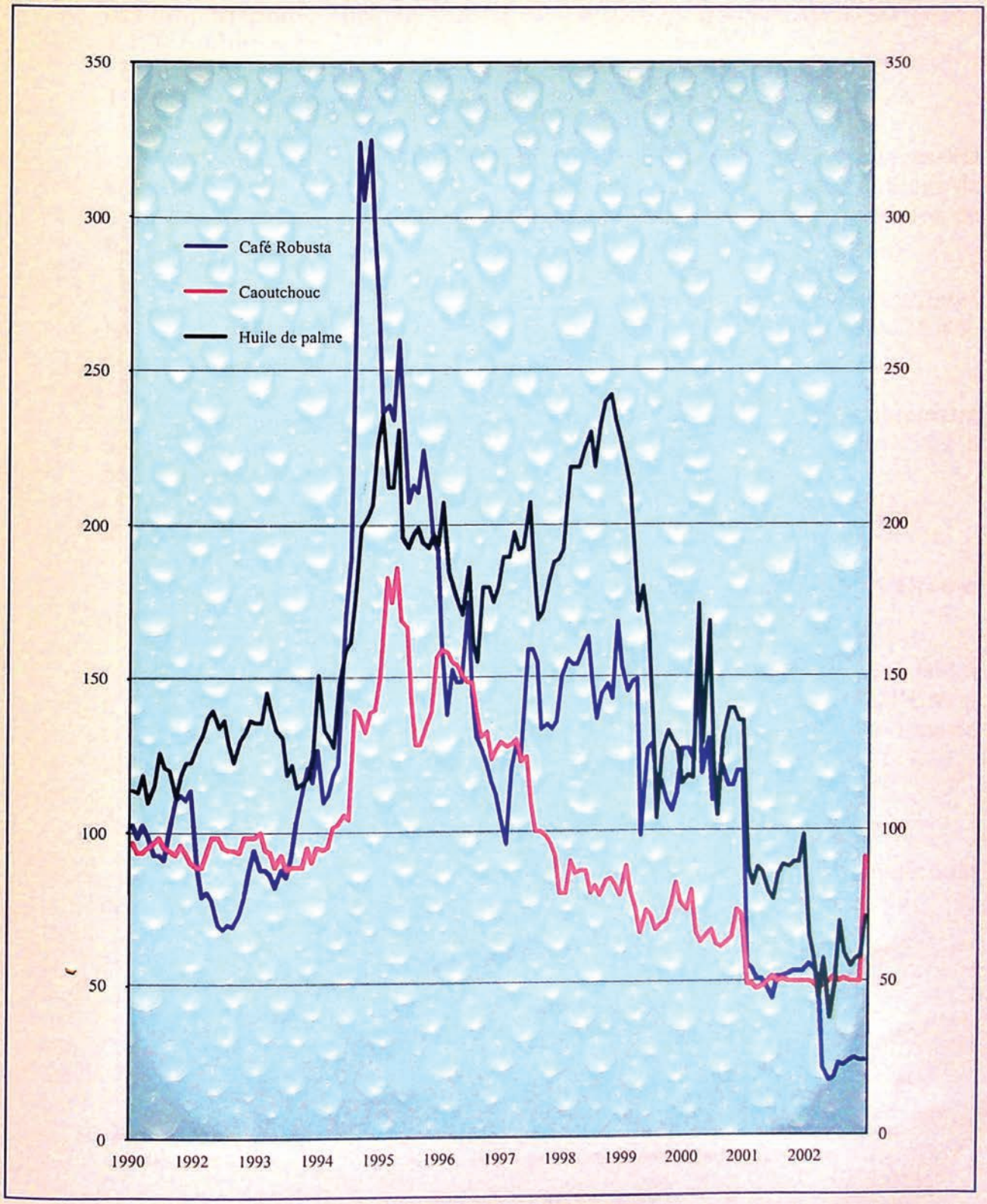
(1) Cfr. Tableau III.13

Graphique 15. Cours des principaux produits minéraux exportés (1)
(base = 100)



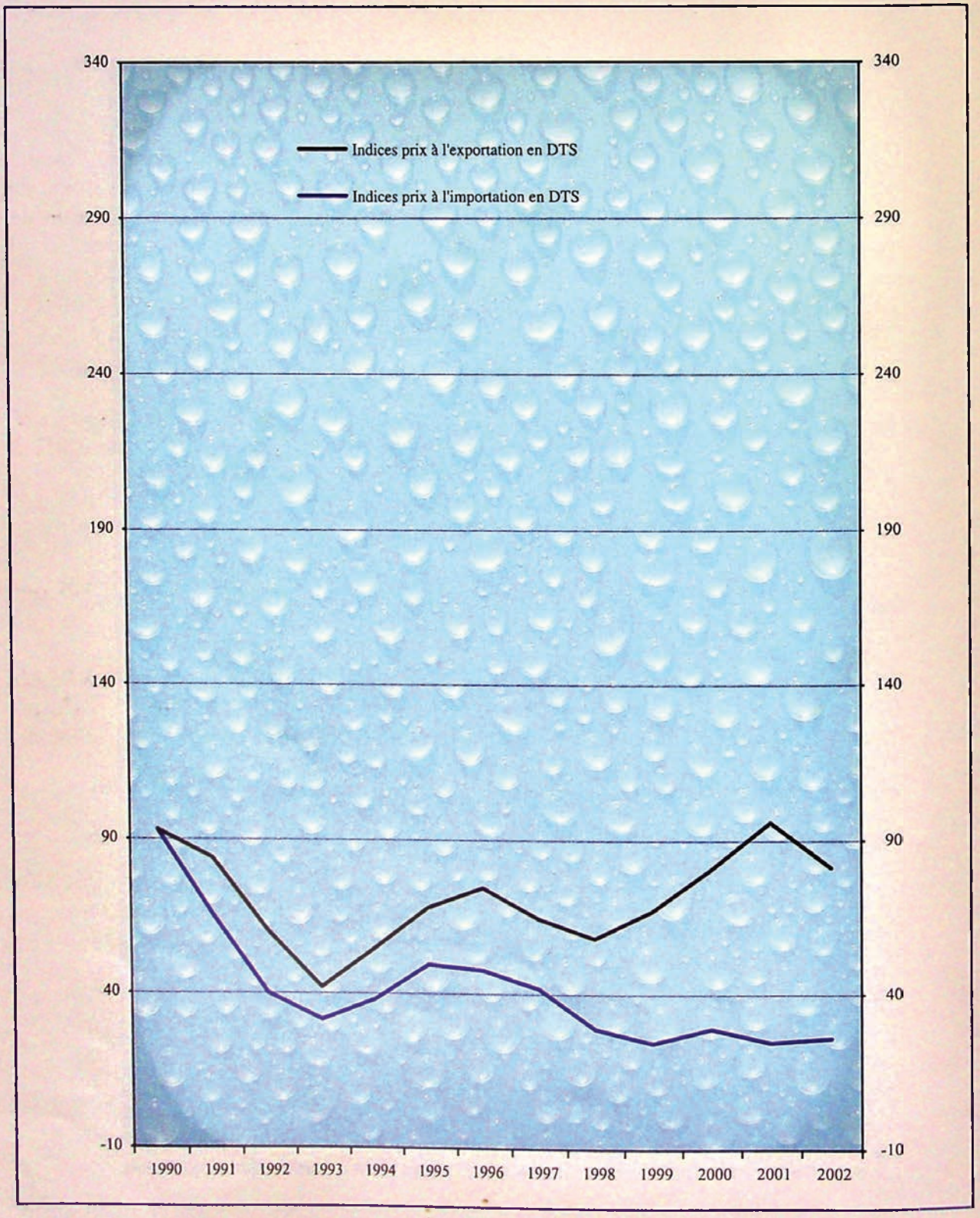
(1) Cfr. Tableau III.13

Graphique 16. Cours des principaux produits végétaux exportés [1]
(base 1990 = 100)



(1) Cfr. Tableau III. 14

Graphique 17. Indices des prix à l'exportation et à l'importation (1)
(base = 100)



(1) Cfr. Tableau III. 13

II. ECHANGES COMMERCIAUX

De 2.088,2 millions de USD en 2002, les exportations se sont chiffrées à 3.422,9 millions en 2003, soit un accroissement de 63,9%. S'agissant des importations, elles se sont situées à 2.147,1 millions de USD contre 1.128,1 millions en 2002, accusant ainsi une hausse de 90,3 %.

1. Destination des exportations

En 2003, les exportations à destination de pays de l'OCDE ont représenté 82,9% du total. Celles vers l'Union européenne ont atteint 2.013,0 millions de USD en 2003 contre 1.228,1 millions en 2002, accusant une augmentation de 63,9 %.

Les exportations vers l'Amérique du Nord et le Japon se sont chiffrées respectivement à 560,9 millions de USD et 130,5 millions et ont représenté 16,4 % et 3,8 % du total.

Les exportations vers les pays non membres de l'OCDE ont enregistré un accroissement de 63,9 %, passant de 358,3 millions de USD en 2002 à 587,3 millions en 2003.

2. Origine des importations

Les importations en provenance des Etats non membres de l'OCDE ont atteint 1.182,5 millions de USD contre 621,3 millions en 2002.

Les importations provenant des pays de l'OCDE se sont chiffrées à 964,8 millions de USD contre 506,9 millions en 2002. Celles venant de l'Union européenne se sont établies à 693,2 millions de USD contre 364,2 millions l'année précédente.

3. Termes de l'échange

Les termes de l'échange se sont améliorés en 2003. Cette situation découle de la hausse des prix à l'exportation et de la baisse des prix à l'importation.

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES

I. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

La monnaie nationale a connu une appréciation de 2,6 % au terme de l'année 2003. En effet, le taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain s'est établi à 372,5 CDF le dollar au 30 décembre 2003 contre 382,1 CDF une année plus tôt. Toutefois, cette évolution occulte des variations divergentes au cours de l'année 2003, à savoir des dépréciations aux mois de janvier (-8,2 %) et d'octobre (-4,9 %) et une appréciation en septembre (+17,0 %). Une relative stabilité a été observée au cours des neuf autres mois, avec une appréciation moyenne mensuelle de 0,1%.

Cette relative stabilité est attribuable notamment à la politique monétaire prudente appliquée par la Banque Centrale au cours de cette période, consistant à contenir l'accroissement des liquidités intérieures aux besoins réels de l'économie.

Cette politique a été mise en oeuvre dans un contexte caractérisé par l'amélioration de l'offre de devises dans l'économie, grâce notamment aux apports financiers extérieurs et à l'accroissement des exportations.

Il importe de signaler que la dépréciation de la monnaie nationale observée au mois de janvier 2003 (-8,2 %) est imputable, d'une part, aux effets des émissions monétaires opérées en décembre 2002 en vue de liquider deux mois de salaires des agents des services publics, de l'armée et de la police à la veille des fêtes de fin d'année et, d'autre part, à la pression saisonnière observée au cours de ce mois où les entreprises convertissent le franc congolais en dollars pour reconstituer leur stock de marchandises.

Par ailleurs, sa forte appréciation au mois de septembre 2003 résulte de l'amélioration de l'offre de devises sur le marché à la suite de l'apport ponctuel des devises supplémentaires consécutif à la réalisation du projet de départ volontaire des agents de la Gécamines financé par la Banque mondiale.

Tableau III.1. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE A KINSHASA
(CDF/1USD)

	Décembre 2002	Décembre 2003	Variation en %
Cours indicatif (1)	382,14	372,52	2,6
Cours libre	380,26	372,76	2.0
Ecart en %	0,49	0,06	

Source : Banque Centrale du Congo
(1) cours indicatif des opérations de la BCC

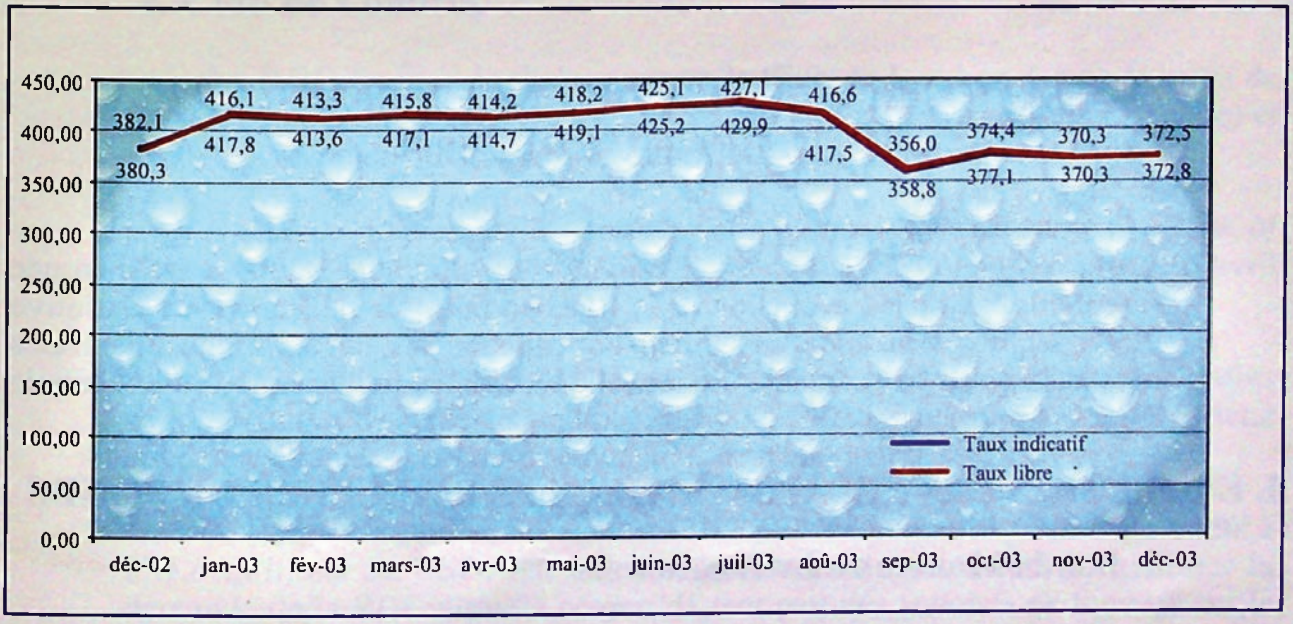
L'évolution du taux de change en 2003 dans les différentes provinces se présente de la manière suivante :

Tableau III. 1. bis. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE DANS LES GRANDES VILLES DU PAYS
(CDF/ 1 USD)

	Décembre 2002	Décembre /2003	Variation en %
KINSHASA	382,14	372,52	2,58
BOMA	342,50	370,00	-7,43
BANDUNDU	342,50	365,00	-6,16
MBANDAKA	337,50	380,00	-11,18
LUBUMBASHI	335,00	375,00	-10,67
MBUJI-MAYI	347,50	380,00	-8,55
KANANGA	342,50	375,00	-8,67

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 18. Evolution des taux de change indicatif et libre en 2003 (1)
(CDF/ 1 USD)



(1) Il s'agit des taux fin période

II. EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES

Le cumul des transactions en devises dénouées au cours de l'année 2003 a atteint 435,9 millions de USD contre 321,3 millions une année plus tôt, soit un accroissement de 35,7 %.

Cette situation s'explique par les apports des partenaires extérieurs et par l'accroissement des recettes d'exportations à la suite notamment de la mise en place du processus de Kimberley, depuis janvier 2003, qui a permis de drainer une quantité importante du diamant dans le circuit officiel. En effet, le processus de Kimberley est un système de certification et de contrôle visant à éliminer de la chaîne de production, d'exportation et d'importation le diamant de guerre utilisé par les mouvements rebelles ou leurs alliés pour financer des conflits qui déstabilisent les gouvernements légitimes.

Les ventes des devises se sont établies à 247,0 millions de USD et les achats à 188,9 millions, soit respectivement 56,7 % et 43,3 % du total des transactions. La part de la BCC a été de 15,4 %, celle des banques agréées et des bureaux de change respectivement de 74,9 % et 9,7 %.

CHAPITRE III

LA SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 2003

La situation de la dette extérieure au cours de l'année 2003 a été marquée essentiellement par l'accession de la RDC au point de décision de l'Initiative PPTE renforcée au mois de juillet. Par ailleurs, les négociations bilatérales consécutives au Procès-verbal de consolidation de la dette signé avec le Club de Paris le 13 septembre 2002 ont été finalisées.

I. EVOLUTION DES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

1. Fonds Monétaire International

Les services du FMI ont procédé, en avril 2003, à la deuxième revue du Programme Economique du Gouvernement. L'exécution du Programme ayant été jugée globalement satisfaisante, la RDC a procédé à deux tirages de 35 millions de USD et 36 millions respectivement en mars et juillet 2003 sur les ressources de la FRPC. A fin décembre, les utilisations sur la FRPC ont totalisé 602,6 millions de USD, soit un taux d'utilisation de 80,3 %.

La troisième revue du PEG s'est déroulée en novembre 2003 et devait conduire à un tirage de 40,7 millions de USD au premier trimestre de 2004.

2. Banque mondiale

Selon les données provisoires, les décaissements de la Banque mondiale au profit de la RDC ont atteint 209,1 millions de USD au terme de l'année 2003.

Il est à noter que cette Institution a accordé à la RDC plusieurs financements au cours de cette période, à savoir un don de 164,0 millions de USD au titre du projet de soutien au processus de réunification économique et sociale du pays, un prêt d'appui budgétaire de 50,0 millions de USD dont 10,0 millions destinés à l'impression des signes monétaires et 18,0 millions à la restructuration du système bancaire. Par ailleurs, un prêt de 120,0 millions de USD destiné au renforcement de la compétitivité du secteur privé et un autre de 187,0 millions pour le renforcement du barrage d'Inga ont également été accordés.

3. Club de Paris

En exécution du Procès-verbal du 13 septembre 2002, les accords bilatéraux ont été signés avec tous les créanciers, à l'exception des Emirats Arabes Unis (EAU), au cours de l'année 2003. Les négociations avec ce dernier créancier sont en cours.

4. Club de Londres

La RDC a repris le dialogue avec le Club de Londres depuis le mois de février 2003, à travers des contacts avec la banque de service (Bank of Tokyo) et les deux créanciers les plus importants, à savoir la Belgolaise et la Citibank.

Il sied de relever que les arriérés de la prime de service envers la Bank of Tokyo ont été apurés en août 2003 et les frais de service pour la période d'avril 2003 à mars 2004 ont été payés.

En septembre 2003, la RDC et ses principaux créanciers du Club de Londres se sont réunis à Bruxelles pour procéder à la conciliation des statistiques de la dette envers ce Club et examiner les modalités de règlement des arriérés.

Au terme de cette réunion, le stock de la dette envers ce Club a été arrêté à 833,6 millions de USD. Par ailleurs, les banques ont accepté d'examiner la demande de la RDC visant à obtenir de leur part des annulations fondées sur le principe de comparabilité de traitement, en référence aux conditions de Cologne auxquelles le pays peut prétendre depuis son accession au point de décision de l'Initiative PPTE renforcée.

5. Club de Kinshasa

Les négociations pour la restructuration de la dette envers les créanciers de ce groupe menées en 2003 ont abouti à la signature de treize accords d'allègement de dettes allant de 27 % à 90 %. D'autres rencontres ont été programmées pour 2004 en vue de finaliser les négociations avec ce Club.

II. STOCK DE LA DETTE

Le stock de la dette a progressé de 4,0 % au 31 décembre 2003, se situant à 10.722,7 millions de USD contre 10.311,9 millions à fin décembre 2002. Cette évolution s'explique par les nouveaux crédits obtenus des Institutions multilatérales et les intérêts générés par la dette rééchelonnée.

Le stock de la dette représente 753,7 % des exportations des biens et services et 188,8 % du PIB. La part relative des dettes à moyen et long termes a été de 98,4 % du total et celle des dettes à court terme de 1,6 %.

Par ailleurs, ce stock de la dette est constitué de 97,0 % d'encours, de 1,9 % d'intérêts et de 1,1 % d'intérêts de retard.

Le Club de Paris et les institutions multilatérales, principaux créanciers, détiennent respectivement 56,0 % et 35,6 % du stock global.

III. SERVICE DE LA DETTE

Au 31 décembre 2003, le service effectué s'est chiffré à 124,44 millions de USD, dont 75,47 millions en principal et 48,97 millions en intérêts. Ces paiements ont été exécutés au profit du Club de Paris pour 91,76 millions de USD, des Institutions Multilatérales pour 28,71 millions, du Club de Kinshasa pour 3,45 millions et du Club de Londres pour 0,52 million.

Les paiements en faveur des multilatéraux ont concerné l'IDA pour 22,22 millions de USD, le FAD à concurrence de 5,23 millions de USD, la BADEA pour 0,60 million de USD, la MIGA pour 0,49 million de USD et l'OPEC FUND à hauteur de 0,17 million de USD.

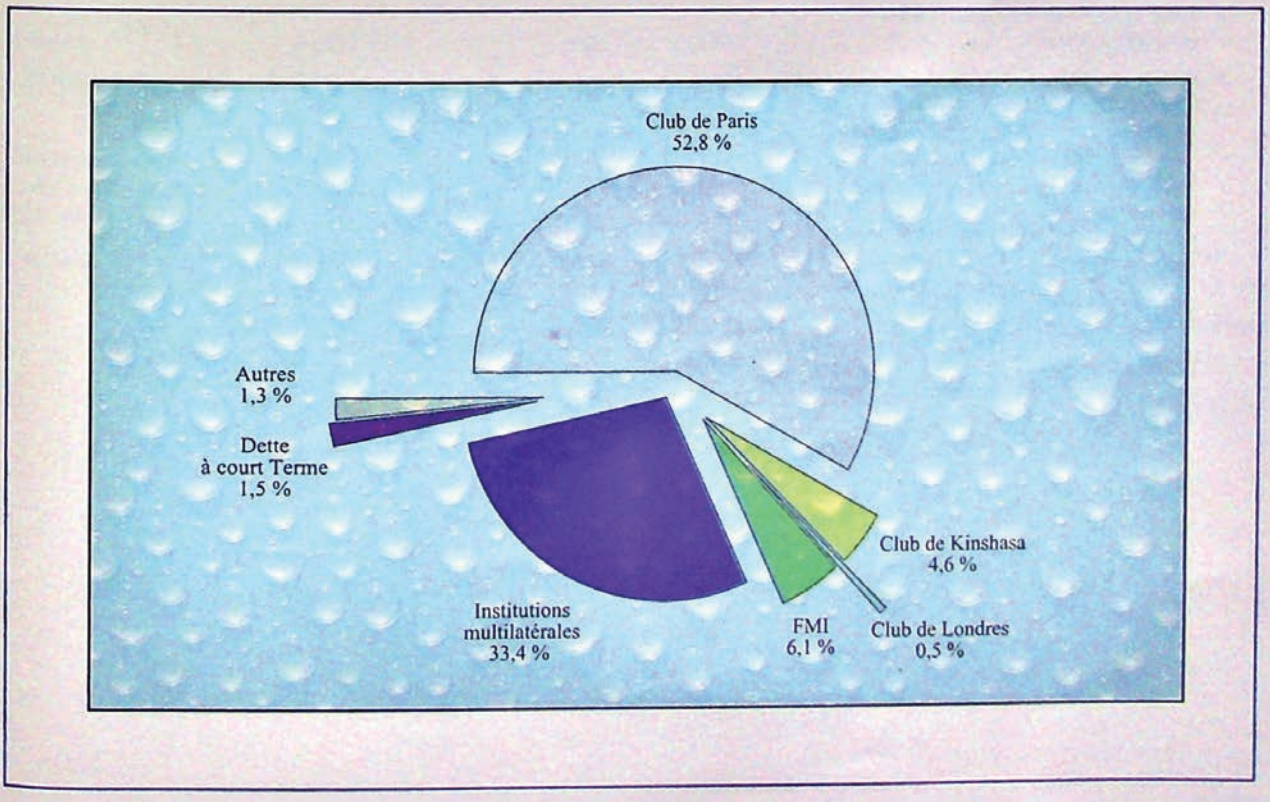
Tableau III. 2.a. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 2003.

(en millions de USD)

	Encours	Intérêts	Intérêts de retard	Stock
I. Dette à Moyen et long termes	**10.233,51**	**203,69**	**115,61**	**10.552,81**
1. Dette négociée	**10.093,18**	**198,83**	**115,61**	**10.407,62**
Club de Paris	5.945,68	61,77	-	6.007,45
Dette consolidée	5.667,60	61,77	-	5.729,37
Dette non consolidée	278,08	-	-	278,08
Club de Kinshasa	352,52	96,47	74,99	523,98
Club de Londres	28,57	12,80	17,45	58,82
Institutions multilatérales	3.766,41	27,79	23,17	3.817,37
Dont FMI	700,72	-	-	700,72
Banque Mondiale	1.641,20	-	-	-
UE (IDA)	11,52	-	-	-
Groupe BAD	1.230,16	-	-	1.230,16
Autres paiements	18,29	18,83	19,90	57,02
2 Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	**140,33**	**4,86**	**-**	**145,19**
II. Dette à court terme	**170,04**	**-**	**-**	**170,04**
- Arriérés commerciaux	-	-	-	-
- Dette issue des mécanismes de compensation entre les Banques Centrales (1)	51,64	-	-	51,64
- Avances à termes fixes	10,58	-	-	10,58
- Autres engagements	107,82	-	-	107,82
TOTAL GENERAL	**10.403,55**	**203,69**	**115,61**	**10.722,85**

Source : BCC, OGEDEP, FMI.
(1) BEAC, Banque du Rwanda, Banque du Burundi

Graphique 19. Répartition du stock de la dette extérieure au 31/12/ 2003 par catégorie de créanciers (1)



(1) Cfr. Tableau III.2

IV. ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

Les arriérés sur le service de la dette se sont établis à 1.016,69 millions de USD au 31 décembre 2003. Ils concernent essentiellement les créanciers avec lesquels les négociations bilatérales sont en cours. Il s'agit principalement du Club de Kinshasa, de la BNB et des anciens propriétaires des biens zaïrianisés.

Il est à noter que les arriérés constatés au niveau du Club de Paris concernent exclusivement les créances des Emirats Arabes Unis qui ont un statut d'observateur au sein de ce Club et avec lesquels les négociations sont en cours.

Tableau III. 2. bis. ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 2003
(en millions de USD)

	Encours	Intérêts	Intérêts de retard	Service dû	Service effectué	Arriérés
I. Dette à Moyen et Long termes	**527,34**	**203,69**	**115,61**	**71,08**	**124,44**	**846,64**
1. Dette négociée	**387,01**	**198,83**	**115,61**	**825,89**	**124,44**	**701,45**
Club de Paris	69,64	61,77	-	223,17	91,76	131,41
Dette consolidée	-	61,77	-	-	-	-
Dette non consolidée	69,64	-	-	131,41	-	131,41
Club de Kinshasa	252,45	96,47	74,99	427,36	3,45	423,91
Club de Londres	28,57	12,8	17,45	59,34	0,52	58,82
Institutions Multilatérales	18,06	27,79	23,17	59	28,71	30,29
dont FMI	-	-	-	-	-	-
Banque Mondiale	-	-	-	-	-	-
UE (IDA)	-	-	-	-	-	-
Groupe BAD	-	-	-	-	-	-
Autres paiements	18,29	18,83	19,9	57,02	-	57,02
2. Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	**140,33**	**4,86**	**-**	**145,19**	**-**	**145,19**
II. Dette à court terme	**170,05**	**-**	**-**	**170,05**	**-**	**170,05**
- Arriérés commerciaux	-	-	-	-	-	-
- Dette issue des mécanismes de compensation entre les Banques Centrales	51,65	-	-	51,65	-	51,65
- Avances à termes fixes	10,58	-	-	10,58	-	10,58
- Autres engagements	107,82	-	-	107,82	-	107,82
TOTAL GENERAL	**697,39**	**203,69**	**115,61**	**1.141,13**	**124,44**	**1.016,69**

Sources : OGEDEP, BCC et FMI

CHAPITRE IV

L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements s'est soldée en 2003 par un déficit plus important que celui enregistré en 2002. En effet, le solde global des transactions du pays avec l'extérieur s'est situé à -314,2 millions de USD à fin 2003 contre -42,9 millions une année auparavant. Ces déficits ont représenté 5,5 % du PIB en 2003 et 0,8 % en 2002. L'évolution défavorable résulte de la dégradation aussi bien de la balance des transactions courantes que de celle de capital et d'opérations financières.

Tableau III. 3.a. COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de USD)

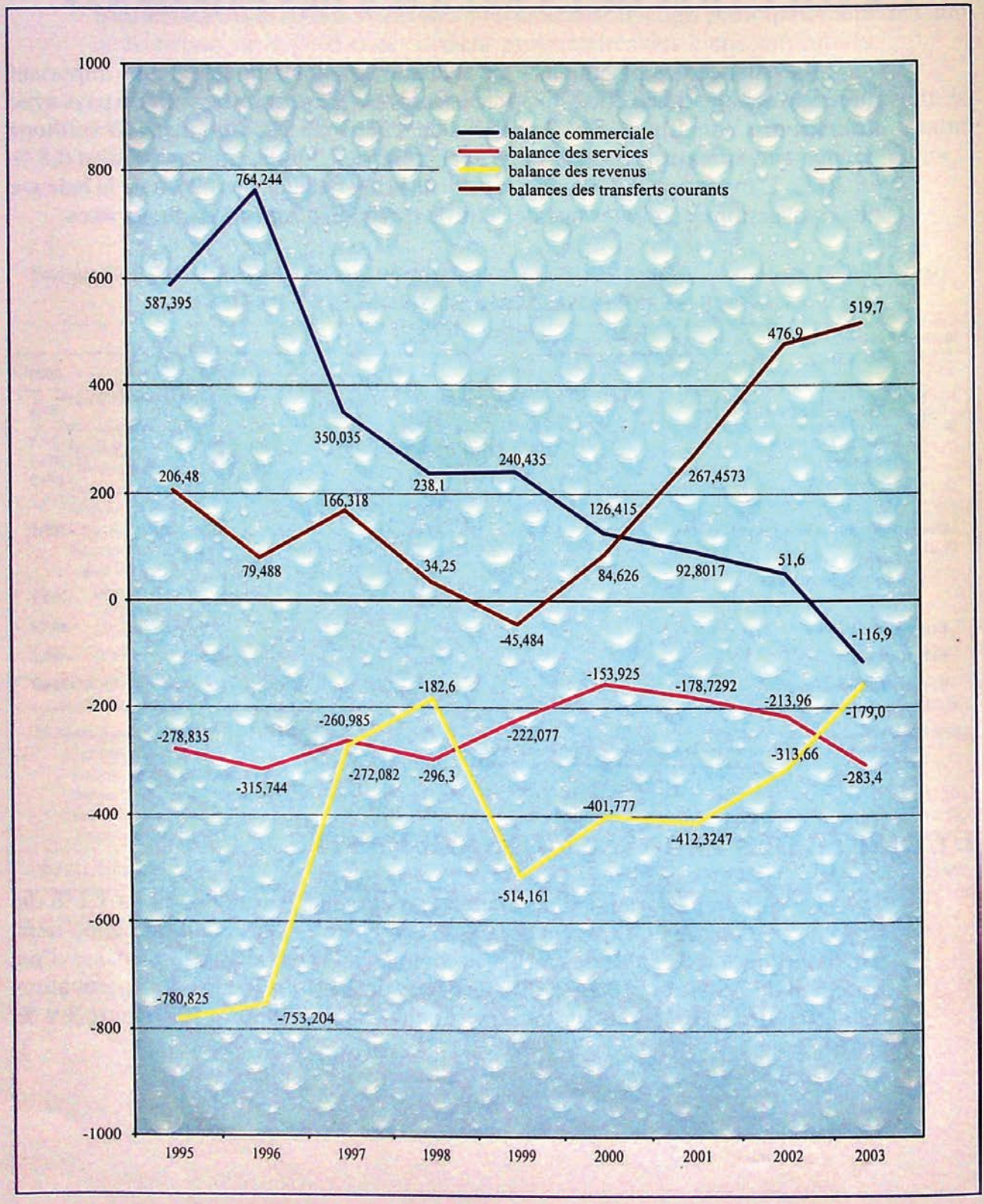
	2002	2003
Compte des transactions courantes	**0,9**	**-59,6**
- Balance commerciale	51,6	-116,9
- Services nets	-214,0	-283,4
- Revenus nets	-313,6	-179,0
- Transferts courants nets	476,9	519,7
Compte de capital et d'opérations financières	**35,8**	**-109,1**
- Capitaux publics nets	-	-
- Capitaux privés nets	-	-
- Opérations financières nettes	35,8	-109,1
Erreurs et omissions(1)	**-79,6**	**-145,5**
Déficit global	**-42,9**	**-314,2**
Besoins de financement	**42,9**	**314,2**

Source: Banque Centrale du Congo
(1) Le gonflement du niveau de la rubrique « Erreurs et omissions » en 2003 est lié aux ajustements opérés pour tenir compte notamment des importations effectuées par certaines entreprises.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes s'est soldé par un déficit de 1,1 % du PIB en 2003 contre un excédent de 0,02 % enregistré en 2002. Cette situation tient à la détérioration du solde de la balance commerciale dont le niveau est passé d'un excédent de 0,9 % du PIB en 2002 à un déficit de 2,1 % en 2003 et à l'aggravation du déficit des transactions sur les services qui a atteint 5,0 % du PIB contre 3,9 % en 2002.

Graphique 20. Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD)



(1) Il s'agit des taux fin période

1. Balance commerciale

Après l'excédent de 51,6 millions de USD en 2002, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de 116,9 millions en 2003. Ce déficit résulte de l'accroissement plus important des dépenses d'importation que celui des recettes d'exportation.

I.1. Les exportations

Les exportations se sont chiffrées à 1.378,5 millions de USD contre 1.132,5 millions à fin décembre 2002, soit un accroissement de 21,7 %, résultant essentiellement de l'amélioration des recettes d'exportation des produits miniers due à l'évolution favorable des ventes de diamant et de pétrole brut. Les produits agricoles et industriels ont également enregistré une hausse respectivement de 50,5 % et 35,5 %.

Il sied de relever que l'entrée en vigueur du processus de Kimberley depuis le premier janvier 2003 a eu un impact positif sur les exportations de diamant qui ont enregistré un accroissement de 61,9 % au terme de l'année 2003 par rapport à l'exercice 2002. Les exportations de pétrole brut ont connu une hausse de 22,6 %, à la suite de l'augmentation aussi bien du prix que des quantités.

Par contre, les exportations de la Gécamines ont enregistré une baisse de 26,8 %, passant de 57,8 millions de USD en 2002 à 42,3 millions une année après. Cette situation est attribuable essentiellement à la contre performance des exportations du cuivre dont le volume a baissé de 48,4 %, s'établissant à 9.369 tonnes en 2003 contre 18.172 tonnes en 2002. En revanche, les recettes du cobalt se sont accrues de 7,9 %, à la suite de l'augmentation aussi bien du volume d'exportation que du prix.

Tableau III.4. STRUCTURE DES EXPORTATIONS

(en millions de USD)

	2002		2003	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERS	**1.098,1**	**97,0**	**1 328,4**	**96,4**
- Produits GECAMINES	57,8	5,1	42,3	3,1
- Cuivre SODIMICO	-	-	-	-
- Or [1]	18,2	1,6	-	-
- Diamant [1]	653,3	57,7	956,6	69,4
- Pétrole brut	204,6	18,1	250,9	18,2
- Autres	164,2	14,5	78,6	5,7
II.PRODUITS AGRICOLES	**23,3**	**2,1**	**35,0**	**2,5**
- Café [1]	15,0	1,3	13,2	1,0
- Caoutchouc	0,2	-	2,6	0,2
- Bois	7,3	0,6	15,9	1,2
- Autres	0,8	0,1	3,3	0,2
III. PRODUITS INDUSTRIELS	**11,1**	**1,0**	**15,1**	**1,1**
- Ciment	8,9	0,8	12,2	0,9
- Produits chimiques	0,7	0,1	1,3	0,1
- Autres [2]	1,6	0,1	1,5	0,1
TOTAL	**1.132,5**	**100,0**	**1 378,5**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo

[1] Ajustement de 90% sur l'or, de 120% sur le diamant jusqu'en 2002 et de 60% à partir de 2003 suite au processus de Kimberley ainsi que de 150% sur le café, pour tenir compte de la fraude.

[2] Boissons, bouteilles vides.

L'accroissement des recettes des exportations agricoles est imputable à l'amélioration des ventes du bois à la suite de la réouverture du trafic fluvial dans la Province Orientale et une partie de la province de l'Equateur.

La hausse des exportations des produits industriels reflète principalement l'amélioration de la vente de ciment dont le niveau s'est accru de 37,1 %.

I. 2. Importations

Alors qu'elles se situaient à 1.080,9 millions en 2002, les importations des biens ont atteint 1.494,7 millions de USD en 2003, soit un accroissement de 38,3 %.

Tableau III.5. STRUCTURE DES IMPORTATIONS

(en millions de USD)

	2002		2003	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	**176,39**	**16,32**	**261,63**	**17,50**
1. Non durables	129,82	12,01	192,56	12,88
2. Durables	46,57	4,31	69,07	4,62
B. ENERGIE	**168,54**	**15,59**	**183,21**	**12,26**
1. Matières brutes	0,34	0,03	0,37	0,02
2. Matières élaborées	168,20	15,56	182,84	12,23
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	**65,10**	**6,02**	**71,78**	**4,80**
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	31,96	2,96	35,25	2,36
2. Destinées à l'industrie	33,14	3,07	36,54	2,44
D. BIENS D'EQUIPEMENT	**88,59**	**8,20**	**117,92**	**7,89**
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	7,94	0,73	10,57	0,71
2. Matériels de transport	49,62	4,59	66,05	4,42
3. Machines pour industries spécialisées	31,03	2,87	41,31	2,76
E. AUTRES	**582,31**	**53,87**	**860,15**	**57,55**
- Biens importés par la Gécamines	17,34	1,60	12,70	0,85
- Autres importations (1)	564,97	52,27	847,45	56,70
TOTAL	**1 080,93**	**100,00**	**1 494,69**	**100,00**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Importations de la Miba, du marché non contrôlé, des autres sociétés minières du Katanga ainsi que celles provenant de l'aide extérieure et des investissements domestiques

Toutes les rubriques de produits importés ont enregistré des hausses se situant dans la fourchette de 8 à 48 %. L'amélioration de la rubrique « Autres importations » résulte essentiellement de l'accroissement de plus de 500,0 % des importations liées à l'investissement domestique dont le montant est passé de 39,3 millions de USD en 2002 à 272,9 millions en 2003.

2. Balance des services

Après s'être établi à 3,9 % du PIB en 2002, le déficit des transactions sur les services s'est creusé, se situant à 5,0 % du PIB en 2003.

De 2002 à 2003, les exportations des services sont passées de 130,9 millions de USD à 144,6 millions et les importations de 344,9 millions de USD à 427,9 millions.

Les communications, les autres services aux entreprises et les services fournis ou reçus par les administrations publiques ont représenté 89,2 % des recettes des services en 2003 contre 84,0 % en 2002.

Les dépenses ont été effectuées à concurrence de 34,2 % du total pour les transports, 18,1 % pour les services fournis ou reçus par les administrations publiques, 13,6 % pour les assurances et 12,2 % pour les voyages.

Tableau III.6. REPARTITION DES OPERATIONS SUR LES SERVICES
(en millions de USD)

	2001			2002		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transport	5,0	100,0	-95,0	2,5	146,2	-143,7
Voyages	1,3	40,4	-39,1	5,6	51,9	-46,3
Services de communication	13,5	0,3	13,2	6,8	0,5	6,4
Services bâtiments et travaux publics	-	11,2	-11,2	0,0	14,4	-14,4
Services d'assurance	-	43,2	-43,2	0,0	58,2	-58,2
Services financiers	4,8	7,5	-2,7	2,4	31,8	-29,3
Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-
Redevances et droits de licence	10,1	1,0	9,0	5,1	1,3	3,8
Autres services aux entreprises	52,0	54,3	-2,3	7,2	45,6	-38,4
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-	0,3	-0,3	-	0,5	-0,5
Services fournis ou reçus par les administrations publiques	44,3	86,7	-42,4	114,9	77,6	37,3
Total	**130,9**	**344,9**	**-214,0**	**144,6**	**427,9**	**-283,4**

3. Balance des revenus

Les flux d'entrée et de sortie au titre des revenus ont totalisé respectivement 66,5 millions de USD et 245,5 millions, soit un déficit de 179,0 millions de USD, représentant 3,2% du PIB en 2003 contre 5,7% en 2002. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse du montant à payer au titre d'intérêts sur la dette extérieure, soit 196,1 millions de USD en 2003 contre 285,4 millions en 2002.

Tableau III.7. EVOLUTION DES OPERATIONS SUR LES REVENUS
(en millions de USD)

	2002	2003
1. RECETTES	**5,9**	**66,5**
- Rémunérations des salariés	1,9	5,6
- Revenus des investissements	4,0	60.9
2. DEPENSES	**319,5**	**245,5**
- Rémunérations des salariés	5,0	5,0
- Revenus des investissements	314,6	240,5
3. SOLDE	**-313,6**	**-179,0**
- Rémunérations des salariés	-3,1	0,6
- Revenus des investissements	-310,5	-179,6

Source: Banque Centrale du Congo

4. Balance des transferts courants

Le solde de la balance des transferts courants est passé de 476,9 millions de USD en 2002 à 519,7 millions en 2003, représentant 9,2 % du PIB contre 8,6 % en 2002.

L'aide sans contrepartie s'est chiffrée à 496,8 millions de USD en 2003 contre 431,2 millions en 2002, soit une hausse de 15,2 %.

Tableau III.8. EVOLUTION DES TRANSFERTS COURANTS
(en millions de USD)

	2002	2003
1. RECETTES	**629,7**	**767,8**
- Transferts privés	131,2	179,4
- Transferts publics	498,5	588,4
2. DEPENSES	**152,8**	**248,1**
- Transferts privés	133,3	186,0
- Transferts publics	19,5	62,1
3. SOLDE	**476,9**	**519,7**
- Transferts privés	-2,1	-6,6
- Transferts publics	479,0	526,3

Source: Banque Centrale du Congo

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un déficit de 1,9 % du PIB en 2003 après un excédent de 0,6 % en 2002. Les recettes ont atteint 10,2 % du PIB et les dépenses 12,1 %.

Les recettes sont passées de 591,3 millions de USD en 2002 à 580,3 millions en 2003, dégageant ainsi une baisse de 11,0 millions de USD, en raison de la réduction du montant des prêts consentis au pays. En dépit de la baisse des recettes, les encaissements au titre d'investissements directs étrangers ont enregistré une hausse, passant de 141,1 millions de USD en 2002 à 391,3 millions en 2003, soit 6,9 % du PIB contre 2,5 % en 2002.

Les dépenses se sont accrues de 24,1 % en 2003, se situant à 689,4 millions de USD contre 555,5 millions en 2002. Les dépenses des autres investissements ont représenté 75,4 % du total des dépenses du compte de capital et d'opérations financières, les investissements de portefeuille 21,3 % et les investissements directs 3,3 %.

Tableau III.9. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES
(en millions de USD)

	2002			2003		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	-	-	-	-	-	-
1.1. Transferts des capitaux	-	-	-	-	-	-
* Capitaux publics	-	-	-	-	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	-	-	-	-	-	-
* Capitaux privés	-	-	-	-	-	-
- Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	-	-	-	-	-	-
1.2. Acquisition et cession ANFNP (1)						
2. OPERATIONS FINANCIERES	591,3	555,5	35,8	580,3	689,4	-109,1
- Investissements directs	141,1	16,5	124,5	391,3	23,4	367,8
- Investissements de portefeuille	-	119,4	-119,4	-	146,5	-146,5
- Autres investissements	450,3	419,6	30,6	189,1	519,6	-330,5
TOTAL (1+2)	591,3	555,5	35,8	580,3	689,4	-109,1

Source: Banque Centrale du Congo
(1) Actifs non financiers non produits.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

En 2003, la balance des paiements s'est soldée par un déficit de 314,2 millions de USD alors qu'il se situait à 42,9 millions en 2002.

Après les tirages sur les ressources de la FRPC et la consommation des réserves de change, l'écart global de financement à fin 2003 a été couvert par un financement exceptionnel combinant la consolidation des arriérés et l'allègement des flux aux conditions de Naples dans le cadre de l'initiative PPTE.

CHAPITRE V

LES DONATIONS EXTERIEURES

Selon les statistiques publiées par le Comité de Coordination des Ressources Extérieures, les décaissements au titre des dons effectués par les partenaires extérieurs au profit de la République Démocratique du Congo qui étaient de 431,2 millions en 2002 se sont chiffrés à 552,9 millions de USD en 2003, soit une hausse de 28,2%. Ces décaissements ont représenté 9,7 % du PIB en 2003 contre 7,8 % en 2002.

I. ASSISTANCE MULTILATERALE

L'aide des institutions multilatérales a été évaluée à 285,7 millions de USD en 2003 contre 282,0 millions en 2002, soit 1,3 % d'augmentation. Cette aide a représenté 5,0 % du PIB en 2003.

1. Nations Unies

Les interventions des Agences des Nations Unies ont représenté 54,2 % du total de l'assistance multilatérale en 2003 contre 51,3 % en 2002. Elles sont passées de 144,7 millions de USD en 2002 à 154,8 millions en 2003. L'essentiel de ces dons a concerné les aides alimentaire et humanitaire qui se sont chiffrées à 141,0 millions de USD, représentant 91,1 % des interventions des agences des Nations Unies.

2. Union européenne

L'aide de l'Union européenne a été de 96,0 millions de USD en 2003 contre 65,6 millions en 2002. Ce financement a concerné principalement l'aide humanitaire (21,8 %), l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (51,2 %) ainsi que l'équipement et les infrastructures (25,6 %).

3. Banque mondiale

L'appui de la Banque mondiale a augmenté de 37,6%, passant de 24,2 millions de USD en 2002 à 33,3 millions de USD en 2003. Les domaines bénéficiaires de cette assistance ont été notamment l'aide humanitaire (37,0 %), l'assistance technique (11,7 %) et les projets de développement (44,3 %).

4. Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD est intervenue en 2003 uniquement dans le cadre de l'assistance technique pour un montant de 1,7 million de USD contre 47,5 millions en 2002.

II. ASSISTANCE BILATERALE

Les apports des partenaires bilatéraux ont connu une augmentation de 79,1 %, se situant à 267,2 millions de USD en 2003 contre 149,2 millions en 2002. Ces apports ont représenté 4,7 % du PIB en 2003 contre 2,7 % en 2002.

L'assistance bilatérale a concerné l'aide humanitaire (46,0 %) et les projets de développement et d'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (54,0 %).

Les dons reçus des Etats-Unis et de la Belgique ont représenté respectivement 40,3 % et 17,1 % de l'assistance bilatérale en 2003 contre 53,8 % et 21,3 % en 2002. Les contributions des Pays-Bas, du Canada et de l'Afrique du Sud dans le total des donations bilatérales ont été respectivement de 12,7 %, 7,6 % et 6,5 % tandis que les autres pays ont contribué pour 15,8 %.

1. Les Etats-Unis d'Amérique

Les interventions des Etats-Unis ont été évaluées à 107,7 millions de USD en 2003 contre 80,5 millions en 2002, soit une augmentation de 33,8 %. Ces interventions ont concerné l'aide humanitaire (66,3 %), les projets de développement (24,1 %) et l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (9,6 %).

2. La Belgique

En augmentation de 44,0 %, l'aide de la Belgique à la RDC s'est chiffrée à 45,8 millions de USD en 2003 contre 31,8 millions en 2002.

L'appui de la Belgique a concerné essentiellement l'aide humanitaire (52,8 %), les projets de développement (11,6 %) ainsi que l'équipement et les infrastructures (10,5 %).

3. Les pays-Bas

De 4,2 millions de USD en 2002, l'apport des Pays-Bas est passé à 33,9 millions en 2003.

Ce pays a consacré 90,7 % de son assistance aux micro-projets, 8,7 % à l'aide humanitaire et 0,6 % aux projets multinatures.

4. Le Canada

L'aide du Canada s'est établie à 20,2 millions de USD en 2003 contre 5,9 millions en 2002, soit une augmentation de 242,4 %. L'assistance canadienne a été axée principalement sur l'aide budgétaire (42,8 %), l'aide humanitaire (25,2 %) et l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (14,2 %).

5. L'Afrique du Sud

L'assistance de l'Afrique du Sud s'est chiffrée à 17,5 millions de USD en 2003 et a concerné exclusivement l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit.

6. Les autres pays

Le concours des autres pays a atteint 42,1 millions de USD en 2003 contre 27,3 millions en 2002, soit une hausse de 54,2 %. Cette assistance s'est rapportée essentiellement à l'aide humanitaire (46,0 %), à l'aide alimentaire (24,9 %) et aux micro-projets (10,6 %).

Tableau III. 10. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en millions de USD)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Donations multilatérales	**78,0**	**112,5**	**99,6**	**180,6**	**282,0**	**285,7**
Nations Unies	50,7	75,5	63,3	116,6	144,7	154,8
Union européenne	27,3	37,0	36,3	62,3	65,6	96,0
Banque mondiale	-	-	-	1,7	24,2	33,3
BAD	-	-	-	-	47,5	1,7
Donations bilatérales	**45,8**	**82,2**	**120,2**	**115,6**	**149,6**	**267,2**
Belgique	25,7	19,6	22,9	24,3	31,8	45,8
France	-	2,7	2,4	1,5	1,9	6,0
Allemagne	1,6	4,4	-	-	-	7,4
Italie	2,7	4,2	3,4	2,7	3,5	1,4
Finlande	0,5	-	-	-	-	-
Canada	-	13,4	8,9	4,6	5,9	20,2
Japon	-	0,8	6,3	2,5	3,2	16,5
Pays-Bas	3,3	4,4	4,6	3,3	4,2	33,9
Espagne	-	0,7	1,4	0,9	1,2	2,3
Suède	0,8	5,6	7,1	3,8	4,9	3,5
Suisse	1,8	3,7	6,3	3,5	4,5	4,2
Royaume-Uni	0,1	0,1	10,0	6,1	7,9	0,1
U.S.A.	9,8	22,6	37,6	62,4	80,5	107,7
Chine	-	-	2,8	-	-	0,7
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	17,5
O.N.G.	-	-	6,5	-	-	-
TOTAL GENERAL	**123,8**	**194,7**	**219,8**	**296,2**	**431,2**	**552,9**

Sources : Rapport du PNUD 1999 sur la Coopération au développement, Secrétariat du CCRE et Banque mondiale.

Tableau III.11. DONATIONS D'ORIGINE MULTILATERALE
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence		
	2001*	2002*	2003	2001	2002*	2003	2001	2002*	2003
Total	**35,0**	**90,9**	**224,4**	**81,6**	**101,3**	**61,4**	**64,0**	**89,8**	-
Nations Unies	35,0	43,4	94,6	81,6	101,3	60,2	-	-	-
Union européenne	-	-	94,8	-	-	1,2	62,3	65,6	-
Banque mondiale	-	-	33,3	-	-	-	1,7	24,2	-
BAD	-	47,5	1,7	-	-	-	-	-	-

Source : Rapport bi-annuel 2000 – 2001 du CCRE, * Banque mondiale et Secrétariat du CCRE.

Tableau III.12. TYPE DES DONATIONS D'ORIGINE BILATERALE
(en millions de USD)

PAYS	Coopération technique, projets d'investissement et autres			Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence		
	2001	2002*	2003	2001	2002*	2003	2001	2002*	2003
Total	**41,3**	**53,3**	**181,5**	**28,2**	**36,4**	**13,3**	**46,0**	**59,4**	**72,3**
Belgique	20,3	26,2	42,0	1,3	1,7	2,8	3,0	3,9	1,0
USA	16,1	20,8	36,3	23,0	29,7	-	22,8	29,4	71,3
Autres pays	4,9	6,3	103,2	3,9	5,0	10,5	20,2	26,1	-

Source : Secrétariat du CCRE et * Banque mondiale.

CHAPITRE VI

LA COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS -REGIONALE

I. COOPERATION AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

L'année 2003 a été marquée par la poursuite et la consolidation de la coopération structurelle avec la communauté internationale grâce notamment à l'exécution jugée satisfaisante du Programme Economique du Gouvernement au terme des deuxième et troisième revues dudit programme.

1. Coopération avec les Institutions de Bretton Woods

Deux grandes missions conjointes FMI-Banque mondiale ont séjourné à Kinshasa en 2003 dans le cadre des revues semestrielles du PEG ainsi que des consultations au titre de l'article IV des statuts du FMI.

Au cours de la même année, une mission d'assistance technique de cette institution en matière des statistiques multisectorielles a été organisée en septembre.

2. Coopération avec la Banque Africaine de Développement

En 2003, la BAD a poursuivi son assistance à la RDC dans le cadre du projet d'appui au Programme National de Renforcement des Capacités.

Les interventions de cette institution ont concerné le renforcement du cadre institutionnel de coordination des politiques et réformes macroéconomiques et sectorielles, le renforcement de la gestion de la dette publique et l'appui au processus de préparation de la stratégie de réduction de la pauvreté.

II. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. Coopération avec le programme des Nations Unies pour le Développement

En 2003, le PNUD est intervenu au pays uniquement sous forme de dons pour une enveloppe de 22,8 millions de USD. Les domaines bénéficiaires de cette assistance ont été l'aide humanitaire pour 11,9 millions de USD, l'assistance technique pour 9,6 millions de USD et l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit pour 1,3 million de USD.

En outre, le PNUD a continué, au cours de la période sous revue, de soutenir les efforts de relance des activités du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE), dans le cadre du Programme National d'Urgence pour le Renforcement des Capacités (PNURC). Le renforcement des capacités initié par le PNUD en 2003 concerne tant celles institutionnelles qu'humaines.

2. Coopération avec l'Union européenne

Il sied de rappeler qu'avec la signature en 2002 du Programme Indicatif National, PIN en sigle, l'Union européenne a accordé au pays une enveloppe de 120 millions d'euros au titre du 8ème FED, couvrant la période 2002-2004.
Cette enveloppe a été affectée à la réalisation des objectifs prioritaires dans les domaines de la lutte contre la pauvreté ainsi que de la promotion des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit.

Au titre du PIN 9ème FED, l'Union européenne s'est également engagée pour 205 millions d'euros destinés aux projets de développement pour 171 millions d'euros et à l'appui aux fluctuations des recettes d'exportation pour 34 millions. Le 9ème FED a été engagé à plus de 60 %.

En 2003, les négociations sur les Nouveaux Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union européenne et les ACP se sont poursuivies, en vue notamment de parvenir à l'établissement du calendrier de la suppression progressive des entraves aux échanges commerciaux entre les deux organisations.

III. COOPERATION SOUS – REGIONALE

Le COMESA, la SADC et la CEEAC ont poursuivi en 2003 la mise en œuvre de leurs programmes d'intégration. Les différentes réunions des organes directeurs de ces regroupements tenues au cours de l'exercice 2003 ont noté une avancée du

processus d'intégration attestée notamment par le taux de croissance des activités économiques ainsi que par le volume des échanges.

Cependant, au moment où les autres membres bénéficient largement de leur appartenance à ces regroupements, les avantages tirés par la RDC sont jusque-là insignifiants. La situation d'accumulation d'arriérés de contribution à l'égard de ces regroupements ne permet pas au pays de tirer profit de l'intégration régionale. En effet, à fin 2003, les arriérés de contribution de la RDC aux budgets du COMESA, de la SADC et de la CEEAC se chiffrent respectivement à 3,0 millions de USD, 2,0 millions et 2,3 millions.

1. Le COMESA

Le COMESA est devenu le premier regroupement commercial dans l'histoire du continent africain à mettre en place une zone de libre échange (ZLE). Les pays membres de la ZLE font des échanges en franchise de droits et de contingentement pour toutes les marchandises en provenance de leurs territoires.

La réunion du Comité Intergouvernemental du COMESA tenue à Kampala a noté les progrès réalisés dans le commerce intra-COMESA dont les échanges ont augmenté de 17,8 % en 2003, se situant à 5,3 millions de USD contre 4,5 millions en 2002. Les échanges entre les pays membres de la ZLE sont passés de 2,1 millions de $Com en 2002 à 2,6 millions une année après.

A fin 2003, 11 Etats sur 19 ont adhéré à la ZLE, à savoir le Burundi, Djibouti, l'Egypte, l'Ile Maurice, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Rwanda, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe. Les 8 pays n'ayant pas encore rejoint la ZLE sont l'Angola, l'Erythrée, l'Ethiopie, les Iles Comores, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda, les Seychelles et le Swaziland.

En ce qui concerne la RDC, elle a néanmoins réalisé depuis 2003 des progrès notables dans la mise en œuvre de la recommandation du Tarif zéro, en perspective de l'union douanière qui sera lancée en décembre 2007. Les réformes effectuées par la RDC pour faciliter sa participation à un espace douanier unique concernent :

- l'adoption d'une structure tarifaire à 3 taux se rapportant aux droits et taxes à l'importation qui n'attend que la conclusion d'instruments juridiques pour sa mise en application, en l'occurrence 5 % pour les biens d'équipement, les matières premières et intrants agricoles, 10 % pour les produits pharmaceutiques et alimentaires, matériels informatiques et pièces de rechange et 20% pour les produits de luxe ;

- l'élaboration d'un avant-projet du nouveau Code douanier congolais, largement inspiré de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto révisée) et du projet de Code douanier du COMESA ;

- la mise en œuvre de la Déclaration Douanière du COMESA (DD-COM) pour les bureaux douaniers informatisés.

2. La SADC

Le processus de restructuration des organes de la SADC entamé en 2002 s'est poursuivi en 2003, année au cours de laquelle l'exercice de révision des institutions de la SADC s'est concentré sur le pilier politique par la création, au sein du Secrétariat Exécutif, d'un nouveau département appelé « Département de Politique, Défense et Sécurité ».

S'agissant des projets intégrateurs, un marché régional et concurrentiel de l'électricité de la SADC appelé « Short Term Electricity Market », en sigle STEM, a été mis en place en 2003 afin de faciliter la conclusion d'accords de commerce d'électricité entre les Etats membres.

En 2003, l'énergie échangée sur le STEM a atteint 713 gWh pour une valeur de 3,6 millions de USD contre 739 gWh pour 2,9 millions de USD en 2002.

Pour renforcer la capacité de production en énergie électrique, le Secrétariat a entamé depuis 2003 la révision du Protocole d'accord de 1995 portant création de la Southern African Power Pool (SAPP). Cette révision a pour but de tenir compte de la restructuration de la SADC, de faciliter la participation des producteurs indépendants de l'énergie et d'établir le projet de développement de l'énergie dans le corridor ouest. Ce projet est une initiative conjointe des compagnies d'électricité de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Botswana, de la RDC et de la Namibie.

C'est dans ce cadre que le Comité Intégré des Ministres (CIM) avait approuvé, lors de sa réunion en juillet 2003 à Gaborone, le Protocole d'accord inter-gouvernemental portant création du Corridor Energétique Occidental (Western Power Corridor) conclu entre les pays participants susmentionnés. Ce projet dit WESTCOR vise à exploiter les immenses ressources hydrauliques du fleuve Congo (Barrage d'Inga) afin de produire de l'électricité et de le fournir initialement aux cinq pays en question et, à terme, à l'ensemble de la sous-région de la SADC. Il s'agit de construire une centrale hydroélectrique de 4000 MWh, une ligne de transmission et une ligne de télécommunications.

3. La CEEAC

Le Secrétariat Général de la CEEAC a amorcé, en 2003, la phase de relance des activités de la communauté qui avaient été en veilleuse de 1997 à 2002 en raison notamment de la modicité des ressources destinées au fonctionnement du Secrétariat Général et de l'existence de conflits armés dans la majorité des Etats membres.

Aussi, un plan d'actions a été défini, visant la libéralisation du commerce à l'intérieur de la sous-région ainsi que la suppression des entraves à la circulation des personnes et des biens. Il a été également déterminé un plan directeur

consensuel des transports, un programme de promotion de la notion du « Genre », un programme pour la sécurité alimentaire et un programme de lutte contre le VIH-SIDA ainsi que celui de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, NEPAD en sigle.

Concernant la libéralisation du commerce, il a été convenu de la création d'une zone de libre échange CEEAC et d'un calendrier de dégrèvement progressif des taxes sur les marchandises originaires des pays membres à partir du 1er janvier 2004 de manière à parvenir au taux zéro à fin 2007.

S'agissant de la libre circulation des personnes à l'intérieur de la sous-région, des rencontres entre les responsables de l'Immigration ont été prévues pour 2004 en vue d'ouvrir des couloirs CEEAC dans les postes frontières des pays membres.

A propos du plan directeur consensuel des transports et communications, chaque Etat membre a inscrit sur une liste unique des projets intégrateurs jugés prioritaires. Ainsi, sur un total de 87 projets, 27 ont été retenus dans un premier temps.

En matière d'énergie, les Etats membres de la CEEAC ont signé l'Accord cadre de création du Pool Energétique de l'Afrique Centrale, P.E.A.C. en sigle, qui est un cadre d'intégration sous-régionale pour les échanges d'énergie électrique.

Les objectifs du P.E.A.C. sont notamment de renforcer la sécurité d'approvisionnement en électricité des pays de la sous-région, d'accroître le taux d'accès à l'électricité, d'améliorer la fiabilité du système électrique et la qualité de la fourniture d'électricité dans l'ensemble de la sous-région, de réduire les coûts d'exploitation des réseaux électriques de la sous-région et de créer un forum sous-régional où les problèmes du secteur de l'énergie pourront être discutés.

Quant à la mise en oeuvre du NEPAD en Afrique Centrale, il a été créé en place depuis mars 2003 un Comité Régional de Coordination et de Suivi du NEPAD pour l'Afrique Centrale, CRSNEPAD/AC en sigle.

Les organes de ce Comité sont le Bureau, les Coordinations Nationales et le Secrétariat. Le Gabon assure la présidence du Comité, le Cameroun, le Congo et la RDC assument les fonctions de Vice-président et le secrétariat est tenu par le Secrétariat Général de la CEEAC.

Par ailleurs, la CEEAC a décidé de se doter d'un programme de lutte contre la pandémie du VIH/SIDA. Avec l'appui technique de l'ONUSIDA, il a été décidé de mettre en place une politique régionale de renforcement de la stratégie de réponse au VIH/SIDA.

Sur la politique du genre, les Etats membres se sont engagés de l'intégrer au niveau des politiques et programmes de la CEEAC. Il s'agit d'établir un cadre d'action dans lequel toutes les activités de la CEEAC pourront contribuer à atteindre l'objectif de l'élimination des discriminations à l'égard de la femme.

Il convient de souligner que par manque de ressources plusieurs autres actions retenues dans le programme de la CEEAC n'ont pas été réalisées. Aussi, le Secrétariat s'est employé à préparer les différentes conventions à soumettre aux instances de la CEEAC afin de disposer d'un instrument devant permettre aux Etats d'appliquer la décision n° 05/CEEAC/CCEG/X/02 du 17 juin 2002 instituant la Contribution Communautaire d'Intégration, CCI en sigle.

CHAPITRE VII

LES RELATIONS EXTERIEURES EN 2004

I. EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES

1. Evolution du taux de change

Au cours de l'année 2004, la monnaie nationale s'est dépréciée de 16,1 % par rapport au dollar américain. En effet, le taux de change indicatif s'est situé à 444,1 CDF le dollar au 30 décembre 2004 contre 372,52 CDF à fin décembre 2003. Sur le marché parallèle, le franc congolais a connu une dépréciation de 17,9 %, passant de 371,72 CDF le dollar au 31 décembre 2003 à 452,50 CDF au 31 décembre 2004.

Cependant, il importe de relever deux sous-périodes au cours de cette année : la première, allant de janvier à août, marquée par une relative stabilité et la deuxième, partant de septembre à décembre, caractérisée par des fortes dépréciations. Le taux de change a connu une dépréciation mensuelle moyenne de 0,71 % au cours de la première sous-période contre celle de 2,58 % au cours de la deuxième sous période.

Plusieurs facteurs ont été relevés pour expliquer cette accélération de la dépréciation, à savoir :

- Au niveau de l'offre, la baisse de cours du diamant de faible caretage, la fermeture d'une banque indienne spécialisée dans le préfinancement de diamant et la reprise des conflits armés à l'Est du pays depuis juin 2004 ont contribué à l'amenuisement de l'offre des devises étrangères sur le marché ;

- Au niveau de la demande, les émissions monétaires opérées par la Banque Centrale pour financer notamment le déficit du Trésor ont entraîné une augmentation de l'offre de la monnaie nationale induisant une demande additionnelle de devises sur le marché.

Face à cette dépréciation, la Banque Centrale a pris des mesures d'ordre monétaire en relevant les taux d'intérêt directeur et des Billets de Trésorerie et en intervenant sur le marché de change, à hauteur de quarante quatre millions de dollars américains. Ces différentes mesures ont permis de contenir les fluctuations du taux de change au cours de cette sous-période.

2. Evolution des transactions sur le marché des changes

Le volume des transactions sur le marché des changes a enregistré un accroissement de 29,6 % s'établissant à 564,9 millions de USD à fin décembre 2004 contre 435,9 millions au terme de l'année 2003. Les ventes se sont situées à 319,5 millions de USD contre 247,1 millions en 2003 et les achats ont atteint 245,4 millions contre 188,8 millions une année plus tôt.

Le poids relatif de chaque catégorie d'intervenants sur le marché des changes a été de 16,8 % pour la BCC, 74,8 % pour les banques agréées et 8,4 % pour les bureaux de change.

II. SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 2004

1. Relations avec les bailleurs de fonds

1.1. Fonds Monétaire International

En 2004, la RDC a procédé à deux tirages sur les ressources de la FRPC pour un total de 52,4 millions de DTS, soit l'équivalent de 77,0 millions de USD. De juin 2002 à décembre 2004, le cumul des tirages s'est chiffré à 526,8 millions de DTS, représentant environ 815,4 millions de USD.

Il est à signaler que le montant des allocations cumulatives à fin décembre 2004 s'est élevé à 86,3 millions de DTS, soit 126,9 millions de USD.

1.2. Banque mondiale

Le flux des décaissements hors dons de la Banque mondiale au profit de la RDC à fin décembre 2004 s'est chiffré à 271,6 millions de USD. L'essentiel des interventions a concerné l'équipement et les infrastructures pour 117,4 millions de USD, l'appui budgétaire pour 100,0 millions et les projets de développement à hauteur de 40,9 millions.

1.3. Banque Africaine de Développement

L'appui BAD à fin décembre 2004 a totalisé 84,2 millions de USD dont 77,0 millions de prêts. Cet appui a concerné essentiellement l'aide budgétaire (74,2%), l'assistance technique (11,3 %), l'équipement et les infrastructures (8,9 %) ainsi que le renforcement des capacités (3,7%).

1.4. Club de Paris

Les accords bilatéraux ont été signés avec tous les créanciers, à l'exception des Emirats Arabes Unis (EAU). Les négociations avec ce dernier créancier sont en cours.

1.5. Club de Londres

La RDC et ses principaux créanciers du Club de Londres se sont réunis en juin 2004 à Bruxelles et à New York pour faire le point sur les développements récents de la dette.

La Banque mondiale a pris l'engagement d'accompagner la RDC dans la mise en place d'un mécanisme d'apurement de ses arriérés envers ce Club et a, pour ce faire, désigné un chef de projet.

L'appui de la Banque mondiale, dans le cadre du règlement des arriérés sur le service de la dette des pays PPTE vis-à-vis du Club de Londres, porte sur trois volets, à savoir :

- le financement d'un cabinet-conseil spécialisé dans l'évaluation (ou la cotation) des créances sur le marché des titres ;

- le paiement des frais de l'avocat commis à la mise en place du montage juridique de l'opération ;

- la prise en charge partielle ou totale du coût de rachat. Pour les opérations antérieures menées par la Banque mondiale dans ce cadre, le prix moyen de rachat s'est situé autour de 13,0 % de la valeur nominale des créances rachetées.

Par ailleurs, la RDC se propose de contacter, au cours du troisième trimestre 2005, certains créanciers du Club de Londres que la Bank of Tokyo n'a pu joindre à ce jour. C'est le cas de la Libyan Arab Bank, Salomon Brothers, le Crédit Lyonnais et la Republic National Bank. Les discussions devraient être amorcées avec ces créanciers après la 5ème revue du PEG.

1.6. Club de Kinshasa

Commencées en 2003, les négociations pour la restructuration de la dette envers les créanciers de ce groupe se sont poursuivies en 2004. Sur les

40 créanciers que compte actuellement ce Club, 20 accords ont été signés. Les allègements obtenus se sont situés à 168,7 millions de USD.

2. Stock de la dette

A fin décembre 2004, le stock de la dette s'est accru de 4,3 %, se situant à 11.186,3 millions de USD contre 10.722,9 millions une année plus tôt.

Cette évolution s'explique essentiellement par la dépréciation du dollar américain, les nouveaux crédits obtenus auprès des Institutions multilatérales et les nouvelles échéances en intérêt.

Tableau III.2.b. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 DECEMBRE 2004
(en millions de USD)

	Encours	Intérêt	Int. de retard	Stock
I. Dette à moyen et long termes	**10 758,3**	**169,5**	**73,6**	**11 001,3**
I.1. Dette négociée	***10 618,0***	***164,6***	***73,6***	***10 856,1***
Club de Paris	6 354,9	63,9	-	6 418,8
Dette non consolidée	257,2	-	-	257,2
Dette consolidée	6 097,7	63,9	-	6 161,6
Club de Kinshasa	340,7	64,8	33,2	438,6
Club de Londres	28,8	12,8	16,5	58,1
Institutions multilatérales	3 893,6	23,1	23,8	3 940,6
dont FMI	815,4	-	-	815,4
Banque mondiale	1 843,0	-	-	1 843,0
UE (IDA)	16,6	-	-	16,6
Groupe BAD	1 041,9	-	-	1 041,9
Autres paiements	19,4	20,1	20,8	60,3
I.2. Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	***140,3***	***4,9***	-	***145,2***
II. Dette à court terme	**185,0**	-	-	**185,0**
Arriérés commerciaux	-	-	-	-
Dette issue des mecanismes compensation entre les Banques centrales (1)	53,3	-	-	53,3
Avances à termes fixes	9,6	-	-	9,6
Autres engagements	122,2	-	-	122,2
TOTAL GENERAL	**10 943,3**	**169,5**	**73,6**	**11 186,3**

Sources: Ogedep et Banque Centrale du Congo
(1) BEAC, Banque du Rwanda, Banque du Burundi.

Tableau III.2.ter. EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004
Encours	7 906,7	7 958,5	9 983,1	10 403,5	10 943,3
Intérêts	2 772,4	2 982,8	209,0	203,7	169,5
Intérêts de retard	1 839,4	2 632,0	121,3	115,6	73,6
Stock	**12 518,5**	**13 573,3**	**10 313,4**	**10 722,8**	**11 186,3**

Sources: Ogedep et Banque Centrale du Congo

Les dettes envers le Club de Paris et les organismes internationaux ont représenté respectivement 57,4 % et 35,2 % du stock global à fin 2004 contre 56,0 % et 35,1 % au 31 décembre 2003.

Tableau III.2.c. EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR CATEGORIE
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004
I. Dette à M.& L.T.	**7 740,4**	**7 798,8**	**9 829,5**	**10 233,5**	**10 758,3**
1. Dette négociée	***7 600,1***	***7 658,5***	***9 689,2***	***10 093,2***	***10 618,0***
Club de Paris	4 742,7	4 828,0	5 938,7	5 945,7	6 354,9
Club de Kinshasa	302,8	321,9	309,7	352,5	340,7
Club de Londres	37,2	37,2	28,6	28,6	28,8
Institutions Multilatérales	2 249,5	2 198,6	3 395,1	3 748,1	3 893,6
dont: Fmi	387,0	381,0	528,5	700,7	815,4
Banque mondiale	-	1 143,8	1 516,4	1 540,6	1 843,0
UE (IDA)	-	10,7	9,7	11,5	16,6
Autres paiements	15,7	16,2	17,1	18,3	19,4
Trust/Gécamines	252,2	256,6	-	-	-
2. Dette due anciens Prop. des biens zaïrianisés	***140,3***	***140,3***	***140,3***	***140,3***	***140,3***
II. Dette à court terme	**166,3**	**159,7**	**153,6**	**170,0**	**185,0**
Total	**7 906,7**	**7 958,5**	**9 983,1**	**10 403,5**	**10 943,3**

Sources: Ogedep et Banque Centrale du Congo

3. Service de la dette

A fin décembre 2004, le service effectué s'est établi à 89,5 millions de USD dont 44,3 millions pour le Club de Paris, 21,8 millions pour les Institutions multilatérales et 23,4 millions pour le Club de Kinshasa.

4. Arriérés sur le service de la dette

Les arriérés à fin décembre 2004 se sont élevés à 865,2 millions de USD contre 1.016,6 millions au 31 décembre 2003, soit un repli de 14,9 % imputable essentiellement aux annulations obtenues dans le cadre des négociations avec le Club de Kinshasa et à la poursuite des paiements du service de la dette.

Tableau III.2.d. EVOLUTION DES ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004
Service dû	9 610,5	10 920,3	1 582,9	1 141,0	954,6
Service effectué	-	-	539,4	124,4	89,5
Arriérés	**9 610,5**	**10 920,3**	**1 043,5**	**1 016,6**	**865,2**

Source: Ogedep et Banque Centrale du Congo

Tableau III. 2.e. SERVICE DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2004
(en millions de USD)

	Principal	Intérêt	Intérêt de retard	Service dû	Sce effectué	Arriérés
I. Dette à moyen et long termes	**437,2**	**169,5**	**73,6**	**769,6**	**89,5**	**680,2**
I.1. Dette négociée	***296,8***	***164,6***	***73,6***	***624,4***	***89,5***	***535,0***
Club de Paris	79,8	63,9	-	188,0	44,3	143,7
Dette non consolidée	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	79,8	63,9	-	188,0	44,3	143,7
Club de Kinshasa	162,9	64,8	33,2	284,2	23,4	260,8
Club de Londres	28,6	12,8	16,5	57,9	0,1	57,9
Institutions multilatérales	25,6	23,1	23,8	94,3	21,8	72,6
Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
UE (IDA)	-	-	-	-	-	-
Groupe BAD	-	-	-	-	-	-
Autres paiements	19,4	20,1	20,8	60,3	-	60,3
I.2.Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	***140,3***	***4,9***	-	***145,2***	-	***145,2***
II. Dette à court terme	**185,0**	-	-	**185,0**	**0,0**	**185,0**
Arriérés commerciaux	-	-	-	-	-	-
Dette issue des mecanismes de compensation entre les Banques centrales (1)	53,3	-	-	53,3	-	53.3
Avances à termes fixes	9,6	-	-	9,6	-	9.6
Autres engagements	122,2	-	-	122,2	-	122,2
TOTAL GENERAL	**622,2**	**169,5**	**73,6**	**954,6**	**89,5**	**865,2**

Sources : Ogedep, Banque Centrale du Congo et Fmi.
(1) BEAC, Banque du Rwanda, Banque du Burundi.

III. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La situation provisoire de la balance des paiements indique un solde déficitaire de 124,6 millions de USD en 2004 contre 314,2 millions en 2003. D'une année à l'autre, ce déficit est passé de 5,5 % du PIB à 1,9 %. L'atténuation du déficit résulte à la fois de l'excédent de la balance courante et de l'amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières.

Tableau III.3.b. COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de USD)

	2003	2004
Compte des transactions courantes	**-59,6**	**43,1**
- Balance commerciale	-116.9	194.6
- Services nets	-283.4	-379.4
- Revenus nets	-179.0	-268.9
- Transferts courants nets	519.7	496.9
Compte de capital et d'opérations financières	**-109,1**	**-96,7**
- Capitaux publics nets	-	-
- Capitaux privés nets	-	-
- Acquisitions et cession d'actifs non fin. non prod.	-	-2.7
- Opérations financières nettes	-109.1	-94.0
Erreurs et omissions	**-145,5**	**-71,0**
Déficit global	**-314,2**	**-124,6**
Besoins de financement	**314,2**	**124,6**

Source : Banque Centrale du Congo.

1. Compte des transactions courantes

Les opérations courantes, dons inclus, se sont soldées par un excédent de 0,7 % du PIB en 2004 contre un déficit de 1,1 % du PIB en 2003.

1.1. Balance commerciale

La balance commerciale a enregistré un excédent de 194,6 millions de USD en 2004 contre un déficit de 116,9 millions une année plus tôt. Cet excédent a représenté environ 3,0 % du PIB en 2004 contre un déficit de 2,1 % du PIB en 2003.

Les exportations et les importations, qui étaient respectivement de 1.378,5 millions et 1.494,7 millions de USD en 2003, ont été évaluées à 2.124,8 millions et 1.930,2 millions de USD en 2004.

L'accroissement de 54,1 % des exportations est expliqué à 94,1 % par les ventes de diamant, de cobalt et de pétrole brut.

Les recettes d'exportation des produits agricoles ont augmenté de 49,7 % à la suite essentiellement de l'amélioration des ventes de bois et de café.

S'agissant des importations, elles se sont accrues de 29,1 % en 2004 contre 26,3 % en 2003, à la suite de la reprise de la croissance des activités dans divers secteurs.

1.2. Balance des services

En 2004, les recettes d'exportation des services sont évaluées à 172,9 millions de USD, représentant 2,6 % du PIB et les dépenses à 552,3 millions, soit 8,4 % du PIB. Les recettes et les dépenses des services ont représenté respectivement 2,5 % et 7,5 % du PIB en 2003.

Le déficit de la balance des services a atteint 5,8 % du PIB en 2004, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses de transport et de celles liées aux services rendus aux entreprises, notamment les commissions sur les transactions des biens et services ainsi que les services de conseil en gestion.

1.3. Balance des revenus

En 2004, le déficit du compte des revenus s'est établi à 4,1 % du PIB contre 3,2 % en 2003. Cette situation est due principalement à l'augmentation des intérêts à payer au titre du service de la dette extérieure.

1.4. Balance des transferts courants

Les encaissements attendus au titre des transferts sans contrepartie sont estimés à 769,4 millions de USD, représentant 11,7 % du PIB et les dépenses à 272,5 millions, soit 4,1 % du PIB.

2. Compte de capital et d'opérations financières

La balance du compte de capital et d'opérations financières s'est soldée par un déficit de 1,5 % du PIB en 2004 contre 1,9 % en 2003. Cette atténuation est imputable à l'accroissement des ressources provenant des emprunts extérieurs et de l'investissement direct étranger.

Il sied d'indiquer que les prêts consentis au pays ont totalisé un montant de 222,8 millions de USD en 2004 contre 147,6 millions en 2003.

3. Besoins et moyens de financement

Le déficit global de la balance des paiements est estimé à 124,6 millions de USD contre 314,3 millions en 2003. Outre l'utilisation des mécanismes traditionnels de financement consistant aux tirages sur les ressources de la FRPC et à la consommation des réserves de change, ce déficit est couvert par un financement exceptionnel combinant la consolidation des arriérés et l'allègement des flux aux conditions de Naples dans le cadre de l'initiative PPTE.

IV. DONATIONS EXTERIEURES

De 552,9 millions de USD en 2003, les décaissements au titre de dons effectués par les partenaires extérieurs au profit de la République Démocratique du Congo sont passés à 578,9 millions de USD enregistrant ainsi un accroissement de 4,7 %. Rapportés au PIB, ces dons ont représenté 8,8 % en 2004 contre 9,7 % en 2003.

1. Assistance multilaterale

L'assistance multilatérale s'est chiffrée à 335,2 millions de USD en 2004 contre 285,7 millions en 2003, soit une hausse de 17,3 %. Cette aide a représenté 5,1 % du PIB en 2004 contre 5,0 % en 2003.

1.1. Nations Unies

L'aide des Agences des Nations Unies a représenté 49,4 % du total des interventions multilatérales contre 57,9 % en 2003. Ces donations ont atteint 164,3 millions de USD après s'être établies à 154,8 millions en 2003. Les aides alimentaire et humanitaire se sont chiffrées à 152,1 millions de USD, représentant 92,5 % des dons de ces agences.

1.2. Union européenne

De 96,0 millions de USD en 2003, l'aide de l'Union européenne est passée à 141,5 millions en 2004. Ce financement a concerné à 70,8 % l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit, l'équipement et les infrastructures ainsi que l'aide humanitaire.

1.3. Banque mondiale

L'apport de la Banque mondiale s'est chiffré à 27,7 millions de USD en 2004 contre 33,3 millions en 2003. Ces ressources ont été affectées à concurrence de 72,9 % aux projets de développement.

1.4. Banque Africaine de Développement

La BAD est intervenue en 2004 pour un montant de 1,6 million de USD alors qu'il était de 1,7 million en 2003. Ce financement a été destiné à l'assistance technique, au renforcement des capacités de gestion et à l'aide humanitaire

2. Assistance bilatérale

L'assistance des partenaires bilatéraux est passée de 267,2 millions de USD en 2003 à 243,7 millions en 2004, soit une baisse de 8,8 %. Ces apports ont représenté 3,7 % du PIB en 2004 contre 4,7 % en 2003.

Les interventions des Etats-Unis et de la Belgique ont totalisé 61,8 % de l'assistance bilatérale en 2004 contre 57,4 % en 2003. Les apports des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud et du Canada dans le total des donations bilatérales ont été respectivement de 15,2 %, 7,2 % et 5,3 % tandis que les autres pays ont contribué pour 10,5 %.

L'essentiel de cette assistance a été affecté à l'aide humanitaire, à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit, aux micro-projets et aux projets de développement.

2.1. Les Etats-Unis d'Amérique

De 107,7 millions de USD en 2003, l'aide des Etats Unis est passée à 106,3 millions en 2004, enregistrant ainsi une baisse de 1,3 %. Cette assistance a été affectée à l'aide humanitaire (61,7 %), aux projets de développement (24,7 %) et à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (13,4 %).

2.2. La Belgique

L'appui de la Belgique est évalué à 44,4 millions de USD en 2004 contre 45,8 millions de USD en 2003, soit une baisse de 3,1 %.

Les dons de la Belgique ont concerné essentiellement l'aide humanitaire (49,7 %), les projets de développement (19,9 %), les projets multinatures (10,2 %) ainsi que l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (6,2 %).

2.3. Les Pays-Bas

De 33,9 millions de USD en 2003, l'aide des Pays-Bas est passée à 37,1 millions en 2004, enregistrant ainsi une hausse de 9,4 %. Ce pays a consacré 99,5 % de son appui aux micro-projets.

2.4. L'Afrique du Sud

L'aide de l'Afrique du Sud, qui a atteint 18,2 millions de USD en 2004 contre 17,5 millions en 2003, a été affectée à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit.

2.5. Le Canada

L'assistance du Canada a baissé de 36,1 %, se chiffrant à 12,9 millions de USD en 2004 contre 20,2 millions en 2003. Cette aide a été essentiellement affectée à l'aide humanitaire (45,8 %), à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit (22,9 %), aux projets multinatures (16,1 %) et à l'assistance technique (12,8 %).

2.6. Les autres pays

L'apport des autres pays est passé de 42,1 millions de USD en 2003 à 24,9 millions de USD en 2004, soit une diminution de 40,9 %. Cet appui a concerné principalement les aides humanitaire et alimentaire ainsi que les projets multinatures.

V. COOPERATION REGIONALE

Le NEPAD

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, NEPAD en sigle, est un programme de développement socio-économique du continent et une structure stratégique de l'Union Africaine pour la renaissance de l'Afrique. Il est basé sur le principe d'appropriation et de gestion par les africains.

Ce programme est bâti sur les priorités nationales et régionales et sur les plans de développement qui doivent être préparés à travers des processus participatifs.

L'année 2004 a été marquée par une accélération des activités du programme de mise en œuvre du NEPAD. Ces activités se sont principalement concentrées sur la responsabilisation et le renforcement des institutions chargées d'assurer sa vulgarisation et son appropriation.

Au niveau continental, le programme du NEPAD a été officiellement approuvé au sein de l'Union Africaine. Une période de trois ans a été définie pour son intégration au sein de l'Union africaine.

Au niveau de l'Afrique Centrale, le travail de sensibilisation et d'appropriation s'est poursuivi dans tous les pays et des Comités de Suivi ont été créés dans plusieurs ministères.

Une structure de coordination des activités du NEPAD dont le secrétariat est assuré par le Secrétariat Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) a été créée en 2003 et approuvée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement en janvier 2004 à Brazzaville. Le bureau de cette structure est composé d'une Présidence (Gabon) et d'une vice-présidence composée des pays suivants : Cameroun, République du Congo et RDC.

Il sied de relever que le Bureau du Comité Régional du NEPAD/Afrique Centrale a tenu sa deuxième réunion à Kinshasa les 13 et 14 décembre 2004.

Au niveau national, le Président de la République a signé le 29 avril 2004 le Décret n° 037 portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de Coordination des travaux du NEPAD.

Le 7 mai 2004, le Ministre du Plan, en sa qualité de Président de ce Comité, a signé l'arrêté ministériel portant organisation et fonctionnement des structures du Comité national de coordination des travaux du NEPAD en RDC. Ce Comité comprend un Comité Directeur et cinq commissions techniques.

Le Comité Directeur est l'instance permanente d'animation, d'orientation et de décision des travaux du NEPAD tandis que les Commissions techniques sont des structures chargées de garantir la qualité et l'efficacité des travaux et des

activités du NEPAD. A ce titre, elles conçoivent, proposent et assurent l'exécution et le suivi de la mise en œuvre des programmes sectoriels.

Dans le cadre du Plan d'Action à Court Terme (PACT) du NEPAD, il a été retenu 14 projets intégrateurs pour la sous-région de l'Afrique centrale dont trois intéressent la RDC. Il s'agit du Projet d'infrastructure RDC-Angola, de l'étude intégratrice du Grand Inga ainsi que de la construction du pont route-rail sur le fleuve Congo entre Kinshasa et Brazzaville et le prolongement du chemin de fer entre Kinshasa et Ilebo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.13. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS MINERAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Produits et marchés		Cotation	Moyennes Annuelles									
			1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)
Cuivre	New York	Cts/lb	112,4	141,1	112,2	107,5	73,0	69,9	82,7	80,7	75,8	75,1
	Londres : 3 mois	USD/tm	2.313,7	2.847,9	2.137,0	2.227,8	1.663,9	1.600,1	1.828,0	1.782,4	1.811,2	...
	Bruxelles (4)	BEF/tm	77.389,9	86.777,6	69.868,3	81.458,1	60.459,2	60.482,9	84.484,7	81.840,1	83.162,4	82.501,3
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	5.512,5	6.190,5	6.178,9	5.672,6	5.459,4	5.407,1	5.457,0	5.441,2	5.435,1	5.444,4
	Paris	FRF/ kg	35,5	36,3	37,0	38,9	38,3	39,3	45,5	41,0	41,9	42,8
Zinc (1)	New York (qual. sup. N.Y.)	Cts/lb	52,5	50,3	51,6	65,6	58,3	57,0	50,4	43,2	34,9	36,3
	Londres : cash (cours vendeur)	GBP/tm	997,9	1.030,8	1.012,0	805,8	1.020,4	668,2	748,4	667,1	539,2	...
Diamant	Kinshasa	USD/carat	20,5	19,6	20,6	18,8	19,6	12,5	11,0	16,3	20,8	21,9
Cobalt (2)	Bruxelles	USD/lb	20,6	26,3	25,0	24,0	22,1	17,5	17,8	12,3	6,8	10,7
Or	Londres	USD/once	382,6	384,2	383,3	331,2	292,8	270,5	266,2	256,3	318,9	362,7
Pétrole	Arabe. Arabie Saoudite (Rastanura)	USD/baril	17,7	18,7	21,7	18,2	14,9	18,9	21,9	28,8	27,8	29,4
Argent Métal	Londres (cash)	Pence/o.t	343,8	328,6	323,5	298,8	331,7	319,9	325,8	325,8	323,8	183,9
	New York	Cts/o.t.	528,0	513,9	505,8	487,1	542,0	552,5	547,3	549,9	548,6	...
Argent (3)	Bruxelles	BEF/Kg	5.721,8	4.805,5	5.607,1	6.368,8	7.233,8	6.838,6	7.889,5	7.320,9	169,54(3)	157,2

Sources Centre National d'Expertise et l'Echo.
(1) A partir de 1994, la cotation est sur le marché de Paris (Electro).
(2) A partir de 1994, la cotation est sur le marché Hors Londres.
(3) A partir de 1996, la cotation est sur le marché de Paris-Euro/100kg à partir de 2002
(4) A partir de 2000, la cotation est celle de l'Union Minière et non de la GCM-C.- Euro/Kg à partir de 2003

Tableau III.14. COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Produits et marchés		Cotation	Moyennes Annuelles									
			1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)
Café :												
Arabica	New York	Cts/lb	158,8	159,6	112,3	171,3	145,2	104,6	104,5	61,9	55,88	735,8
Robusta (1)	Londre	Cts/lb	119,7	127,7	75,2	72,7	80,1	65,0	62,4	26,8	20,3	54,5
Cacao	New York C.I.F. (marché à terme)	Cts/lb	57,3	59,7	60,7	68,1	70,6	46,3	41,9	44,5	85,4	82,0
Huile (2) :												
de palme vrac 5 % d'acidité	Anvers C.I.F.	BEF/kg	17,4	18,9	16,8	19,3	22,6	19,7	13,7	11,2	22,8	434,5
de palmistes vrac 6 % d'acidité max. 8 %	Anvers C.I.F.	BEF/kg	20,4	19,9	22,9	23,2	23,4	31,9	24,6	13,3	27,0	457,7
Coton	New York (contrat n°2)	Cts/lb	75,3	95,1	73,8	72,4	66,9	55,1	...	...	...	59,3
Caoutchouc	Londres C.I.F. (R.S.S. R.M.A. 1)	Pence/kg	80,9	107,0	95,7	66,4	61,6	45,5	45,9	50,4	68,0	103,4
Bois Sapelli												
Grumes, qualité LM (3)	Congo F.O.B.	FRF/m3	1.820,8	1.656,3	1.130,9	1.077,9	1.081,7	1.297,9	992,6	1.348,8	1.170,7	1.259,8
Sciés, qualité FAS, Standard	Cameroun F.O.B.	FRF/m3	3.233,3	3.020,8	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : L'Echo et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
(1)(2) sur le marché de Londres à partir de 1998. Usd par tonne à partir de 2003
(3) A partir de 1996, Rapport annuel-Office Congolais de Controle, 2001.

Tableau III.15. EVOLUTION DES INDICES DES COURS DE MATIERES PREMIERES

(Indice 1990 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR		
	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global[1]
1987	74,4	161,1	82,3
1988	97,0	147,8	101,7
1989	101,9	135,0	104,9
1990	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	91,2	91,1
1992	111,0	79,3	108,8
1993	102,3	99,3	102,1
1994	103,1	184,6	108,8
1995	113,1	199,3	119,2
1996	88,1	134,0	91,6
1997	107,7	160,3	111,3
1998	92,5	149,1	96,4
1999	81,4	120,7	84,1
2000	94,1	86,4	93,6
2001	95,0	63,2	92,8
2002(e)	84,6	56,3	82,7
2003(e)	89,6	67,9	103,6

Source : Banque Centrale du Congo

[1] Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.16. REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION

(Valeur C.I.F)

PAYS	En millions de XDR									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (r)	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)
1. C.E.E	616,5	745,8	701,6	588,3	581,4	638,2	648,7	732,9	923,4	1448,2
U.E.B.L	448,5	496,9	518,0	447,8	485,7	582,1	567,7	682,6	860,0	1348,8
France	24,1	27,8	19,7	14,9	11,2	5,2	14,3	17,2	21,7	34,0
Italie	66,0	104,9	55,3	40,3	36,9	27,4	21,2	-	-	-
République Fédérale d'Allemagne [1]	24,7	42,9	47,2	36,6	19,7	3,8	4,8	15,7	19,8	31,0
Pays-Bas	9,5	10,3	13	11,5	-	4,7	27,4	3,4	4,3	6,7
Royaume-Uni	11,7	11,9	15,7	7,1	5,5	5,0	3,0	-	-	-
Irlande, Danemark et Grèce	1,3	2,8	1,2	3,8	1,0	0,2	0,4	-	-	-
Portuga	17,4	27,2	21,4	17,2	16,1	7,2	8,0	14,0	17,6	27,7
Espagne	13,3	21,1	10,1	9,1	5,3	2,6	1,9	-	-	-
2. Amérique du Nord	141,9	194,8	183,2	217,4	124,2	177,9	180,8	204,2	257,3	403,5
3. Japon	57,1	53,3	56,9	38,0	27,2	41,4	42,1	47,5	59,8	93,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	21,0	31,7	44,3	45,4	33,1	41,6	42,3	47,8	60,2	94,5
Sous - total O.C.D.E.	836,5	1.025,6	986	889,1	765,9	899,1	913,9	1.032,4	1300,7	2040,0
5. Destinations diverses	90,7	92,0	121,1	117,3	311	186,2	189,2	213,8	269,4	422,5
Total	927,2	1.117,6	1.107,1	1.006,4	1.077,0	1.085,3	1.103,1	1.246,2	1.570,1	2.462,5

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

[1] A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est.

Tableau III.17. REPARTITION DES IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS

(Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de XDR									
	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (r)	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)
1. U.E.	**243,7**	**305,7**	**369,8**	**339,6**	**241,6**	**134,9**	**207,6**	**204,4**	**273,8**	**498,7**
U.E.B.L	97,5	132,0	161,0	150,0	133,9	70,7	93,6	93,5	125,2	228,1
France	28,4	31,8	44,7	38,3	32,1	19,8	24,2	25,6	34,3	62,5
Italie	13,9	25,4	26,5	22,5	23,7	6,5	15,3	6,4	8,6	15,6
République Fédérale d'Allemagne (1)	46,3	46,1	59,3	51,1	29,1	11,8	29,3	45,7	61,2	111,5
Pays-Bas	29,1	30,2	38,6	34,9	-	15,0	23,2	25,3	33,9	61,7
Royaume-Uni	12,8	16,7	18,6	26,8	9,3	3,0	11,5	7,2	9,6	17,6
Irlande, Danemark et Grèce	10,1	15,6	12,3	9,8	9,5	4,6	6,6	-	-	-
Portugal	0,8	0,9	1,5	0,8	0,3	0,2	0,5	0,7	0,9	1,7
Espagne	4,8	7,0	7,3	5,4	3,7	3,3	3,4	-	0,0	0,0
2. Amérique du Nord	**30,4**	**69,2**	**69,6**	**58,0**	**34,4**	**32,7**	**37,9**	**50,1**	**67,1**	**122,2**
3. Japon	**28,0**	**7,2**	**26,9**	**16,4**	**8,9**	**10,5**	**12,2**	**16,1**	**21,6**	**39,4**
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	**20,9**	**15,4**	**16,4**	**20,3**	**8,0**	**9,0**	**10,5**	**13,8**	**18,5**	**33,8**
Sous-total O.C.D.E.	323,0	397,5	482,7	434,3	292,9	187,2	268,3	284,5	381,1	694,0
Provenances diverses	350,0	402,1	363,7	272,4	491,3	227,6	263,8	348,7	467,1	850,7
Total	673,0	799,6	846,4	706,7	784,2	414,8	532,1	633,2	848,2	1.544,7

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE.
- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.
(1) A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est.

Tableau III.18. BALANCE COMMERCIALE (1)

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de XDR		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1994	16,0	11,6	4,4	927,2	673,0	254,2
1995	118,8	85,0	33,8	1.117,6	799,6	318,0
1996	805,4	615,8	189,7	1.107,1	846,4	260,7
1997	1.823,3	1.280,4	543,0	1.006,4	706,7	299,7
1998	2.360,8	1.719,0	641,8	1.077,0	784,2	292,8
1999 (r)	5.958,3	2.277,3	3.681,0	1.085,3	414,8	670,5
2000 (r)	31.482,5	15.186,1	16.296,3	1.103,1	532,1	571,0
2001 (e)	322.952,7	164.093,8	158.859,0	1.246,2	633,2	613,0
2002 (e)	705.472,3	381.117,1	324.355,3	1.570,1	848,2	721,9
2003 (e)	1.357.905,9	851.822,1	506.083,8	2.462,5	1.544,7	917,7

(1) Cf tableaux III.12 et III.13.

Tableau III.19. EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE

(base:1990=100)

PERIODES	Données exprimées en XDR			Données exprimées en CDF (1)(2)		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export.	A l'import.		A l'export.	A l'import.	
1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	73,1	124,6	1.980,2	1.589,3	124,6
1992	68,4	48,7	140,5	63.201,3	45.051,5	140,3
1993	50,6	40,4	125,2	513.749,8	410.736,5	125,1
1994	62,9	46,9	134,1	108.797,1	81.087,1	134,2
1995	75,8	57,9	130,9	805.589,5	615.712,7	130,8
1996	82,0	56,1	146,2	11.846.261,4	8.113.877,6	146,0
1997	72,5	50,5	143,6	13.135.166,5	9.140.686,5	143,7
1998	66,3	37,9	174,9	14.533.253,7	8.307.847,9	174,9
1999	74,9	33,5	223,6	41.602,6	18.575,0	224,0
2000(e)	88,0	38,0	231,6	253.866,1	109.799,4	231,2
2001(e)	102,8	33,7	305,0	2.693.115,3	883.997,0	304,7
2002(e)	50,0	113,4	44,1	5.155.066,3	2.272.665,1	226,8
2003(e)	60,9	44,1	138,3	9.589.240,2	2.002.611,9	478,8

Sources : Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE et Direction of Trade Statistics (IMF)
- calculs Banque Centrale du Congo.
(1) En ZRN, à partir de 1994.
(2) En CDF, à partir de 1999.

Tableau III.20. EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX

Années / Produits	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001 (p)	2002 (p)	2003 (p)
Bois (en m³)	168.844	164.054	184.282	134.399	149.160	61.418	24.626	32.441	44.871	89.726
Grumes	119.186	111.520	121.551	97.830	105.248	40.133	16.178	14.437	16.854	60.626
Sciés	42.125	44.666	55.013	30.933	38.210	20.263	8.215	18.004	28.010	20.369
Placages et divers	7.533	7.868	7.718	5.636	5.702	1.022	233	-	7	8.731
Autres produits (T.M.)	93.041	103.262	117.734	63.762	61.054	31.416	45.985	51.310	46.676	33.425
Thé	1.784	515	1.559	1.341	1.153	991	...	...	...	...
Café-robusta	64.687	68.122	55.309	30.994	26.392	18.291	11.330	2.636	5.260	2.866
Café-arabica	7.816	13.866	8.110	4.142	6.397	2.119	...	5.152	3.488	1.989
Caoutchouc	5.170	6.353	9.616	7.692	6.288	2.709	2.029	2.099	1.351	1.119
Huile de palme	200	5.586	1.150	16.781	16.883	6.102	4.490	4.472	4.663	0
Huile de palmistes	1.427	1.447	1.597	360	611	486	159	719	313	0
Tourteaux de palmistes	-	-	-	-	...	...	...	...	...	...
Glycérine	-	-	-	-	...	...	...	...	...	...
Cacao	3.226	3.469	3.577	2.452	3.330	718	2.827	2.397	2.617	1.176
Rauwolfia	3.034	16	33	-	...	...	11	6		
Pellets	3.094	-	25.867	-	...	...	21.099	30.361	25.730	23.415
Quinquina	2.269	3.705	8.271	-	...	...	...	...	...	...
Divers	334	183	2.645	-	...	...	4.040	3.468	3.254	2.861

Sources: - Office Congolais de Contrôle et Fonds de Reconstitution du capital forestier (pour le bois) à partir de 1991.
- Ogefrem,Direction des Frets Maritimes.

Tableau III.21. RESSOURCES EXTERIEURES UTILISEES
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Donations et contributions assimilables	**184,5**	**175,8**	**214,8**	**166,1**	**83,7**	**9,7**
1. Provenant du secteur public[1]	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
2. Provenant du secteur privé[2]	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
B. Prêts et autres capitaux nets	**340,7**	**211,4**	**210**	**-47,2**	**-165,5**	**44,3**
1. Provenant du secteur public	319,2	304,5	388,5	197,5	66,3	48,6
a) Prêts financiers	328,3	312,9	408	209,4	91,5	48,6
b) Autres capitaux	-9,1	-8,4	-19,5	-11,9	-25,2	-
2. Provenant du secteur privé	21,5	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
a) Crédits financiers	13,6	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
b) Crédits fournisseurs	7,9	-	-	-	-	-
c) Autres capitaux						
C. Apports nets de ressources (A + B)	**525,2**	**387,2**	**424,8**	**118,9**	**-81,8**	**54**
D. Intérêts et revenus d'investissements	**-284,1**	**-212,4**	**-235,4**	**-190,5**	**-179,7**	**-62,2**
E. Transferts nets de ressources (C + D)	**241,1**	**174,8**	**189,4**	**-71,6**	**-261,5**	**-8,2**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Cf tableau III.16.
(2) Cf tableau III.17.

Tableau III.22. RESSOURCES NETTES EN PROVENANCES DU SECTEUR PUBLIC EXTERIEUR
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	**517,6**	**507,3**	**656,2**	**378,2**	**200,4**	**61,7**
1. Donations	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
d'origine bilatérale	138,8	129,6	151,9	111,6	57,6	-
d'origine multilatérale	18,5	32,5	48	39,6	14,8	5
2. Prêts	360,3	345,2	456,3	227	128	56,7
d'origine bilatérale	112,9	125,9	121,9	116,2	29,5	13,5
d'origine multilatérale	247,4	219,3	334,4	110,8	98,5	43,2
autres [1]	-	-	-	-	-	-
B. Amortissements et autres opérations	**41,1**	**40,7**	**67,8**	**29,5**	**61,7**	**8,1**
Prêts bilatéraux	1,7	4	20,6	1,7	13,3	5,2
Prêts multilatéraux	30,3	28,3	27,7	15,9	23,2	2,9
Autres opérations de l'Etat [2]	9,1	8,4	19,5	11,9	25,2	-
C. Apports nets (A - B)	**476,5**	**466,6**	**588,4**	**348,7**	**138,7**	**53,6**
D. Intérêts versés sur les prêts	**-90,9**	**-56,8**	**-61,3**	**-60,3**	**-34**	**-7,9**
E. Transferts nets de ressources (C+D)	**385,6**	**409,8**	**527,1**	**288,4**	**104,7**	**45,7**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Y compris les consolidations.
(2) Souscription aux organismes internationaux, prêts aux Gouvernements et contrepartie des arriérés extérieurs

Tableau III.23. RESSOURCES NETTES EN PROVENANCE DU SECTEUR PRIVE EXTERIEUR
(en millions de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	**7,9**	**435,9**	**756,7**	**704,6**	**860,3**	**404,2**	**344.2**
1. Dons des institutions privées	7,9	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
à l'Etat	7,9	-	-	-	-		
aux organismes privés	-	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4.7
2. Capitaux privés	0,0	408,7	743,0	689,7	845,4	392,9	339.5
a) Crédits fournisseurs	0,0	143,4	...	...	...	...	...
à l'Etat	-	-	...	...	...	...	...
aux entreprises	-	143,4	...	...	...	...	...
b) Crédits financiers	0,0	265,3	743	689,7	845,4	392.9	339.5
à l'Etat	-	-	32,4	78,4	34,7	128,1	56.7
aux entreprises	-	265,3	710,6	611,3	810,7	264,8	282.8
c) Autres capitaux[1]							
B. Amortissements	**346,2**	**387,2**	**836,1**	**868,2**	**1090,1**	**624,7**	**343,8**
1. Crédits fournisseurs	-	135,5	-	-	-	-	-
à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	135,5	-	-	-	-	-
2. Crédits financiers	88,9	251,7	836,1	868,2	1 090.10	624.7	343.8
à l'Etat	-	-	61,5	107,4	78,5	29,5	44.6
aux entreprises	88,9	251,7	774,6	760,8	1 011,60	595,2	299.2
3. Autres capitaux(1)	257,3	-	-	-	-	-	-
C. Apports nets de ressources (A - B) -	**338,3**	**48,7**	**-79,4**	**-163,6**	**229,8**	**-220,5**	**0.4**
D. Intérêts et revenus d'investissements[2]	**-55,0**	**-58,1**	**-155,6**	**-174,1**	**-130,2**	**-145,7**	**-54,3**
E. Transferts nets de ressources(C+D)	**-393,3**	**-9,4**	**-235,0**	**-337,7**	**-360,0**	**-366,2**	**-53,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf. balance générale des paiements, tableau III.23, poste 12, dont il faut déduire les opérations relatives aux prêts d'origine publique extérieure et aux crédits consentis par le secteur privé extérieur aux entreprises publiques zairoises.

(2) Cf. balance générale des paiements, tableau III.23, poste 6, dont il faut déduire les intérêts payés sur les prêts d'origine publique extérieure.

Tableau III.24. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Donations multilatérales	**18 548**	**32 469**	**47 966**	**39 559**	**14 748**	**4 965**
F.E.D.	7 657	18 703	27 218	27 311	1 042	-
Nations-Unies	10 891	13 766	20 748	12 248	13 706	4 965
Donations bilatérales	**138 775**	**129 605**	**151 822**	**111 622**	**57 592**	**-**
République Fédérale d'Allemagne	9 290	12 734	16 286	12 919	5 264	-
Belgique	42 343	40 925	53 299	-	-	-
Canada	6 721	6 675	11 341	7 107	4 407	-
Etats-Unis	19 092	24 303	14 504	31 682	8 254	-
France	19 142	15 309	13 504	-	19 937	-
Italie	8 256	11 124	13 469	8 170	-	-
Japon	29 657	15 559	27 379	46 592	11 275	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	4 003	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	1 169	-
Suède	-	-	2 040	4 747	-	-
Autres	271	2 976	-	405	7 286	-
Total	**157 323**	**162 074**	**199 788**	**151 181**	**72 340**	**4 965**

Source: Banque Centrale du Congo

Tableau III.24. bis. PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1994	1995	1996	1997
Donations multilatérales	**197,8**	**211,5**	**202,9**	**111,0**
F.E.D./ UE	28,9	49,8	30,4	68.8
Nations-Unies	168,9	161,8	172,5	42.2
Donations bilatérales	**10,8**	**24,3**	**32,0**	**67,3**
République Fédérale d'Allemagne	2,2	12,5	17,0	11,4
Belgique	6.0	5,5	5,7	41,4
Canada	-	-	-	5,3
Etats-Unis	-	-	0,1	0,1
France	1,4	2,5	2,9	1,7
Italie		-	-	0,9
Japon	-	0,4	0,1	0,3
Pays-Bas	-	-	-	2,8
Royaume-Uni	0,01	-	-	1,4
Suisse	1,2	0,8	-	-
Suède	-	-	-	-
Autres	-	2,6	6.0	2.0
Total	**208,6**	**235,8**	**234,8**	**178,3**

Source: PNUD

Tableau III.25. NATURE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Dons à l'Etat	**153 527**	**160 080**	**192 326**	**146 958**	**70 021**	**4 965**
1. Financement de projets économiques et sociaux	55 385	49 218	90 308	86 141	13 625	-
Marchandises	47 077	-	-	-	-	-
Services	8 308	-	-	-	-	-
Cession de devises	-	-	-	-	-	-
2. Donations en marchandises	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
Dons spéciaux liés à des projets	12 380	4 672	2 923	12 655	34	-
3. Coopération technique	85 762	106 190	99 095	48 162	56 362	4 965
dont: Cession de devises	-	-	-	-	-	-
B. Dons à des organismes privés ou à des particuliers(bourses d'études et stage)	**3 796**	**1 994**	**7 462**	**4 223**	**2 319**	**-**
Total	**157 323**	**162 074**	**199 788**	**151 181**	**72 340**	**4 965**

Source: Banque Centrale du Congo

Tableau III.26. ENCOURS UTILISATION DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

(en milliers de XDR)

	Au 31 décembre 1988	Au 31 décembre 1989	Au 31 décembre 1990	Au 31 décembre 1991	Montant en instance d'utilisation au 31-12-1991	Encours global des utilisations au 31-12-1991	Encours global des engagements au 31-12-1991
I. Crédits à l'Etat	**3 806 787**	**5 317 346**	**4 675 754**	**4 390 287**	**303 805**	**6 169 224**	**6 473 029**
1. Finances	3 571 974	5 068 282	4 451 427	4 179 807	210 578	5 738 753	5 949 331
2. Transports et Communication	29 455	30 494	28 093	24 456	1 390	106 823	108 213
3. Travaux Publics	4 536	5 036	4 230	4 234	-	4 928	4 928
4. Agriculture	149 166	155 313	138 083	132 651	64 202	193 535	257 737
5. Education Centrale	13 011	16 003	17 452	18 713	17 124	19 244	36 368
6. Défense Nationale	28 103	29 784	23 723	18 275	2 271	83 398	85 669
7. Information	6 936	7 386	7 267	6 335	672	16 727	17 399
8. Energie	3 606	4 268	4 152	3 960	77	3 960	4 037
9. Santé	-	780	1 327	1 856	4 104	1 856	5 960
10. Plan	-	-	-		3387	-	3 387
II. Crédits aux entreprises (1)	**1 632 637**	**2 108 480**	**1 891 383**	**1 902 653**	**848 993**	**2 770 802**	**3 619 795**
1. Air-Zaire	8 557	9 607	8 116	8 314	-	23 092	23 092
2. Siderna	3 251	3 725	1 955	1 701	-	24 563	24 563
3. C.N.E.C.I.	5 570	5 388	4 552	4 663	-	7 247	7 247
4. Gécamines	106 675	130 962	130 494	168 448	122 100	345 119	467 219
5. SICAI	214	244	232	209	-	8 830	8 830
6. Sofide	144 179	303 666	153 262	151 300	40 141	170 611	210 752
7. S.N.EL.	471 032	542 884	490 224	483 981	175 666	952 468	1 128 134
8. C.S.CO.	5 667	6 299	5 268	5 341	172	5 626	5 798
9. Onatra	141 237	182 691	180 114	172 207	79 362	188 649	268 011
10. Comingem	3 071	3 543	3 471	-	-	-	-
11. Office des Routes	351 538	408 966	378 489	389 708	149 614	433 107	582 721
12. Regideso	98 354	144 876	135 755	140 642	139 378	167 090	306 468
13. D.A.I.P.N.	1 021	1 175	1 158	1 009	-	14 128	14 128
14. Gosuma	21	25	21	21	5	21	26
15. S.N.C.Z.	154 534	179 007	214 857	211 486	104 222	232 781	337 003
16. ZAIRETAIN	202	189	168	155	37	195	232
17. Sotexki	7 655	8 276	6 973	6 591	-	10 598	10 598
18. O.N.D.E	11 854	13 170	16 516	11 188	-	11 958	11 958
19. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	32 614	32 857	31 023	28 579	130	33 209	33 209
20. Sucrerie de Kiliba	31 966	36 992	36 619	33 931	-	37 089	37 089
21. Grands Hôtels du Zaire	11 190	11 306	7 429	6 523	-	10 871	10 871
22. Sotraz	27 922	46 546	49 126	42 972	-	42 972	42 972
23. B.C.A.	-	3 898	3 601	3 436	3 320	3 436	6 756
24. Hôtel Diplomate	-	-	-	66	289	66	355
25. Société KANIA	2 554	2 941	2 896	2 525	-	3 753	3 753
26. O.N.P.T.Z.	6 350	8 993	5 736	3 182	3 581	18 848	22 429
27. OKIMO	2 281	11 477	11 624	11 088	4 230	11 088	15 318
28. RVF	-	2 604	5 182	6 279	3 627	6 279	9 906
29. RVM	-	1 479	2 232	2 953	9 881	2 953	12 834
30. S.I.N.E.L.A.C.	3 128	4 694	4 290	4 155	675	4 155	4 830
31. R.V.A.	-	-	-		12 105	-	12 105
32. Imprimerie du Kivu					458	-	458
Total	**5 439 424**	**7 425 826**	**6 567 137**	**6 292 940**	**1 152 798**	**8 940 026**	**10 092 824**

Source: OGEDEP.

(1) Il s'agit des crédits contractés par les entreprises publiques, semi-publiques ou privées avec la garantie de l'Etat.

Tableau III. 27. DETTE EXTERIEURE

(en millions de XDR)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001[2]	2002[3]r	2003[3]
Encours global [1]	**6.683,6**	**8.672,1**	**9.967,1**	**9.439,8**	**9.427,2**	**9.878,6**	**9.878,2**	**10.687,6**	**10.311,9**	**11.355,0**
• F.M.I.	219,6	370,9	358,2	354,7	367,6	377,9	388,2	401.0	528,5	700,7
• Club de Paris	4.602,3	5.976,1	6.874,0	6.649,0	6.507,5	6.850,4	6.799,4	7.479,5	5.998,5	6.007,5
• Club de Kinshasa	173,4	230,6	67,1	286,5	284,0	287,2	325	363,3	449,1	524,0
• Club de Londres	240,8	434,7	452,7	27,4	26,4	27,2	28,8	29.3	57.9	58,8
• Institutions multilatérales	1.305,9	1.476,2	1.771,2	1.652,4	1.745,8	1.822,8	1.760,8	1.805,6	2.917,7	3.748,8
dont BAD	367,1	361,1	376,0	626,0	550,7	555,9	540,5	672,4		
• Autres	141,6	183,6	443,9	469,8	495,9	513,1	576,0	608,9	360,2	315,2
Service de la dette										
- Service dû	**4.032,5**	**4.657,6**	**5.901,5**	**5.880,0**	**6.168,4**	**6.964,4**	**7.450,0**	**8.598,7**	**1.075,9**	**1.141,2**
• F.M.I.	267,4	302,9	325,9	328,7	360,4	377,9	388,2	401.0	-	-
• Club de Paris	2.878,9	3.266,9	4.593,8	4.458,0	4.611,1	5.092,8	5.556,4	6.545.0	114,3	223,2
• Club de Kinshasa	153,9	153,9	230,6	67,1	214,7	222,6	230,7	266,7	313,7	387,6
• Club de Londres	426,3	434,7	436,1	27,4	26,4	27,2	28,8	29.3	65,9	59,3
• Institutions multilatérales	243,4	339.9	478,6	447,4	515,9	786,2	681,9	750.0	158.0	59,0
dont BAD	220,8	220,8	281,6	376,0	344,6	366,6	509,0	464,8	591,3	-
• Autres	62,6	82,6	-	403,8	432,0	449,6	528,0	559,6	350,1	372,3
- Service effectué	**9,0**	**15,4**	**28,8**	**-**	**1,5**	**-**	**-**	**-**	**32,2**	**124,4**
• F.M.I.	9,0	15,3	28,8	-	1,5	-	-	-	-	-
• Club de Paris	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,8
• Club de Kinshasa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,5
• Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	8,0	0,5
• Institutions multilatérales	-	0,1	-	-	-	-	-	-	24,2	28,7
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
• Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés	**4.023,5**	**4.642,2**	**5.872,7**	**5.880,0**	**6.166,9**	**6.964,4**	**7.450,0**	**8.598,7**	**1.043,7**	**1.016,8**
• F.M.I.	258,4	287,6	297,1	328,7	358,9	377,9	388,2	401.0	-	-
• Club de Paris	2.878,9	3.266.9	4.593,8	4.458.0	4.611,1	5.092.8	5.556,4	6.545.0	114,3	131,4
• Club de Kinshasa	153.9	230,6	67,1	214,7	222,6	230,7	266,7	313,7	387,6	424,0
• Club de Londres	426,3	434,7	436,1	27,4	26,4	27,2	28,8	29,3	57,9	58,8
• Institutions multilatérales	243,4	339,8	478,6	447,4	515,9	786,2	681,9	750.0	133.8	30,3
dont BAD	220,8	281,6	376,0	344,6	366,6	509,0	464,8	591,3	-	-
• Autres	62,6	82,6	-	403,8	432,0	449,6	528,0	559,6	350,1	372,3

Sources : OGEDEP.

(1) Y compris les intérêts contractuels et de retard à partir de 1995.

(2) 1 DTS = 1,27 USD

(3) 1 DTS = 1,33 USD

Tableau III. 27.bis. DETTE EXTERIEURE

(en millions de XDR)

	1998	1999	2000	2001(1)r	2002(2)r	2003(2)
Stock	**9.427,2**	**9.878,6**	**9.878,2**	**10.311,9**	**10.311,9**	**11.355,0**
• F.M.I.	367,6	377,9	388,2	528,5	528,5	700,7
• Club de Paris	6.507,5	6.850,4	6.799,4	5.998,5	5.998,5	6.007,5
• Club de Kinshasa	284,0	287,2	325,0	449,1	449,1	524,0
• Club de Londres	26,4	27,2	28,8	57,9	57,9	58,8
• Institutions multilatérales	1.745,8	1.822,8	1.760,8	2.917,7	2.917,7	3.748,8
dont BAD	550,7	555,9	540,5	1.142,3	-	-
• Autres	495,9	513,1	576,0	360,2	360,2	315,2
Encours	**6.445,9**	**6.528,9**	**6.336,4**	**9.981,6**	**9.981,6**	**10.403,5**
• F.M.I.	300,7	300,7	300,0	528,5	528,5	700,7
• Club de Paris	4.083,3	4.169,2	3.909,8	5.938,7	5.938,7	5.945,7
• Club de Kinshasa	225,9	222,8	239,1	307,8	307,8	352,5
• Club de Londres	26,4	27,2	28,8	28,6	28,6	28,6
• Institutions multilatérales	1.389,0	1.399,5	1.414,4	2.856,9	2.856,9	3.047,4
dont BAD	261,1	268,7	275,7	1.142,3		
• Autres	420,6	409,5	444,3	321,1	321,1	328,6
Service de la dette						
- Service dû	**6.168,4**	**6.964,4**	**7.450,0**	**1.551,7**	**1.075,9**	**1.141,1**
• F.M.I.	360,4	377,9	388,2	506,2	-	-
• Club de Paris	4.611,1	5.092,8	5.556,4	114,2	114,3	223,2
• Club de Kinshasa	222,6	230,7	266,7	387,6	387,6	427,4
• Club de Londres	26,4	27,2	28,8	57,9	65,9	59,3
• Institutions multilatérales	515,9	786,2	681,9	135,8	158,0	59,0
dont BAD	466,6	509,0	464,8	-	-	-
• Autres	432,0	449,6	528,0	350,1	350,1	372,3
- Service effectué	**1,5**	**-**	**-**	**508,2**	**32,2**	**124,4**
• F.M.I.	1,5	-	-	506,2	-	-
• Club de Paris	-	-	-	-	-	91,8
• Club de Kinshasa	-	-	-	-	-	3,5
• Club de Londres	-	-	-	-	8,0	0,5
• nstitutions multilatérales	-	-	-	2,0	24,2	28,7
dont BAD	-	-	-	-	-	-
• Autres	-	-	-	-	-	
- Arriérés	**6.166,9**	**6.964,4**	**7.450,0**	**1.043,5**	**1.043,7**	**1.016,7**
• F.M.I.	358,9	377,9	388,2	-	-	-
• Club de Paris	4.611,1	5.092,8	5.556,4	114,2	114,3	131,4
• Club de Kinshasa	222,6	230,7	266,7	387,6	387,6	423,9
• Club de Londres	26,4	27,2	28,8	57,9	57,9	58,8
• Institutions multilatérales	515,9	786,2	681,9	133,8	133,8	30,3
dont BAD	466,6	509,0	464,8	-	-	-
• Autres	432,0	449,6	528,0	350,1	350,1	372,3

Sources : OGEDEP sauf FMI et Club de Londres

(1) 1 DTS= 1,27 USD

(2) 1 DTS = 1,33 USD.

Tableau III. 27.ter. MOUVEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

(en milliers de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Utilisations	**265 336**	**279 558**	**273 226**	**319 500**	**233 025**	**100 621**
1. Crédits à l'Etat	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
a) Financiers	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
2. Crédits aux entreprises	190 710	123 921	188 535	208 346	162 846	89 911
a) Financiers	190 710	123 921	188 535	208 346	162 846	89 911
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
B. Remboursements	**293 070**	**378 295**	**61 951**	**86 238**	**40 860**	**32 974**
C. Variations nettes (A-B)	**-27 734**	**-98 737**	**211 275**	**233 262**	**192 165**	**67 647**
D. Intérêts	**310 609**	**374 727**	**70 451**	**72 989**	**74 263**	**34 061**

Sources : Banque Centrale du Congo et OGEDEP.

Tableau III.28. REPARTITION DE L'UTILISATION DES EMPRUNTS PUBLICS EXTERIEURS
(en milliers de XDR)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I.Crédits à l'Etat	**78 234**	**74 626**	**155 637**	**84 691**	**111 154**	**70 179**	**10 710**
A.Crédits financiers	73 334	74 626	155 637	84 691	111 154	70 179	10 710
1. Finances	32 723	42 079	148 192	78 699	107 085	63 565	8 306
2. Transcoms	30	130	-	-	-	-	-
3. Information	1 033	155	100	57	27	-	-
4. Agriculture	34 220	27 311	4 619	3 025	1 221	905	81
5. Education Centrale	4 902	3 506	1 385	2 330	1 701	4 558	1 733
6. Energie	426	1 445	1 341	580	340	294	
7. Santé	-	-	-	-	780	857	590
B.Crédits fournisseurs	4 900	-	-	-	-	-	-
1. Finances	4 900	-	-	-	-	-	-
II.Crédits aux entreprises (1)	**86 472**	**190 740**	**123 921**	**188 549**	**208 346**	**162 856**	**89 911**
A.Crédits financiers	81 572	190 740	123 921	188 549	208 346	162 856	89 911
1. Régideso	6 362	14 318	13 741	19 013	25 469	10 353	12 226
2. Gécamines	7 399	5 396	7 325	47 957	24 908	30 160	31 845
3. Onatra	14 285	29 412	13 422	14 331	19 064	19 693	6 941
4. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	2 024	1 836	6 074	7	-	-	-
5. R.V.F.	-	-	-	-	2 604	3 923	1 336
6. Sofide	11 375	56 244	5 581	21 435	14 100	4 857	282
7. S.NE.L.	18 580	23 645	23 905	29 572	30 396	13 501	8 915
8. S.N.C.Z.	4 330	9 668	15 641	17 786	7 488	56 475	10 440
9. Grands Hôtels du Zaire	-	12 764	-	-	-	-	-
10. Office des Routes	5 899	20 410	23 606	10 269	49 937	16 368	16 886
11. C.S.C.O.	-	-	-	-	-	-	-
12. R.V.M	-	-	-	-	1 479	1 224	823
13. Sucrerie de Kiliba	3 155	11 261	10 796	7 088	56	-	-
14. ZAIRETAIN	-	-	-	-	-	-	-
15. SOTRAZ	8 163	2 233	414	15 075	14 393	4 665	136
16. Sotexki	-	3 553	3 416	125	-	-	-
17. ONPTZ	-	-	-	487	81	-	-
18. PALMEZA	-	-	-	2	-	-	-
19. OKIMO	-	-	-	2 278	8 775	1 441	
20. SINELAC	-	-	-	3 124	5 698	196	81
21. B.C.A.	-	-	-	-	3 898	-	-
B.Crédits fournisseurs	4 900	-	-	-	-	-	-
1. S.N.EL.	4 900	-	-	-	-	-	-
Total	**164 706**	**265 366**	**279 558**	**273 240**	**319 500**	**233 035**	**100 621**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Cf. note 1 tableau III.20.

Tableau III.29. BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS (1)

(en millions de XDR)

	CREDIT									DEBIT								
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
A. Transactions sur biens et services	**1 617,7**	**2 020,6**	**2 066,2**	**1 904,5**	**1 370,6**	**980,7**	**927,3**	**923,3**	**1 124,4**	**2 410,3**	**2 303,0**	**2 502,6**	**2 175,0**	**2 106,3**	**1 686,8**	**1 398,0**	**1 292,8**	**1 492,4**
Balance commerciale	1 402,0	1 830,7	1 885,7	1 714,6	1 205,5	884,6	819,2	876,9	1 076,0	1 371,6	1 198,0	1 501,5	1 281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9
1. Marchandises	1 371,0	1 830,7	1 885,7	1 714,6	1 205,5	884,6	819,2	876,9	1 076,0	1 371,6	1 198,0	1 501,5	1 281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9
2. Or non monétaire	31,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	215,7	189,9	180,5	189,9	165,1	96,1	108,1	46,4	48,4	1 038,7	1 105,0	1 001,1	893,6	1 153,0	1 023,0	958,0	827,1	865,5
3. Expéditions internationales	0,6	16,4	12,6	12,9	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	248,2	307,9	283,0	235,7	157,0	112,0	77,0	92,2	100,0
4. Autres transports	31,3	39,4	24,7	36,0	20,0	9,0	9,0	7,4	10,4	11,4	39,8	8,4	20,0	6,0	5,0	5,0	1,3	1,2
5. Voyages	13,1	8,8	7,9	8,7	7,0	5,0	4,0	2,9	4,0	26,4	40,2	41,9	30,6	50,0	51,0	44,0	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	36,0	10,1	25,5	20,1	25,0	15,0	16,0	3,5	5,1	284,1	212,4	235,4	190,5	517,0	671,0	662,0	585,6	563,2
7. Transactions des pouvoirs publics	11,0	20,5	28,3	27,6	20,0	16,0	24,0	18,2	4,1	212,9	270,4	195,4	146,0	156,0	70,0	72,0	29,3	14,4
8. Autres services	123,7	94,7	81,5	84,6	93,0	51,0	55,0	14,0	24,3	255,7	234,3	237,0	270,8	267,0	114,0	98,0	79,8	157,5
B. Transferts unilatéraux	**215,3**	**270,4**	**249,5**	**173,4**	**97,0**	**36,3**	**12,9**	**100,0**	**110,7**	**78,8**	**135,0**	**83,5**	**66,0**	**83,0**	**84,3**	**93,9**	**71,7**	**73,5**
9. Privés	31,4	51,6	29,7	25,6	19,2	14,8	5,6	2,8	3,1	72,2	125,9	77,4	58,8	79,2	83,8	93,6	71,4	70,6
10. Publics	183,9	218,8	219,8	147,8	77,8	21,5	7,3	97,2	107,6	6,6	9,1	6,1	7,2	3,8	0,5	0,3	0,3	2,9
Total (A + B)	**1 833,0**	**2 291,0**	**2 315,7**	**2 077,9**	**1 467,6**	**1 017,0**	**940,2**	**1 023,3**	**1 235,1**	**2 489,1**	**2 438,0**	**2 586,1**	**2 241,0**	**2 189,3**	**1 771,1**	**1 491,9**	**1 364,5**	**1 565,9**
C. Capitaux des entreprises	**609,0**	**710,6**	**611,3**	**810,1**	**780,9**	**274,4**	**197,0**	**67,2**	**74,7**	**520,9**	**774,6**	**760,8**	**1 011,6**	**595,2**	**35,4**	**257,0**	**176,0**	**189,4**
11. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Autres capitaux	609,0	710,6	611,3	810,1	780,9	274,4	197,0	67,2	74,7	520,9	774,6	760,8	1 011,6	595,2	35,4	257,0	176,0	189,4
D. Capitaux de l'Etat	**1 162,5**	**377,6**	**534,7**	**261,7**	**169,4**	**57,0**	**26,0**	**62,4**	**102,2**	**627,8**	**102,2**	**175,2**	**108,0**	**489,4**	**428,0**	**436,0**	**452,0**	**389,9**
13. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14. Autres emprunts de l'Etat (2)	582,0	377,6	534,7	261,7	169,4	57,0	26,0	60,8	102,2	60,8	102,2	175,2	108,0	489,4	428,0	436,0	452,0	389,9
15. Autres capitaux (3)	580,5	-	-	-	-	-	-	1,6	-	567,0	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (C + D)	**1 771,5**	**1 088,2**	**1 146,0**	**1 071,8**	**950,3**	**331,4**	**223,0**	**129,6**	**176,9**	**1 148,7**	**876,8**	**936,0**	**1 119,6**	**1 084,6**	**463,4**	**693,0**	**628,0**	**579,3**
E. Erreurs et omissions (4)	-	-	-	-	-	-	-	**90,0**	**108,5**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (A à E)	**3 604,5**	**3 379,2**	**3 461,7**	**3 149,7**	**2 417,9**	**1 348,4**	**1 163,2**	**1 152,9**	**1 412,0**	**3 637,8**	**3 314,8**	**3 522,1**	**3 360,6**	**3 273,9**	**2 234,5**	**2 184,9**	**1 992,5**	**2 145,2**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) La balance des paiements comprend les règlements financiers proprement dits, les opérations sur crédits fournisseurs, les aides extérieures, les opérations en monnaie nationales des non-résidents et les opérations non-contrôlées.

(2) Y compris la contre-valeur de 416,9 millions de dollars constituant le montant consolidé en 1980 au titre de l'accord de réfinancement de la dette bancaire, dont la contrepartie se retrouve dans les capitaux.

(3) Y compris la contrepartie des arriérés sur paiements extérieurs.

(4) Les transactions reprises dans la balance des paiements sont calculées aux taux annuels. En revanche les avoirs du système bancaire en monnaies étrangères sont exprimés au cours de change à fin période (cfr. tableau 96). La différence entre ces deux séries statistiques compose l'essentiel de la rubrique «erreurs et omissions».

Tableau III.29.bis. BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS [1]

(en millions de XDR)

	Crédit							Débit						
	1997	1998	1999	2000	2001[2]	2002[3]	2003[3]	1997	1998	1999	2000	2001[1]	2002[2]	2003[3]
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES														
A. Biens et services	1.035,4	1.137,6	624,3	680,7	769,7	95-	1.522,2	887,8	1.195,8	602,9	701,7	837,2	1.072,0	1.922,5
Balance commerciale	1.000,3	1.06-	590,3	628,6	706,1	851,5	1.377,7	744,8	822,5	414,8	532,1	633,2	812,7	1.494,6
1. Marchandises	1.000,3	1.060,6	590,3	628,6	706,1	851,5	1.377,7	744,8	822,5	414,8	532,1	633,2	812,7	1.494,6
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	35,1	77,0	34,0	52,1	63,6	98,5	144,6	143,0	373,3	188,1	169,6	204,0	259,3	427,9
3. Transports	13,5	7,1	2,8	1,0	1,1	3,8	2,5		73,9	48,8	64,3	47,1	75,2	146,2
3. Voyages	10,5	57,1	0,7	0,5	0,6	0,9	5,6	20,2	178,2	7,6	23,1	50,3	30,4	51,9
5. Services de communications	0,1	0,1	0,1	5,4	6,7	10,1	6,8	3,0	1,6	0,1	0,6	0,7	0,2	0,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	-	22,0	21,9	8,4	14,4
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	15,5	10,9	8,0	14,0	8,6	32,5	58,2
8. Services financiers	4,6	3,2	2,6	2,0	2,4	3,6	2,4	35,2	25	21,9	4,1	9,6	5,6	31,8
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	1,6	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	0,4	6,5	3,0	3,7	5,0	7,6	5,1	5,2	1	0,1	2,1	2,0	0,8	1,3
11. Autres services aux entreprises	0,6	1,6	21,0	21,6	25,8	39,1	7,2	46	79,2	85,3	38,0	62,9	40,8	45,6
12. Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,0	0,1	0,1	-	-	-	-	0,2	2,7	1,9	1,1	0,7	0,2	0,5
13. Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	1,4	1,3	3,7	17,9	22,0	33,3	114,9	16,0	0,7	14,4	0,3	0,2	65,2	77,6
B. Revenus	2,1	2,2	0,8	12,3	15,7	4,4	66,5	200,7	184,8	376,1	319,0	339,6	240,3	245,5
14. Rémunérations des salariés	0,7	0,7	0,2	0,8	3,0	1,4	5,6	5,2	2	1,8	1,9	3,6	3,7	5,0
15. Revenus des investissements	1,4	1,5	0,6	11,5	12,7	3,0	60,9	195,5	182,8	374,3	317,1	336	236,5	240,5
C. Transferts courants	223,6	177,5	110,2	163,9	305,6	473,5	767,8	102,2	152,5	143,4	99,3	95,5	114,9	248,2
16. Transferts publics	206	135,7	96,1	112,9	232,0	374,8	588,4	1,6	0,7	-	0,2	0,2	14,7	62,1
17. Transferts privés	17,6	41,8	14,1	51,0	73,6	98,6	179,4	100,6	151,8	143,4	99,1	95,3	100,2	186,0
TOTAL (A + B+ C)	1.261,1	1.317,3	735,3	856,9	1.091,0	1.427,9	2.356,6	1.190,7	1.533,1	1.122,4	1.12-	1.272,3	1.427,2	2.416,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES														
D. Capital	62,8	66,6	56,9	46,3	-	-	-	243,1	349,1	454,5	141,4	-	-	-
D. 1. Transferts des capitaux	-	66,6	56,9	46,3	-	-	-	243,1	349,1	454,5	141,4	-	-	-
Capitaux publics	-	0,6	0,1	-	-	-	-	222,6	296,3	427,0	-	-	-	-
18 . Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	0,6	0,1	-	-	-	-	222,6	296,3	427,0	-	-	-	-
Capitaux privés	62,8	66,0	56,8	46,3	-	-	-	20,5	52,8	27,5	141,4	-	-	-
20. Transferts des migrants	2,1	2,1	-	-	-	-	-	4,1	4,1	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	60,7	63,9	56,8	46,3	-	-	-	16,4	48,7	27,5	141,4	-	-	-
D. 2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin.non produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	45,5	101,1	20,7	62,0	118,7	444,7	580,3	158,9	160,6	158,2	358,3	370,3	417,7	689,4
24. Investissements directs	25,3	73,7	20,7	56,1	64,4	106,1	391,3	48,8	31,7	53,0	-	-	12,4	23,4
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	42,5	-	-	15,7	18,4	10,5	34,8	43,9	89,7	146,5
26. Autres investissements	20,2	27,4	-	5,9	11,8	338,6	189,1	94,4	110,5	94,7	323,5	326,4	315,5	519,6
TOTAL (D + E)	108,3	167,7	77,6	108,3	118,7	444,7	580,3	402,0	509,7	612,7	499,7	370,3	417,7	689,4
F. Erreurs et omissions	78,8	147,7	126,7	93,8	-	-	-	-	-	-	-	-145,2	-59,8	145,5
Total (A à F)	1.448,2	1.632,7	939,6	1.059,0	1.209,7	1.872,5	2.936,9	1.592,7	2.042,8	1.735,1	1.619,7	1.497,4	1.785,1	3.251,1

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.
(2) 1 USD = 1,273 DTS
(3) 1 USD = 1,330 DTS

Tableau III.30. SOLDE DE LA BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

(en millions de XDR)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES								
A. Biens et services	325	65	-58,2	13,4	-21,0	-67,5	-122,1	-400,2
Balance commerciale	+553,8	+255,5	+238,1	+175,5	+96,5	+72,9	38,8	-116,9
1. Marchandises	+553,8	+255,5	+238,1	+175,5	96,5	72,9	38,8	-116,9
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-228,8	-190,5	-296,3	-162,1	-117,5	-140,4	-160,9	-283,4
3. Transports	-103,9	-69,1	-66,8	-46,0	-63,3	-46,0	-71,4	-143,7
4. Voyages	-23,0	-9,7	-121,1	-6,9	-22,6	-49,7	-29,4	-46,3
5. Services de communications	-1,8	-2,9	-1,5	-	4,8	6,0	9,9	6,4
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-0,1	-0,1	-	-22,0	-21,9	-8,4	-14,4
7. Service d'assurance	-9,1	-15,5	-10,9	-8,0	-14,0	-8,6	-32,5	-58,2
8. Services financiers	-43,0	-30,6	-9,4	-19,3	-2,1	-7,2	-2,0	-29,3
9. Services d'informatique et d'information	-1,6	-1,6	+,0	-8,0	-	-	-	0,0
10. Redevances et droits de licence	-1,6	-4,8	5,5	+2,9	1,6	3,0	6,8	3,8
11. Autres services aux entreprises	-53,4	-45,4	-77,6	-64,3	-16,4	-37,1	-1,7	-38,4
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,8	3,8	-2,6	-1,8	-1,1	-0,7	-0,2	-0,5
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	5,8	-14,6	0,6	-10,7	17,6	21,8	-31,9	37,3
B. Revenus	-545,8	-198,6	-182,6	-375,3	-306,7	-323,9	-235,8	-179,0
14. Rémunérations des salariés	-2,80	-4,5	-1,3	-1,6	-1,1	-0,6	-2,3	0,6
15. Revenus des investissements	-543,00	-194,1	-181,3	-373,7	-305,6	-323,3	-233,5	-179,6
C. Transferts courants	57,6	121,4	25,0	-33,2	64,6	210,1	358,6	519,7
16. Transferts publics	152,30	204,4	135,0	96,1	112,7	231,8	360,2	526,3
17. Transferts privés	-94,70	-83	-110,0	-129,3	-48,1	-21,7	-1,6	-6,6
TOTAL (A + B+ C)	-163,2	-12,2	-215,8	-395,1	-263,1	-181,3	0,7	-59,6
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES								
D. Capital	-223,1	-180,3	-282,5	-397,6	-95,1	-	-	-
D.1. Transferts des capitaux	-223,1	-180,3	-282,5	-397,6	-95,1	-		
Capitaux publics	*-218*	-222,6	-295,7	*-426,9*	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-218,0	-222,6	-295,7	-426,9	-	-	-	-
Capitaux privés	*-5,1*	*42,3*	*13,2*	29,3	*-95,1*	-	-	-
20. Transferts des migrants	-2,00	-2,0	-2,0	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-3,10	44,3	15,2	29,3	-95,1	-	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-		
E. Opérations financières	-74,5	-113,4	-59,5	-137,5	-296,3	-251,6	27,0	-109,1
24. Investissements directs	88,5	-23,5	42,0	-32,3	56,1	64,4	93,7	367,8
25. Investissements de portefeuille	-23,8	-15,7	-18,4	-10,5	-34,8	-1,4	-89,7	-146,5
26. Autres investissements	-139,2	-74,2	-83,1	-94,7	-317,6	-314,6	23,0	-330,5
TOTAL (D + E)	-297,6	-293,7	-342,0	-535,1	-391,4	-251,6	27,0	-109,1
F. Erreurs et omissions	147,1	78,8	147,7	+126,7	93,8	-145,2	-59,8	-145,5
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-313,7	-227,1	-410,1	-803,5	-560,7	-578,1	-32,2	-314,2
G. Moyens de financement	313,7	227,1	410,1	+795,5	560,7	578,1	30,8	-15,4
1. Arriérés (réduction -)	278	387,7	452,7	+784,8	539,9	548,2	-	-
2. Crédit net du FMI	10,4	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-	74,6
- Prêts FAS	-	-	-	-	-	-	-	74,6
- Achats	-	-	-	-	-	-	-	-
- Rachats	39,2	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-	-
- Variations d'arriérés (réduction -)	-28,8	-	-	-	-	-	-	-
3. Autres mouvements de réserve (accroissement -)	25,3	21,6	22,3	-65,8	3,7	17,7	30,8	-90,0
4. GAP à financer et réechélonnement dette extérieure	+,0	-214,1	-82,4	+67,8	4,1	-	-	-

(1) 1 USD = 1,273 DTS
(2) 1 USD = 1,330 DTS

Tableau III.31. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de XDR)

	2004 (1)
	SOLDE
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	
A. Biens et services	**-184,8**
Balance commerciale	**194,6**
1. Marchandises	194,6
2. Or non monétaire	-
Services	**-379,4**
3. Transports	-230,7
4. Voyages	-47,5
5. Services de communications	7,0
6. Services de bâtiment et travaux publics	-23,8
7. Service d'assurance	-85,1
8. Services financiers	-23,6
9. Services d'informatique et d'information	-
10. Redevances et droits de licence	9,9
11. Autres services aux entreprises	-112,0
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,2
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	128,6
B. Revenus	**-268,9**
14. Rémunérations des salariés	7,1
15. Revenus des investissements	-276,0
C. Transferts courants	**496,9**
16. Transferts publics	473,8
17. Transferts privés	23,1
TOTAL (A + B+ C)	**43,1**
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	
D. Capital	**-2,7**
D.1.Transferts des capitaux	-
Capitaux publics	-
18. Remises de dettes	-
19. Autres transferts	-
Capitaux privés	-
20. Transferts des migrants	-
21. Remises de dettes	-
22. Autres transferts	
D.2.Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-2,7
E. Opérations financières	**-94,0**
24. Investissements directs	431,2
25. Investissements de portefeuille	-428,1
26. Autres investissements	-97,1
TOTAL (D + E)	**-96,7**
F. Erreurs et omissions	**-71,0**
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	**-124,6**
H. Financement	**6,6**
- Variation des arriérés	
- Variation des réserves du système bancaire (- augment.)	6,6
dont :	
* Crédit net du FMI	78,4
- Déboursements	78,4
- Rachats	-
- Arriérés	-
* Autres réserves nettes (- augment.)	-71,8
- Reéchelonnement de la dette	-
I. Ecart de financement avant assistance exceptionnelle	**-131,1**
J. Financement exceptionnel	**284,5**
Apurement des arriérés	55,1
- Consolidation des arriérés	55,1
Allégement de la dette	229,5
- Naples flux	57,0
- Cologne flux	-
- Assistance PPTE	172,4
K. Solde résiduel	**153,4**

(1) 1 DTS = 1,39 USD

Tableau III.32. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'ENTREPRISES

(en milliers de XDR)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*
A. Entreprises minières	**475.000**	**459.600**	**491.800**	**552.400**	**256.200**	**295.000**	**289.200**	**472.392**	**763.185**
Gécamines (1)	206.300	179.000	208.800	214.700	43.600	106.300	65.900	43.463	42.321
MIBA (2)	42.400	52.000	55.600	69.100	71.000	58.000	51.200	54.759	102.268
Sengamines (2)	-	-	-	-	-	-	-	2.337	16.151
Comptoirs diamant (2)	212.700	214.400	222.200	264.400	140.600	125.200	141.000	241.151	523.856
KDC (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kilo-Moto (3)	400	900	-	-	-	-	-	-	-
Comptoirs d'Or (3)	4.700	5.900	1.900	800	100	-	8.600	7.218	-
Zairetain (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sodimico (5)	1.400	1.400	-	-	-	3.700	1.600	-	-
Sominki (6)	4.800	4.200	-	-	-	-	-	-	-
D.G.M.P. (7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2.300	1.800	30.300	3.400	900	1.800	20.900	123.464	78.589
B. Entreprises agricoles	**131.200**	**170.800**	**63.700**	**63.400**	**38.800**	**21.700**	**34.900**	**10.359**	**25.941**
C. Entreprises industrielles et non définies	**119.100**	**142.300**	**130.300**	**76.500**	**86.500**	**158.000**	**166.100**	**161.148**	**262.924**
Sous-total	**725.300**	**772.700**	**685.800**	**692.300**	**381.500**	**474.700**	**490.200**	**643.900**	**1.052.050**
D. Ajustements	**337.100**	**416.900**	**314.500**	**368.300**	**208.800**	**153.900**	**214.600**	**207.524**	**325.639**
Produits miniers	229.600	262.800	268.300	315.600	168.800	150.400	203.000	199.417	314.314
Diamant	225.200	257.300	266.600	314.900	168.700	150.200	169.200	192.921	314.314
Autres	4.400	5.500	1.700	700	100	200	33.800	6.496	
Produits agricoles	107.500	154.100	46.200	52.700	40.000	3.500	9.600	6.435	8.312
Café	106.200	152.900	44.800	48.000	40.000	3.500	9.500	6.422	7.415
Autres	1.300	1.200	1.400	4.700	-	-	100	13	897
Produits industriels	...	...	...	...	...	0	2.000	1.672	3.013
Total des recettes d'exportation des marchandises	**1.062.400**	**1.189.600**	**1.000.300**	**1.060.600**	**590.300**	**628.600**	**704.800**	**851.423**	**1.377.689**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium.
(2) Diamant industriel et artisanal.
(3) Or.
(4) Etain, cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.
(5) Cuivre.
(6) Cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.
(7) D.G.M.P.: Direction Générale des Matières Précieuses, or et diamant.
(8) 2002: 1 DTS = 1,33 USD
* situation en USD à partir de 2003

Tableau III.33. REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR MODE DE FINANCEMENT (1)

(en millions de XDR)

	2001	2002	2003*
A. Ressources propres (2)	390,0	458,3	746,3
B. Ressources extérieures	243,2	354,4	747,9
1. Dons et contributions assimilables	152,6	262,6	249,4
Etat	134,3	262,6	249,4
Particuliers et organismes bénévoles	18,3	-	-
2. Prêts à des conditions spéciales	-	-	97,1
Etat	-	-	97,1
Entreprises	-	-	-
3. Capitaux	90,6	91,8	401,4
Crédits fournisseurs	-	-	-
Investissements en nature	26,2	29,5	287,2
Apports non contrôlés	64,4	62,3	114,2
Total	633,2	812,7	1494,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.
(2) Cf tableau III.31
* Situation en USD à partir de 2003

Tableau III.34. REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR PRODUIT
(en milliers de XDR)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*
Produits miniers	**514.100**	**704.600**	**722.400**	**760.100**	**868.000**	**425.000**	**445.200**	**493.500**	**671.809**	**1.077.498**
Cuivre	24.200	56.500	60.300	60.100	38.200	12.600	32.300	38.100	33.352	18.992
Cobalt	96.800	148.300	116.200	147.200	175.400	31.000	73.800	74.100	131.826	101.766
Zinc	300	1.500	2.500	1.500	1.100	-	200	700	1.750	151
Etain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Germanium	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Diamant	378.800	480.300	523.700	544.400	648.400	380.300	333.400	363.000	491.167	956.589
Argent	200	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Or	3.900	14.100	16.300	3.600	1.500	200	-	16.300	13.714	-
Cassitérite	1.500	2.500	2.000	100	-	-	-	-	-	-
Cuivre Sodimico	5.300	1.400	1.400	-	-	-	3.700	1.300	-	-
Autres	3.100	-	-	3.200	3.400	900	1.800	-	-	-
Produits agricoles	**272.200**	**238.700**	**324.900**	**109.000**	**114.900**	**78.800**	**25.200**	**44.500**	**17.512**	**35.144**
Produits du règne animal	-	5	116	-	-	-	-	-	-	-
Café	235.300	194.700	280.300	82.100	80.000	66.600	5.800	15.800	10.703	13.249
Thé	200	800	200	100	-	-	-	-	-	-
Cacao	1.100	900	1000	900	1.100	200	-	-	570	3.264
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	300	546	746	700	100	300	300	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	100	646	2080	-	700	400	-	-	-	-
Caoutchouc	2.700	4.600	6.200	3.300	6.300	900	-	900	166	2.690
Bois	17.700	22.681	23.174	16.100	20.900	6.700	17.800	26.700	5.472	15.942
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	14.800	13.822	11.084	5.800	5.800	3.700	1.300	1.100	602	-
Produits industriels	**90.600**	**119.100**	**142.300**	**131.200**	**77.700**	**86.500**	**158.200**	**168.100**	**162.219**	**265.937**
Ciment	1.900	1.034	1.000	100	100	-	-	10.000	5.357	12.249
Produits chimiques	600	616	2.600	-	600	400	-	-	-	1.342
Pétrole brut	85.200	115.400	138.300	126.700	71.700	84.600	157.200	158.100	153.858	250.873
Divers	2.900	2.050	400	4.400	5.300	1.500	1.000	-	3.004	1.474
Total	**876.900**	**1.062.400**	**1.189.600**	**1.000.300**	**1.060.600**	**590.300**	**628.600**	**706.100**	**851.539**	**1.378.580**

Source: Banque Centrale du Congo.
* En milliers de USD à partir de 2003

Tableau III.35. REPARTITION D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'UTILISATIONS [1] SUR RESSOURCES PROPRES

(en milliers de XDR)

	1997	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*
A. Biens de consommation	**104.640**	**125.147**	**103.392**	**163.244**	**196.942**	**87.748**	**116.301**	**133.600**	**132.624**	**302.790**
Alimentation, boissons, tabacs	60.587	50.434	61.622	97.293	117.377	52.298	69.315	79.600	79.044	180.463
Textiles, habillement	2.109	15.894	2.585	4.081	4.924	2.194	2.908	3.300	3.316	7.570
Autres biens non durables	14.455	32.413	11.890	18.773	22.648	10.091	13.375	15.400	15.252	34.821
Biens de consommation durables	27.489	26.406	27.295	43.097	51.993	23.165	30.703	35.300	35.013	79.937
B. Energie	**41.594**	**64.093**	**54.676**	**77.197**	**93.132**	**41.495**	**54.943**	**63.100**	**126.718**	**183.209**
Matières brutes	541	-	109	154	186	83	110	100	253	366
Matières élaborées	41.053	64.093	54.567	77.043	92.946	41.412	54.833	63.000	126.465	182.843
C. Matières premières et semi-produits	**55.320**	**58.929**	**52.344**	**82.114**	**99.064**	**44.138**	**58.569**	**67.200**	**48.946**	**71.783**
Destinés à l'alimentation	19.201	8.957	24.497	38.429	46.362	20.657	27.410	31.500	22.907	33.595
Destinés à l'agriculture	1.831	4.066	1.204	1.889	2.278	1.015	1.347	1.500	1.126	1.651
Textiles, cuirs, caoutchouc	9.313	4.361	5.967	9.443	11.392	5.076	6.735	7.700	5.629	8.255
Produits chimiques, colorants	13.446	1.473	11.987	18.804	22.686	10.108	13.412	15.400	11.209	16.438
Matériaux de construction	2.668	354	2.565	4.106	4.953	2.207	2.928	3.400	2.447	3.589
Minerais et produits métalliques	6.767	13.023	3.926	6.159	7.430	3.310	4.393	5.000	3.671	5.384
Autres	2.094	26.695	2.198	3.284	3.963	1.765	2.344	2.700	1.958	2.871
D. Biens d'équipement	**38.455**	**55.588**	**48.716**	**68.838**	**83.048**	**37.002**	**49.087**	**56.400**	**66.609**	**76.639**
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	3.576	1.890	4.384	6.195	7.474	3.330	4.418	5.100	5.995	6.897
Véhicules routiers non domestiques	17.382	10.339	25.478	36.071	43.517	19.389	25.722	29.500	34.903	40.159
Autres matériels de transport	2.769	9.450	1.755	2.547	3.073	1.369	1.816	2.100	2.465	2.836
Machines pour industries spécialisées	1.577	8.561	1.705	2.341	2.824	1.258	1.669	1.900	2.265	2.606
Autres	13.151	25.348	15.394	21.684	26.160	11.656	15.462	17.800	20.982	24.141
E. Autres	**24.591**	**97.743**	**99.072**	**100.307**	**121.014**	**53.917**	**71.200**	**69.800**	**437.851**	**111.915**
Biens importés par la Gécamines	-	67.300	78.900	58.600	85.900	23.300	22.600	19.800	13.039	12.700
Autres importations [2]	24.591	30.443	20.172	41.707	35.114	30.617	48.600	50.000	424.812	99.215
Sous-total	**264.600**	**401.500**	**358.200**	**491.700**	**593.200**	**264.300**	**350.100**	**390.100**	**812.748**	**746.336**
F. Importations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G. Ajustement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**264.600**	**401.500**	**358.200**	**491.700**	**593.200**	**264.300**	**350.100**	**390.100**	**812.748**	**746.336**

Source: Banque Centrale du Congo

[1] Valeur FOB.

[2] Importations Miba , importations des sociétés pétrolières exportatrices et autres sociétés minières.

* En milliers de USDà partir de 2003

Tableau III.36. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE
(en millions de XDR)

Pays	Crédit					Débit					Solde				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
U.E.B.L.	261,8	319,2	277,8	205,2	124,9	294,3	314,1	292,5	207,5	93,1	-32,5	5,1	-14,7	-2,3	31,8
Italie	0,9	2,3	2,5	1,7	10,5	10,4	11,6	10,9	6,2	151,3	-9,5	-9,3	-8,4	-4,5	-140,8
Allemagne Fédérale	22,5	18,5	17,6	25,3	25,5	41,7	51,7	34,6	50,3	49,2	-19,2	-33,2	-17,0	-25,0	-23,7
France	47,5	47,0	34,3	24,1	28,5	56,0	101,3	83,7	65,3	38,2	-8,5	-54,3	-49,4	-41,2	-9,7
Espagne	0,3	0,2	0,3	2,6	2,0	0,8	1,2	2,0	12,6	1,3	-0,5	-1,0	-1,7	-10,0	0,7
Pays-Bas	2,6	3,6	3,3	98,9	4,4	14,5	24,6	23,7	30,8	6,2	-11,9	-21,0	-20,4	68,1	-1,8
Grèce	-	-	-	-	0,1	1,0	0,7	0,5	0,4	1,7	-1,0	-0,7	-0,5	-0,4	-1,6
Royaume-Uni	205,0	206,1	160,2	-	31,4	57,7	33,7	28,2	3,2	20,7	147,3	172,4	132,0	-3,2	10,7
Danemark	-	-	-	0,3	0,1	0,6	0,6	0,1		0,3	-0,6	-0,6	-0,1	0,3	-0,2
Irlande	-	-	0,4	0,3	0,6	1,9	2,8	3,3	0,8	4,5	-1,9	-2,8	-2,9	-0,5	-3,9
Portugal	-	0,7	0,2	0,1	1,8	0,5	0,6	0,2	0,6	0,3	-0,5	0,1	-	-0,5	1,5
Norvège	0,1	0,8	0,2	0,2	0,1	-	1,0	3,2	0,2	0,5	0,1	-0,2	-3,0	-	-0,4
TOTAL C.E.E.	540,7	598,4	496,8	358,7	229,9	479,4	543,9	482,9	377,9	367,3	61,3	54,5	13,9	-19,2	-137,4
Etats-Unis	423,3	496,6	398,8	364,8	140,9	447,1	428,1	399,5	341,5	103,9	-23,8	68,5	-0,7	23,3	37,0
Suisse	63,6	68,7	41,3	38,4	38,0	35,1	24,8	26,9	16,3	18,8	28,5	43,9	14,4	22,1	19,2
Japon	9,3	22,9	6,1	3,1	1,0	17,2	20,7	36,5	16,1	10,7	-7,9	2,2	-30,4	-13,0	-9,7
Suède	0,6	0,9	0,9	0,3	2,0	1,0	1,1	2,7	0,3	0,6	-0,4	-0,2	-1,8	-	1,4
Autres	92,5	103,5	55,8	32,7	64,3	114,0	150,5	129,3	146,0	-	-21,5	-47,0	-73,5	-113,3	64,3
TOTAL GENERAL	1 130,0	1 291,0	999,7	798,0	476,1	1 093,8	1 169,1	1 077,8	898,1	501,3	36,2	121,9	-78,1	-100,1	-25,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III.37. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES OPERATIONS DE CHANGE DU SYSTEME BANCAIRE EN 1992

(en millions de XDR)

Pays	Totaux			Marchandises FOB			Services (1)			Transferts privés			Capitaux		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
U.E.B.L.	**124,9**	**93,1**	**31,8**	**54,0**	**42,3**	**11,7**	**43,9**	**21,3**	**22,6**	**17,7**	**29,5**	**-11,8**	**9,3**	**-**	**9,3**
Italie	10,5	151,3	-140,8	3,2	104,2	-101,0	6,8	45,8	-39,0	0,5	1,3	-0,8	-	-	-
Allemagne Fédérale	25,5	49,2	-23,7	5,3	17,5	-12,2	10,4	31,4	-21,0	8,4	0,3	8,1	1,4	-	1,4
France	28,5	38,2	-9,7	1,4	11,6	-10,2	25,0	26,1	-1,1	11,4	0,5	10,9	0,4	-	0,4
Pays-Bas	4,4	6,2	-1,8	2,3	2,3	-	1,5	3,9	-2,4	0,6	-	0,6	-	-	-
Royaume-Uni	31,4	20,7	10,7	14,4	6,9	7,5	9,9	13,4	-3,5	6,8	0,3	6,5	0,3	0,1	0,2
Danemark	0,1	0,3	-0,2	-	0,2	-0,2	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	0,6	4,5	-3,9	0,6	1,7	-1,1	-	2,8	-2,8	-	-	-	-	-	-
Portugal	1,8	0,3	1,5	1,0	-	1,0	0,8	0,3	0,5	-	-	-	-	-	-
Espagne	2,0	1,3	0,7	0,4	0,6	-0,2	1,6	0,7	0,9	-	-	-	-	-	-
Grèce	0,1	1,7	-1,6	0,1	0,4	-0,3	-	1,3	-1,3	-	-	-	-	-	-
Norvège	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	-	-	-
TOTAL C.E.E.	**229,9**	**367,3**	**-137,4**	**82,7**	**187,7**	**-105,0**	**100,1**	**147,6**	**-47,5**	**45,4**	**31,9**	**13,5**	**11,4**	**0,1**	**11,3**
Etats-Unis	140,9	103,9	37,0	13,3	20,5	-7,2	85,9	76,3	9,6	28,6	2,7	25,9	13,1	4,4	8,7
Suisse	38,0	18,8	19,2	23,3	4,6	18,7	5,7	14,0	-8,3	8,4	0,2	8,2	0,6	-	0,6
Japon	1,0	10,7	-9,7	-	2,9	-2,9	1,0	7,8	-6,8	-	-	-	-	-	-
Suède	2,0	0,6	1,4	-	0,2	-0,2	0,9	0,4	0,5	1,1	-	1,1	-	-	-
Autres	64,3	-	64,3	182,9	36,1	146,8	-77,0	-36,1	-40,9	-75,7	-25,6	-50,1	24,4	25,6	-1,2
TOTAL GENERAL	**476,1**	**501,3**	**-25,2**	**302,2**	**252,0**	**50,2**	**116,6**	**210,0**	**-93,4**	**7,8**	**9,2**	**-1,4**	**49,5**	**30,1**	**19,4**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Ce poste comprend les expéditions internationales, les autres transports, les revenus des investissements, les transactions des pouvoirs publics (y compris les transferts publics) et les services divers.

Tableau III.38. COURS INTERBANCAIRES DES DEVISES (1)

(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 XEU (2)	1 ZAR
1998											
Janvier	1,15	0,63	1,88	0,19	0,78	0,03	0,01	0,00	1,54	1,25	0,23
Février	1,24	0,68	2,02	0,20	0,85	0,03	0,01	0,00	1,67	1,34	0,26
Mars	1,25	0,68	2,07	0,20	0,84	0,03	0,01	0,00	1,68	1,36	0,25
Avril	1,26	0,69	2,11	0,21	0,83	0,03	0,01	0,00	1,70	1,37	0,25
Mai	1,32	0,74	2,18	0,22	0,89	0,04	0,01	0,00	1,77	1,46	0,26
Juin	1,34	0,75	2,19	0,22	0,91	0,04	0,01	0,00	1,79	1,53	0,26
Juillet	1,42	0,79	2,33	0,23	0,94	0,04	0,01	0,00	1,89	1,56	0,23
Août	1,49	0,83	2,43	0,25	1,00	0,04	0,01	0,00	1,98	1,55	0,24
Septembre	1,69	0,98	2,83	0,29	1,19	0,05	0,01	0,00	2,30	1,92	0,28
Octobre	2,25	1,37	3,83	0,41	1,68	0,07	0,02	0,00	3,15	2,73	0,39
Novembre	2,45	1,46	4,10	0,44	1,78	0,07	0,02	0,00	3,42	2,90	0,43
Décembre	2,45	1,46	4,10	0,44	1,78	0,07	0,02	0,00	3,42	2,90	0,43
1999											
Janvier	2,45	1,46	4,09	0,43	1,79	0,07	0,02	0,43	3,44	2,86	0,41
Février	2,53	1,48	4,16	0,44	1,81	0,07	1,59	0,44	3,53	2,91	0,42
Mars	2,95	1,64	4,78	0,49	2,01	0,08	2,46	0,49	3,95	3,21	0,48
Avril	4,29	2,35	6,90	0,70	2,87	0,11	3,64	0,70	5,81	4,59	0,70
Mai	4,50	2,46	7,27	0,73	2,98	0,12	3,71	0,73	6,07	4,78	0,73
Juin	4,50	2,39	7,25	0,71	2,93	0,12	3,73	0,71	6,04	4,67	0,73
Juillet	4,50	2,38	7,08	0,71	2,90	0,11	3,75	0,71	6,03	4,65	0,73
Août	4,50	2,44	7,22	0,73	2,99	0,12	3,96	0,73	6,14	4,77	0,74
Septembre	4,50	2,42	7,28	0,72	2,96	0,12	4,18	0,72	6,20	4,74	0,74
Octobre	4,50	2,47	7,46	0,74	3,02	0,12	4,24	0,74	6,25	4,82	0,74
Novembre	4,50	2,39	7,32	0,71	2,91	0,12	4,27	0,71	6,20	4,67	0,71
Décembre	4,50	2,33	7,26	0,69	2,85	0,11	4,27	0,71	6,18	4,28	0,73
2000											
Janvier	5,92	3,06	9,74	0,91	3,72	0,15	5,64	0,91	8,11	5,99	0,96
Février	9,00	5,02	14,41	1,35	5,53	0,22	8,24	1,35	12,11	8,85	1,43
Mars	9,00	4,44	14,14	1,32	5,42	0,22	8,43	1,33	12,08	8,69	1,34
Avril	9,00	4,38	14,30	1,31	5,44	0,21	8,57	1,30	12,02	8,54	1,36
Mai	9,00	4,17	13,61	1,24	5,28	0,20	8,31	1,24	11,79	8,16	1,29
Juin	18,67	9,44	28,39	2,74	11,53	0,44	17,73	2,74	25,09	17,94	2,73
Juillet	23,50	11,51	35,57	3,43	14,52	0,56	22,07	3,43	31,36	22,48	3,44
Août	23,50	10,94	35,17	3,26	13,75	0,53	21,66	3,26	30,78	21,39	3,39
Septembre	23,50	10,82	34,84	3,22	13,64	0,52	21,75	3,22	30,70	21,17	3,36
Octobre	30,73	13,49	44,85	4,02	17,45	0,66	28,30	4,02	39,58	26,38	4,13
Novembre	50,00	22,02	72,09	6,56	28,24	1,07	45,97	6,56	64,36	43,07	6,12
Décembre	50,00	22,69	72,33	6,77	29,30	1,10	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001											
Janvier	50,00	22,74	72,49	6,78	29,39	1,10	45,21	6,78	64,63	44,47	5,07
Février	50,00	23,39	72,45	6,97	29,87	1,13	43,39	6,97	64,59	45,74	5,38
Mars	50,00	23,67	73,33	7,06	30,12	1,15	42,38	7,06	64,16	46,29	6,39
Avril	50,00	22,77	71,72	6,79	29,46	1,11	40,41	6,80	63,37	44,55	6,24
Mai	104,42	46,44	148,74	13,85	59,27	2,25	83,57	13,85	131,61	90,87	13,10
Juin	344,52	150,63	484,32	44,86	193,33	7,29	284,05	44,86	431,27	294,29	42,83
Juillet	262,75	115,18	370,82	34,34	148,68	5,30	200,07	32,57	311,31	204,06	29,35
Août	295,92	135,55	423,97	40,41	175,20	6,57	242,13	40,42	376,30	264,75	35,73
Septembre	311,51	145,07	453,46	43,27	188,85	7,04	260,30	43,26	399,91	283,75	37,05
Octobre	318,65	148,34	464,21	44,23	195,95	7,19	265,01	44,23	408,78	290,12	35,14
Novembre	321,55	146,35	463,06	43,64	195,05	7,10	263,42	43,77	408,38	286,25	31,96
Décembre	320,08	146,13	458,85	43,57	194,04	6,74	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002											
Janvier	327,35	140,32	470,02	41,84	196,45	6,80	234,47	41,73	388,00	273,74	26,33
Février	335,57	...	476,29	...	197,14	...	250,65	44,37	417,41	291,06	29,15
Mars	334,61	...	475,85	...	198,24	...	253,99	44,54	417,63	292,16	29,11
Avril	319,88	...	459,41	...	192,40	...	243,24	43,00	401,05	282,07	28,40
Mai	318,04	...	464,57	...	199,32	...	250,43	43,67	405,64	286,48	30,51
Juin	333,47	...	490,32	...	213,85	...	267,70	47,98	430,79	314,74	33,17
Juillet	338,22	...	519,78	...	226,77	...	285,14	50,83	448,15	333,40	33,60
Août	344,62	...	533,68	...	231,88	...	294,80	51,87	458,19	340,24	34,59
Septembre	356,50	...	552,08	...	239,87	...	304,96	53,66	473,99	351,98	35,78
Octobre	372,98	...	577,60	...	250,96	...	319,06	56,14	495,90	368,25	37,43
Novembre	399,18	...	618,30	...	268,59	...	341,47	60,08	530,72	394,11	40,06
Décembre	377,40	...	584,43	...	253,13	...	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003											
Janvier	413,57	...	640,45	...	277,74	...	353,78	63,66	549,86	417,54	41,50
Février	416,69	...	650,93	...	289,31	...	355,32	67,11	559,81	440,21	40,31
Mars	416,11	...	658,57	...	306,30	...	351,05	68,56	570,03	449,72	37,78
Avril	414,80	...	652,89	...	301,19	...	346,22	68,68	567,71	450,50	39,55
Mai	415,90	...	675,24	...	317,69	...	354,75	73,38	585,48	481,33	46,60
Juin	420,16	...	698,08	...	319,04	...	355,59	74,84	596,13	490,95	52,98
Juillet	429,83	...	699,58	...	316,33	...	362,27	74,64	601,36	489,62	57,11
Août	422,79	...	673,90	...	305,99	...	356,07	71,85	582,93	466,33	57,03
Septembre	394,94	...	634,53	...	286,26	...	343,19	67,50	550,21	442,76	55,17
Octobre	372,90	...	625,46	...	281,98	...	340,62	66,54	534,06	436,46	54,14
Novembre	372,93	...	629,88	...	279,94	...	341,46	66,55	534,42	436,51	55,44
Décembre	369,37	...	646,17	...	291,79	...	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Moyennes mensuelles.
(2) Euro à partir de 2000.

Tableau III.39. ECART ENTRE LES TAUX DE CHANGE INTERBANCAIRES ET PARALLELES

(Données à fin période)

Périodes	Cours Interbancaires		Cours Parallèles		Ecart en %	
	USD	BEF	USD	BEF	USD	BEF
1998						
Janvier	1,20	0,03	1,25	0,03	4,2	-7,0
Février	1,25	0,03	1,31	0,03	4,8	2,2
Mars	1,25	0,03	1,28	0,03	2,4	2,2
Avril	1,28	0,03	1,30	0,03	1,6	-1,1
Mai	1,33	0,04	1,35	0,04	1,5	-1,1
Juin	1,38	0,04	1,43	0,04	3,6	-3,3
Juillet	1,45	0,04	1,50	0,04	3,4	-5,5
Août	1,50	0,04	1,80	0,05	20,0	15,0
Septembre	1,75	0,05	2,20	0,06	25,7	12,3
Octobre	2,40	0,07	3,20	0,08	33,3	7,1
Novembre	2,40	0,07	3,60	0,09	50,0	28,6
Décembre	2,40	0,07	3,60	0,09	50,0	28,6
1999						
Janvier	2,45	0,06	3,20	0,09	30,6	50,0
Février	2,95	0,08	3,70	0,12	25,4	50,0
Mars	2,95	0,08	5,30	0,16	79,7	100,0
Avril	4,50	0,12	6,10	0,16	35,6	33,3
Mai	4,50	0,12	6,65	0,17	47,8	41,7
Juin	4,50	0,12	8,50	0,21	88,9	75,0
Juillet	4,50	0,12	9,70	0,24	115,6	100,0
Août	4,50	0,12	11,60	0,30	157,8	150,0
Septembre	4,50	0,12	11,75	0,29	161,1	141,7
Octobre	4,50	0,12	15,25	0,38	238,9	216,7
Novembre	4,50	0,12	18,75	0,47	316,7	291,7
Décembre	4,50	0,12	25,50	0,64	466,7	433,3
2000						
Janvier	9,00	0,22	30,50	0,76	238,9	245,5
Février	9,00	0,22	33,50	0,84	272,2	281,8
Mars	9,00	0,22	39,00	0,98	333,3	345,5
Avril	9,00	0,21	44,00	1,10	388,9	423,8
Mai	9,00	0,21	51,00	1,28	466,7	509,5
Juin	23,50	0,56	51,50	1,29	119,1	130,4
Juillet	23,50	0,56	61,50	1,54	161,7	175,0
Août	23,50	0,53	72,50	1,50	208,5	183,0
Septembre	23,50	0,53	89,00	1,83	278,7	245,3
Octobre	50,00	1,04	97,50	2,02	95,0	94,2
Novembre	50,00	1,04	117,50	2,37	135,0	127,9
Décembre	50,00	1,10	141,00	2,85	182,0	159,1
2001						
Janvier	50,00	1,10	167,50	3,65	235,0	231,8
Février	50,00	1,12	182,50	4,00	265,0	257,1
Mars	50,00	1,11	210,00	4,70	320,0	323,4
Avril	50,00	1,12	262,50	5,20	425,0	364,3
Mai	349,30	7,44	355,00	8,88	1,6	19,3
Juin	308,18	6,58	305,91	7,65	-0,7	16,2
Juillet	239,42	5,20	259,21	6,48	8,3	24,6
Août	301,77	6,82	295,74	7,39	-2,0	8,4
Septembre	315,32	7,24	315,02	7,88	-0,1	8,8
Octobre	315,46	7,01	315,78	7,89	0,1	12,6
Novembre	323,85	7,06	324,77	8,12	0,3	15,0
Décembre	313,60	6,98	313,58	7,84	0,0	12,3
2002						
Janvier	332,35	...	335,75	8,39	1,0	...
Février	336,95	...	339,88	8,50	0,9	...
Mars	323,70	...	319,13	7,98	-1,4	...
Avril	308,27	...	314,88	7,87	2,1	...
Mai	323,91	...	328,00	8,20	1,3	...
Juin	327,63	...	329,63	8,24	0,6	...
Juillet	342,10	...	343,50	8,59	0,4	...
Août	345,68	...	349,81	8,75	1,2	...
Septembre	361,05	...	362,38	9,06	0,4	...
Octobre	384,43	...	385,00	9,63	0,1	...
Novembre	395,85	...	399,25	9,98	0,9	...
Décembre	382,14	...	388,89	9,72	1,8	...
2003						
Janvier	416,13	-	417,77	-	0,4	-
Février	413,30	-	413,56	-	0,1	-
Mars	415,77	-	417,15	-	0,3	-
Avril	414,16	-	414,71	-	0,1	-
Mai	418,17	-	419,12	-	0,2	-
Juin	425,09	-	425,18	-	0,0	-
Juillet	427,07	-	429,97	-	0,7	-
Août	416,62	-	417,54	-	0,2	-
Septembre	356,00	-	358,80	-	0,8	-
Octobre	374,36	-	377,07	-	0,7	-
Novembre	370,27	-	370,29	-	0,0	-
Décembre	372,52	-	372,76	-	0,1	-

Tableau III.40. BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS

(en millions de XDR)

	Crédit		Débit	
	1994	1995	1994	1995
A. Biens et services	**619,0**	**702,0**	**563,6**	**712,6**
Balance commerciale	572,6	653,6	345,4	530,0
1. Marchandises	572,6	653,6	345,4	530,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-
Services	46,4	48,4	218,2	182,6
3. Expéditions interCentrales	0,4	0,5	55,3	58,4
4. Autres transports	7,4	10,4	1,3	1,2
5. Voyages	2	4	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	3,5	5,1	33,4	36,8
7. Transactions des pouvoirs publics	18,2	4,1	29,3	14,4
8. Autres services	14,9	24,3	60	42,6
B. Transferts unilatéraux	**100,1**	**120,6**	**5,5**	**7,3**
9. Privés	2,8	120,6	5,2	4,4
10. Publics	97,3	-	0,3	2,9
Total (A + B)	**719,1**	**822,6**	**569,1**	**719,9**
C. Capitaux nets	**68,8**	**74,7**	**115,3**	**52,3**
11. Capitaux privés	67,2	74,7	115,0	52,0
12. Capitaux de l'Etat à long terme	-	-	-	-
13. Autres capitaux de l'Etat [1]	1,6	-	0,3	0,3
D. Erreurs et omissions [2]	-	-	**110,0**	**150,8**
Total (A à D)	**787,9**	**897,3**	**794,4**	**923,0**

Source: Banque Centrale du Congo
[1] Cf note 3 du tableau III.23
[2] Cf note 4 du tableau III.23

Tableau III.40.bis BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS

(en millions de XDR)

	CREDIT					DEBIT				
	1998	1999	2000	2001	2002	1998	1999	2000	2001	2002
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	769,3	-	526,8	555,1	711,3	907,3	-	441,7	514,1	500,5
Balance commerciale	692,3	-	474,7	491,5	646,4	593,2	-	324,7	363,7	387,8
1. Marchandises	692,3		474,7	491,5	646,4	593,2		324,7	363,7	387,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	77,0	-	52,1	63,6	64,9	314,1	-	117,0	150,4	112,7
3. Transports	7,1	-	1,0	1,1	3,8	38,5	-	29,2	16,7	24,7
3. Voyages	57,1	-	0,5	0,6	0,6	178,2	-	23,1	50,3	30,3
5. Services de communications	0,1	-	5,4	6,7	6,5	1,6	-	0,6	0,7	0,2
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	0,1	-	22,0	21,9	8,3
7. Services d'assurance	-	-	-	-	-	5,5	-	4,2	4,1	7,7
8. Services financiers	3,2	-	2,0	2,4	2,3	25,0	-	4,1	9,6	5,2
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	6,5	-	3,7	5,0	4,9	1,0	-	2,1	2	0,8
11. Autres services aux entreprises	1,6	-	21,6	25,8	25,2	60,8	-	30,3	44,2	35,3
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	-	-	-	-	2,7	-	1,1	0,7	0,2
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	1,3	-	17,9	22,0	21,5	0,7	-	0,3	0,2	0,1
B. Revenus	2,2	-	12,3	15,7	4,4	4,7	-	17,2	6,8	152,4
14. Rémunérations des salariés	0,7		0,8	3,0	4,4	2,0		1,9	3,6	3,5
15. Revenus des investissements	1,5		11,5	12,7	0,0	2,7		15,3	3,2	148,9
C. Transferts courants	45,1	-	20,7	42,4	0,0	78,8	-	68,5	48,1	-
16. Transferts publics	3,3		0,2	0,2	-	0,7		0,2	0,2	-
17. Transferts privés	41,8		20,5	42,2	-	78,1		68,3	47,9	-
TOTAL (A + B+ C)	816,6	-	559,8	613,2	715,6	990,8	-	527,4	569,0	652,9
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	66,6	-	46,3	-	-	58,1	-	141,4	-	-
D.1.Transfert des capitaux	66,6	-	46,3	-	-	58,1	-	141,4	-	-
Capitaux publics	0,6	-	-	-	-	5,3	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	-
19. Autres transferts	0,6		-	-	-	5,3	-	-	-	-
Capitaux privés	66,0	-	46,3	-	-	52,8	-	141,4	-	-
20. Transferts des migrants	2,1		-	-	-	4,1		-	-	-
21. Remises de dettes	-		-	-	-	-		-	-	-
22. Autres transferts	63,9		46,3	-	-	48,7		141,4		
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-			-	-	-	-	-
E. Opérations financières	27,4	-	5,9	2,4	-	31,7	-	40,7	45,7-	
24. Investissements directs	-	-	-	-	-	31,7		-	-	-
25. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	-	0,0		22,2	33,2	-
26. Autres investissements	27,4		5,9	2,4	-	0,0		18,5	12,5	-
TOTAL (D + E)	94,0	-	52,2	2,4	-	89,8	-	182,1	45,7	-
F. Erreurs et omissions	147,7	-	93,8	-	-	-	-	-	145,2	171,4
TOTAL (A à F)	1 058,3	-	705,8	615,6	715,6	1 080,6	-	709,5	759,9	824,3

Tableau III.41. SOLDE DE LA BALANCE DES REGLEMENTS FINANCIERS

(en millions de XDR)

	1998	1999	2000	2001	2002
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES					
A. Biens et services	**-138**	**-**	**85,1**	**41,0**	**210,8**
Balance commerciale	99,1	-	150	127,8	258,6
1. Marchandises	99,1	-	150	127,8	258,6
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-
Services	-237,1	-	-64,9	-86,8	-47,8
3. Transports	-31,4	-	-28,2	-15,6	-20,8
3. Voyages	-121,1	-	-22,6	-49,7	-29,7
5. Services de communications	-1,5	-	4,8	6,0	6,3
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,1	-	-22	-21,9	-8,3
7. Service d'assurance	-5,5	-	-4,2	-4,1	-7,7
8. Services financiers	-21,8	-	-2,1	-7,2	-2,9
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	5,5	-	1,6	3	4,1
11. Autres services aux entreprises	-59,2	-	-8,7	-18,4	-10,1
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,6	-	-1,1	-0,7	-0,2
13. Services fournis ou reçus par les adminisatrations publiques	0,6	-	17,6	21,8	21,4
B. Revenus	**-2,5**	**-**	**-4,9**	**8,9**	**-148,0**
14. Rémunérations des salariés	-1,3	-	-1,1	-0,6	0,8
15. Revenus des investissements	-1,2	-	-3,8	9,5	-148,9
C. Transferts courants	**-33,7**	**-**	**-47,8**	**-5,7**	**0,0**
16. Transferts publics	2,6	-	-	-	-
17. Transferts privés	-36,3	-	-47,8	-5,7	-
TOTAL (A + B+ C)	**-174,2**	**-**	**32,4**	**44,2**	**62,7**
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES					
D. Capital	**8,5**	**-**	**-95,1**	**-**	**-**
D.1.Transferts des capitaux	8,5	-	-95,1	-	-
Capitaux publics	-4,7	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-4,7	-	-	-	-
Capitaux privés	13,2	-	-95,1	-	-
20. Transferts des migrants	-2,0	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	15,2	-	-95,1	-	-
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	**-4,3**	**-**	**-34,8**	**-43,3**	**-**
24. Investissements directs	-31,7	-	-	-	-
25. Investissements de portefeuille	-	-	-22,2	-33,2	-
26. Autres investissements	27,4	-	-12,6	-10,1	-
TOTAL (D + E)	**4,2**	**-**	**-129,9**	**-43,3**	**-**
F. Erreurs et omissions	**147,7**	**-**	**93,8**	**-145,2**	**-171,4**
TOTAL (A à F)	**-22,3**	**-**	**-3,7**	**-144,3**	**-108,6**
G. Mouvements des avoirs extérieurs	**22,3**	**-**	**3,7**	**144,3**	**108,6**
Banque Centrale du Congo	10,7	-	6,6	148,4	117,9
Banques de dépots	11,6	-	-2,9	-4,1	-9,3

TITRE IV

LA MONNAIE ET LE CREDIT

APERCU GENERAL

La situation monétaire intégrée a été marquée en 2003 par une accélération du rythme de création monétaire. Aussi, les liquidités intérieures ont enregistré une expansion de 31,7 % à fin 2003 contre 28,1 % une année plus tôt.

Cette évolution est expliquée par les besoins supplémentaires de l'économie à la suite de la réunification du pays et de la reprise de l'activité économique. Il convient de souligner que cet accroissement des liquidités monétaires a été absorbé par l'économie et n'a pas perturbé le cadre macro-économique. Les prix intérieurs et le taux de change de la monnaie nationale sont restés relativement stables.

La relance de l'économie a eu une incidence positive sur l'activité bancaire qui s'est traduite par une forte expansion des crédits distribués au secteur privé.

Il sied de relever que la parité entre la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire a été rétablie et que l'épineux problème de pénurie des signes monétaires dans le système bancaire a été résolu. Le recyclage des billets de banque a repris timidement et sa consolidation est attendue à la faveur de la stabilité du cadre macro-économique.

Concernant le marché monétaire, il y a lieu de noter une augmentation des transactions tant sur le marché en banque que sur l'interbancaire. Quant au marché des titres publics, les souscriptions au Billet de Trésorerie, BTR en sigle, émis par la Banque Centrale le 16 décembre 2002 pour réguler le niveau des liquidités monétaires, ont connu une forte progression en 2003.

S'agissant du taux directeur de la Banque Centrale, il a connu quatre modifications au cours de l'année sous revue et a été ramené de 24 % en décembre 2002 à 8 % en décembre 2003.

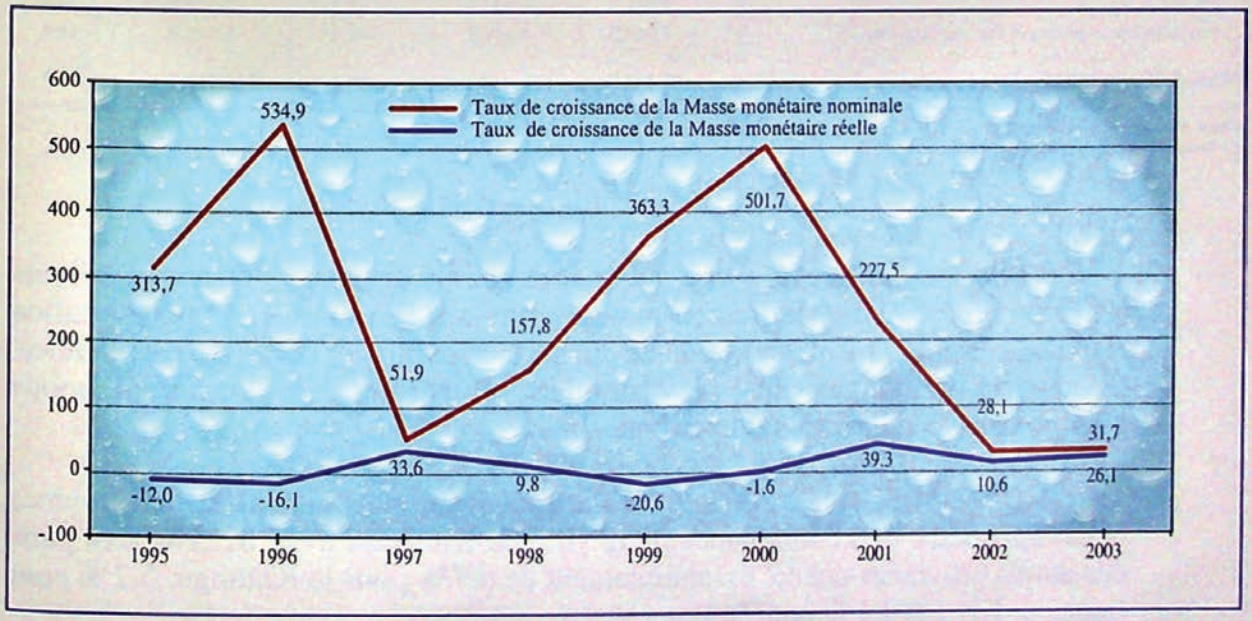
CHAPITRE I

LA SITUATION MONETAIRE EN 2003

I. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE

Au 31 décembre 2003, la masse monétaire est évaluée à 5,7 % du PIB contre 5,1 % une année plus tôt. Exprimée en termes nominaux, la masse monétaire s'est accrue de 31,7 %, s'élevant à 130.118,7 millions de CDF alors qu'elle avait totalisé 98.832,9 millions à fin décembre 2002. En ce qui concerne les encaisses réelles, elles sont passées de 10,6 % à 26,1 % du PIB d'une année à l'autre.

Graphique 21. Evolution des encaisses réelles
(variations en pourcentage)



II. COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE

En 2003, la structure de la masse monétaire est restée dominée par la circulation fiduciaire. Néanmoins, sa part relative est passée d'une année à l'autre de 50,3 % à 48,5 %. En dépit de cette diminution, les billets de banque ont constitué le moyen de paiement le plus usité dans les transactions.

Tableau IV. 1. COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE

	2001	2002		2003	
	En millions de CDF	*En millions de CDF*	Variations en % (1)	*En millions de CDF*	Variations en % (1)
1. Disponibilités monétaires (M1)	**42.170,9**	**57.892,8**	**37,3**	**72.110,1**	**24,6**
Circulation fiduciaire	31.417,1	49.757,5	58,4	63.148,4	26,9
Dépôts à vue en MN	10.753,8	8.135,3	-24,3	8.961,6	10,2
2. Quasi - monnaie	**34.972,6**	**40.940,1**	**17,1**	**58.008,6**	**41,7**
Dépôts à terme en MN	24,9	161,6	549,0	321,2	98,8
Dépôts en devises	27.033,7	36.034,2	33,3	52.071,5	44,5
Provisions pour paiement des importations	7.914,2	4.744,3	-40,1	5.615,9	18,4
MASSE MONETAIRE (M2) (1 + 2)	**77.143,7**	**98.832,9**	**28,1**	**130.118,7**	**31,7**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Variations par rapport à l'année précédente.

S'agissant des dépôts à vue, ils se sont accrus de 10,2 % et ont représenté 6,9 % de la masse monétaire contre 8,2 % une année plus tôt. Cette évolution résulte du fléchissement des virements du secteur public au cours de cet exercice. Il importe d'indiquer que ces derniers constituent le principal mode d'approvisionnement des comptes bancaires.

A l'instar de l'année 2002, la localisation des dépôts bancaires par province laisse apparaître la prédominance de la ville de Kinshasa avec 82,5 %. Les parts des autres provinces ont été essentiellement de 6,7 % pour le Katanga, 5,2 % pour l'ancien Kivu et 3,1 % pour le Bas-Congo.

Par secteur d'activité, il apparaît que 35,0 % des dépôts à vue proviennent des « autres services » contre 29,6 % de la rubrique « divers » constituée des particuliers, des pouvoirs publics et des fonds de contrepartie. La contribution du secteur du commerce et de celui des industries manufacturières ont été respectivement de 20,0 % et de 7,5 %.

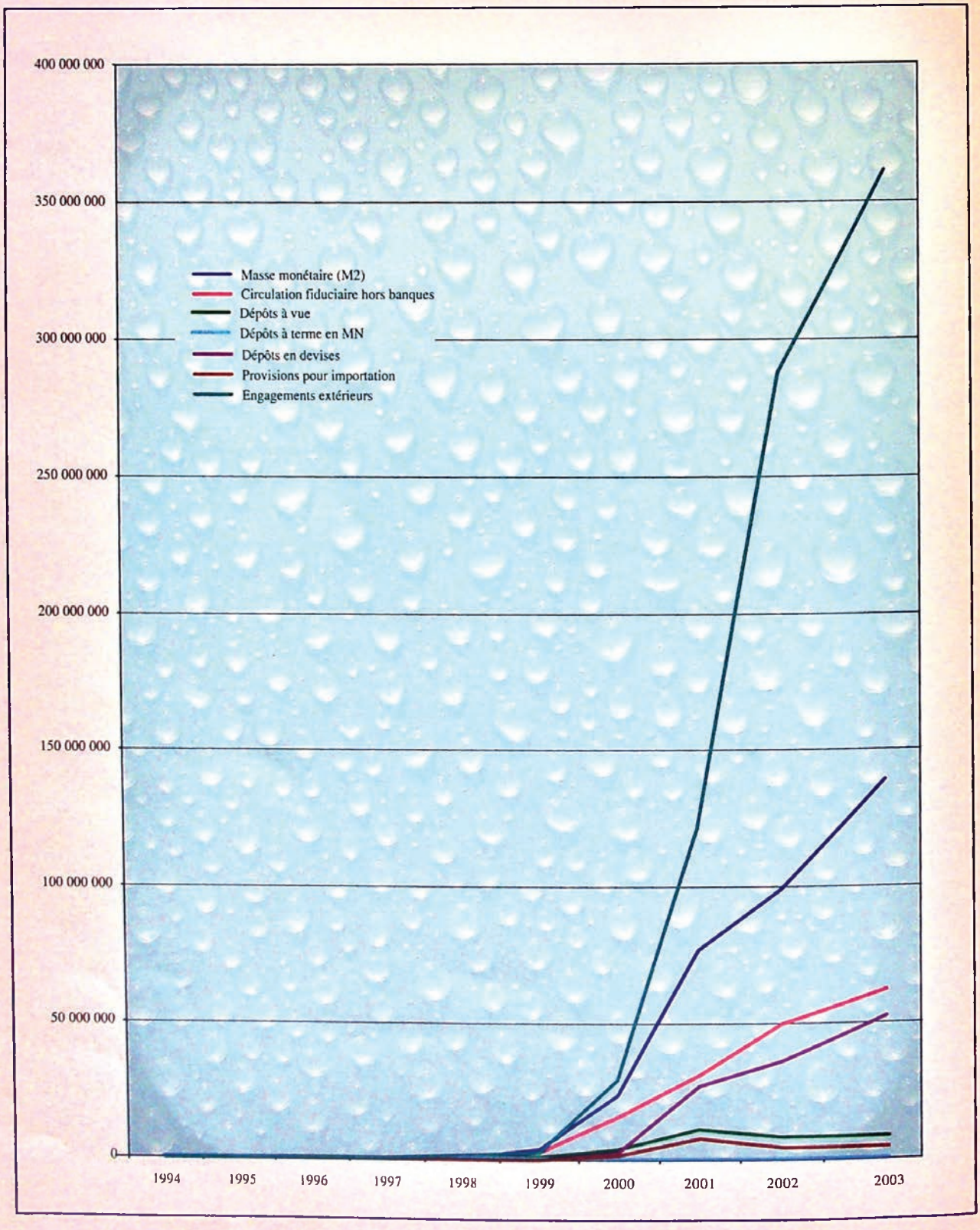
L'analyse des dépôts bancaires à vue par catégorie des déposants renseigne une prépondérance des dépôts provenant des entreprises privées (47,0 %) et des particuliers (27,0 %). Les dépôts des organismes financiers non monétaires et des pouvoirs publics subordonnés ont été respectivement de 9,6 % et 9,4 %.

Pour ce qui est de la quasi-monnaie, sa part dans la masse monétaire, qui était de 41,4 % à fin décembre 2002, est passée à 44,6 % une année après. Elle a progressé de 41,7 % à la suite de la hausse des dépôts en devises. Ces derniers se sont accrus de 44,5 % d'une année à l'autre.

S'agissant des provisions pour paiement des importations, elles ont représenté 4,3 % du total après avoir atteint 4,8 % à fin décembre 2002.

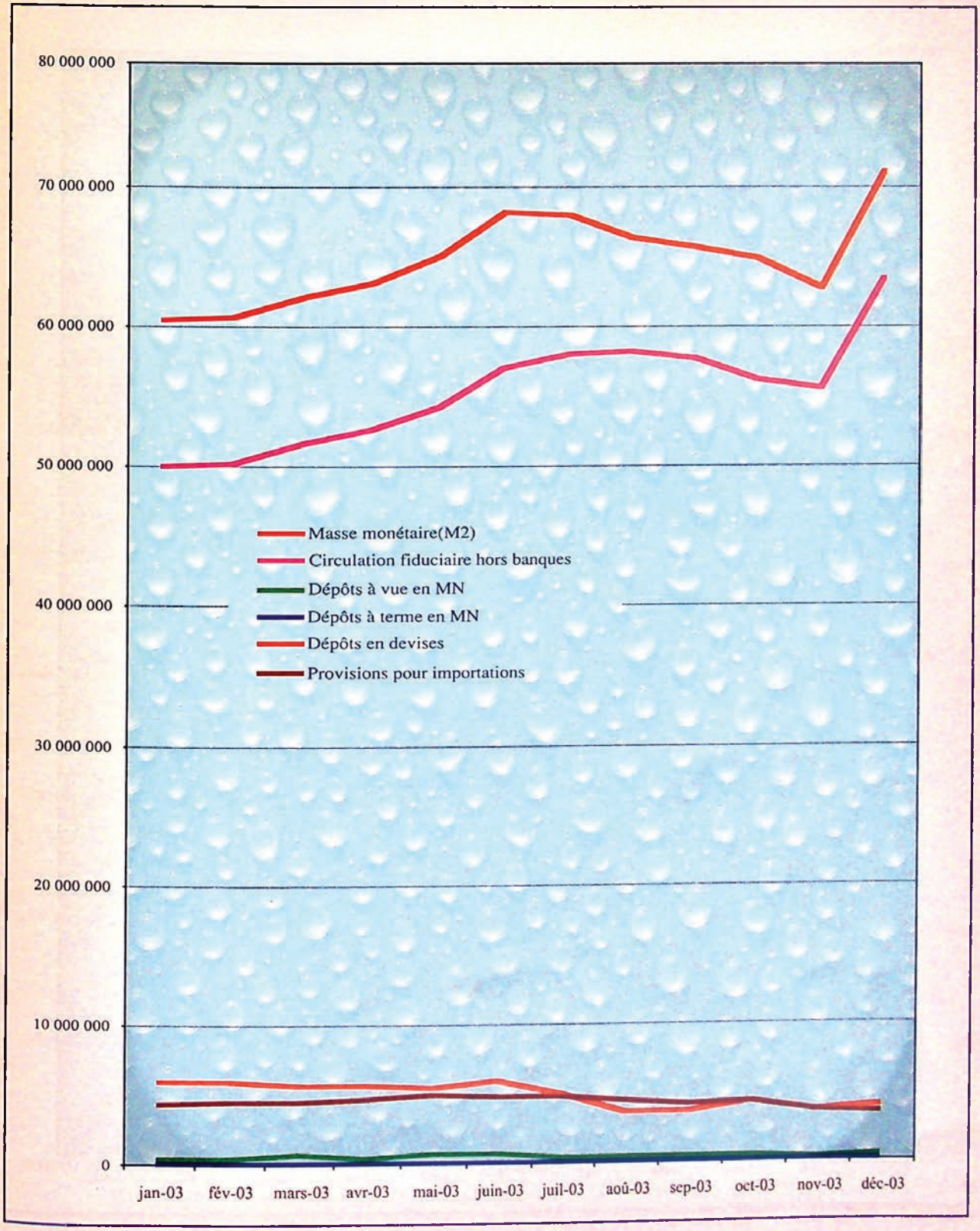
Quant aux dépôts à terme en monnaie nationale, leur proportion dans la masse monétaire a légèrement augmenté, s'établissant à 0,20 % contre 0,16 % une année auparavant.

Graphique 22. Situation monétaire intégrée – Engagements (1)
(en milliers de CDF)



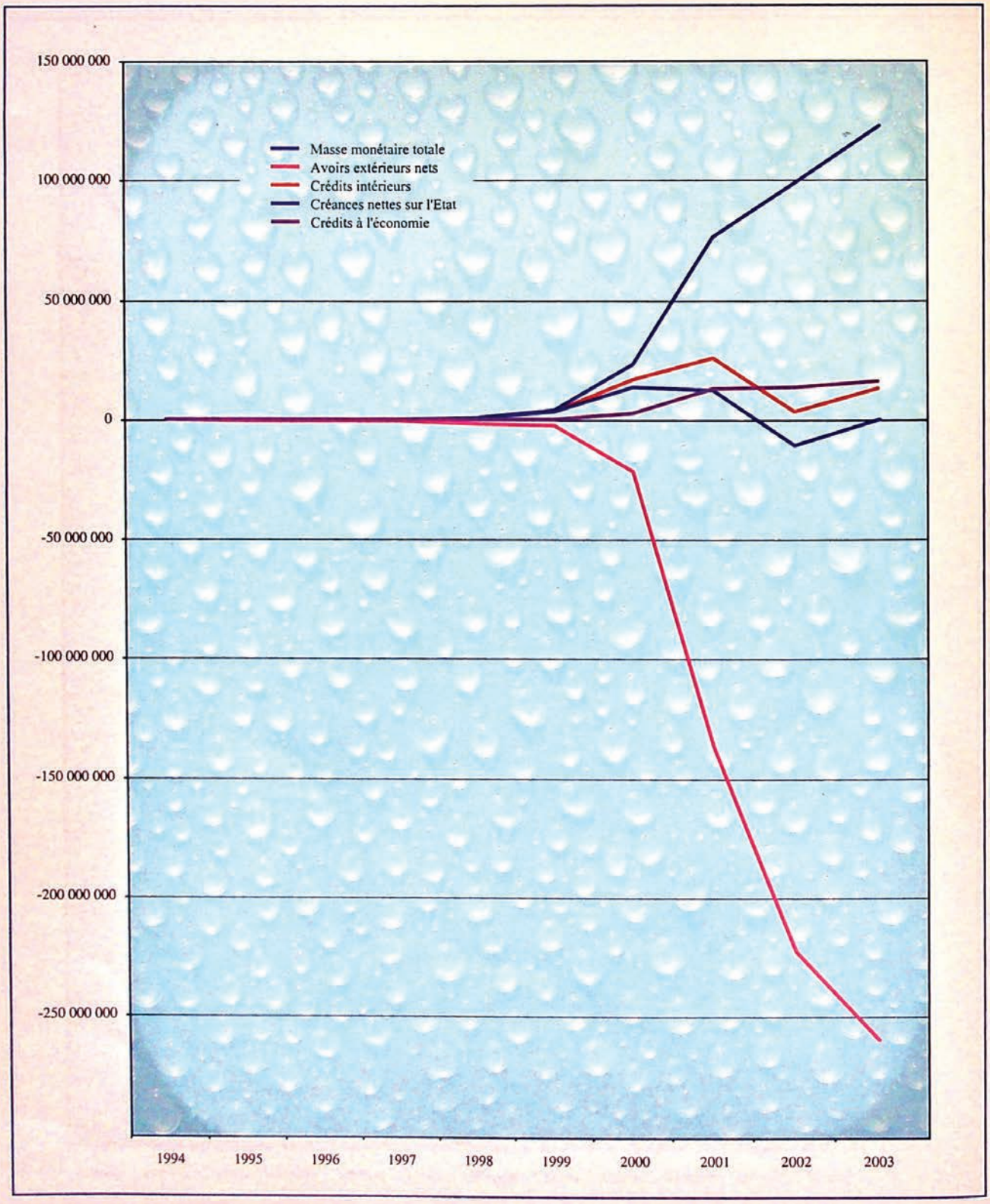
(1) Cfr. Tableau IV.7 et IV.9

Graphique 22.bis. Situation monétaire intégrée en 2003 – Engagements [1]
(en milliers de CDF)



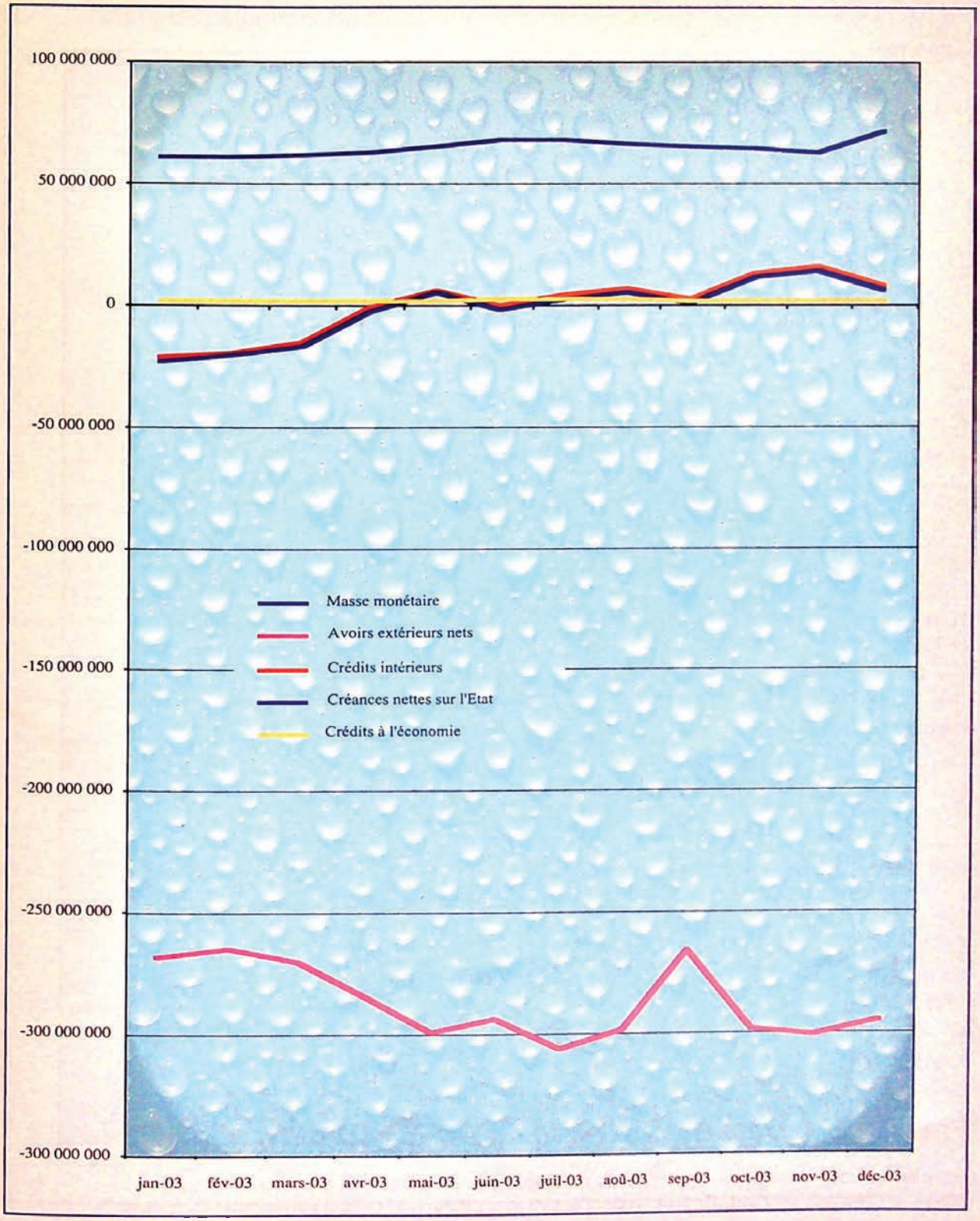
(1) Cfr. Tableau IV.8 et IV.10

Graphique 23. Situation monétaire intégrée – Avoirs (1)
(en milliers de CDF)



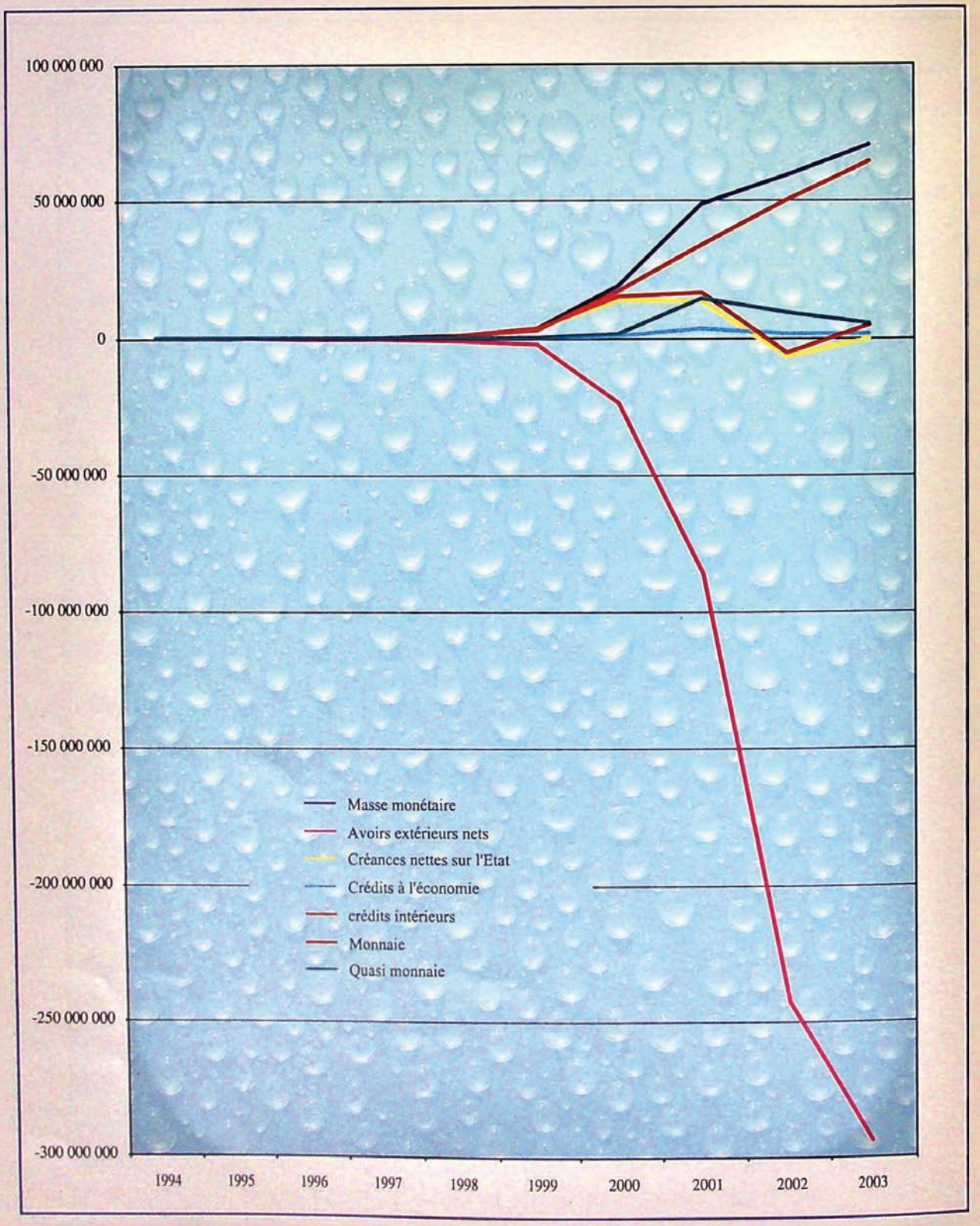
(1) Cfr. Tableau IV.7

Graphique 23. bis. Situation monétaire intégrée en 2003 – Avoirs
(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableau IV.8

Graphique 24. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en milliers de CDF)



(1) Cfr. Tableau IV. 23

III. CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

A l'instar de l'année 2002, la création des liquidités intérieures au cours de la période sous analyse a été impulsée par la variation des crédits intérieurs, les comptes extérieurs étant demeurés négatifs.

Tableau IV.2. CONTRIBUTION DES CONTREPARTIES DANS LA VARIATION DE LA MASSE MONETAIRE

(en pourcentage)

	Déc. 2001	Déc. 2002	Déc. 2003
- Avoirs Extérieurs Nets	- 93,9	46.4	- 117,3
- Crédits Intérieurs	17,1	- 7.1	46.3
- Autres Postes Nets	176,8	60.7	170.9

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.2.a. CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

	2001		2002		2003	
	En millions de CDF	Variations en % (1)	En millions de CDF	Variations en % (1)	En millions de CDF	Variations en % (1)
Position extérieure nette	**-72.050,6**	**231,6**	**-222.333,2**	**208,6**	**-258.994,6**	**-16,5**
- Avoirs extérieurs	49.458,0	543,0	65.210,3	31,8	103.602,0	58,8
- Engagements extérieurs	121.508,6	313,0	287.543,5	136,6	362.596,6	26,1
Crédits intérieurs	**25.849,6**	**55,0**	**3.560,9**	**-86,2**	**18.056,6**	**407,1**
- Créances nettes sur l'Etat	12.496,4	-9,0	-10.391,0	-183,2	-1.566,4	84,9
- Crédit à l'économie	13.353,2	352,9	13.951,9	4,5	19.623,0	40,7
Autres postes nets	**123.344,7**	**331,1**	**-317.605,2**	**157,5**	**-371.056,7**	**-16,8**
Masse Monétaire	**77.143,7**	**227,5**	**98.832,9**	**28,1**	**130.118,7**	**31,7**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) variations par rapport à l'année précédente.

1. Position extérieure nette

Les avoirs extérieurs nets du pays, qui représentaient 11,6 % du PIB en 2002, se sont établis à 11,3 % une année après, soit une détérioration de 0,3 point de pourcentage du PIB.

Exprimés en termes nominaux, les avoirs extérieurs nets sont demeurés négatifs, se situant à 258.994,6 millions de CDF contre 222.333,2 millions une année auparavant.

Cette situation procède de l'évolution du compte extérieur de la Banque Centrale, déficitaire de 294.887,0 millions de CDF, celui des banques créatrices de monnaie étant excédentaire de 35.843,0 millions de CDF au terme de la même période.

2. Crédits intérieurs

L'encours des crédits intérieurs est passé, d'une année à l'autre, de 0,2 % du PIB à 0,8 %. En terme nominal, cet encours a sensiblement augmenté, atteignant 18.056,6 millions de CDF à fin 2003 alors qu'il totalisait 3.560,9 millions à fin 2002.

L'évolution observée résulte principalement de l'accroissement des créances nettes sur le Trésor public et subsidiairement des crédits à l'économie. En effet, les dépôts de l'Etat qui totalisaient 10.391,0 millions de CDF à fin 2002 sont descendus à 1.566,4 millions une année après.

S'agissant des crédits à l'économie, ils ont augmenté de 40,7 %, s'établissant à 19.623,0 millions de CDF contre 13.951,9 millions au 31 décembre 2002. Cette évolution traduit la reprise de l'activité bancaire.

3. Autres postes nets

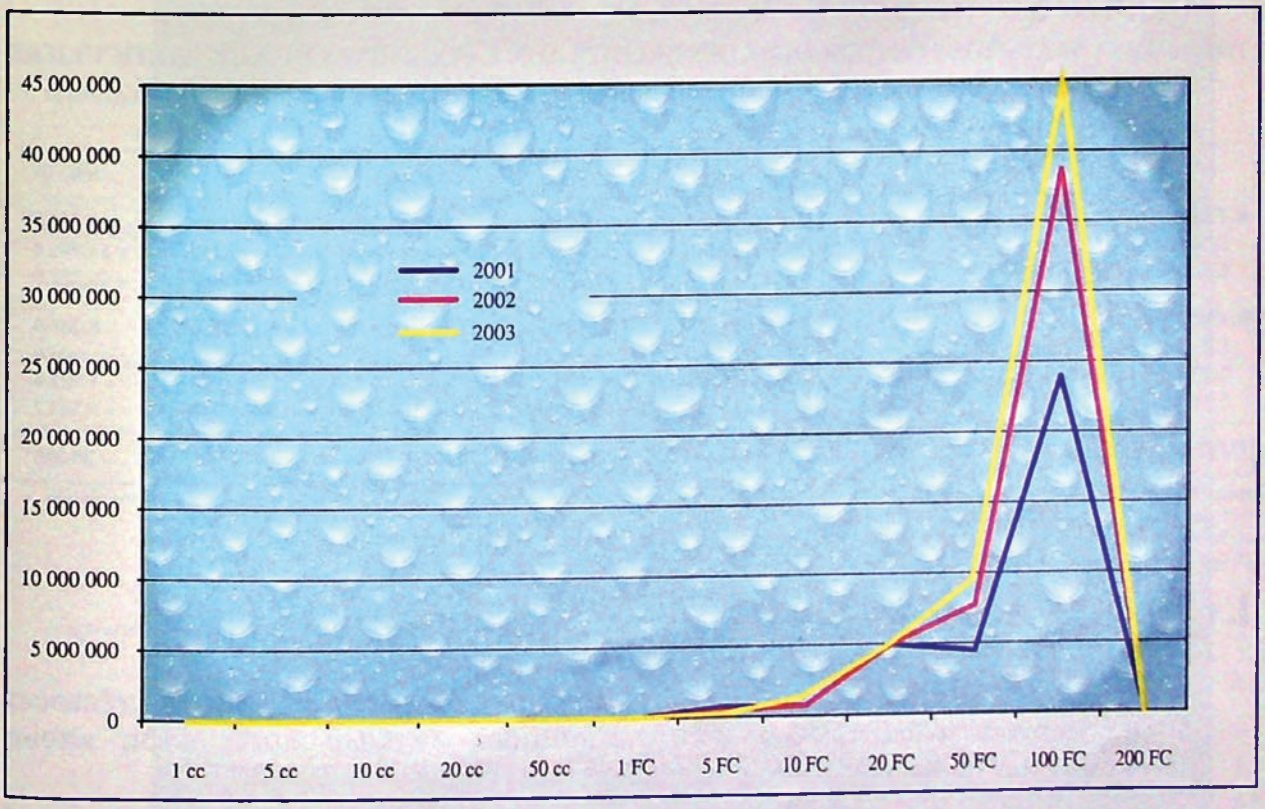
Après avoir représenté 16,5 % du PIB en 2002, les autres postes nets se sont élevés à 16,1 % en 2003.

En terme nominal, les autres postes nets ont augmenté de 16,8 %, passant d'un solde négatif de 317.605,2 millions de CDF au 31 décembre 2002 à 371.056,7 millions au 31 décembre 2003. L'augmentation observée est essentiellement le reflet du comportement des comptes du capital, lesquels ont totalisé 343.945,4 millions de CDF contre 305.008,1 millions, soit une hausse de 12,8 %.

IV. EMISSIONS MONETAIRES

De 53.200,0 millions de CDF au 31 décembre 2002, le stock des émissions monétaires s'est établi à 68.665,4 millions une année après, soit une progression de 29,1 %. La couverture des besoins en numéraire du secteur public et la liquéfaction des avoirs libres des banques sont essentiellement à l'origine de cette évolution. La ventilation par coupure renseigne une prépondérance des coupures de 100 FC, suivie de celles de 50 FC et de 20 FC.

Graphique 25. Structure des émissions monétaires (1)
(en CDF)



(1) Cfr. Tableau IV. 13 suite

CHAPITRE II

LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Au 31 décembre 2003, l'ensemble des crédits alloués aux entreprises et aux particuliers par le système bancaire s'est accru de 118,3 %, atteignant 40.715,4 millions de CDF contre 18.652,3 millions une année plus tôt. Cette progression s'explique essentiellement par la reprise de l'activité économique consécutive à l'amélioration du cadre macroéconomique.

L'encours des crédits à décaissement par le système bancaire s'est chiffré à 27.759,5 millions de CDF alors qu'il avait atteint 13.964,4 millions une année auparavant, soit une augmentation de 98,8 %.

En ce qui concerne les crédits d'engagement, leur encours est passé de 4.687,9 millions de CDF à 12.955,9 millions de fin décembre 2002 à fin décembre 2003, soit une hausse de 176,4 %.

Tableau IV.3. VARIATIONS DE L'ENCOURS DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS
(en milliers de CDF)

	1999 (2)	2000	2001	2002	2003 (3)
A. Crédits à décaissement	**+ 234.348.615**	**+ 2.787.972**	**+ 11.855.167**	**+ 7.496.631**	**-27.047,0**
1. Banques (1)	+ 234.348.615	+ 2.608.459	+ 10.415.564	+ 606.552	+ 13.795,0
2. Institutions spécialisées	+20.650.632	+ 179.513	+ 1.439.603	+ 6.890.079	+ 13.252,0
B. Crédits de signature	**+ 37.055.848**	**+ 518.084**	**+ 4.102.851**	**-16.780**	**+ 8.268,0**
1. Crédocs à l'exportation	- 2.414.840	+ 11.650	+ 28.363	-23.234	+ 3,4
2. Crédocs à l'importation	+ 10.114.871	+ 257.032	+ 2.414.329	-993.590	+ 1.722,4
3. Autres	+ 29.355.817	+ 249.402	+ 1.660.159	+ 1.000.044	+ 6.542,2
TOTAL DES CREDITS	**+ 271.404.463**	**+ 3.132.310**	**+ 15.957.968**	**+ 7.479.901**	**+ 35.315**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Y compris les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo
(2) En CDF
(3) En millions de CDF

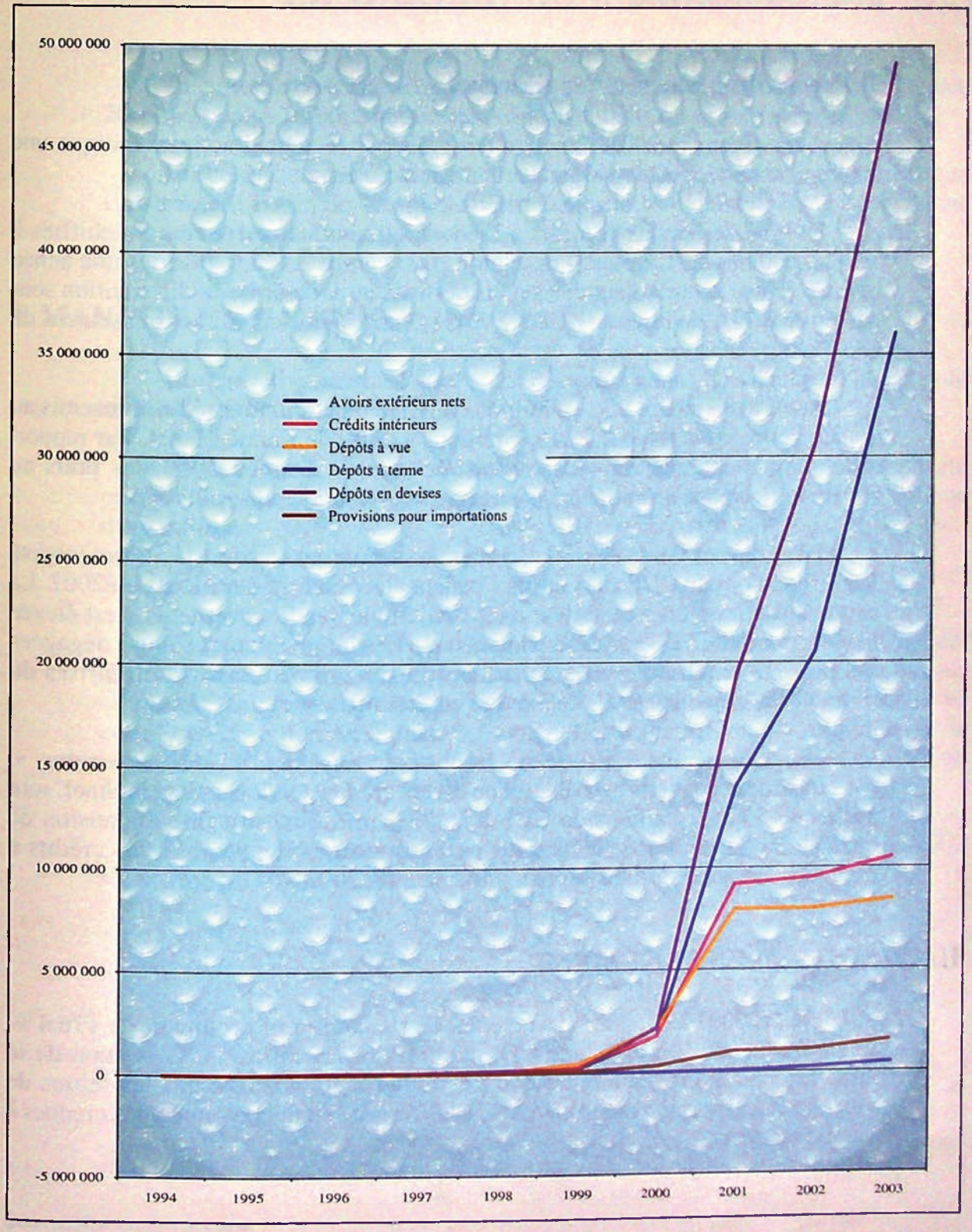
I. CREDITS A DECAISSEMENT

Le total de l'encours des crédits décaissés par les banques créatrices de monnaie s'est élevé à 26.070,2 millions de CDF après avoir atteint 12.681,4 millions une année plus tôt, soit une progression de 105,6 %.

1. Répartition par terme

Au terme de l'exercice 2003, l'encours des prêts à court terme a augmenté de 94,7 %, totalisant 24.607,2 millions de CDF contre 12.638,4 millions en 2002. Ils ont ainsi représenté 94,4 % des crédits décaissés par les banques créatrices de monnaie.

Graphique 26. Situation des crédits bancaires par secteur d'activité (1)
(en CDF)



Cfr. Tableau IV. 18

Echelle logarithmique

S'agissant des crédits à moyen terme, leur encours s'est accru de 1.420,1 millions de CDF, atteignant 1.463,0 millions à fin décembre 2003. Comparé à l'ensemble des crédits à décaissement, l'encours des crédits à moyen terme est demeuré faible.

2. Répartition par secteur d'activité

A fin décembre 2003, l'analyse des prêts par secteur d'activité indique une prédominance du secteur de l'industrie manufacturière.

En effet, les crédits accordés à l'industrie manufacturière se sont chiffrés à 7.732,6 millions de CDF au 31 décembre 2003 contre 2.185,6 millions une année plus tôt. D'une année à l'autre, les prêts destinés au secteur de la distribution sont passés de 3.331,7 millions de CDF à 5.431,0 millions, soit un accroissement de 63,0 %.

Après avoir atteint 1.324,8 millions de CDF en 2002, les crédits consentis au secteur agricole ont totalisé 1.319,0 millions à la fin de l'année 2003. Par rapport à l'ensemble des interventions enregistrées durant l'année 2003, les prêts au secteur agricole ont représenté 5,4 % contre 10,5 % une année plus tôt.

En ce qui concerne les prêts accordés au secteur des transports, ils ont totalisé 1.669,9 millions de CDF alors qu'ils s'étaient élevés à 669,2 millions en 2002. La part relative des prêts à ce secteur dans l'ensemble des financements s'est élevée à 6,8 % contre 5,3 % une année auparavant. Les augmentations ainsi dégagées s'expliquent en grande partie par les besoins exprimés par les entreprises du secteur consécutifs à l'amélioration de l'environnement des affaires.

D'une fin d'année à l'autre, les crédits contenus dans la rubrique « autres », constitués de découverts bancaires et de divers crédits accordés au personnel, sont passés de 5.127,0 millions de CDF à 8.472,7 millions, soit une expansion de 65,3 %. Au 31 décembre 2003, leur proportion dans l'ensemble des crédits à décaissement a été de 34,4 % contre 40,6 % à fin 2002.

II. CREDITS D' ENGAGEMENT

De fin 2002 à fin 2003, les crédits de signature ont progressé de 176,4 %, totalisant 12.955,9 millions de CDF contre 4.687,9 millions. L'examen de la structure de ces crédits montre que l'essentiel a été absorbé par les lettres de garantie et autres cautions, soit 73,3 %, la différence étant constituée des crédocs à l'importation, soit 26,7 %.

CHAPITRE III

LE MARCHE MONETAIRE

Le volume des transactions dénouées sur le marché en banque durant l'année 2003 a été plus important que celui des opérations sur le marché interbancaire.

En ce qui concerne le marché des titres publics, il convient d'indiquer que l'instrument Billet de Trésorerie, émis depuis le 16 décembre 2002, a fonctionné pleinement tout au long de l'année.

I. MARCHE EN BANQUE

Comparativement à l'année 2002, les opérations du marché en banque ont sensiblement augmenté en 2003.

Toutefois, il importe de relever que le guichet de call money a été particulièrement actif, les deux autres guichets ayant enregistré un faible volume d'opérations.

1. Call money

Ce marché au jour le jour a connu un regain d'activité durant toute l'année. En effet, après avoir enregistré un pic au mois de janvier 2003, les opérations sur ce marché ont baissé en février avant d'amorcer une remontée spectaculaire au cours des cinq derniers mois de l'année. Cette augmentation s'explique par la baisse des avoirs libres des banques qui se sont établis à 14,3 millions de CDF au 31 décembre 2003.

Le volume des opérations qui avait atteint 9.680,0 millions de CDF en 2002 s'est situé à 123.206,1 millions à fin décembre 2003.

Source : Banque Centrale du Congo

De 29 % à fin décembre 2002, le taux d'intérêt sur ce marché s'est situé à 13 % au 31 décembre 2003, après avoir connu quatre modifications au cours de l'année sous examen.

2. Réescompte

En 2003, le guichet du réescompte n'a connu d'activité qu'à partir du mois de septembre.

D'un solde nul au 31 décembre 2002, le volume annuel des opérations au réescompte s'est élevé à 2.881,2 millions de CDF au 31 décembre 2003. La reprise des activités à ce guichet est attribuable à la faiblesse tant des liquidités bancaires, consécutive à la baisse des virements effectués par le secteur public, que du taux d'intérêt sur ce marché, lequel est passé de 24 % à fin décembre 2002 à 8 % une année après.

3. Avances en comptes courants

L'encours des avances en comptes courants qui avait atteint 2.606,8 millions de CDF à fin décembre 2002 s'est établi à 215,0 millions au terme de l'exercice 2003.

Le faible niveau des opérations des banques à ce guichet s'explique notamment par la rareté des effets de bon standing exigés en nantissement.

Tableau IV.4. ENCOURS DE REFINANCEMENT DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

(en milliers de CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
Réescompte	-	-	3.295,0	-	1950,0	-	-	2.881,2
Call money	-	-	-	-	-	-	9.680,0	123.206,1
Avances en comptes courants	11.394,7	3.970,8	6.522,8	4.989,4	18.605,6	143,3	2.606,8	215,0
Marché interbancaire	-	-	-	-	-	434,1	9.987,7	46.284,6

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de CDF à partir de cette année

II. MARCHE INTERBANCAIRE

Comme en 2002, le volume des opérations à l'interbancaire en 2003 s'est sensiblement accru en raison de la baisse des taux d'intérêt appliqués.

En effet, le volume des transactions a atteint 46.284,6 millions de CDF à fin décembre 2003 contre 9.987,7 millions en décembre 2002. En ce qui concerne le taux d'intérêt, la moyenne mensuelle des taux interbancaires est tombée à 14 % au 31 décembre 2003 alors qu'elle se situait à 23,7 % à fin décembre 2002.

III. MARCHE DES EFFETS PUBLICS

Durant l'année 2003, le Billet de Trésorerie, seul effet public en circulation, a servi d'instrument de régulation de la masse monétaire. Il y a lieu de relever que, lors du lancement de l'opération en décembre 2002, 1.449,4 millions de souscriptions aux Certificats de dépôt ont été convertis en Billet de Trésorerie.

Les souscriptions au BTR ont atteint 35.605,4 millions de CDF en 2003. Quant aux remboursements, ils se sont élevés à 35.439,8 millions de CDF. Il se dégage ainsi un encours de 165,6 millions de CDF.

Il sied de noter que les souscriptions effectuées par les banques ont atteint 29.599 millions de CDF, soit 86,7 % du total, la différence étant souscrite par les particuliers, soit 4.557 millions.

L'analyse par maturité indique que les Billets de Trésorerie à 7 jours ont été les plus attractifs, représentant 70,1 % du total au 31 décembre 2003.

En ce qui concerne les taux appliqués sur l'instrument BTR, ils ont évolué de la manière suivante :

Tableau IV.5. EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DU BILLET DE TRESORERIE

Maturité	2002	2003				
	Décembre	Janvier	Mai	Juillet	Septembre	Décembre
7 jours	22	26	20	15	11	4
14 jours	22	26	22	18	13	6
28 jours	22	26	25	20	15	8

Source : Banque Centrale du Congo

IV. TAUX D'INTERET

En 2003, la Banque Centrale a poursuivi une politique visant la positivité de son taux directeur, lequel a été modifié quatre fois, passant ainsi de 27 % en janvier à 8 % en décembre au regard de l'évolution du taux d'inflation. Néanmoins, il importe de relever que le taux d'intérêt réel qui avait atteint 12,4 % à fin décembre 2002 a été ramené à 3,8 % au 31 décembre 2003.

S'agissant du taux débiteur moyen nominal des banques créatrices de monnaie, il a baissé, passant de 48,9 % à fin décembre 2002 à 28,0 % au 31 décembre 2003.

Quant au taux débiteur moyen réel, il est resté positif tout au long de l'année 2003.

Tableau IV. 5.a. EVOLUTION DES TAUX D'INTERET

	2001	2002	2003			
	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
1. BCC						
Taux d'intérêt monétaire	140,0	24,0	27,0	25,0	20,0	8,0
Taux d'intérêt réel	208,0	12,4	13,5	17,4	16,1	3,8
2. BCM						
Taux débiteur moyen nominal à court terme	170,0	48,9	57,2	46,2	46,2	28,0
Taux débiteur moyen réel à court terme	323,1	49,1	60,6	48,2	53,5	28,4

Source : Banque Centrale du Congo

V. MARCHE D'ECHANGE

Après s'être située entre 1,5 et 2 % au mois de décembre 2002, la décote entre la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale a été nulle en décembre 2003 en raison de la contraction des dépôts à vue.

CHAPITRE IV

LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

I. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT

L'exécution du plan de redressement de la Société Financière de Développement amorcée depuis trois ans s'est poursuivie en 2003, à travers le redimensionnement patrimonial et organisationnel de l'exploitation avec pour objectif d'assurer la continuité.

A cet égard, suite à l'amélioration de l'environnement macroéconomique, les résultats observés au terme de l'année 2003 sont prometteurs sur le plan aussi bien administratif que de l'exploitation.

Au plan administratif, il y a lieu d'indiquer notamment la réduction des effectifs pour les adapter au niveau réel des activités de la Société, le réajustement salarial, par l'incorporation des éléments de la paie du nouveau SMIG et des allocations familiales minima, ainsi que la modification des taux de rémunération des prêts au personnel et à la clientèle au regard de l'évolution des taux de la BCC.

Sur le plan de l'exploitation, il importe de relever la liquidation de certains actifs immobiliers dans les villes de Kinshasa et de Moanda et l'exécution des garanties des clients ayant favorisé la hausse des revenus sur prêts.

Au terme de l'exercice 2003, le portefeuille – prêts de la SOFIDE a atteint 37 projets contre 40 à fin décembre 2002. Les engagements au titre de ces projets ont représenté 780,8 millions de CDF contre 776,6 millions une année auparavant.

A fin 2003, le total du bilan résumé de la SOFIDE s'est élevé à 1.201,9 millions de CDF contre 1.040,0 millions l'année antérieure, soit une hausse de 15,6 %.

A l'actif, l'accroissement observé traduit principalement l'évolution des comptes « actifs divers », « impayés » ainsi que « immobilisations nettes ». Le compte « actifs divers », constitué essentiellement des immeubles acquis par dation, s'est élevé à 195,3 millions de CDF contre 100,2 millions au 31 décembre 2002, soit une progression de 94,9 % imputable à la réalisation des garanties constituées par certains clients indélicats.

Les immobilisations nettes ont augmenté de 13,4 % suite à la réévaluation et à l'acquisition par dation d'un immeuble dans la ville de Lubumbashi.

D'une année à l'autre, la rubrique « impayés » s'est accrue de 40,5 %, s'établissant à 439,6 millions de CDF contre 313,0 millions en 2002. Il est à noter

que ce compte est constitué principalement des prêts faisant l'objet de contentieux avec les promoteurs.

Au passif, la hausse observée à fin décembre 2003 résulte de l'évolution des fonds propres et des dettes à court terme. En effet, totalisant 195,3 millions de CDF au 31 décembre 2002, les fonds propres de la SOFIDE ont augmenté de 46,1 %, se chiffrant à 285,3 millions de CDF à fin décembre 2003. Les bénéfices nets réalisés en 2003 expliquent en grande partie cette évolution.

Les dettes à court terme se sont élevées à 854,9 millions de CDF contre 675,1 millions en 2002, soit une hausse de 26,6 % à la faveur des dettes sur les emprunts extérieurs et autres créditeurs divers. Cette rubrique est composée principalement des dettes échues sur les emprunts extérieurs à moyen et long termes et des fournisseurs.

Après une perte de 34,1 millions de CDF enregistrée en 2002, les états financiers de la SOFIDE laissent apparaître un bénéfice de 36,1 millions. Le bénéfice réalisé résorbe ainsi la perte de l'exercice antérieur.

II. SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES

La situation bilantaire de la Société Nationale d'Assurances, arrêtée au 31 décembre 2003, renseigne un total de 7.628,2 millions de CDF. Comparé au total bilantaire de l'exercice 2002 qui avait atteint 6.378,7 millions de CDF, il se dégage une amélioration de 19,6 %.

A l'actif, l'accroissement observé est imputable essentiellement à deux comptes, à savoir les réassurances et les créances diverses. En effet, les réassurances ont totalisé 1.038,1 millions de CDF au terme de l'année 2003 contre 9,4 millions en 2002.

Cette hausse est consécutive aux provisions constituées à titre des primes et des sinistres. Il est à noter que l'évolution des primes au cours de cet exercice résulte de la couverture par la SONAS de la masse salariale des entreprises dont les effectifs ont augmenté.

En ce qui concerne les créances diverses, elles se sont accrues de 7,8 %, se chiffrant à 6.177,9 millions de CDF contre 5.729,6 millions une année plus tôt.

Au passif, l'augmentation constatée procède de l'évolution de trois comptes, à savoir les fonds propres, les provisions techniques et les engagements à court terme. D'une année à l'autre, les fonds propres ont augmenté de 97,8 % sous l'effet des réserves constituées.

S'agissant des provisions techniques, qui s'étaient élevées à 1.420,3 millions de CDF en 2002, elles se sont chiffrées à 2.403,0 millions au terme de l'année 2003, soit une hausse de 69,2 %. Cette progression résulte pour une large part de

la provision constituée par la SONAS pour faire face aux paiements des primes et des sinistres.

Quant aux engagements à court terme, ils ont atteint 2.222,5 millions de CDF, après avoir totalisé 2.336,3 millions en 2002, soit une baisse de 4,9 %.

Il sied de relever que l'exercice 2003 s'est clôturé par un bénéfice de 5,0 millions de CDF contre 12,3 millions en 2002.

Concernant les autres éléments nets, ils sont passés de 2.036,0 millions de CDF en 2002 à 1.956,3 millions à fin décembre 2003 à la suite de la contraction des exigibles à court terme.

III. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

Le bilan du Fonds de Promotion de l'Industrie, clôturé le 31 décembre 2003, indique un total de 13.168,8 millions de CDF après avoir atteint 8.576,7 millions en 2002, soit une progression de 53,5 %.

Au niveau des avoirs, l'augmentation est attribuable aux immobilisations nettes et aux réalisables. En effet, les immobilisations nettes se sont accrues de 117,1 %, atteignant 4.637,6 millions de CDF en 2003 contre 2.135,7 millions en 2002.

Les réalisables sont en hausse de 39,8 %, se chiffrant à 7.616,7 millions de CDF contre 5.446,7 millions une année plus tôt. Cette évolution a été confortée par le compte « promoteurs impayés sur prêts ». Il est à noter que cette rubrique est composée des comptes « principal échu non remboursé, intérêts échus et intérêts moratoires ».

En engagements, l'accroissement observé résulte de l'évolution des fonds propres et des dettes à court terme. Les deux rubriques ont progressé respectivement de 37,2 % et 30,5 %. Pour la première, son évolution résulte du gonflement des fonds de dotation tandis que pour la seconde, elle procède de l'augmentation du solde du compte « régularisation » du passif constitué des charges payées d'avance.

Il importe de souligner que les autres éléments nets, qui avaient enregistré un solde négatif de 7,1 millions de CDF en 2002, ont accusé un solde positif de 1.628,8 millions une année plus tard.

Comme en 2002, le compte d'exploitation du Fonds de Promotion de l'Industrie a affiché un déficit. Néanmoins, celui-ci a légèrement fléchi, se situant à 537,0 millions de CDF à fin décembre 2003 contre 643,1 millions précédemment.

CHAPITRE V

LA SITUATION MONETAIRE EN 2004

En 2004, le rythme de création monétaire s'est accéléré par rapport à 2003. La formation des liquidités monétaires a enregistré un dépassement par rapport aux limites contenues dans le PEG. Cette situation a eu pour conséquence la dépréciation de la monnaie nationale et la reprise de l'inflation.

Aussi, la Banque Centrale a dû revoir à la hausse le taux directeur qui a subi quatre modifications. De 8 % en décembre 2003, il a atteint 14 % à fin décembre 2004. La relance de l'activité économique a permis à la profession bancaire de rouvrir quelques guichets fermés en période de récession et de créer de nouveaux points d'exploitation, réduisant tant soit peu la sous bancarisation dont souffre le pays.

La bonne tenue de l'activité économique et l'amélioration de l'environnement des affaires ont impulsé la demande des crédits à l'économie dont l'encours a enregistré une hausse de 83,7 %.

I. MASSE MONETAIRE

Au 31 décembre 2004, la masse monétaire s'est accrue de 70,8 %, se chiffrant à 222.226,5 millions de CDF contre 130.118,7 millions une année plus tôt. Il y a lieu de signaler que la masse monétaire programmée a été arrêtée à 169.730,0 millions de CDF à la même date. Par rapport aux réalisations de 215.270,1 millions de CDF à fin décembre 2004, calculées sans les provisions pour importations, il apparaît un dépassement de 45.540,1 millions de CDF.

1. Composantes

A l'instar de la situation à fin décembre 2003, la structure de la masse monétaire à fin décembre 2004 reste dominée par les disponibilités monétaires. En effet, de 55,4 % à fin décembre 2003, leur proportion est descendue à 52,7 % au 31 décembre 2004 tandis que celle de la quasi-monnaie est passée de 44,6 % à 47,3 %.

1.1. Disponibilités monétaires

D'une fin d'année à l'autre, la circulation fiduciaire a augmenté de 62,4 % à fin décembre 2004. Sa part relative dans la masse monétaire a fléchi, passant de 48,5 % à 45,7 % au cours de la même période.

Quant aux dépôts à vue, ils se sont accrus de 74,2 % par rapport à fin décembre 2003 suite notamment à l'ouverture de nouveaux points d'exploitation des BCM à l'intérieur du pays.

Tableau IV.1.bis. COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE
(en millions de CDF)

	2003	2004			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. DISPONIBILITES MONETAIRES (M1)	**72.110,1**	**72.830,2**	**88.090,2**	**103.059,7**	**117.077,9**
1.1. Circulation fiduciaire	63.148,5	63.407,7	75.004,7	87.785,4	101.467,3
1.2. Dépôts à vue en MN	8.961,6	9.422,5	13.085,5	15.274,3	15.610,6
2. QUASI-MONNAIE	**58.008,6**	**74.662,3**	**79.264,1**	**80.063,1**	**105.148,6**
2.1. Dépôts à terme en MN	321,2	540,8	211,3	352,5	362,4
2.2. Dépôts en devises	52.071,5	67.600,1	73.825,4	74.484,4	97.829,8
2.3. Provisions pour importations	5.615,9	6.521,4	5.227,3	5.226,2	6.956,4
MASSE MONETAIRE (M2) (1+2)	**130.118,7**	**147.492,5**	**167.354,2**	**183.122,8**	**222.226,5**
MASSE MONETAIRE (1)	**124.502,8**	**140.971,1**	**162.126,9**	**177.896,6**	**215.270,1**

Source : Banque centrale du Congo
(1) Excluant les provisions pour importations

1.2. Quasi-monnaie

En 2004, la quasi-monnaie a augmenté de 81,3 % par rapport à son niveau du 31 décembre 2003 à la faveur de l'évolution des dépôts en devises. En effet, ces derniers ont progressé de 87,9 %, se situant à 97.829,8 millions de CDF contre 52.071,5 millions au 31 décembre 2003.

En ce qui concerne les provisions pour le paiement des importations, elles se sont accrues de 23,9 % à fin décembre 2004 par rapport à leur niveau au 31 décembre 2003. Après avoir été de 4,3 % à fin décembre 2003, leur part relative a baissé à 3,1 %.

La proportion des dépôts à terme dans la masse monétaire qui était de 0,25 % au 31 décembre 2003 a fléchi pour s'établir à 0,17 % à fin décembre 2004.

2. Contreparties

La création monétaire au cours de l'année 2004 s'est effectuée sous l'impulsion des avoirs intérieurs nets, la position nette de change s'étant détériorée.

En effet, les avoirs extérieurs nets du système bancaire sont demeurés négatifs et se sont situés à 277.268,7 millions de CDF à fin décembre 2004 contre 258.994,6 millions au 31 décembre 2003, soit une détérioration de 7,1 %.

Il convient de relever que la position extérieure des BCM est restée positive, se chiffrant à 65.807,4 millions, celle de l'Institut d'Emission a été négative, se situant à 343.076,1 millions à fin décembre 2004.

A fin 2004, l'encours des crédits intérieurs a augmenté de 2,6 % passant, d'une période à l'autre, de 18.056,6 millions de CDF à 18.520,9 millions. Cette évolution est justifiée par une forte diminution du crédit net à l'Etat partiellement atténuée par l'expansion du crédit au secteur privé.

Tableau IV.2.a.bis. CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE
(en millions de CDF)

	Décembre 2003	Mars 2004	Juin 2004	Septembre 2004	Décembre 2004
1. 1. Avoirs extérieurs nets	**-258.994,6**	**-253.344,1**	**-238.614,9**	**-262.778,0**	**-277.268,7**
1.1. Avoirs extérieurs nets de la BCC	-294.887,6	-310.385,0	-277.500,0	-302.502,8	-343.076,1
1.2. Avoirs extérieurs nets des BCM	35.893,0	57.040,9	38.884,8	39.724,8	65.807,4
2. Crédits intérieurs	**18.056,6**	**16.107,0**	**-2.027,4**	**9.497,2**	**18.520,9**
2.1. Crédit net à l'Etat	-1.566,4	-14.806,8	-34.630,8	-29.768,1	-23.013,4
2.2. Crédit à l'économie	19.623,0	30.913,8	32.603,4	39.265,3	41.534,3
3. Autres postes nets	**-371.056,7**	**-384.729,6**	**-407.996,5**	**-436.403,5**	**-480.974,3**
4. Masse monétaire	**130.118,7**	**147.492,5**	**167.354,2**	**183.122,8**	**222.226,5**

Source : Banque Centrale du Congo

II. EMISSIONS MONETAIRES

Au terme de la période sous revue, les émissions monétaires ont totalisé 112.155,8 millions de CDF contre 68.665,4 millions une année auparavant, soit une augmentation de 43.490,4 millions.

L'analyse de la structure des émissions monétaires renseigne une prépondérance des coupures de 500, 200 et 100 FC, lesquelles ont totalisé 80,5 % des émissions contre 76,1 % en 2003.

Il est à noter que les émissions monétaires à fin décembre 2004 se situent au-dessus des prévisions de 21.211,8 millions de CDF, en raison notamment de la liquéfaction des avoirs libres des banques à la suite essentiellement des virements opérés par le secteur public.

Tableau IV.6. EVOLUTION DES EMISSIONS MONETAIRES
(en millions de CDF)

	2003	2004									
	Déc.	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Déc
Emissions	68.665,4	69.719,8	70.806,0	72.934,2	76.221,8	80.205,4	85.127,0	86.645,8	92.805,8	100.986,6	112.155,8
Flux des Emissions	6.121,4	977,0	1.086,0	2.128,0	3.288,0	3.984,0	4.922,0	1.519,0	6.160,0	8.180,8	11.169,2

Source : Banque Centrale du Congo

III. EVOLUTION DU MARCHE MONETAIRE ET DES TAUX D'INTERET

1. Marché monétaire

L'évolution du marché monétaire au cours de l'année 2004 a été marquée essentiellement par la diminution du volume des transactions sur chaque guichet.

En effet, le call money a atteint un volume global de 599,0 millions de CDF en 2004 contre 123.206,1 millions en 2003, les opérations dénouées sur le guichet de réescompte sont passées de 2.881,2 millions de CDF à 400,0 millions et celles sur les avances en comptes courants ont affiché un solde nul contre 215,2 millions l'année écoulée.

En ce qui concerne le volume des prêts interbancaires, il s'est chiffré à 10.138,7 millions de CDF en 2004 contre 46.284,6 millions une année auparavant.

Tableau IV.6.a. EVOLUTION DES TRANSACTIONS ET DES TAUX DU MARCHE MONETAIRE

		2003	2004							
		Déc.	Janv.	Mars	Juin	Août	Sept.	06 Oct.	20 Oct.	Déc.
Call money	Volume (1)	123.206,1	19.863,7	9.026,4	1.049,9	1.540,3	1.465,5	9.963,0	9.963,0	599,0
	Taux	13	13	13	13	8	11	16	16	13
Réescompte	Volume (1)	2.881,2	-	1.686,5	1.000,0	-	1.758,7	-	-	400,0
	Taux	8	8	8	8	6	9	12	14	14
Avances en Cptes Crts	Volume (1)	215,2	7,7	396,0	-	195,9	74,7	428,9	428,9	-
	Taux	22	22	16	16	13	13	18	18	18
Marché interbancaire	Volume (1)	46.284,6	-	9.517,2	8.172,3	9.409,0	9.377,0	13.316,6	13.316,6	10.138,7
	Taux	14	14	10	7	4	4	9	9	7
Avoirs libres BCM	Volume (1)	14,3	120,6	1.347,5	4.251,4	3.273,5	1.825,9	1.695,9	1.695,9	-

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En millions de CDF

2. Taux d'intérêt

En 2004, le taux directeur a connu quatre modifications. En effet, de 8 % depuis décembre 2003, il est passé à 6 % le 02 août, à 9 % le 08 septembre, à 12 % le 06 octobre avant d'être porté à 14 % le 20 octobre 2004.

Quant au taux d'intérêt sur le marché interbancaire, il a également subi plusieurs modifications passant de 14 % à fin décembre 2003 à 7 % à fin décembre 2004.

IV. BILLET DE TRESORERIE

Les souscriptions au BTR ont totalisé 72.566,6 millions de CDF à fin décembre 2004 contre des remboursements s'élevant à 71.546,0 millions de CDF. Il en résulte ainsi un encours de 1.020,6 millions de CDF.

Par rapport à l'encours de 165,6 millions de CDF au 31 décembre 2003, il se dégage un accroissement de 854,8 millions de CDF au 31 décembre 2004.

Tableau IV.6.b. EVOLUTION DU BILLET DE TRESORERIE (BTR)
(en millions de CDF)

	Déc-03	Jan-04	Fév.-04	Mars-04	Avr-04	Mai-04	Juin-04	Juil-04	Aoû-04	Sep-04	Oct-04	Déc-04
Souscriptions cumulées (1)	35.605,4	37.019,9	39.092,9	42.927,9	44.139,6	44.949,6	47.666,1	53.986,6	58.797,1	62.279,3	64.653,2	72.566,6
Remboursements cumulés du principal (2)	35.439,8	36.259,8	37.963,8	41.983,7	43.455,8	44.461,7	45.769,7	50.675,8	56.981,8	61.461,7	63.659,7	71.546,0
Paiement des intérêts (3)	292,9	294,5	299,2	308,7	313,1	318,4	323,2	333,1	350,0	358,0	365,0	368,2
Solde des opérations (1)+(2)+(3)	-127,3	465,6	829,9	635,5	370,7	169,5	1.573,2	2.977,7	1.465,3	459,6	628,5	652,4
Encours (1) - (2)	165,6	760,1	1.129,1	944,2	683,8	487,9	1.896,4	3.310,8	1.815,3	817,6	993,5	1.020,6

Source : Banque Centrale du Congo

Durant la période sous analyse, les taux de rémunération du BTR ont été modifiés tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau IV.5.bis. EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DU BTR

Maturité	2002	2003	2004		
	Déc.	28 nov-31 déc.	07 sept - 04oct	05 - 19 oct	20 oct -31 Déc.
7 jours	22	4	7	9	11
14 jours	22	6	8	11	13
28 jours	22	8	9	12	14

Source: Banque Centrale du Congo

Il importe de signaler que les banques ont souscrit au BTR à concurrence de 90 % du total, la différence l'ayant été par les particuliers.

V. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

L'augmentation des crédits distribués par le système bancaire observée en décembre 2003 s'est poursuivie en décembre 2004. En effet, de 40.715,4 millions de CDF au 31 décembre 2003, l'encours des crédits à l'économie s'est situé à 74.851,5 millions une année après, soit une progression de 83,8 %. Cette évolution procède essentiellement de l'amélioration de l'environnement des affaires.

Il y a lieu de noter que les facilités consenties par les banques créatrices de monnaie ont représenté 98,1 % du total et celles de la Banque Centrale 1,9 %.

L'examen de la nature des concours des banques commerciales à l'économie renseigne que la part des crédits à décaissement s'est située à 58,5 % de l'ensemble et celle des crédits de signature à 41,5 %.

L'encours des crédits à décaissement, comparé à celui à fin décembre 2003, dégage un accroissement de 65,7 % à fin décembre 2004. Cette progression résulte principalement de l'augmentation des facilités à court terme, lesquelles ont atteint un encours de 41.442,7 millions de CDF contre 24.607,2 millions au 31 décembre 2003.

Les secteurs bénéficiaires des crédits à court terme ont été l'industrie manufacturière (28,7 %), le transport (16,7 %), la distribution (16,4 %) et l'agriculture (8,0 %). La rubrique « autres » a absorbé 30,2 % des crédits à court terme.

S'agissant des crédits à moyen terme dont le total s'est accru de 20,0 % à fin décembre 2004, ils ont été impulsés par la reprise des « investissements productifs ».

De 12.955,9 millions de CDF au 31 décembre 2003, les crédits de signature ont atteint 30.596,3 millions à fin décembre 2004, soit une progression de 136,2 % consécutive pour une large part à l'augmentation des lettres de garantie.

Tableau IV.6.c. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS
(en millions de CDF)

Rubriques	2001	2002	2003	2004			
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. Crédits à décaissement	**10.039,2**	**12.681,4**	**26 070,2**	**29 318,5**	**34.705,6**	**40.050,1**	**43.198,0**
A. Crédits à court terme	**10.025,4**	**12.638,4**	**24 607,2**	**27 861,5**	**33.085,9**	**38.237,2**	**41.442,7**
1. Agriculture	2.929,0	1.324,8	1 319,0	2 349,8	2.447,2	2.831,4	3.312,0
2. Industrie Manufacturière	1.770,7	2.185,6	7 732,6	9 805,7	10.690,1	12.074,6	11.894,5
3. Distribution	1.792,5	3.331,8	5 413,0	4 962,4	5.750,7	6.299,9	6.777,4
4. Transport	423,5	669,2	1 669,9	1 648,1	2.025,6	2.886,0	6.941,9
5. Autres	3.109,7	5.127,0	8 472,7	9 095,5	12.172,3	14.145,3	12.516,9
B. Crédits à moyen terme	**13,8**	**42,9**	**1. 463,0**	**1 457,0**	**1.619,7**	**1.812,9**	**1.755,3**
1. Investissements productifs	-	-	968,8	1 053,6	1.397,7	1.394,9	1.146,1
2. Prêts spéciaux	3,7	9,5	12,3	-	-	-	-
3. Autres	10,1	33,4	481,9	403,4	222,0	418,0	609,2
II. Crédits d'engagement	**4.704,7**	**4.687,9**	**12 955,9**	**13 100,7**	**17.820,1**	**19.094,1**	**30.596,3**
A. Crédocs à l'import	2.706,6	1.713,0	3 435,4	3 225,8	5.393,8	5.038,3	7.025,9
B. Crédocs à l'export	41,9	18,7	22,1	22,6	-	-	25,8
C. Autres (1)	1.956,2	2.956,2	9 498,4	9 852,3	12.426,3	13.055,8	23.544,6
III. Banque Centrale	**314,3**	**1.377,1**	**1 689,3**	**1 597,0**	**1.561,8**	**1.811,1**	**1.057,2**
TOTAL (I + II + III)	**18.058,2**	**18.746,4**	**40.715,4**	**44 016,2**	**54.087,5**	**60.955,3**	**74.851,5**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Lettres de garantie et autres.


UBC
BIAC
CITIBANK
STANBIC
FRANSABANC
BCDC
BIC
BCD
FBCC
PROVINCE ORIENTALE
EQUATEUR
Lac Mobutu Sese S
Butembo
Lac Idi Amini
NORD-KIVU
Lac Kivu
SUD-KIVU
MANIEMA
KASAI ORIENTAL
KASAI OCCIDENTAL
KINSHASA
BANDUNDU
BAS-CONGO
BOMA
MATADI
Kananga
MBUJI-MAYI
Mwene-Ditu
Lac Tanganyik
KATANGA
Lac Moero
Kolwezi
Lac Bangwelo
Lubumbashi

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.7. SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en CDF) [1]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-17.412.360**	**-91.445.000**	**-656.219.900**	**-575.302.570**	**-1.376.430.442**	**-2.058.507.856**	**-21.729.098.644**	**-72.050.597**	**-222.333.186**	**-258.994.575**
a) Avoirs	8.371.360	37.816.050	189.979.550	142.032.700	277.197.787	752.337.006	7.692.135.802	49.457.991	65.210.308	103.602.062
b) Engagements	25.783.720	129.261.050	846.199.450	717.335.270	1.653.628.229	2.810.844.862	29.421.234.446	121.508.588	287.543.494	362.596.637
2. Crédits intérieurs	**2.180.610**	**8.179.430**	**80.314.600**	**350.904.740**	**659.395.382**	**3.523.442.725**	**16.677.832.892**	**25.849.618**	**3.560.887**	**18.056.609**
a) Créances nettes sur l'Etat	1.307.780	2.541.810	38.711.520	303.631.770	561.099.624	3.189.565.634	13.729.729.816	12.496.437	-10.390.967	-1.566.389
b) Crédits à l'économie	872.830	5.637.620	41.603.080	47.272.970	98.295.758	333.877.091	2.948.103.076	13.353.181	13.951.854	19.622.998
3. Autres postes nets	**-23.445.780**	**-117.249.720**	**-791.658.430**	**-552.154.630**	**-1.562.077.631**	**-2.450.338.764**	**-28.609.329.745**	**-123.344.711**	**-317.605.180**	**-371.056.680**
3.1 Comptes du capital	-340.950	20.874.880	152.255.040	580.868.800	639.506.116	929.187.091	5.723.510.107	26.903.394	-305.008.148	-343.945.377
3.2 Comptes de réévaluation	-16.734.060	-72.897.800	-534.161.340	-539.219.120	-852.243.586	-3.789.649.956	-17.557.207.333	-105.946.398	-	1
3.3 Fonds de contrepartie	39.940	58.780	107.290	53.180	7	7	7	-	207	207
3.4 Divers nets	-6.410.710	-65.285.580	-409.859.420	-593.857.490	-1.349.340.168	410.124.094	-16.775.632.526	-44.301.707	-12.597.239	-27.111.511
4. Masse monétaire	**8.214.030**	**33.984.150**	**215.753.130**	**327.756.800**	**845.042.571**	**3.915.273.633**	**23.558.063.993**	**77.143.732**	**98.832.881**	**130.118.714**
- Monnaie	3.859.840	19.750.020	109.749.320	223.336.980	638.154.169	3.462.328.904	19.373.019.177	42.170.891	57.892.782	72.110.061
- Quasi - monnaie	4.354.190	14.234.130	106.003.810	104.419.820	206.888.402	452.944.729	4.185.044.816	34.972.841	40.940.099	58.008.653

Source : Banque Centrale du Congo
[1] En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.7.bis. SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en millions de XDR)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-375,5**	**-415,9**	**-395,4**	**-400,5**	**-399,0**	**-333,1**	**-336,5**	**-181,6**	**-459,3**	**-469,7**
a) Avoirs	180,5	172,0	114,5	98,9	80,3	121,7	119,1	124,6	195,9	187,9
b) Engagements	556,1	587,9	509,9	499,4	479,3	454,8	455,6	306,2	655,2	657,5
2. Crédits Intérieurs	**47,0**	**37,2**	**48,4**	**244,3**	**191,1**	**570,1**	**258,3**	**65,2**	**-42,2**	**32,7**
a) Créances nettes sur l'Etat	28,2	11,6	23,3	211,4	162,6	516,1	212,6	31,5	-8,0	-2,8
b) Crédits à l'économie	18,8	25,6	25,1	32,9	28,5	54,0	45,7	33,7	-34,2	35,6
3. Autres postes nets	**-505,7**	**-533,3**	**-477,0**	**-384,4**	**-452,8**	**-396,5**	**-443,1**	**-310,8**	**-674,7**	**-672,9**
3.1 Comptes du capital	-7,4	94,9	91,7	404,4	185,4	150,4	88,6	67,8	-614,0	-623,7
3.2 Comptes de réévaluation	-360,9	-331,6	-321,9	-375,4	-247,0	-613,2	-271,9	-267,0	-	-
3.3 Fonds de contrepartie	0,9	0,3	0,1	-	-	-	-	-	-	-
3.4 Divers nets	-138,3	-296,9	-247,0	-413,4	-391,1	66,4	-259,8	-111,6	-60,7	-49,2
4. Masse monétaire	**177,2**	**154,6**	**130,0**	**228,2**	**244,9**	**633,5**	**364,8**	**194,4**	**241,7**	**236,0**
- Monnaie	83,2	89,8	66,1	155,5	185,0	560,2	300,0	106,3	129,3	130,8
- Quasi - monnaie	93,9	64,7	63,9	72,7	60,0	73,3	64,8	88,1	112,4	105,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8. SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2003

(en milliers de CDF)

	Décembre 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	**-1.376.430.442**	**-245.672.397**	**-262.289.580**	**-231.310.540**	**-258.994.575**
a) Avoirs extérieurs	277.197.787	87.823.322	105.790.501	98.692.077	103.602.062
b) Engagements extérieurs	1.653.628.229	333.495.719	368.080.081	330.002.617	362.596.637
2. Crédits intérieurs	**659.395.382**	**-2.941.632**	**17.769.977**	**13.179.489**	**18.056.609**
a) Créances nettes sur l'Etat	561.099.624	-18.907.551	-195.960	-4.027.643	-1.566.389
b) Crédits à Economie	98.295.758	15.965.919	17.965.937	17.207.132	19.622.998
3. Autres postes nets	**-1.562.077.631**	**-360.161.370**	**-373.742.351**	**-339.842.453**	**-371.056.680**
3.1 Comptes du capital	639.506.116	-338.939.053	-337.343.861	-309.257.160	-343.945.377
3.2 Comptes de réévaluation	-852.243.586	10.073	-19.183.942	0	1
3.3 Fonds de contrepartie	7	207	207	207	207
3.4 Divers nets	-1.349.340.168	-21.232.597	-17.214.755	-30.585.500	-27.111.511
4. Masse monétaire	**845.042.571**	**111.547.341**	**129.222.748**	**121.711.402**	**130.118.714**
- Monnaie	638.154.169	60.615.862	67.739.374	65.119.988	72.110.061
- Quasi - Monnaie	206.888.402	50.931.479	61.483.374	56.591.414	58.008.653

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8.bis. SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2003
(en millions de XDR)

	Décembre 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	**-459,3**	**-433,6**	**-438,8**	**-459,2**	**-469,7**
a) Avoirs extérieurs	195,9	155,0	177,0	195,9	187,9
b) Engagements extérieurs	655,2	588,6	615,8	655,2	657,5
2. Crédits intérieurs	**26,2**	**-5,2**	**29,7**	**26,2**	**32,7**
a) Créances nettes sur l'Etat	-8,0	-33,4	-0,3	-8,0	-2,8
b) Crédits à Economie	34,2	28,2	30,1	34,2	35,6
3. Masse monétaire	**241,7**	**196,9**	**216,2**	**241,6**	**236,0**
- Monnaie	129,3	107,0	113,3	129,3	130,8
Quasi - Monnaie	112,4	89,9	102,9	112,4	105,2
4. Autres postes nets	**-674,7**	**-635,7**	**-625,3**	**-674,7**	**-672,9**
4.1 Comptes du capital	-614,0	-598,2	-564,4	-614,0	-623,7
4.2 Comptes de réévaluation	-	0,02	-32,1	-	0,0
4.3 Fonds de contrepartie	-	0,0	0,0	0,0	0,0
4.4 Divers nets	-60,7	-37,5	-28,8	-60,7	-49,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.9. LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES

(en CDF)[1]

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Circulation fiduciaire hors banques	**2.717.650**	**16.443.570**	**82.704.350**	**152.170.580**	**514.520.041**	**2.944.499.065**	**15.962.788.910**	**31.417.133**	**49.757.474**	**63.148.445**
Emissions monétaires	2.856.160	18.511.900	101.014.340	204.460.750	812.472.623	3.327.643.896	17.619.660.832	35.092.894	53.014.533	68.170.484
Encaisses B.C.C.	34.290	1.380.240	8.140.130	36.865.150	268.102.554	334.179.759	1.108.540.025	2.871.087	1.455.982	-2.273.685
Encaisses B.C.M.	104.220	688.090	10.169.860	15.425.020	29.850.028	48.965.072	548.331.897	804.674	1.801.077	-2.748.354
2. Monnaie scripturale	**5.496.380**	**17.540.580**	**133.048.780**	**175.586.220**	**330.522.530**	**970.774.568**	**7.595.275.083**	**45.726.599**	**49.075.407**	**66.970.269**
Dépôts à vue	**1.142.190**	**3.306.450**	**27.044.970**	**71.166.400**	**123.634.128**	**517.829.839**	**3.410.230.267**	**10.753.758**	**8.135.308**	**8.961.616**
- Banque Centrale du Congo	173.350	1.310.550	7.671.440	22.736.080	60.995.765	113.016.494	1.249.367.568	2.773.686	179.364	355.442
- Banques Créatrices de Monnaie	968.840	1.995.900	19.373.530	48.430.320	62.638.363	404.813.345	2.160.862.699	7.980.072	7.955.944	8.606.174
Dépôts à terme et dépôts en devises des résidents	**2.987.700**	**8.042.660**	**63.304.390**	**72.743.350**	**131.636.371**	**247.758.362**	**2.630.705.445**	**27.058.671**	**36.195.806**	**52.392.711**
Dépôts à terme en MN	13.600	87.590	1.304.440	795.920	4.655.542	1.785.268	358.236	24.958	161.574	321.240
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	13.600	87.590	1.304.440	795.920	4.655.542	1.785.268	358.236	24.958	161.574	321.240
Dépôts en devises des résidents	2.974.100	7.955.070	61.999.950	71.947.430	126.980.829	245.973.094	2.630.347.209	27.033.713	36.034.232	52.071.471
- Banque Centrale du Congo	1.423.490	2.025.800	8.242.080	9.004.480	19.520.548	43.637.995	470.860.506	7.637.203	5.332.770	3.963.886
- Banques Créatrices de Monnaie	1.550.610	5.929.270	53.757.870	62.942.950	107.460.281	202.335.099	2.159.486.703	19.396.510	30.701.462	48.107.585
Provision pour paiements des importations	**1.366.490**	**6.191.470**	**42.699.420**	**31.676.470**	**75.252.031**	**205.186.367**	**1.554.339.371**	**7.914.170**	**4.744.293**	**5.615.942**
- Banque Centrale du Congo	1.004.580	4.869.860	38.371.610	29.320.610	70.262.411	152.639.893	1.224.048.820	6.935.743	3.650.299	3.458.763
- Banques Créatrices de Monnaie	361.910	1.321.610	4.327.810	2.355.860	4.989.620	52.546.474	330.290.551	978.427	1.093.994	2.157.179
Total (1 + 2)	**8.214.030**	**33.984.150**	**215.753.130**	**327.756.800**	**845.042.571**	**3.915.273.633**	**23.558.063.993**	**77.143.732**	**98.832.881**	**130.118.714**

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.10. LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES
(en milliers de CDF)

	Déc.2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
1. Circulation fiduciaire hors banques	**49.757.474**	**51.410.202**	**56.906.449**	**57.505.988**	**63.148.445**
Emissions monétaires	53.014.533	54.594.650	60.252.646	61.944.177	68.170.484
Encaisses B.C.C.	1.455.982	-1.280.488	-1.990.919	-2.312.526	-2.273.685
Encaisses B.C.M.	1.801.077	-1.903.960	-1.355.278	-2.125.663	-2.748.354
2. Monnaie scripturale	**49.075.407**	**60.137.139**	**72.316.299**	**64.205.414**	**66.970.269**
Dépôts à vue	**8.135.308**	**9.205.660**	**10.832.925**	**7.614.000**	**8.961.616**
- Banque Centrale du Congo	179.364	601.829	589.017	311.419	355.442
- Banques Créatrices de Monnaie	7.955.944	8.603.831	10.243.908	7.302.581	8.606.174
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	**36.195.806**	**44.957.962**	**54.910.531**	**50.306.355**	**52.392.711**
Dépôts à terme en M.N.	161.574	232.323	741.980	674.030	321.240
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	161.574	232.323	741.980	674.030	321.240
Dépôts en devises des résidents	36.034.232	44.725.639	54.168.551	49.632.325	52.071.471
- Banque Centrale du Congo	5.332.770	5.561.926	5.765.339	3.604.570	3.963.886
- Banques Créatrices de Monnaie	30.701.462	39.163.713	48.403.212	46.027.755	48.107.585
Provision pour paiements des importations	**4.744.293**	**5.973.517**	**6.572.843**	**6.285.059**	**5.615.942**
- Banque Centrale du Congo	3.650.299	4.414.008	4.725.241	3.995.153	3.458.763
- Banques Créatrices de Monnaie	1.093.994	1.559.509	1.847.602	2.289.906	2.157.179
Total (1 + 2)	**98.832.881**	**111.547.341**	**129.222.748**	**121.711.402**	**130.118.714**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.11. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Variations de la masse monétaire	**8.111.087**	**25.770.120**	**181.768.980**	**112.003.670**	**517.285.771**	**3.070.231.062**	**19.642.790.361**	**53.585.668**	**21.689.149**	**8.054.755**
Monnaie fiduciaire	2.671.077	13.725.920	66.260.780	69.466.230	362.349.461	2.429.979.024	13.018.289.845	15.454.344	18.340.341	9.795.388
Monnaie scripturale	5.440.010	12.044.200	115.508.200	42.537.440	154.936.310	640.252.038	6.624.500.516	38.131.324	3.348.808	-1.740.633
Origine des variations	**8.111.087**	**25.770.120**	**181.768.980**	**112.003.670**	**517.285.771**	**3.070.231.062**	**19.642.790.361**	**53.585.668**	**21.689.149**	**8.054.755**
1. Avoirs extérieurs nets	-17.230.798	-74.032.640	-564.774.900	80.917.330	-801.127.872	-682.077.414	-19.670.590.788	-50.321.498	-150.282.589	5.690.436
2. Crédits Intérieurs	2.136.420	5.998.820	72.135.170	270.590.140	308.490.642	2.864.047.343	13.154.390.167	9.171.785	-22.288.731	-8.036.791
2.1 Créances nettes sur l'Etat	1.267.059	1.234.030	36.169.710	264.920.250	257.467.854	2.628.466.010	10.540.164.182	-1.233.293	-22.887.404	-8.362.872
2.2 Crédits à l'économie	869.361	4.764.790	35.965.460	5.669.890	51.022.788	235.581.333	2.614.225.985	10.405.078	598.673	326.081
3. Autres postes nets	**23.205.465**	**93.803.940**	**674.408.710**	**-239.503.800**	**1.009.923.001**	**888.261.133**	**26.158.990.982**	**94.735.381**	**194.260.469**	**10.401.110**
3.1 Comptes du capital	345.618	-21.215.830	-131.380.160	-428.613.760	-58.637.316	-289.680.975	-4.794.323.016	21.179.884	331.911.542	34.762.906
3.2 Comptes de réévaluation	16.176.581	56.163.740	461.263.540	5.057.780	313.024.466	2.937.406.370	13.767.557.378	-88.389.191	-105.946.398	-19.507.450
3.3 Fonds de contrepartie	-38.214	-18.840	-48.510	54.110	53.173	-	-	-	-207	-
3.4 Divers nets	6.721.481	58.874.870	344.573.840	183.998.070	755.482.678	-1.759.464.262	17.185.756.620	-27.526.074	-31.704.468	-4.854.346

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.11. bis. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001®	2002	2003
Variations de la masse monétaire	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Monnaie fiduciaire	32,9	53,3	36,5	62,0	70,0	79,1	66,3	28,8	84,6	121,6
Monnaie scripturale	67,1	46,7	63,5	38,0	30,0	20,9	33,7	71,2	15,4	-21,6
Origine des variations	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
1. Avoirs extérieurs nets	**-212,4**	**-287,3**	**-310,7**	**72,2**	**-154,9**	**-22,2**	**-100,1**	**-93,9**	**-692,9**	**70,6**
2. Crédits intérieurs	**26,3**	**23,3**	**39,7**	**241,6**	**59,6**	**93,3**	**67,0**	**17,1**	**-102,8**	**-99,8**
2.1 Créances nettes sur l'Etat	15,6	4,8	19,9	236,5	49,8	85,6	53,7	-2,3	-105,5	-103,8
2.2 Crédits à l'économie	10,7	18,5	19,8	5,1	9,9	7,7	13,3	19,4	2,8	4,0
3. Autres postes nets	**286,1**	**364,0**	**371,1**	**-213,9**	**195,2**	**28,9**	**133,2**	**176,8**	**895,7**	**129,1**
3.1 Comptes du capital	4,3	-82,3	-72,3	-382,7	-11,3	-9,4	-24,4	39,5	1.530,3	431,6
3.2 Comptes de réévaluation	199,4	217,9	253,8	4,5	60,5	95,7	70,1	-164,9	-488,5	-242,2
3.3 Fonds de contrepartie	-0,5	-0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
3.4 Divers nets	82,9	228,5	189,6	164,3	146,0	-57,3	87,5	-51,4	-146,2	-60,3

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.12. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2003
(en milliers de CDF)

	Déc 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
Variations de la masse monétaire	**+21.689.149**	**-1.448.542**	**+4.492.916**	**-12.357.515**	**+8.054.755**
Monnaie fiduciaire	+18.340.341	+1.510.238	+2.613.886	-1.806.570	+9.795.388
Monnaie scripturale	+3.348.808	-2.958.780	+1.879.030	-10.550.945	-1.740.633
Origine des variations	**+21.689.149**	**-1.448.542**	**+4.492.916**	**-12.357.515**	**+8.054.755**
1. Avoirs extérieurs nets	**-150.282.589**	**-9.600.076**	**+5.047.845**	**+23.238.545**	**+5.690.436**
2. Crédits intérieurs	**-22.288.731**	**+6.621.706**	**-5.395.174**	**-3.305.845**	**-8.036.791**
2.1 Créances nettes sur l'Etat	-22.887.404	+5.845.605	-7.028.192	-2.211.029	-8.362.872
2.2 Crédits à l'économie	+598.673	+776.101	+1.633.018	-1.094.816	+326.081
3. Autres postes nets	**+194.260.469**	**+1.529.828**	**+4.840.245**	**-32.290.215**	**+10.401.110**
3.1 Comptes du capital	+331.911.542	+196.512.037	+899.849	-34.371.462	+34.762.906
3.2 Comptes de réévaluation	-105.946.398	-187.613.303	+3.689.472	+4.903.564	-19.507.450
3.3 Fonds de contrepartie	-207	-	-	-	-
3.4 Divers nets	-31.704.468	-7.368.906	250.924	-2.822.317	-4.854.346

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.12. bis. ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2003
(en pourcentage)

	Décembre 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
Variations de la masse monétaire	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**
Monnaie fiduciaire	+84,6	-104,3	+58,2	+14,6	+121,6
Monnaie scripturale	+15,4	+204,3	+41,8	+85,4	-21,6
Origine des variations	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**
1. Avoirs extérieurs nets	**-692,9**	**+662,7**	**+112,4**	**-188,1**	**+70,6**
2. Crédits intérieurs nets	**-102,8**	**-457,1**	**-120,1**	**+26,8**	**-99,8**
2.1 Créances nettes sur l'Etat	-105,5	-403,6	-156,4	+17,9	-103,8
2.2 Crédits à l'économie	+2,8	-53,6	+36,3	+8,9	+4,0
3. Autres postes nets	**+895,7**	**-105,6**	**+107,7**	**+261,3**	**+129,1**
3.1 Comptes du capital	+1.530,3	-13.566,2	+20,0	+278,1	+431,6
3.2 Comptes de réévaluation	-488,5	+12.951,9	+82,1	-39,7	-242,2
3.3 Fonds de contrepartie	-	-	-	-	-
3.4 Divers nets	-146,2	+508,7	+5,6	+22,9	-60,3

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.13. VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN BILLETS ET PIECES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

(en CDF)

	1994	1995	1996				1997				1998
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	juin
BILLETS	2 856 150	18 511 890	28 588 890	46 183 880	68 462 760	101 014 330	181 310 750	202 160 750	202 160 750	204 460 740	280 577 780
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 800 000
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	16 499 910	20 099 920	20 099 920	20 099 920	20 100 000
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	37 319 990	44 399 990	44 399 990	46 699 980	122 200 000
50.000 NZ	-	-	-	6 959 990	23 949 990	48 919 990	70 949 990	81 079 990	81 079 990	81 079 990	81 120 000
20.000NZ	-	-	-	3 964 000	6 000 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000
10.000 NZ	-	-	4 930 000	9 902 000	11 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000
5.000 NZ	-	11 383 400	16 530 400	18 229 400	20 007 400	20 007 400	20 007 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400
1.000 NZ	-	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790
500 NZ	2 283 190	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 990	4 039 990	4 039 990	4 039 980	4 039 980
200 NZ	299 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200
100 NZ	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900
50 NZ	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120
20 NZ	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740
10 NZ	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160
5 NZ	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350
1 NZ	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
50 NK	100	100	100	100	100	120	120	120	120	120	120
20 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Billets émis à format réduit (1)	2 380	2 140	2 140	2 140	(68.980)	(223.430)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(10)
PIECES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1 NK	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	**2 856 160**	**18 511 900**	**28 588 900**	**46 183 890**	**68 462 770**	**101 014 340**	**181 310 760**	**202 160 760**	**202 160 760**	**204 460 750**	**280 577 780**

Source :Banque Centrale du Congo

(1) Il s'agit des émissions d'avant la réforme monétaire du 22.10.1993.

Tableau IV.13.suite. VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN FRANCS CONGOLAIS

BILLETS	1999 Décembre	2000 Décembre	2001 (1) Décembre	2002 Décembre	2003 Décembre
200 FC	-	-	-	-	2.319.999
100 FC	100.590.000	9.120.590.000	24.028.590	38.716.590	49.952.590
50 FC	71.795.000	1.793.795.000	4.467.795	7.864.795	8.860.795
20 FC	1.683.580.000	4.939.580.000	4.940.380	4.940.380	5.509.580
10 FC	542.179.000	859.179.000	859.179	859.979	1.204.179
5 FC	420.644.500	530.644.500	530.645	530.644	530.645
1 FC	100.540.000	100.540.000	100.540	100.540	100.540
50 CC	97.250.000	122.250.000	122.250	122.250	122.250
20 CC	37.998.600	37.998.600	37.999	37.999	37.999
10 CC	18.999.994	19.019.994	19.020	19.020	19.020
5 CC	7.600.000	7.600.000	7.600	7.600	7.600
1 CC	199.999	199.999	200	200	200
TOTAL	**3.081.377.093**	**17.531.397.093**	**35.114.197**	**53.199.997**	**68.665.397**

Source : Banque Centrale du Congo
(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.14. DEPOTS BANCAIRES A VUE (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province
(en CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001(5)	2002	2003
A. Secteur d'activité	**72.440.420**	**108.428.950**	**189.825.474**	**572.065.696**	**5.130.248.645**	**29.141.439**	**42.255.939**	**59.024.669**
Agriculture	2.652.490	2.913.440	4.482.713	7.133.241	84.128.030	266.377	326.065	475.354
Sylviculture et exploitation forestière	748.470	384.440	341.222	1.227.485	2.035.400	68.739	16.605	44.583
Elevage et pêche	75.500	232.000	731.706	408.676	6.658.950	35.791	9.116	87.697
Industries extractives	2.918.440	1.855.110	2.252.386	5.242.944	52.093.345	496.116	170.059	158.133
Industries manufacturières	12.420.760	15.361.740	24.596.968	86.534.636	502.942.114	4.082.111	4.143.995	5.112.889
Eau, gaz, électricité	2.070.290	2.554.450	2.282.034	9.829.220	63.815.041	569.918	452.822	349.676
Industries du bâtiment et travaux publics	843.630	1.053.960	1.691.122	3.981.412	30.676.163	46.431	14.884	29.059
Commerce	16.863.640	31.067.560	50.222.050	121.677.725	1.138.128.661	6.197.212	9.181.557	9.957.077
Transports	3.044.660	4.642.600	5.956.226	18.816.486	203.274.615	1.226.887	874.672	1.406.611
Entreprises immobilières et d'assurances (2)	386.850	1.019.130	904.666	3.652.118	16.954.839	108.185	411.324	219.314
Autres services	24.385.950	29.396.920	62.975.441	197.147.959	2.369.901.731	10.284.300	16.544.472	24.956.988
Divers (3)	6.029.740	17.947.600	33.388.940	116.413.794	659.639.756	5.759.372	10.110.368	16.227.288
B. Catégorie de déposants	**72.440.420**	**108.428.950**	**189.670.244**	**548.235.696**	**5.130.248.645**	**29.141.439**	**42.255.939**	**56.063.109**
Particuliers	11.274.900	20.378.740	40.784.656	85.883.741	715.050.677	4.061.441	7.212.797	10.797.342
Entreprises privées	55.064.540	71.526.150	125.622.567	398.703.437	2.962.861.691	19.090.401	28.558.279	31.672.875
Entreprises publiques	4.876.220	11.466.280	13.966.351	43.523.120	544.331.763	3.107.894	3.222.325	4.120.851
Organismes financiers non monétaires	440.410	3.537.160	6.859.388	17.019.436	282.884.210	1.799.627	2.316.281	9.038.749
Pouvoirs publics subordonnés	312.040	686.280	17.244	460.834	25.600.149	49.974	309.397	433.292
Organismes publics à caractère administratif	472.310	834.340	2.420.038	2.645.128	599.520.155	1.032.102	636.860	-
C. Région	**72.445.280**	**108.428.950**	**189.825.474**	**572.065.696**	**5.130.248.645**	**29.141.379**	**42.255.939**	**59.142.835**
Kinshasa	68.522.060	79.760.110	141.003.486	472.258.689	4.355.692.139	23.989.321	35.677.879	50.299.591
Bas-Congo	977.230	1.280.530	4.541.348	13.959.104	92.802.922	1.260.453	1.723.134	2.707.939
Bandundu	13.480	98.740	135.834	-	859.000	10.208	8.481	8.946
Equateur	38.530	427.480	155.540	-	174.000	839	595	9.898
Orientale	64.420	451.290	574.456	1.836.852	17.037.100	109.009	134.239	62.762
Kivu(4)	926.070	6.166.430	9.782.623	9.311.453	132.731.042	503.554	1.215.886	2.146.756
Katanga	1.749.480	19.244.090	32.530.799	69.508.603	496.799.854	3.028.835	2.960.311	2.847.366
Kasai Oriental	135.060	177.450	932.480	3.330.709	24.741.627	222.326	423.127	830.358
Kasai Occidental	18.950	822.830	168.908	1.860.286	9.410.961	16.834	112.287	229.219

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.
(2) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.
(3) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades
(4) Comprend le Maniema, le Nord Kivu et le Sud Kivu
(5) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.15. DEPOTS BANCAIRES A TERME (1)

Ventilation par secteur d'activité,catégorie de déposants, province et échéance

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(4)	2002	2003
A. Secteur d'activité	**230.640**	**648.740**	**6.770.990**	**7.122.280**	**10.799.873**	**21.207.765**	**312.242.992**	**2.330.713**	**2.219.409**	**2.497.811**
Agriculture	12.510	64.500	-	-	-	-	-	-	-	-
Sylviculture et exploitation forestière					-	-	-	-	-	-
Elevage et pêche	1.400	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	660	7.280	-	60.930	-	-	-	624.870	410.930	90.832
Eau, gaz, électricité	-	830	-	-	-	-	-	-	-	100.000
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	807.210	-	-	-	-	3.006	-	7.267
Commerce	61.480	114.650	-	54.790	983.806	80.000	33.587.494	264.525	693.467	482.771
Transports	-	-	-	-	-	4.500.000	-	156.800	181.171	-
Entreprises immobilières et d'assurances(2)	-	-	-	-	-	-	1.529.814	27.888	15.246	7.267
Autres services	143.130	421.980	5.142.880	6.535.280	8.201.014	14.700.438	259.916.048	977.251	713.939	1.126.495
Divers(3)	11.460	39.500	820.900	471.280	1.615.053	1.927.327	17.209.636	276.373	204.656	683.179
B. Catégorie de déposants	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**10.799.873**	**21.207.765**	**312.242.992**	**2.330.713**	**2.219.409**	**2.496.016**
Particuliers	12.020	42.380	1.175.780	720.340	1.971.627	2.045.177	49.457.597	438.424	590.321	657.251
Entreprises privées	165.990	463.360	5.586.390	6.395.620	8.828.246	9.804.137	195.530.523	1.375.279	924.754	1.457.559
Entreprises publiques	51.630	153.070	8.820	6.320	-	9.358.451	66.009.069	489.122	674.603	373.939
Organismes financiers non monétaires	1.000	-	-	-	-	-	1.245.803	27.888	15.246	7.267
Pouvoirs publics subordonnés					-	-	-			-
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	-	-	-	-		14.485	-
C. Province	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**10.799.873**	**21.207.765**	**312.242.992**	**2.330.713**	**2.219.409**	**2.494.651**
Kinshasa	230.620	658.790	6.770.970	7.121.790	10.785.884	21.170.037	309.818.708	2.205.508	2.142.144	2.289.524
Bas-Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	4.219	33.913
Bandundu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4.195
Equateur	10	10	-	-	-	-	-	-	-	4.964
Orientale	-	10	-	-	-	-	-	-	-	1
Maniema, Nord Kivu et Sud Kivu	-	-	-	-	13.500	31.500	725.000	22.000	38.300	58.319
Katanga	10	-	20	490	489	6.228	1.699.284	103.205	34.746	82.261
Kasai Oriental	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12.800
Kasai Occidental	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8.674
D. Echéance	**23.064**	**65.881**	**677.099**	**712.228**	**-**	**21.207.765**	**312.242.992**	**2.330.713**	**2.219.409**	**2.496.016**
15 jours	150	290	194.930	5.504.770	-	-	-	-	2.016	41.409
1 mois	142.900	422.970	3.667.670	650.200	-	190.355	276.000	1.637	525.311	491.130
3 mois	60.570	160.460	2.564.210	532.340	-	11.252.279	88.628.995	669.200	861.947	252.494
6 mois	21.860	70.010	97.460	173.860	-	1.156.862	21.092.332	95.015	516.949	529.378
1 an et plus	5.160	5.080	246.720	261.110	-	8.608.269	202.245.665	1.564.861	313.186	1.181.605

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(3. Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

(4) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.16. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(2)	2002	2003
A. Banques	**2.056.330**	**11.737.060**	**82.717.820**	**94.463.910**	**146.208.212**	**417.612.675**	**3.544.155.321**	**18.062.520**	**18.652.342**	**40.715.420**
- crédits à décaissement (1)	826.160	5.638.020	41.607.470	47.277.770	99.528.476	333.877.091	2.942.336.336	13.357.900	13.964.452	27.759.493
- crédits de signature	1.230.170	6.099.040	41.110.350	47.186.140	46.679.736	83.735.584	601.818.985	4.704.620	4.687.890	12.955.927
B. Institutions spécialisées	**99.480**	**705.140**	**3.942.390**	**3.671.020**	**6.747.790**	**27.398.432**	**206.910.948**	**1.646.514**	**8.536.593**	**21.789.134**
Total	**2.155.810**	**12.442.200**	**86.660.210**	**98.134.930**	**152.956.002**	**445.011.107**	**3.751.066.269**	**19.709.034**	**27.188.935**	**62.504.554**

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

(2) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.17. CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS (1)

Utilisations des crédits

(en CDF)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(2)	2002	2003
A. Crédits à court terme	**3.574.870**	**22.947.320**	**22.078.790**	**59.464.229**	**255.744.819**	**2.052.682.804**	**10.025.410**	**12.638.431**	**24.697.173**
1. Agriculture	1.674.210	12.972.240	12.034.800	22.240.177	58.704.378	574.661.643	2.928.996	1.324.842	1.318.969
2. Industries manufacturières	585.220	1.424.250	2.742.970	6.470.577	54.165.418	421.639.810	1.770.748	2.185.566	7.732.593
3. Distribution	321.230	929.600	371.710	9.804.282	59.558.217	439.149.405	1.792.499	3.331.756	5.413.014
4. Transport	139.070	1.051.950	285.200	2.771.601	15.789.521	143.295.106	423.455	669.241	1.669.857
5. Autres	855.140	6.569.280	6.644.110	18.177.592	67.527.285	473.936.840	3.109.712	5.127.026	8.472.740
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	**104.720**	**363.080**	**123.100**	**3.529.478**	**76.207**	**1.691.833**	**13.782**	**42.935**	**1.463.003**
1. Investissements productifs	60.220	286.780	123.100	-	-	-	-	-	968.827
2. Prêts spéciaux	-	76.300	-	3.529.478	-	-	3.722	9.508	12.290
3. Autres	44.500	-	-	-	76.207	1.691.833	10.060	33.427	481.886
I. CRÉDITS À DÉCAISSEMENT TOTAL (A + B)	**3.679.590**	**23.310.400**	**22.201.890**	**62.993.707**	**255.821.026**	**2.054.374.637**	**10.039.192**	**12.681.366**	**26.070.176**
II. CRÉDITS D'ENGAGEMENT	**6.099.040**	**41.110.350**	**47.186.140**	**46.679.736**	**83.735.584**	**601.818.985**	**4.704.670**	**4.687.890**	**12.955.927**
1. Crédocs à l'exportation	588.870	6.806.590	846.210	4.296.256	1.881.416	13.530.893	41.894	18.660	22.121
2. Crédocs à l'importation	4.854.330	29.791.550	31.882.400	25.116.006	35.230.877	292.262.928	2.706.592	1.713.002	3.435.438
- payables à l'embarquement	224.900	880.130	2.693.500	4.526.505	3.349.950	27.365.785	81.286	394.393	1.396.686
- payables à délai d'embarquement	4.629.430	28.911.420	29.188.900	20.589.501	31.880.927	264.897.143	2.625.306	1.318.609	2.038.752
3. Autres	655.840	4.512.110	14.457.530	17.267.474	46.623.291	296.025.164	1.956.184	2.956.228	9.498.368
TOTAL GENERAL (I + II)	**9.778.630**	**64.420.750**	**69.388.030**	**109.673.443**	**339.556.610**	**2.656.193.622**	**14.743.862**	**17.369.256**	**39.026.103**

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.
(1) Uniquement les crédits BCM
(2) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.18. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITE (1)

(en CDF)

Années / Secteurs d'activité économique	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(2)	2002	2003
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	215.940	1.116.960	12.330.580	12.600.620	21.013.410	61.020.980	535.859.242	3.126.433	1.398.246	2.129.715
Production minière	4.700	124.860	72.300	177.380	2.983.450	10.307.835	15.194.522	56.983	88.763	3.877.973
Production industrielle	115.740	564.880	444.260	1.303.610	3.898.470	32.528.469	400.299.581	1.656.823	1.976.044	4.246.897
Bâtiments et travaux publics	12.840	55.120	979.620	822.480	1.149.700	11.184.213	43.592.358	138.476	139.911	820.983
Energie	1.050	59.570	239.890	1.126.220	1.708.860	4.151.643	34.819.176	42.367	183.858	184.873
Transports	75.360	145.510	1.051.950	285.200	2.786.000	15.789.521	143.295.106	436.926	833.120	1.972.609
Distribution	142.120	674.450	2.152.880	916.400	10.335.370	60.250.546	432.096.613	2.326.168	4.277.523	4.571.423
Commerce, Import, biens de consommation	-	-	1.329.400	1.458.810	6.331.380	10.610.654	-	-	-	-
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	20	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce, export. matières premières	23.550	274.770	36.740	-	63.340	-	-	-	-	-
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	19.870	3.610	-	853.560	644.397	2.211.015	32.864	-	-
Autres	142.800	643.580	4.669.170	3.511.170	11.873.430	49.332.768	447.007.024	2.403.504	3.783.901	8.265.703
Total	**734.100**	**3.679.590**	**23.310.400**	**22.201.890**	**62.996.970**	**255.821.026**	**2.054.374.637**	**10.220.544**	**12.681.366**	**26.070.176**

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo

(2) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.19. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(en CDF)

Années / Branches d'activité	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
Production agricole	37.700	763.170	2.219.040	2.923.360	4.514.660	15.721.764	257.572.512	2.228.873	1.172.772	2.721.875
Traitement et conditionnement de la production agricole	73.570	228.870	529.350	501.680	777.350	1.614.300	31.156.432	233.100	218.304	384.732
Sylviculture et exploitation forestière	19.230	14.300	888.380	673.160	1.239.890	2.824.754	36.440.904	160.062	62.147	160.405
Elevage	1.360	2.130	57.120	12.030	170	-	5.864.845	12.738	49.378	56.000
Pêche	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	2.910	114.200	71.160	74.250	1.169.270	2.901.550	9.954.127	99.232	11.928	99.911
Minerais non métalliques	42.360	14.300	14.150	5.080	760	1.366	-	801	934	-
Alimentation	5.020	22.020	13.780	1.440	743.460	-	5.272.762	2.556	-	236.453
Boissons	46.080	930	1.630	-	63.780	20.305	84.417.330	424.173	591.118	805.932
Tabac	5.390	13.810	-	940	86.720	13.306	-	-	-	-
Textiles et confections	23.810	193.540	552.790	225.070	650.840	922.483	19.097.432	307.692	4.860	407.816
Industries chimiques	3.010	143.330	5.500	65.720	417.490	14.053.735	173.643.488	426.749	922	83.263
Matériaux de construction	7.700	730	-	-	160	752.173	18.071.221	95.465	32.786	238.866
Métallurgie et fabrications métalliques	410	5.360	65.790	-	457.570	402.068	7.905.214	148.471	5.087	249.633
Autres industries manufacturières	6.390	68.960	195.980	107.180	1.186.150	3.489.982	23.797.559	323.737	138.104	1.049.162
Eau, gaz,électricité	10	10	-	-	156.670	11.088.702	35.065.979	19.602	338.783	437.416
Industries du bâtiment et travaux publics	5.350	19.310	16.930	944.920	184.850	163.639	9.735.902	197.632	8.549	50.725
Commerce de gros et demi-gros	28.310	203.340	2.032.360	1.220.450	7.636.760	13.070.244	62.476.110	1.539.365	532.664	261.360
Commerce de détail	86.070	364.970	4.037.220	4.027.830	7.498.120	26.943.508	397.003.757	1.044.635	401.635	1.947.356
Compagnies pétrolières	760	6.850	288.860	300.050	3.416.130	381.499	34.702.080	366.966	291.544	604.582
Transports	43.290	88.490	661.570	618.490	1.624.210	5.160.375	45.016.001	176.158	401.249	615.396
Entreprises immobilières et d'assurances	-	70	-	-	-	360.000	3.800.000	24.640	-	67.296
Autres services	30.050	94.330	562.100	445.060	2.652.730	6.807.047	33.506.217	324.666	96.319	766.524
Divers	133.280	667.060	4.476.180	2.824.930	9.115.010	38.398.154	353.265.431	2.011.672	1.917.289	6.656.355
Total	**602.080**	**3.030.080**	**16.689.890**	**14.971.640**	**43.592.750**	**145.090.954**	**1.647.765.303**	**10.168.985**	**6.276.372**	**17.901.058**

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.20. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(en CDF)

Années / Branches d'activité	1994(1)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
Production agricole	12 060	390 720	1 784 820	693 390	1 598 340	6 488 410	67 381 997	291 707	317 908	526 001
Traitement et conditionnement de la production agricole	12 930	35 550	29 050	219 250	39 670	11 724	15 759 925	-	-	11 000
Sylviculture et exploitation forestière	28 160	53 480	769 530	-	38 480	-	-	-	-	
Elevage	-	6 070	-	40 980	-	-	-	-	3 172	6 344
Minerais métalliques	10	-	6 940	-	170 000	450 000	6 000 000	-	35 000	60 000
Minerais non métalliques	2 420	77 980	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	18 300	1 590	36 020	2 634 660	3 746 610	-	-	-	-	-
Boissons	106 840	93 150	1 382 020	2 808 380	3 554 820	13 231 581	67 339 925	260 565	617 370	439 256
Tabac	29 010	263 090	1 935 150	2 654 530	4 607 850	4 758 044	-	-	-	-
Textiles et confections	114 680	1 074 110	1 946 270	2 445 990	1 577 490	1 075 959	16 136 965	154 025	65 000	140 000
Industries chimiques	22 230	40 220	451 340	715 250	1 825 930	1 411 804	18 527 597	38 846	4 598	8 780
Matériaux de construction	30 220	195 610	1 539 810	901 460	365 480	1 501 330	17 900 000	75 000	85 000	175 627
Métallurgie et fabrications métalliques	12 700	100 180	327 090	936 140	241 660	757 679	200 000	9 382	12 753	15 403
Autres industries manufacturières	19 560	50 840	805 510	1 174 160	1 621 280	717 377	20 067 833	166 085	130 266	89 689
Eau, gaz, électricité	-	-	5 170	-	-	-	-	-	3 000	3 000
Industries du bâtiment et travaux publics	1 630	173 940	98 030	215 270	437 740	1 034	8 895 946	56 044	43 000	46 944
Commerce de gros et demi-gros	22 360	388 620	2 005 550	3 056 000	3 530 980	4 832 931	10 254 863	1 007 888	16 000	-
Commerce de détail	33 360	141 380	1 788 200	1 220 590	1 427 900	207 000	136 282 571	155 925	524 236	603 657
Compagnies pétrolières	75 100	554 340	225 800	645 580	920 120	3 621 333	15 342 187	237 360	393 879	906 002
Transports	2 530	23 050	169 690	35 000	490 800	3 291 219	-	2 248	-	-
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	3 730	162 520	1 260 900	1 589 190	700 240	450 000	-	-	-	-
Divers	178 290	482 400	2 567 240	2 047 340	2 712 310	189 840	7 941 928	183 442	9 039	20 030
Total	**726 120**	**4 308 840**	**19 134 130**	**24 033 160**	**29 607 700**	**42 997 265**	**408 031 737**	**2 638 517**	**2 260 221**	**3 051 733**

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.21. VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE SUIVANT LA FORME DES CREDITS

(en CDF)

Formes des crédits	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
Crédits d'acceptation à l'importation	25.730	11.410	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	456.840	3.453.700	14.881.700	14.502.270	13.623.520	22.779.891	215.606.298	934.967	192.150	730.578
Crédits documentaires à l'exportation	117.590	142.780	939.260	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	-	1.750	205.690	-	-	-	-	-	-	-
Cautions	125.960	690.230	3.082.930	9.000.890	15.984.180	20.217.374	178.897.477	1.655.006	1.972.805	2.321.160
Avals	-	8.970	24.550	530.000	-	-	-	-	-	-
Total	**726.120**	**4.308.840**	**19.134.130**	**24.033.160**	**29.607.700**	**42.997.265**	**394.503.775**	**2.589.973**	**2.164.955**	**3.051.738**

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.22. VENTILATION DES CREDITS OCTROYES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE CREDIT PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1)

(en CDF)

Branches d'activité	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
Production agricole	10	4.790	115.780	100.330	-	-	9.002.090	103.751	1.490.680	3.247.876
Traitement et conditionnement de la production agricole	10.850	13.150	13.150	13.150	1.708.030	6.935.211	37.908.716	36.858	218.304	395.732
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	2.499.246	44.283	62.147	160.405
Elevage	-	-	7.800	10			459.403	28.296	52.550	62.344
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	53.610	1.599.911
Alimentation	540	-	155.280	155.280	-	-	828.706	20.513	-	236.453
Boissons	-	-	-	-	-	-	-	-	1.208.488	1.245.188
Tabac	-	-	-	-	-	-	1.236.995	-	-	-
Textiles et confections	67.440	340.070	2.521.690	2.104.250	3.914.390	15.893.818	1.420.779	572	69.860	547.816
Industries chimiques	-	-	-	-	-	-	8.211.743	41.466	5.520	92.043
Matériaux de construction	-	850	800	2.270	3.220	13.074	781.537	2.508	117.786	414.493
Métallurgie et fabrications métalliques	-	-	-	-	-	-	278.099	100.751	17.840	265.036
Autres industries manufacturières	18.180	255.560	882.300	1.128.050	609.770	2.475.883	16.921.889	60.234	268.370	1.138.851
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	-	-	341.783	440.416
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	2.220.158	10.501	51.549	164.965
Commerce de gros et demi-gros	390	1.530	11.950	12.210	-	-	3.811.832	140.319	1.072.900	261.360
Commerce de détail	30	-	36.650	-	38.480	156.243	23.230.424	158.114	401.635	1.947.356
Compagnies pétrolières	-	-	-	24.180	-	-	-	-	685.423	1.510.584
Transports	-	1.250	27.180	23.180	286.580	1.163.617	4.244.834	81.039	401.249	615.396
Autres services	30	-	11.740	-	-	-	7.355.663	13.598	96.319	766.524
Divers	2.010	87.940	158.070	108.110	187.320	760.586	86.498.834	803.711	1.920.580	6.676.385
Total	**99.480**	**705.140**	**3.942.390**	**3.671.020**	**6.747.790**	**27.398.432**	**206.910.948**	**1.646.514**	**8.536.593**	**21.789.134**

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.23. SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
1. Avoirs extérieurs nets	**-18.746.900**	**-96.190.860**	**-676.089.700**	**-581.591.640**	**-1.351.481.286**	**-2.213.238.521**	**-23.532.136.812**	**-242.844.729**	**-242.844.729**	**-294.887.545**
Avoirs	5.139.140	25.234.760	106.948.340	66.740.290	183.441.044	412.652.992	3.919.838.262	28.662.553	28.662.553	36.413.998
Engagements	23.886.040	121.425.620	783.038.040	648.331.930	1.534.922.330	2.625.891.513	27.451.975.074	271.507.282	271.507.282	331.301.543
2. Crédits intérieurs	**1.427.380**	**4.980.990**	**63.897.540**	**296.924.140**	**571.330.347**	**3.221.649.159**	**14.907.676.642**	**16.649.104**	**-5.963.558**	**7.440.022**
a) Créances nettes sur l'Etat	1.377.690	3.022.560	45.600.470	271.848.260	534.798.838	3.143.593.094	14.019.714.943	13.334.800	-7.246.644	5.750.705
b) Crédits à l'économie	49.690	1.958.430	18.297.070	25.075.880	36.531.509	78.056.065	887.961.699	3.314.304	1.283.086	1.689.317
3. Masse monétaire	**5.319.070**	**24.649.780**	**136.989.480**	**213.231.750**	**665.298.765**	**3.253.793.447**	**18.907.065.804**	**48.763.765**	**58.919.907**	**70.926.536**
Monnaie	2.891.000	17.754.120	90.375.790	174.906.660	575.515.806	3.057.515.559	17.212.156.478	34.190.819	49.936.838	63.503.887
Quasi-monnaie	2.428.070	6.895.660	46.613.690	38.325.090	89.782.959	196.277.888	1.694.909.326	14.572.946	8.983.069	7.422.649
4. Autres postes nets	**-22.638.590**	**-115.859.650**	**-749.181.640**	**-497.899.250**	**-1.445.449.704**	**-2.245.382.809**	**-27.531.525.974**	**-118.165.846**	**-307.728.194**	**-358.374.059**
4.1 Comptes du capital	-705.830	16.299.130	127.620.670	448.582.370	476.048.234	610.410.183	4.145.904.203	17.043.027	-317.453.642	-360.662.593
4.2 Comptes de réévaluation	-16.734.060	-72.897.800	-534.161.340	-539.219.120	-852.243.586	-3.789.649.956	-17.557.207.333	-105.946.398	-	1
4.3 Fonds de contrepartie	-	-	-	-	7	7	7	-	207	207
4.4 Divers nets	-5.198.700	-59.260.980	-342.640.970	-407.262.500	-1.069.254.359	933.856.957	-14.120.222.851	-29.262.475	9.725.241	2.288.326

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.24. SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2003
(en milliers de CDF)

	Décembre 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Décembre 2003
1. Avoirs extérieurs nets	**-242.844.729**	**-270.332.662**	**-294.364.272**	**-266.124.938**	**-294.887.545**
Avoirs	28.662.553	35.708.942	45.797.559	34.756.039	36.413.998
Engagements	271.507.282	306.041.604	340.161.831	300.880.977	331.301.543
2. Crédits intérieurs	**-5.963.558**	**-15.238.774**	**-39.563**	**2.650.745**	**7.440.022**
a) Créances nettes sur l'Etat	-7.246.644	-16.765.812	-2.096.301	925.418	5.750.705
b) Crédits à l'économie	1.283.086	1.527.038	2.056.738	1.725.327	1.689.317
3. Masse monétaire	**58.919.907**	**61.987.965**	**67.986.046**	**65.417.130**	**70.926.536**
Monnaie	49.936.838	52.012.031	57.495.466	57.817.407	63.503.887
Quasi-monnaie	8.983.069	9.975.934	10.490.580	7.599.723	7.422.649
4. Autres postes nets	**-307.728.194**	**-347.559.401**	**-362.389.881**	**-328.891.323**	**-358.374.059**
4.1 Comptes du capital	-317.453.642	-351.796.153	-354.037.836	-326.066.692	-360.662.593
4.2 Comptes de réévaluation	-	10.073	-19.183.942	-	1
4.3 Fonds de contrepartie	207	207	207	207	207
4.4 Divers nets	9.725.241	4.226.472	10.831.690	-2.824.838	2.288.326

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.25. SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
1. Avoirs extérieurs nets	**1 334 540**	**4 745 860**	**19 869 800**	**6 289 070**	**-24 949 156**	**154 730 665**	**1 803 038 168**	**14 000 588**	**20 511 543**	**35 892 970**
Avoirs	3 232 220	12 581 290	83 031 210	75 292 410	93 756 743	339 684 014	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064
Engagements	1 897 680	7 835 430	63 161 410	69 003 340	118 705 899	184 953 349	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094
2. Crédits intérieurs	**753 230**	**3 198 440**	**16 417 060**	**53 980 600**	**88 065 035**	**301 793 566**	**1 770 156 250**	**9 200 514**	**9 524 445**	**10 616 587**
a) Créances nettes sur l'Etat	-69 910	-480 750	-6 888 950	31 783 510	26 300 786	45 972 540	-289 985 127	-838 363	-3 144 323	-7 317 094
b) Crédits à l'économie	823 140	3 679 190	23 306 010	22 197 090	61 764 249	255 821 026	2 060 141 377	10 038 877	12 668 768	17 933 681
3. Masse monétaire	**2 894 960**	**9 334 370**	**78 763 650**	**114 525 050**	**179 743 806**	**661 480 186**	**4 650 998 189**	**28 379 967**	**39 912 974**	**59 192 178**
Monnaie	968 840	1 995 900	19 373 530	48 430 320	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174
Quasi-monnaie	1 926 120	7 338 470	59 390 120	66 094 730	117 105 443	256 666 841	2 490 135 490	20 399 895	31 957 030	50 586 004
4. Autres postes nets	**-807 190**	**-1 390 070**	**-42 476 790**	**-54 255 380**	**-116 627 927**	**-204 955 955**	**-1 077 803 771**	**-5 178 865**	**-9 876 986**	**-12 682 621**
4.1 Comptes du capital	364 880	4 575 750	24 634 370	132 286 430	163 457 882	318 776 908	1 577 605 904	9 860 367	12 445 494	16 717 216
4.2 Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.3 Fonds de contrepartie	39 940	58 780	107 290	53 180	-	-	-	-	-	-
4.4 Divers nets	-1 212 010	-6 024 600	-67 218 450	-186 594 990	-280 085 809	-523 732 863	-2 655 409 675	-15 039 232	-22 322 480	-29 399 837

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.26. SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE EN 2003
(en milliers de CDF)

	Décembre 2002	Mars 2003	Juin 2003	Sept.2003	Décembre 2003
1. Avoirs extérieurs nets	**20.511.543**	**24.660.265**	**32.074.692**	**34.814.398**	**35.892.970**
Avoirs	36.547.755	52.114.380	59.992.942	63.936.038	67.188.064
Engagements	16.036.212	27.454.115	27.918.250	29.121.640	31.295.094
2. Crédits intérieurs	**9.524.445**	**12.297.142**	**17.809.540**	**10.528.744**	**10.616.587**
a) Créances nettes sur l'Etat	-3.144.323	-2.141.739	1.900.341	-4.953.061	-7.317.094
b) Crédits à l'économie	12.668.768	14.438.881	15.909.199	15.481.805	17.933.681
3. Masse monétaire	**39.912.974**	**49.559.376**	**61.236.702**	**56.294.272**	**59.192.178**
Monnaie	7.955.944	8.603.831	10.243.908	7.302.581	8.606.174
Quasi-monnaie	31.957.030	40.955.545	50.992.794	48.991.691	50.586.004
4. Autres postes nets	**-9.876.986**	**-20.987.781**	**-11.352.470**	**-10.951.130**	**-12.682.621**
4.1 Comptes du capital	12.445.494	12.857.100	16.693.975	16.809.532	16.717.216
4.2 Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-
4.3 Fonds de contrepartie	-	-	-	-	-
4.4 Divers nets	-22.322.480	-33.844.881	-28.046.445	-27.760.662	-29.399.837

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.27. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
1. AVOIRS EN DEVISES	**4 726 670**	**23 659 190**	**97 433 280**	**66 572 770**	**183 057 663**	**411 892 221**	**3 912 402 635**	**20 112 842**	**25 478 926**	**33 452 846**
Avoirs libres	4 726 670	23 659 190	97 433 280	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	**3 108 443**	**2 961 152**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**4 726 670**	**23 659 190**	**97 433 280**	**66 572 770**	**183 057 663**	**411 892 221**	**3 912 402 635**	**20 112 842**	**28 587 369**	**36 413 998**
4. OR	**412 470**	**1 575 570**	**9 515 060**	**167 520**	**383 381**	**760 771**	**7 435 627**	**49 878**	**75 184**	-
a) Avoirs en or	412 470	1 575 570	9 515 060	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-
- Or en dépôt	28 140	131 850	982 180	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-
- Or en nantissement	308 450	1 443 720	8 532 880	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	75 880	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**7 872 260**	**46 269 640**	**253 423 510**	**189 811 180**	**444 223 544**	**658 613 079**	**6 877 450 863**	**43 564 430**	**58 115 152**	**70 267 329**
a) Lignes de crédit	6 662 330	33 478 090	172 120 280	102 150 960	261 252 720	360 915 666	3 742 968 748	23 134	32 084 335	40 841 740
- Compte 12000	439 440	475 050	24 157 380	9 758 650	41 775 054	10 969 486	231 122 927	1 792	2 913	54 202
- Compte 12100	6 222 890	33 003 040	147 962 900	92 392 310	219 477 666	349 946 180	3 511 845 821	21 342	32 081 422	40 787 538
- Compte 12110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	29 660	150 240	1 084 050	868 720	2 101 400	3 374 248	33 097 050	207	-	126 092
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	29 660	150 240	1 084 050	868 720	2 101 400	3 374 248	33 097 050	207	-	126 092
c) Autres engagements	1 180 270	12 641 310	80 219 180	86 791 500	180 869 424	294 323 165	3 101 385 065	43 541 089	26 030 817	29 299 497
6. RESERVES NETTES (3+4-5-6)	**-2 733 120**	**-21 034 880**	**-146 475 170**	**-123 070 890**	**-260 782 500**	**-245 960 087**	**-2 957 612 601**	**-23 401 710**	**-29 452 599**	**-33 853 331**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-18 746 900**	**-96 190 860**	**-676 089 700**	**-581 591 640**	**-1 351 481 286**	**-2 213 238 521**	**-23 532 136 812**	**-86 051 185**	**-242 844 729**	**-294 887 545**
Réserves nettes	-2 733 120	-21 034 880	-146 475 170	-123 070 890	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331
F.M.I. position nette	-15 309 910	-71 754 740	-503 984 590	-436 252 420	-1 038 585 600	-1 876 742 400	-19 611 654 400	-56 573 879	-213 392 130	-261 034 214
Provisions arriérés	-703 870	-3 401 240	-25 629 940	-22 268 330	-52 113 186	-90 536 034	-962 869 811	-6 075 596	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.27.bis RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en millions de USD)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. AVOIRS EN DEVISES	**147,71**	**159,53**	**84,28**	**62,80**	**74,72**	**91,53**	**78,20**	**64,10**	**66,70**	**89,80**
Avoirs libres	147,71	159,53	84,28	62,80	74,72	91,53	78,20	64,10	66,70	89,80
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	**8,10**	**7,90**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**147,71**	**159,53**	**84,28**	**62,80**	**74,72**	**91,53**	**78,20**	**64,14**	**74,80**	**97,75**
4. Or	**10,52**	**10,62**	**8,23**	**0,16**	**0,16**	**0,17**	**0,10**	**0,16**	**0,16**	**0,00**
a) Avoirs en or	10,52	10,62	8,23	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-
- Or en dépôt	0,88	0,89	0,85	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-
- Or en nantissement	9,64	9,73	7,38	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	0,36	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**246,01**	**311,99**	**219,22**	**179,07**	**181,32**	**146,36**	**137,50**	**138,90**	**152,10**	**178,10**
a) Lignes de crédit	208,20	225.74	148.89	96,37	106,63	80,20	74,80	0,01	84,00	109,64
- Compte 12000	13,73	3,20	20,90	9,21	17,05	2,44	4,60	-	-	0,15
- Compte 12.100	194,47	222,53	128.00	87,16	89,58	77,77	70,20	0,01	84,00	109,49
- Compte 12.110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	0,93	1,01	0,94	0,82	0,86	0,75	0,70	0,00	0,00	0,34
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	0,93	1,01	0,94	0,82	0,86	0,75	0,70	-	-	0,34
c) Autres engagements	36,88	85,24	69,39	81,88	73,82	65,41	62,00	138,80	68,10	68,10
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-87,78**	**-141,84**	**-126,71**	**-116,10**	**-106,44**	**-54,66**	**-59,20**	**-74,56**	**-77,14**	**-80,32**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-588,21**	**-648,60**	**-584,85**	**-548,67**	**-551,63**	**-491,83**	**-470,00**	**-274,30**	**-635,50**	**-791,60**
Réserves nettes	-87,78	-141,84	-126,71	-116,10	-106,44	-54,66	-58,50	-74,60	-77,10	-90,90
F.M.I. position nette	-478,43	-483,83	-435,97	-411,56	-423,91	-417,05	-392,20	-180,40	-558,40	-700,70
Provisions arriérés	-22,00	-22,93	-22,17	-21,01	-21,27	-20,12	-19,30	-19,40	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.28. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2003

(en milliers de CDF)

	2002	2003			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	**25.478.926**	**32.377.310**	**41.561.027**	**31.521.689**	**33.452.846**
Avoirs libres	25.478.926	32.377.310	41.561.027	31.521.689	33.452.846
2. AVOIRS EN DTS	**3.108.443**	**3.244.505**	**4.149.405**	**3.159.049**	**2.961.152**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**28.587.369**	**35.621.815**	**45.710.432**	**34.680.738**	**36.413.998**
4. Or	**75.184**	**87.127**	**87.127**	**75.301**	**-**
a) Avoirs en or	75.184	87.127	87.127	75.301	-
- Or en dépôt	75.184	87.127	87.127	75.301	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	**58.115.152**	**68.085.060**	**73.175.720**	**62.458.448**	**70.267.329**
a) Lignes de crédit	32.084.335	38.704.521	42.420.075	35.780.671	40.841.740
- Compte 12.000	2.913	3.280	884.637	3.018	54.202
- Compte 12.100	32.081.422	38.701.241	41.535.438	35.777.653	40.787.538
- Compte 12.110	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	-	-	-	126.092
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	-	-	-	126.092
c) Autres engagements	26.030.817	29.380.539	30.755.645	26.677.777	29.299.497
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-29.452.599**	**-32.376.118**	**-27.378.161**	**-27.702.409**	**-33.853.331**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-242.844.729**	**-270.332.662**	**-294.364.272**	**-266.124.938**	**-294.887.545**
Réserves nettes	-29.452.599	-32.376.118	-27.378.161	-27.702.409	-33.853.331
F.M.I. position nette	-213.392.130	-237.956.544	-266.986.111	-238.422.529	-261.034.214
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.28.bis. RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2003
(en millions de USD)

	2002	2003			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	**66,7**	**77,9**	**97,8**	**88,4**	**89,8**
Avoirs libres	66,7	77,9	97,8	88,4	89,8
2. AVOIRS EN DTS	**8,1**	**7,8**	**9,8**	**8,9**	**7,9**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**74,8**	**85,7**	**107,5**	**97,3**	**97,8**
4. Or	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**-**
a) Avoirs en or	0,2	0,2	0,2	0.2	-
- Or en dépôt	0,2	0,2	0,2	0.2	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t	**152,1**	**163,8**	**249,3**	**175,3**	**188,6**
a) Lignes de crédit	84,0	93,1	99,8	100,4	109,6
- Compte 12000	-	-	2,1	-	0,1
- Compte 12100	84,0	93,1	97,7	100,4	109,5
- Compte 12110	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	-	-	-	0,3
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	-	-	-	0,3
c) Autres engagements	68,1	70,7	149,5	74,9	78,7
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-77,1**	**-77,9**	**72,3**	**-77,7**	**-90,9**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-635,5**	**-650,3**	**-692,5**	**-746,7**	**-791,6**
Réserves nettes	-77,1	-77,9	-64,4	-77,7	-90,9
F.M.I. position nette	-558,4	-572,4	-628,0	-669,0	-700,7
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV. 29. SITUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
A. AVOIRS EXTÉRIEURS BRUTS	**8.371.360**	**37.816.050**	**189.979.550**	**142.032.700**	**277.197.787**	**752.337.006**	**7.692.135.802**	**49.457.991**	**65.210.308**	**103.602.062**
a) Banque Centrale du Congo	**67 735**	**5 139 140**	**25 234 760**	**106 948 340**	**66 740 290**	**183 441 044**	**412 652 992**	**3 919 838 262**	**20 162 720**	**28 662 553**
1. Avoirs en or	412.470	1.575.570	9.515.060	167.520	383.381	760.771	7.435.627	49.878	75.184	-
2. F.M.I. compte spécial en XDR	-	-	-	-	-	-	-	-	3.108.443	2.961.152
3. Avoirs en devises	4.726.670	23.659.190	97.433.280	66.572.770	183.057.663	411.892.221	3.912.402.635	20.112.842	25.478.926	33.452.846
b) Banques de dépôts	**3.232.220**	**12.581.290**	**83.031.210**	**75.292.410**	**93.756.743**	**339.684.014**	**3.772.297.540**	**29.295.271**	**36.547.755**	**67.188.064**
B. ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	**25.783.720**	**129.261.050**	**846.199.450**	**717.335.270**	**1.653.628.229**	**2.810.844.862**	**29.421.234.446**	**121.508.588**	**287.543.494**	**362.596.637**
a) Banque Centrale du Congo	**23.886.040**	**121.425.620**	**783.038.040**	**648.331.930**	**1.534.922.330**	**2.625.891.513**	**27.451.975.074**	**106.213.905**	**271.507.282**	**331.301.543**
1. Crédit F.M.I.	15.309.910	71.754.740	503.984.590	436.252.420	1.038.585.600	1.876.742.400	9.611.654.400	56.573.879	213.392.130	261.034.214
2. Autres engagements	8.576.130	49.670.880	279.053.450	212.079.510	496.336.730	749.149.113	7.840.320.674	49.640.026	58.115.152	70.267.329
b) Banques Créatrices de Monnaie	**1.897.680**	**7.835.430**	**63.161.410**	**69.003.340**	**118.705.899**	**184.953.349**	**1.969.259.372**	**15.294.683**	**16.036.212**	**31.295.094**
C. AVOIRS EXTÉRIEURS NETS (A - B)	**-17.412.360**	**-91.445.000**	**-656.219.900**	**-575.302.570**	**-1.376.430.442**	**-2.058.507.856**	**-21.729.098.644**	**-72.050.597**	**-222.333.186**	**-258.994.575**
(sens strict)										
a) Banque Centrale du Congo	-18.746.900	-96.190.860	-676.089.700	-581.591.640	-1.351.481.286	-2.213.238.521	-23.532.136.812	-86.051.185	-242.844.729	-294.887.545
b) Banques de dépôts	1.334.540	4.745.860	19.869.800	6.289.070	-24.949.156	154.730.665	1.803.038.168	14.000.588	20.511.543	35.892.970

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV. 30. SITUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES EN 2003

(en milliers de CDF)

	2002	2003			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	**57.957.824**	**87.823.322**	**105.790.501**	**98.692.077**	**103.602.062**
a) Banque Centrale du Congo	**28.662.553**	**35.708.942**	**45.797.559**	**34.756.039**	**36.413.998**
1. Avoirs en or	75.184	87.127	87.127	75.301	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	3.108.443	3.244.505	4.149.405	3.159.049	2.961.152
3. Avoirs en devises	25.478.926	32.377.310	41.561.027	31.521.689	33.452.846
b) Banques Créatrices de Monnaie	**29.295.271**	**52.114.380**	**59.992.942**	**63.936.038**	**67.188.064**
B. Engagements extérieurs	**287.543.494**	**333.495.719**	**368.080.081**	**330.002.617**	**362.596.637**
a) Banque Centrale du Congo	**271.507.282**	**306.041.604**	**340.161.831**	**300.880.977**	**331.301.543**
1. Crédit F.M.I.	213.392.130	237.956.544	266.986.111	238.422.529	261.034.214
2. Autres engagements	58.115.152	68.085.060	73.175.720	62.458.448	70.267.329
b) Banques Créatrices de Monnaie	**16.036.212**	**27.454.115**	**27.918.250**	**29.121.640**	**31.295.094**
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	**-222.333.186**	**-245.672.397**	**-262.289.580**	**-231.310.540**	**-258.994.575**
a) Banque Centrale du Congo	**-242.844.729**	**-270.332.662**	**-294.364.272**	**-266.124.938**	**-294.887.545**
b) Créatrices de Monnaie	**20.511.543**	**24.660.265**	**32.074.692**	**34.814.398**	**35.892.970**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.31. SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(2)	2002	2003
1. Trésorerie	2 168 380	380 080	17 180	3 480	51 568	240 786	14 262 914	22 542 204	4 233 089	1 256 223
2. Crédits à moyen terme et long terme	80 123 760	293 993 030	2 165 470	1 817 740	4 017 212	10 675 249	83 693 166	244 393 770	504 439 547	765 146 071
3. Crédits à court terme	2 478 710	64 826 020	205 970	4 470	337 626	2 569 528	18 848 646	358 063 300	272 347 909	59 830 608
4. Immobilisés nets	87 833 740	339 209 610	2 356 510	1 793 170	3 011 269	15 537 114	83 838 044	160 751 521	159 067 426	180 455 703
Avoirs = Engagements	172 604 590	698 408 740	4 745 130	3 618 860	7 417 675	29 022 677	200 642 770	785 750 795	940 087 971	1 006 688 605
1. Fonds propres	81 561 630	32 053 204	32 053 204	2 024 790	3 464 594	16 323 290	86 386 519	175 834 526	196 281 979	285 309 865
Capital	0	-	-	2 024 790	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794
Réserves et provisions	81 561 630	32 053 203	32 053 203	-	1 439 800	14 298 496	84 361 725	173 809 732	194 257 185	283 285 071
2. Quasi-capital	3 170	4 920	12	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-		-
Prêts à long terme de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-		-
Fonds consolidés (1)	3 170	492	493	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	68 737 530	281 032 500	2 704 150	2 151 790	4 178 816	7 477 856	53 203 004	220 788 075	169 873 997	61 786 031
4. Bénéfices cumulés	-15 279 390	-116 265 960	-1 899 060	-2 212 950	-4 853 917	-8 397 137	-3 660 207	11 980 907	-22 697 949	13 401 286
5. Autres éléments nets	37 581 650	213 105 240	1 594 750	1 654 910	4 627 691	13 618 668	64 713 454	377 147 287	574 875 186	557 538 875

Source : Société Financière de Développement.
(1) Y compris les fonds divers
(2) En milliers de CDF) à partir de cette année.

Tableau IV.32. SITUATION RESUMEE DE L'INSTITUT NATIONAL DE SECURITE SOCIALE

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Trésorerie	16.470	68.380	883.470	3.380.000	3.764.775	6.215.460	16.557.456	170.364.614	182.357.062	259.379.010
dont : dépôts à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Créances sur l'Etat [1]	-	-	-	578.240	626.353	476.806	1.452.643	870.074.034	934.671.284	976.025.078
3. Créances sur les entreprises et les particuliers	77.630	679.420	5.765.410	78.274.620	53.071.180	127.824.401	586.405.231	779.509.348	2.135.730.129	6.309.026.802
4. Immobilisés nets	948.340	4.248.170	31.412.080	28.085.240	42.406.676	196.138.969	1.074.280.604	2.410.344.956	2.142.954.103	1.604.445.629
Avoirs = Engagements	1.042.440	4.995.970	38.060.960	110.875.370	99.868.984	330.655.636	1.678.695.934	4.230.292.952	5.395.712.578	9.148.876.519
1. Réserves de sécurité	938.350	4.311.480	31.439.830	32.444.890	45.373.216	194.181.596	1.029.457.825	2.647.205.553	3.054.967.435	5.495.497.402
a) Allocations familiales	-	-	162.260	162.260	162.260	162.260	162.260	141.115	-	-
b) Risques professionnels	-	-	85.970	85.970	85.970	85.970	85.970	85.969	1.012.488	31.638.495
c) Pensions	-	-	141.110	141.110	141.110	141.110	141.110	162.257	100.236.276	2.436.587.103
d) Plus-value de réévaluation des immobilisés	938.350	4.311.480	31.050.490	32.055.550	44.983.876	193.792.256	1.029.068.485	2.646.816.212	2.953.718.671	3.027.271.804
2. Fonds de roulement	-	-	16.900	16.900	16.896	16.897	16.897	16.897	278.114.973	324.196.398
a) Allocations familiales	-	-	14.550	14.550	16.896	16.897	16.897	1.629	1.629	1.629
b) Risques professionnels	-	-	720	720	-	-	-	718	8.343.400	12.945.062
c) Pensions	-	-	1.630	1.630	-	-	-	14.550	269.769.944	311.249.708
3. Engagement à L/M/C termes	60.790	149.720	1.552.750	1.039.040	18.556.378	73.158.878	454.998.758	1.258.068.283	2.173.851.428	3.471.670.325
4. Résultat à affecter	-1.360	407.470	4.445.100	10.096.110	-2.817.896	32.127.407	139.808.097	354.632.755	-	-
5. Autres éléments nets	44.660	127.300	606.380	67.278.430	38.740.388	31.170.858	54.414.357	-29.630.535	-111.221.258	-142.487.606

Source : Institut National de Sécurité Sociale.

[1] Non compris les cotisations non versées par l'Etat.

Tableau IV.33. SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(3)	2002	2003
1. Trésorerie	56.440	159.160	1.290.460	957.046	1.707.586	1.927.220	26.111.238	125.986	90.674	34.227
2. Créances diverses	170.440	1.027.920	2.936.440	14.982.704	27.680.935	57.392.690	524.348.620	2.154.903	5.729.576	6.177.885
3. Réassurance	443.370	868.890	3.783.410	7.587.917	7.006.704	14.594.088	19.576.056	12.781	9.368	1.038.099
4. Immobilisés nets (1)	375.510	1.882.000	20.099.890	18.886.888	33.462.486	113.813.118	235.397.898	240.373	549.155	378.022
ACTIF = PASSIF	1.045.760	3.937.970	28.110.200	42.414.555	69.857.711	187.727.116	805.433.812	2.534.043	6.378.773	7.628.233
1. Fonds propres	301.300	1.727.450	20.477.320	20.642.230	37.109.720	125.438.539	340.904.053	325.092	464.111	918.147
a) Capital libéré (2)	10	10	10	1	1	1	1	295.339	295.338	295.338
b) Bénéfices et réserves	301.290	1.727.440	20.477.310	20.642.229	37.109.719	125.438.538	340.904.052	29.754	168.773	622.809
2. Dettes diverses à LT	-	-	-	-	-	-	-	-	97.040	99.381
3. Provisions techniques	645.430	1.446.240	2.579.790	7.987.177	16.583.460	34.283.295	245.461.134	347.559	1.420.344	2.402.938
4. Provisions mathématiques	6.010	108.760	466.260	473.095	473.095	2.890.720	6.506.267	6.506	24.935	28.935
5. Engagements à court terme	110.220	604.750	4.328.580	12.234.623	9.685.797	13.888.074	128.494.287	1.810.818	2.336.326	2.222.497
6. Autres éléments nets	1-17.200	50.770	258.250	1.077.429	6.005.639	11.226.488	84.068.071	44.067	2.036.017	1.956.335

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.

(2) A titre symbolique.

(3) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.34. RECETTES ET DEPENSES DE DIFFERENTES BRANCHES D'ASSURANCES

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001(1)	2002	2003
I. RECETTES	**671.350**	**2.295.240**	**8.061.780**	**39.801.846**	**25.870.625**	**79.133.285**	**348.825.756**	**3.112.142**	**5.478.492**	**6.953.290**
1. Primes et frais	265.970	1.431.330	5.542.210	28.247.665	19.030.196	63.200.650	243.845.235	2.414.956	4.172.377	6.855.477
Automobiles et cycles	119.180	681.490	3.614.190	8.614.331	13.376.867	38.787.052	162.513.375	1.440.473	1.994.053	4.421.569
Incendie	5.040	45.490	233.690	5.277.692	1.764.020	5.435.972	35.023.528	244.165	817.147	550.451
Transport	24.210	287.870	1.491.130	11.964.379	2.527.480	3.378.416	11.911.268	322.476	554.081	330.787
Risques divers(1)	108.560	400.040	173.260	2.274.547	1.184.153	14.992.894	32.385.469	392.138	767.410	1.498.051
Vie	8.980	16.440	29.940	116.716	177.676	606.316	2.011.595	15.706	39.686	54.619
2. Autres recettes	405.380	863.910	2.519.560	11.554.180	6.840.429	15.932.635	104.980.521	697.185	1.306.116	97.813
II. DEPENSES	**903.070**	**3.021.840**	**10.892.720**	**20.592.293**	**33.973.326**	**82.429.368**	**288.086.524**	**3.351.103**	**4.476.156**	**3.120.303**
1. Réglements des sinistres	13.650	154.270	898.320	3.972.054	1.929.038	4.572.971	28.501.839	878.897	759.398	481.404
Automobiles et cycles	11.110	113.720	702.700	3.116.999	1.744.898	3.851.029	24.320.976	492.463	572.314	394.666
Incendie	1.400	650	71.960	44.121	18.700	115.337	658.186	321.572	2.400	17.817
Transport	760	28.340	76.750	732.256	68.164	176.890	752.658	10.336	104.754	11.157
Risques divers(1)	370	5.850	41.910	51.372	56.252	266.305	1.283.732	27.996	31.997	20.822
Vie	10	5.710	5.000	27.306	41.024	163.410	1.486.287	26.530	4.733	36.942
2. Commisions	13.050	105.370	803.220	3.639.080	2.187.279	3.557.402	26.143.703	217.840	248.486	448.372
3. Dépenses d'exploitation	88.750	881.020	5.681.010	3.590.347	16.602.872	42.722.888	324.975.833	2.278.771	1.611.185	2.902.856
4. Provisions diverses	650.750	1.271.560	2.051.630	5.414.224	9.661.002	16.339.926	-138.762.292	-94.431	1.087.473	-3.135.189
5. Charges diverses	136.870	609.620	1.458.540	3.976.588	3.593.135	15.236.181	47.227.441	70.026	769.613	2.422.860
III. SOLDE (I - II)	**-231.720**	**-726.600**	**-2.830.940**	**19.209.553**	**-8.102.701**	**-3.296.083**	**60.739.232**	**-238.962**	**1.002.337**	**3.832.987**

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les réglements des sinistres Multi-Branches.

(2) En milliers de CDF à partir de cette année.

Tableau IV.35. SITUATION RESUMEE DU FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
1. Trésorerie	7.610	27.200	354.170	1.668.960	1.960.604	21.268.385	137.720.585	358.462.239	994.328.636	900.457.582
2. Réalisables	39.560	413.570	2.450.100	7.857.730	13.152.870	34.169.422	393.272.629	3.074.477.421	5.446.698.081	7.616.785.332
dont : prêts à court terme	8.550	148.500	836.260	678.930	3.050.624	5.604.268	114.190.017	1.033.135.087	686.189.670	268.346.970
3. Immobilisés nets	19.750	97.550	755.640	1.757.020	10.241.672	55.799.632	438.118.207	599.231.849	2.135.672.734	4.651.593.701
Avoirs = Engagements	66.920	538.320	3.559.920	11.283.710	25.355.146	111.237.439	969.111.421	4.032.171.509	8.576.699.450	13.168.836.615
1. Fonds Propres	43.530	383.980	2.848.620	9.837.140	20.088.801	35.839.912	482.128.609	92.907.329	5.134.694.451	7.043.299.052
dont : Capital social	1.510	1.510	1.510	1.004.470	1.681.802	13.511.818	13.511.818	166.428.981	166.428.981	166.428.981
Fonds de dotation	35.810	314.620	2.417.180	8.602.750	25.971.338	51.659.767	458.435.214	454.353.876	6.119.095.582	10.134.516.059
2. Engagements à court terme	1.430	26.490	223.760	366.380	5.370.267	69.904.749	482.226.341	3.941.872.651	3.434.792.831	4.482.451.281
3. Emprunts & Dettes à L M T	-	-	-	-	-	5.656.990	5.592.117	5.592.118	14.263.288	14.263.288
4. Autres éléments nets	21.960	127.850	487.540	1.080.190	-103.922	-164.212	-835.646	-8.200.588	-7.051.119	1.628.822.994

Source : Fonds de Promotion de l' Industrie

Tableau IV.36. EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

(en CDF)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001[1]	2002	2003
Circulation fiduciaire hors banques	2.717.650	16.443.570	82.704.350	152.170.580	514.520.041	2.944.499.065	5.962.788.910	31.417.133	49.757.474	63.148.445
Caisse des banques	104.220	688.090	10.169.860	15.425.020	29.850.028	48.965.072	548.331.897	804.674	1.801.077	2.748.354
Dépôts de banques	128.980	350.590	16.505.650	37.372.180	29.981.253	199.262.223	1.147.125.933	2.896.200	638.007	1.475.747
Dépôts des entr.publiques	20.780	357.060	452.070	695.740	718.786	4.134.279	20.240.505	90.603	51.633	85.526
Dépôts des entr.privées et part	152.570	953.490	7.219.370	22.040.340	60.276.979	108.882.215	1.229.127.063	2.683.083	127.731	269.916
Dépôts des inst. fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM)	**3.124.200**	**18.792.800**	**117.051.300**	**227.703.860**	**635.347.087**	**3.305.742.854**	**18.907.614.308**	**37.891.693**	**52.375.922**	**67.727.988**
Masse monétaire (M2)	**8.214.030**	**33.984.150**	**215.753.130**	**327.756.800**	**845.042.571**	**3.915.273.633**	**23.558.063.993**	**77.143.732**	**98.832.881**	**130.118.714**
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	**2,63**	**1,81**	**1,84**	**1,44**	**1,33**	**1,18**	**1,25**	**2,04**	**1,89**	**1,92**

[1] En milliers de CDF à partir de cette année.

DEUXIEME PARTIE

L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE

I. CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2003, un nouveau Conseil d'Administration de la Banque a été mis en place en vertu du Décret n° 046-B/2003 du 28 mars 2003 au terme duquel il est composé des personnes ci-après :

Président	: Monsieur Jean – Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur ;
Membres	: Monsieur Nestor DIAMBWANA, Vice – Gouverneur; Monsieur Grégoire BOLA GANSHO MAYO, Administrateur; Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur; Monsieur ISSA SELEMANI, Administrateur ; Monsieur MASAMBA MAKELA, Administrateur; Monsieur Albert YUMA, Administrateur.

II. HAUTE DIRECTION

La Haute Direction de l'Institut d'Emission est demeurée la même en 2003. Elle est composée de Messieurs J-C. MASANGU MULONGO et Nestor DIAMBWANA, respectivement Gouverneur et Vice– Gouverneur.

Le Cabinet de la Haute Direction est resté inchangé et est structuré de la manière suivante :

1. Directeur de Cabinet :	KASONGO MWAMBA
2. Conseillers :	MAWAKANI SAMBA
	LENGOMO MONWAN
	KASONGO MAMBU SHEMBE
	KABAMBI wa ILUNGA
	Olivier GOUIN D'AMBRIERES
	Dr. BOKETSU NKATSU LOKIYO

III. STRUCTURES DE CONTROLE

Les structures de contrôle de la Banque sont le Conseil de la Banque, le Collège des Commissaires aux comptes, l'Audit Interne, le Comité d'Audit et l'Audit externe.

1. Le Conseil de la Banque

Conformément à la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, le Conseil est l'organe suprême qui a les pouvoirs les plus étendus pour concevoir, orienter la politique de la Banque et en contrôler la gestion.

Le Conseil prend tout acte intéressant la Banque notamment la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire, la réglementation du crédit et du change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels et la définition du statut des agents.

Le Conseil prend les actes qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la mission principale et des missions secondaires confiées à la Banque Centrale du Congo.

2. Le Collège des Commissaires aux comptes

Le Collège des Commissaires aux Comptes est chargé d'exercer le contrôle des opérations financières de la Banque. Il a un droit de vérification de tous les actes de gestion de la Banque.

3. L'Audit Interne

L'Audit Interne est un organe de surveillance et de contrôle mis en place par la Haute Direction afin de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance au sein de l'Institut d'Emission. Il dépend directement de la Haute Direction.

L'Audit Interne a pour vocation singulière de prévenir les risques et pertes, dans le but ultime d'assurer l'émergence de meilleurs résultats de gestion au regard des ambitions de la Banque Centrale. C'est dans ce cadre qu'un Comité des normes et procédures a été créé en 2002 de manière à renforcer les systèmes de contrôle interne de toutes les structures fonctionnelles de la BCC.

La définition et l'exécution de la mission d'audit au sein de l'Institut d'Emission s'inspirent très largement des normes d'audit internationalement admises.

L'Audit Interne dispose d'une charte approuvée par le Conseil de la Banque qui fixe les objectifs, les devoirs et les responsabilités de cet organe.

4. Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit, créé sur Décision n° 001 du 17 juillet 2003 du Conseil, veille sur les procédures d'audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière de la Banque.

Il est composé des trois administrateurs suivants :

- Monsieur Albert YUMA, Coordonnateur ;
- Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;
- Monsieur Roger MASAMBA MAKELA.

5. Audit Externe

Les comptes 2003 de la Banque ont été soumis au cabinet d'audit international Deloitte & Touch. Cette action s'inscrit dans la ligne tracée par les Autorités de la Banque pour assurer la transparence de ses opérations.

IV. ADMINISTRATION

Pour garantir la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a pris plusieurs Ordres de Service dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n° 0269 du 22 janvier 2003

Cet Ordre de Service porte création du Comité de Suivi du Plan de Trésorerie Consolidé, organe technique qui a pour missions de:

- représenter la BCC au sein de « l'équipe technique » instituée par le Ministère des Finances et Budget pour l'élaboration du plan de trésorerie du secteur public au sens large ;
- assurer le suivi de l'exécution dudit plan pour notamment relever et analyser les écarts entre les prévisions et les réalisations ;
- procéder aux réflexions nécessaires susceptibles d'aider à l'amélioration tant de son élaboration que de son exécution ;
- veiller à la transmission, par la BCC, des données de son plan de trésorerie dans le délai requis.

Font partie dudit Comité :

- M. MAWAKANI SAMBA, Conseiller au Cabinet de la Haute Direction qui en assume la présidence ;
- M. LINGOSA MOMI, Direction des Etudes ;

- M. KAYEMBE wa KAYEMBE, Direction des Etudes ;
- M. SIAZO GINI, Direction des CCMN et FP ;
- M. LINDJANDJA BACHAMBALE, Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire.

Le secrétariat du Comité est assuré par la Direction des Etudes.

2. Ordre de Service n° 0363 du 10 février 2003

Le présent Ordre de Service porte création d'un « Comité de Pilotage des Recommandations du FMI et de la Banque mondiale », C.P.R. en abrégé, visant à remédier aux faiblesses constatées dans l'organisation de la Banque Centrale.

Les missions lui assignées consistent notamment à :

- coordonner le suivi et la mise en œuvre des recommandations de la mission du FMI et de la Banque mondiale dans un cadre cohérent et dans le respect des délais convenus ;
- proposer un plan d'actions destiné à remédier aux faiblesses constatées dans l'organisation de la BCC ;
- constituer une liste des besoins prioritaires en matière de personnel, de formation et d'équipement ;
- faire l'inventaire des offres de financement des bailleurs de fonds pour solliciter, avec plus d'efficacité, l'aide extérieure qui est nécessaire ;
- proposer éventuellement la définition d'un plan d'entreprise qui établirait une planification pluriannuelle du développement et recommanderait une gestion par projet de façon à fixer des axes prioritaires dans le cadre d'orientations stratégiques sur plusieurs années.

Le C.P.R. est composé d'un représentant du Cabinet de la Haute Direction ainsi que des délégués des Directions des Etudes, des Services Etrangers, des CCMN et FP, de la Trésorerie, de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire, de l'Audit Interne et de l'Expert Résident du FMI. Son secrétariat est assuré par la Direction des Etudes.

Ledit Comité comprend également un secrétariat technique, des experts et une structure d'appoint. Sont désignés membres du C.P.R. :

- M. Olivier D'AMBRIERES, Expert Résident du FMI ;
- M. MAWAKANI SAMBA, Conseiller ;
- M. FIKIRI ALIMASI wa ASANI, Directeur des Etudes ;
- M. MUSHAGALUSA gwa MBIRIBINDI, Directeur de la Trésorerie ;
- M. TEMBO dia MASSAMBA, Directeur des Services Etrangers ;
- M. BAMALA NKOLOBISE, Directeur des CCMN et FP ;
- M. ELONGO ONGONA, Auditeur Général.

Le Secrétariat Technique est composé de :

- M. KITEBI KIBOL
- M. MABI MULUMBA
- M. ESSIMBO NUMAYEME
- M. KAYEMBE wa KAYEMBE
- Mme MFUTA MBUYI
- M. LINGOSA MOMI
- M. MUTOMBO MULE MULE
- M. IMIDY PENE MALEMBA
- M. ESSAMBO LUKYE
- M. NDIDWA NSAKWA
- M. BAHARANYI NACIYIMBA
- M. EMONY NZILY LIKALA
- Des représentants des Directions de la Trésorerie, des CCMN et FP, de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire, de l'Audit Interne et de la DSE.

3. Ordre de Service n° 0364 du 11 février 2003

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la dissolution du Comité de Restructuration du Système Bancaire Congolais, « COREBAC » en sigle, dont les missions de restructuration bancaire ont été confiées à la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

4. Ordre de Service n° 0370 du 14 février 2003

Le présent Ordre de Service est relatif à la constitution d'un Groupe de Réflexion sur la lutte contre le Blanchiment de capitaux, GREB en sigle, dont les missions consistent à :

- proposer à la Haute Direction les mesures adéquates à prendre dans le secteur bancaire et financier en rapport avec la stratégie nationale de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la criminalité transnationale organisée ;
- examiner les modalités et conditions de mise en œuvre en RDC des recommandations de la communauté internationale sur la lutte contre le blanchiment et le transfert de capitaux illicites ;
- contribuer à l'élaboration d'un avant-projet de loi relative à la prévention et à la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ;
- proposer une mise à jour des instruments de contrôle bancaire dans la lutte contre le blanchiment de capitaux.

Le GREB est composé de 13 membres provenant des organes suivants :

- le cabinet de la Haute Direction (1) ;
- la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers qui en assure la présidence (4) ;

- la Direction des Etudes (2) ;
- la Direction de l'Administration Générale, Sous – Direction chargée des Questions Juridiques (2) ;
- la Direction du Crédit et des Marchés Financiers (2) ;
- la Direction des Services Etrangers (2).

5. Ordre de Service n° 0371 du 14 février 2003

Cet Ordre de Service complète l'Ordre de Service n° 0370 du 14 février 2003 et a trait à la nomination des membres du GREB :

1. Président	:	Monsieur FAIZI AUNI
2. Secrétaire Rapporteur	:	Madame NDAYA ILUNGA
3. Secrétaire Rapporteur Adjoint	:	Monsieur GERE KWAGALEME

4. Membres :
Monsieur ILOFO ISEENTEKE
Monsieur ELONGO ONGONA
Monsieur KILOMO SAKUNGU
Monsieur CHIRISHUNGU MUKULU
Madame MFUTA MBUYI TSHIMANGA
Monsieur MUDIAY MPINGA
Monsieur BIGOSHI MUSIMWA
Monsieur ILITO BOOZI
Monsieur MUADIAMBALA TSHINDELE
Madame BOKOLONGO BOKETSU
Madame ZIKIANDA YEMBIKA

5. Personnel d'appoint :
Monsieur MANKWIKILA MANKAKA
Madame BAGULA MARAMUKE
Madame YEMBI NSAMBA.

6. Ordre de Service n° 0382 du 05 mars 2003

Le présent Ordre de Service est relatif au Statut Particulier de l'Audit Interne. Il définit les conditions d'accès au corps des Auditeurs de l'Audit Interne, la hiérarchie de la fonction d'Auditeur ainsi que les devoirs, droits et avantages y relatifs et le régime disciplinaire appliqué dans cette structure.

7. Ordre de Service n° 0386 du 05 mars 2003

L'Ordre de Service ci-dessus porte création et nomination des membres du Comité de Liquidation de la Compagnie Bancaire de Commerce et de Crédit, COBAC en sigle. Ce Comité est composé de la manière ci-après :

- Monsieur BAMBA SEAKO : Président
- Monsieur LUKUSA KALALA : Membre

8. Ordre de Service n° 0395 du 10 mars 2003

Cet Ordre de Service porte création du Comité de Liquidation de la Banque Congolaise du Commerce Extérieur – SARL. Ledit Comité est constitué de 6 membres représentant les organes suivants :

Présidence	:	Banque Centrale du Congo ;
Vice–présidence	:	Ministère ayant en charge le Portefeuille de l'Etat ;
Membres	:	Cadre Permanent de Concertations Economiques (CPCE) ; Association Nationale des Entreprises du Portefeuille (ANEP) ; Deux cadres de la BCC.

9. Ordre de Service n° 0396 du 10 mars 2003

Le présent Ordre de Service porte création du Comité de Liquidation de la Nouvelle Banque de Kinshasa, NBK en sigle. Ce Comité comprend 5 membres représentant les organes ci-après :

Présidence	: Banque Centrale du Congo ;
Vice-présidence	: Ministère ayant en charge le Portefeuille de l'Etat ;
Membres	: Trois cadres de la BCC.

10. Ordre de Service n° 0397 du 10 mars 2003

Cet Ordre de Service est relatif à la création du Comité de Liquidation de la Banque de Crédit Agricole, BCA en sigle. Ce Comité comprend 5 membres représentant les organes suivants :

Présidence	:	Banque Centrale du Congo ;
Vice-présidence	:	Ministère ayant en charge le Portefeuille de l'Etat ;
Membres	:	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage ; Deux cadres de la BCC.

11. Ordre de Service n° 0400 du 17 mars 2003

L'Ordre de Service ci-dessus porte création d'un Groupe de travail d'analyse du système d'informatisation de la Banque afin de faciliter, dans le cadre de la coopération canadienne, la réalisation du projet de réintégration technologique et organisationnelle.

Ce groupe de travail vise notamment l'élaboration d'un schéma directeur informatique. La coordination et la supervision de ce groupe sont assurées par la Direction de l'Informatique et de la Recherche Opérationnelle.

12. Ordre de Service n° 0409 du 02 avril 2003

Le présent Ordre de Service est relatif à la nomination des membres du Comité de Liquidation de la BCCE. Il complète celui n° 0396 du 10 mars 2003 portant création du Comité de Liquidation de la BCCE.

Ledit Comité se présente comme suit :

1. MASENSI TITA KASHANGA (BCC), Président ;
2. Juvénal KIZANAWA RUKENGWA (Présidence de la République), Vice-président ;
3. Christian KASONGO MAYANGA (Ministère des Finances et Budget), Membre ;
4. KAYEMBE MUKUSA (Conseil Supérieur du Portefeuille), Membre ;
5. Jules MBAKA wa MBAKA (Cadre Permanent de Concertations Economiques), Membre ;
6. CHIRISHUNGU MUKULU (BCC), Membre ;
7. MOKONDJO LIKANGA (BCC), Membre ;
8. Léonard NYANGOLO (BCCE), Membre ;
9. KALOMBO KABEYA (Délégation Syndicale BCCE), Membre.

13. Ordre de Service n° 0410 du 02 avril 2003

Cet Ordre de Service a trait à la nomination des membres du Comité de Liquidation de la Nouvelle Banque de Kinshasa, NBK en sigle.

Ledit Ordre de Service complète celui n° 396 du 10 mars 2003 portant création du Comité de Liquidation de la NBK et désigne les membres ci-après :

1. Monsieur BUAMULUNGU KASESULA (BCC), Président ;
2. Monsieur NANA MUNGIELE (Conseil Supérieur du Portefeuille), Vice-président ;
3. Monsieur SANGWA MULOBELWA (BCC), Membre ;
4. Monsieur ESEBI MOLEMA (BCC), Membre ;
5. Monsieur MISUMBI LELO (BCC), Membre ;
6. Monsieur MALAMBA SHETO (NBK), Membre.

14. Ordre de Service n° 0411 du 02 avril 2003

Le présent Ordre de Service est relatif à la nomination des membres du Comité de liquidation de la Banque de Crédit Agricole, BCA en sigle, qui sont :

1. Monsieur EFOMI ISEKOFAYA (BCC), Président ;
2. Monsieur SHAKO a LOPAKO (Conseil Supérieur du Portefeuille), Vice-Président ;
3. Monsieur Sylvain MUMBERE (Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage), Membre ;
4. Madame MWANA ABUYABA (BCC), Membre;
5. Monsieur NGOY KAKESE (BCC), Membre.

V. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2003, le Gouverneur et le Vice – Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après à l'extérieur du pays :

1. Le Gouverneur

- Du 10 au 15 mars 2003 : à Washington, New York (USA), Bruxelles (Belgique) et Tunis (Tunisie) ;
- Du 10 au 17 avril 2003 : participation aux travaux du Comité Monétaire et Financier International et du Comité de Développement à Washington DC ainsi qu'à ceux du Conseil Economique et Social des Nations Unies à New York (USA) ;
- Du 12 au 18 juin 2003 : à Bruxelles (Belgique), Washington (USA), Londres (Angleterre) et Paris (France) ;
- Du 15 au 19 juillet 2003 : participation à la réunion du Comité Sous Régional Afrique Centrale de l'ABCA, Libreville, (Gabon) ;
- Du 28 au 31 août 2003 : participation à la réunion bi – annuelle du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, Pretoria, (République Sud–Africaine) ;
- Du 31 octobre au 07 novembre 2003 : à Bruxelles (Belgique) et à Washington (USA).

2. Le Vice Gouverneur

- Du 02 au 05 avril 2003 : participation à une réunion de la SADC, Luanda, Angola ;
- Du 24 juin au 04 juillet 2003 : mission auprès de l'imprimerie nationale de France ;

- Du 12 au 15 juillet 2003 : mission auprès de la BRED, Banque populaire, France ;
- Du 15 au 19 juillet 2003 : participation à la réunion du Comité « Afrique Centrale » de l'ABCA, Libreville, Gabon ;
- Du 24 au 26 juillet 2003 : session extraordinaire du Conseil des Ministres de la CEEAC, Brazzaville, République du Congo ;
- Du 12 au 19 octobre 2003 : séminaire organisé par la Banque mondiale, le FMI et la South African Reserve Bank à Cape Town, RSA.

VI. PERSONNEL

L'effectif de la Banque est passé de 2.187 agents en 2002 à 2.126 en 2003, soit une diminution de 2,8 %.

Cette évolution est due essentiellement aux mouvements suivants: 56 mises à la retraite, 2 licenciements, 9 mises en disponibilité, 6 détachements, 3 démissions d'office, 7 démissions volontaires, 22 décès, 5 réintégrations et 37 recrutements.

Il y a lieu de noter que de 511 unités, le personnel féminin est passé à 485, soit une diminution de 5,1 %.

L'ensemble du personnel ainsi que les membres de famille à charge de l'Institut d'Emission ont constitué une population de 19.975 personnes en 2003 contre 22.455 en 2002, soit une baisse de 11,0 %.

La population à charge de la Banque Centrale du Congo se présente de la manière ci-après en 2003:

Tableau I. EVOLUTION DES PERSONNES A CHARGE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (1)

DESIGNATION	au 31/12/2002(r)	au 31/12/2003	VARIATION	
			en nombre absolu	en %
Total agents (dont personnel féminin)	2.187 (511)	2.126 (485)	-61 (-26)	-2,8 (-5,0)
Epouses (dont épouses des agents passifs)	3.355 (1.888)	2.544 (1.117)	-811 (- 771)	-24,1 (-40,8)
Enfants (dont enfants des agents passifs)	14.386 (6.255)	12.680 (5.059)	-1.706 (-1.196)	-11,8 (-19,1)
Retraités	1.597	1.658	61	3,9
Veuves	713	779	66	9,2
Orphelins	217	188	-29	-13,3
TOTAL	**22.455**	**19.975**	**-2.480**	**-11,0**

(1) Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

En 2003, la répartition de l'effectif du personnel selon le niveau d'études se présente de la manière suivante:

Tableau II. REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BANQUE PAR NIVEAU D'ETUDES (1)

DESIGNATION	au 31/12/2002(r)	au 31/12/2003	VARIATION	
			en nombre absolu	en %
Licence et Post licence	373	361	-12	-3,2
Graduat	329	316	-13	-4,0
Secondaire degré supérieur	542	588	46	8,4
Secondaire degré inférieur	744	686	-58	-7,8
Primaire	199	175	-24	-12,0
TOTAL	**2.187**	**2.126**	**-61**	**-2,8**

(1) Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

VII. FORMATION

1. Formation des agents

En vue de renforcer les capacités humaines de l'Institut d'Emission et de se conformer aux recommandations des Institutions de Bretton Woods pour bien conduire le Programme Economique du Gouvernement (PEG), il a été organisé, en 2003, des actions de formation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays en faveur de 576 agents dont 89 à l'étranger contre 159 en 2002, soit une augmentation de 262,2 %.

Tableau III. PERSONNEL FORME A L'INTERIEUR DU PAYS

Thèmes de formation	Institutions d'accueil	Nombre d'agents	Directions/organes bénéficiaires
1. Opérations comptables de la BCC	Direction des Ressources Humaines (DRH)-S/DFP	28	Directions Provinciales et Agences Autonomes
2. Suivi des critères du Programme Economique du Gouvernement (PEG) (1ère session)	DRH/Direction des Etudes	14	Etudes, Audit Interne
3. Suivi des critères du PEG (2e session)	Direction des Etudes	17	Etudes, DSE, CCMN & FP, Trésorerie et Audit Interne
4. Instructions Générales (I.G.)/Caisse	DRH – S/DFP	17	Directions Provinciales et Agences Autonomes
5. Instructions Générales (IG)/Caisse	DRH – S/DFP	17	DCMF, DRH, Trésorerie et Centre Hospitalier (CH)
6. Opérations des Comptes Courants	DRH – S/DFP	13	Directions Provinciales et Agences Autonomes
7. Certification des comptes et fiscalité en RDC	I.R.C.	7	Hôtel des Monnaies, DSE, CCMN & FP, Trésorerie, DCMF, DAG
8. Stages pratiques en archivistique I et II	ARNACO	20	Divers
9. Communication écrite et administrative	S/DFP	6	Audit Interne, DAG
10. Innovations du Code du travail	Groupe ISCF	2	DAG
11. Innovations du nouveau Code du travail: contexte et implications	Groupe ISCF	3	DRH
12. Gestion électronique de signatures	S/DFP	3	DAG, DIRO
13. Cyber assistance, cyber secrétaire: les technologies de l'information et de la communication	Priorité Formation	2	Haute Direction

Thèmes de formation	Institutions d'accueil	Nombre d'agents	Directions/organes bénéficiaires
14. Sigma RH	DRH – S/DFP	19	DRH
15. Formation des formateurs	DRH – S/DFP	14	Divers
16. Techniques de sélection et de recrutement	DRH – S/DFP	11	DRH
17. Procédures légales et conventionnelles de résiliation du contrat de travail	CDDC	2	DAG
18. Gestion de la clientèle y compris le recouvrement de créances	Groupe ISCF	5	Hôtel des Monnaies
19. Gestion de la production	CEPETEDE	9	Hôtel des Monnaies
20. Politique monétaire	DRH	9	Divers
21. Initiation à l'informatique:	ECP	51	Divers
- Système d'exploitation MS – DOS et Windows 2000 - Word 2000 - Microsoft Word - Excel (en plusieurs sessions)			
22. Communication	ECP		
- Conférence régionale de Swift pour l'Afrique		2	DHR
- Module d'initiation au métier de l'audio visuel		3	DHR
23. Médical et professionnel	INRB, DRH (CH), CEFA/MONKOLE, Autres	81	Centre Hospitalier
- Recyclage des techniciens de laboratoire		-	
- Prises en charge			
- Pratique transfusionnelle		-	
- Autres			
24. Autres formations		132	
TOTAL		**487**	

Tableau IV. PERSONNEL FORME A L'EXTERIEUR DU PAYS

Thèmes de formation	Institutions d'accueil	Nombre d'agents	Directions/organes bénéficiaires
1. Délinquance financière et lutte contre le blanchiment de capitaux.	IBFI (France)	2	Haute Direction et DSIF
2. Crédit scoring	Banque Centrale de Tunisie	1	DCMF
3. Politique et gouvernance dans les pays exportateurs du pétrole d'Afrique	FMI et Banque mondiale (Cameroun)	2	Etudes, DSE
4. Programmation et politique financières	FMI (USA)	2	Etudes
5. Supervision bancaire	Bank – Al Maghrib (Maroc)	2	DSIF
6. Atelier sur les comptes nationaux	SADC (Afrique du Sud)	2	DSE, Etudes
7 Politique Monétaire	Banque Nationale de Belgique (Belgique)	8	Etudes, DCMF
8. Construction du cadre budgétaire et comptable	BNB (Belgique)	8	Comptabilité, Audit Interne, Informatique
9. Echange d'expérience pour le renforcement des capacités du système comptable	Banque de France (France)	2	Hôtel des Monnaies
10. Gestion d'une salle des marchés	Bank – Al Maghrib (Maroc)	2	DSE, Informatique
11. Gestion macro économique et secteur financier	Institut du FMI (USA)	1	Etudes
12. Crédits documentaires et moyens de paiement	Belgolaise (Belgique)	2	DSE
13. Programmation et politique financières	Institut du FMI (USA)	1	DCMF
14. Analyse financière et cotation des entreprises par la Banque Centrale	Bank – Al Maghrib (Maroc)	1	DCMF
15. Gestion macroéconomique et finances publiques	Institut du FMI (USA)	1	Etudes
16. Audit interne dans une Banque Centrale	Banque de France (France)	2	Audit Interne
17. Normes internationales, comptabilité bancaire et transparence financière	Institut Bancaire et Financier, (France)	1	DCMF
18. Prévisions macroéconomiques	IMA (Tunisie)	1	Etudes
19 Séminaire régional sur le commerce	Cotonou (Benin)	1	Etudes
20. Atelier micro – finance	ACDI (Sénégal)	1	DSIF
21. Atelier régional sur l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation de financements extérieurs	BEAC (Cameroun)	1	Etudes
22. Séminaire régional des superviseurs des banques	ESAF (RSA)	2	DSIF
23. Sauvegardes des banques Centrales	FMI (Tunisie)	2	Audit Interne
24. Contrôles des banques	CBF & Banque mondiale	1	Audit Interne
25. Visite d'études	Bank – Al Maghrib (Maroc)	2	CCMN & FP
26. Ajustement budgétaire et la convergence en Afrique	Banque mondiale, Institut du FMI et BEAC (Cameroun)	1	Etudes

27. Stage sur la gestion des carrières	Bank – Al Maghrib (Maroc)	3	DRH
28. Gestion du personnel	ACDI (Canada)	3	DRH
29. Gestion d'un fonds de pension	ACDI (Canada)	2	DRH
30. Gestion de la communication et la communication institutionnelle	CAPER (Maroc)	1	Cellule de Communication
31. Initiation à la technique d'impression et façonnage des timbres postaux et fiscaux	Directions Timbres – Postes Philatélie/ Malines (Belgique)	2	Hôtel des Monnaies
32. Formation préparatoire à la migration de SWIFT vers SWIFT Net	SWIFT (Cameroun)	6	DIRO, DSE
33. Atelier régional sur le déploiement de l'application informatique BSA relative à la supervision bancaire pour les pays de la SADC et de l'ESAF	T – STSTEM (Afrique du Sud)	1	DIRO
34. Autres formations		18	
TOTAL		89	

2. Accueil des stagiaires

L'Institut d'Emission a accueilli au total 316 stagiaires en 2003 contre 326 une année auparavant, soit une diminution de 3,0 %. Leur répartition par organe de la BCC se présente comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau V. REPARTITION DES STAGIAIRES PAR DIRECTION EN 2003

DIRECTIONS	NOMBRE
1. Crédit et Marchés Financiers	56
2. Services Etrangers	45
3. Informatique et Recherche Opérationnelle	45
4. Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics	43
5. Etudes	39
6. Trésorerie	24
7. Ressources Humaines (dont Centre Hospitalier)	21(3)
8. Administration Générale	18
9. Supervision des Intermédiaires Financiers	11
10. Direction Provinciale / Bukavu	13
11. Direction Provinciale / Boma	1
TOTAL	316

Source : Direction des Ressources Humaines (Sous Direction de la Formation du Personnel)

CHAPITRE II

LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DU CHANGE

I. REGLEMENTATION DU CREDIT

Au cours de l'exercice 2003, la politique de crédit de la Banque Centrale du Congo s'est inscrite dans la poursuite de l'assainissement du cadre macroéconomique par un financement sain de l'économie et du déficit du Trésor.

Conformément à cet objectif, l'Institut d'Emission a eu recours aux instruments d'encadrement usuels dans le domaine de crédit, à savoir, le taux d'intérêt, la réserve obligatoire, la capacité de financement, le refinancement des banques et le Billet de Trésorerie (BTR).

1. Taux d'intérêt

Le taux directeur de la Banque Centrale est déterminé sur la base du taux d'inflation. Le ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs en 2003 a conduit la BCC à modifier à quatre reprises son taux directeur, le faisant passer de 24 % à fin décembre 2002 à 27 % le 27 janvier 2003, à 20 % le 14 juillet, à 15 % le 30 septembre et à 8 % en décembre de la même année, conformément à sa politique de flexibilité et de positivité du taux d'intérêt.

2. Réserve obligatoire

En 2003, le coefficient de la réserve obligatoire est demeuré à 2 %. Toutefois, dans le cadre de l'assainissement du cadre macroéconomique, la Banque Centrale a procédé à la modification de la base de calcul de la réserve obligatoire. En effet, en vertu de la modification n° 29 de l'Instruction n° 10 du 31 juillet 2003, la réserve obligatoire est fixée à 2 % des ressources provenant de la clientèle, toutes monnaies confondues.

A l'instar de l'exercice 2002, la réserve obligatoire est calculée mensuellement sur base des situations actives et passives des banques arrêtées le mois précédent. Néanmoins, la réserve obligatoire demeure constituée des avoirs en monnaie nationale des banques en compte indisponible auprès de la BCC.

3. Capacité de financement

L'Instruction n° 1 de l'Institut d'Emission en matière de capacité de financement n'a pas connu de modification en 2003 et l'assiette de calcul est demeurée la suivante :

- 40 % des dépôts à moins de 60 jours ;

- 50 % des dépôts de 61 à 90 jours ;
- 100 % des dépôts à maturité supérieure à 90 jours.

Un taux de pénalité de 15 % est appliqué sur tout crédit non couvert par les dépôts appropriés.

4. Refinancement des banques

Les différents guichets de refinancement sont restés les mêmes, à savoir celui du call money et celui des avances en comptes courants.

Le taux appliqué au guichet du call money a varié entre 3 et 6 points au dessus du taux directeur tandis que le taux des avances en comptes courants est demeuré à 10 points au dessus du taux directeur, sauf en septembre 2003 où il s'est situé à 7 points au-dessus.

5. Billet de trésorerie (BTR)

La gestion de l'opération BTR au cours de l'exercice 2003 a été caractérisée par des ajustements successifs des taux de rendement suivant le principe de marge positive par rapport au taux directeur, dans le but de préserver le caractère attrayant du BTR.

II. REGLEMENTATION DU CHANGE

En 2003, la politique de change a été marquée par la publication de la Réglementation du Change du 23 février 2003 inscrite dans l'option du libéralisme économique adopté par le pays.

En effet, l'Institut d'Emission a procédé à la suppression de certaines dispositions réglementaires considérées comme restrictives et contraignantes dont :

- la perception de la redevance de contrôle de change (RCC) sur les opérations de ventes et achats de monnaies étrangères ainsi que sur les mouvements des comptes des résidents à l'étranger ;
- la non restitution de la redevance de contrôle de change en cas d'annulation d'une opération de change ;
- la suppression de l'obligation pour les banques de prélever l'impôt sur le chiffre d'affaire (ICA) à l'exportation et de transmettre à la Banque Centrale la déclaration pour importation définitive (ID).

CHAPITRE III

LE BILAN ET LE COMPTE DES PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE 2003

I. BILAN AU 31 DECEMBRE 2003

Le total bilantaire de la Banque Centrale, arrêté au 31 décembre 2003, s'est chiffré à 983.885,48 millions de CDF contre 810.157,0 millions une année plus tôt, soit une progression de 173.728,40 millions.

A l'actif, l'évolution observée est attribuable essentiellement à la variation de trois comptes à savoir, Accords internationaux, Créances sur le Trésor et Débiteurs divers et comptes transitoires de l'Actif.

Au passif, l'amélioration constatée résulte des comptes courants des organismes et entreprises publics et semi-publics ainsi que de ceux des banques agréées.

ACTIF

Encaisse – or

A fin décembre 2003, ce compte laisse apparaître un solde nul après avoir totalisé CDF 75,2 millions au terme de l'exercice 2002. Cette situation est consécutive à la liquidation au cours de l'année sous revue du stock d'or de l'Institut d'émission logé dans une banque suisse.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	**Au 31 décembre 2003** *(en CDF)*
- Or au Congo	–	–
- Or à l'étranger	75.184.276,96	–
	75.184.276,96	–

Avoirs à vue et à court terme en monnaies étrangères

Totalisant 48.351,9 millions de CDF à fin décembre 2002, le solde de ce compte s'est contracté de 13.113,8 millions se situant à 35.238,1 millions au terme de l'année 2003. La diminution du solde du compte « correspondant placement », inclus dans les avoirs à court terme, explique en grande partie cette évolution.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	Au 31 décembre 2003 *(en CDF)*
Avoirs à vue (A)	**10.847.257.883,50**	**10.698.111.450,02**
Correspondants ordinaires	10.410.034.130,10	8.902.248.416,00
Caisse M.E.	437.223.753,40	1.795.863.034,02
Avoirs à court terme (B)	**37.504.642.493,00**	**24.540.029.702,00**
TOTAL (A + B)	**48.351.900.376,50**	**35.238.141.152,02**

Accords internationaux

Les avoirs de réserve de la RDC auprès du FMI et la souscription au capital de cet organisme se sont élevés à 293.918,5 millions de CDF au 31 décembre 2003 contre 207.855,0 millions une année plus tôt, soit une variation de 86.063,5 millions imputable à l'accroissement de la quote – part auprès de cette Institution.

Créances sur le Trésor public

D'un total de 13.088,7 millions de CDF au terme de l'année 2002, les crédits de la BCC à l'Etat se sont situés à 29.835,3 millions en décembre 2003, soit un accroissement de 16.746,6 millions. Outre le solde du compte « Avances en comptes courants » du Trésor Public, l'augmentation constatée s'explique par la variation du solde des comptes transitoires des dépenses du Trésor Public dont le montant a atteint 22.858,2 millions de CDF alors qu'il totalisait 13.086,2 millions à fin 2002.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	Au 31 décembre 2003 *(en CDF)*
– Avances en comptes courants du Trésor Public	-	6.976.553.839,42
- Comptes transitoires des dépenses du Trésor public	13.086.184.788,73	22.858.239.127,73
- Créances diverses sur les pouvoirs publics	2.485.887,13	465.572,90
	13.088.670.675,86	**29.835.258.540,05**

Créances sur le secteur privé

A la fin de l'année 2003, le total des crédits dont a bénéficié le secteur privé s'est élevé à 4.129,0 millions de CDF contre 3.830,8 millions une année auparavant, soit une hausse de 298,2 millions. L'évolution résulte du solde du compte « effets de commerce réescomptés » qui, d'un solde nul au 31 décembre 2002, s'est établi à 2.064,2 millions de CDF douze mois plus tard.

	Au 31 décembre 2002 (en CDF)	Au 31 décembre 2003 (en CDF)
- Avances en comptes aux banques agréées	2.678.020.924,09	971.362.336,81
- Effets de commerce réescomptés	-	2.064.220.000,00
- Crédit au secteur privé	726.847.196,00	717.218.885,00
- Avances au personnel de la Banque	425.897.873,58	376.162.373,51
	3.830.765.993,67	**4.128.963.595,32**

Débiteurs divers et comptes transitoires de l'actif

Au 31 décembre 2003, le solde de ce compte a enregistré une augmentation de 79.499,8 millions de CDF, se situant à 606.473,8 millions contre 526.974,0 millions une année plus tôt. A l'origine de cette variation, il y a lieu d'épingler les créances douteuses assainies, les charges à répartir et dépenses à régulariser, et le déficit d'exploitation de l'exercice clôturé.

	Au 31 décembre 2002 (en CDF)	Au 31 décembre 2003 (en CDF)
– Débiteurs divers	1.248.928.466,27	1.844.908.735,78
- Comptes transitoires de l'actif	154.475.986.587,47	2.396.323.336,20
- Déficit d'exploitation net des exercices antérieurs	371.249.122.085,32	370.831.122.177,32
- Déficit d'exploitation de l'exercice clôturé	-	49.588.453.946,40
- Comptes d'ajustement	-	180.760.644.765,62
- Charges à répartir et dépenses à régulariser	-	1.280.898,14
- Comptes de liaison	-	1.051.048.049,34
	526.974.037.139,06	**606.473.781.908,80**

Portefeuille

Au 31 décembre 2003, le solde du compte portefeuille s'est situé à 13,5 millions de CDF alors qu'il totalisait 11,0 millions en 2002.

Immobilisé

Les immobilisations nettes de la Banque Centrale ont sensiblement augmenté en 2003, atteignant 9.042,2 millions de CDF au 31 décembre contre 6.857,3 millions à fin 2002. Cette progression s'est effectuée suite à la réévaluation des immeubles.

PASSIF

Billets en circulation

D'un montant de 51.558,6 millions de CDF au 31 décembre 2002, les billets en circulation ont progressé de 16.611,9 millions à fin 2003, s'établissant à 68.170,5 millions. A l'instar de l'année 2002, l'accroissement constaté s'explique par les émissions nouvelles consécutives à la liquéfaction des avoirs libres des banques, à la satisfaction des besoins en numéraires du secteur public ainsi qu'à la conversion en monnaie nationale des apports extérieurs en devises reçus au cours de l'année.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	**Au 31 décembre 2003** *(en CDF)*
– Emissions	53.014.532.951,16	68.170.484.427,98
– Encaisses en MN	- 1.455.981.896,90	-
	51.558.551.054,26	**68.170.484.427,98**

Engagements à vue et à court terme en monnaies étrangères

Le solde de ce compte est passé d'une année à l'autre de 77.007,3 millions de CDF à 84.243,3 millions, soit une hausse de 7.236,0 millions attribuable essentiellement à la variation des avances en monnaies étrangères reçues de correspondants non résidents.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	**Au 31 décembre 2003** *(en CDF)*
– Engagements à vue	13.337.342.468,14	9.591.496.927,82
– Engagements à C.T.	41.706.840.041,00	49.874.388.584,80
– Autres comptes	17.237.711.562,81	19.404.057.376,81
– Fournisseurs étrangers	2.784.110.530,00	3.828.214.772,00
– Monnaies étrangères reçues	1.701.704.112,00	1.545.159.718,00
	77.007.258.713,95	**84.243.317.379,43**

Compte courant du Trésor

Le compte courant du Trésor a affiché un solde de 24.084,1 millions de CDF à fin décembre 2003 après avoir totalisé 20.334,6 millions au terme de l'exercice 2002, soit une augmentation de 3.749,5 millions à la faveur de l'amélioration des dépôts de l'Etat auprès de la BCC.

	Au 31 décembre 2002 (en CDF)	Au 31 décembre 2003 (en CDF)
– Comptes directs du Trésor public	19.563.831.889,42	23.754.984.314,93
– Comptes des pouvoirs publics	770.754.825,94	329.085.851,69
– Autres opérations du Gouvernement	1.043,92	1.093,72
	20.334.587.759,28	**24.084.071.260,34**

Comptes courants des organismes et entreprises publics et semi-publics

Chiffré à 54,8 millions de CDF à la fin de l'exercice 2002, le solde de ce compte a totalisé 88,4 millions une année après, soit une progression de 33,6 millions. Cet accroissement est dû à l'évolution du solde des organismes d'exploitation de services publics et régies.

	Au 31 décembre 2002 (en CDF)	Au 31 décembre 2003 (en CDF)
– Organismes et entreprises publics et semi-publics	54.774.966,65	88.355.436,01

Comptes courants des banques agréées

Les avoirs des banques créatrices de monnaie enregistrés en les livres de la Banque Centrale sont passés d'une année à l'autre de 990,2 millions de CDF à 2.070,7 millions correspondant à une hausse de 1.080,5 millions. Cette évolution est imputable en grande partie à la variation des avoirs en comptes indisponibles dont l'accroissement a été de 707,2 millions.

	Au 31 décembre 2002 (en CDF)	Au 31 décembre 2003 (en CDF)
– Avoirs en comptes ordinaires	170.699.723,58	301.254.613,41
– Avoirs en comptes indisponibles	464.905.211,01	1.172.158.525,43
– Encours de CD ou souscriptions BTR (*)	354.636.425,00	597.331.140,00
	990.241.359,59	**2.070.744.278,84**

(*) CD en 2002, BTR en 2003

Autres comptes courants

Constitué des avoirs des institutions internationales et du secteur privé, ce compte a affiché un solde de 3,3 millions de CDF contre 14,1 millions une année

auparavant, soit une contraction de 10,8 millions due pour l'essentiel à l'évolution du compte « Autres avoirs des non – résidents ».

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	Au 31 décembre 2003 *(en CDF)*
– Institutions internationales	53.632,96	14.132,60
– Secteur privé	14.065.196,40	3.288.967,96
	14.118.829,36	**3.303.100,56**

Créditeurs divers et comptes transitoires du passif

Le solde du compte « Créditeurs divers et comptes transitoires du passif » a totalisé 3.993,1 millions de CDF au terme de l'année 2003 alors qu'il avait atteint 5.502,3 millions une année plus tôt, soit un repli de 1.569,2 millions consécutif à la variation des comptes transitoires du passif et des arriérés dus.

	Au 31 décembre 2002 *(en CDF)*	Au 31 décembre 2003 *(en CDF)*
– Créditeurs divers	1.508.797.894,28	1.270.833.003,13
– Comptes transitoires du Passif	2.034.943.003,56	1.690.609.094,32
– Arriérés dus	1.866.059.519,42	940.747.525,73
– Emissions démonétisées	92.612.266,73	90.959.083,07
	5.502.382.683,99	**3.993.148.706,25**

Engagements à moyen et long termes envers l'étranger

Sont enregistrés dans ce compte, les prêts obtenus au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance, les intérêts et commissions en DTS à payer ainsi que les comptes 1 et 2 du FMI.

A la fin de l'année 2003, le solde de ce compte s'est élevé à 593.673,4 millions de CDF contre 465.098,6 millions une année auparavant, soit une amélioration de 128.574,8 millions attribuable essentiellement à la variation des comptes FMI prêt FRPC et FMI comptes 1 et 2.

Fonds de réserve et d'amortissement

D'un total de 189.596,8 millions de CDF au terme de l'exercice 2002, les fonds de réserve et d'amortissement se sont élevés à 4.974,9 millions à fin décembre 2003, correspondant à une baisse de 184.621,9 millions.

II. COMPTES DES PERTES ET PROFITS

Les pertes d'exploitation ont totalisé 49.288,4 millions de CDF en 2003. En effet, les produits se sont chiffrés à 60.970,8 millions de CDF et les charges ont totalisé 110.559,3 millions de CDF.

Il sied de rappeler que les pertes cumulées des exercices antérieurs ont été évaluées à 353.622,1 millions de CDF au terme de l'exercice 2002 à la suite de l'assainissement des comptes de la Banque.

Crédit

Les recettes de l'Institut d'Emission réalisées à fin décembre 2003 sont composées essentiellement des redevances et commissions, des intérêts sur le compte général du Trésor ainsi que des recettes diverses. Elles ont représenté respectivement 90,2 %, 3,6 % et 3,7 % du total.

Tableau VI. RECETTES D'EXPLOITATION

Recettes	Au 31 décembre 2002		Au 31 décembre 2003	
	en CDF	en %	en CDF	en %
Interventions sur le marché	236.518.013	0,4	647.936.700,3	1,0
Opérations en comptes courants	7.507.906.123,58	12,0	2.281.908.209,80	
dont intérêts s/Compte Général du Trésor	-	-	2.184.321.175,26	3,7 -
Redevances & Commissions	1.560.878.370,92	2,5	2.218.121.061,84	3,6
Amendes et pénalités	83.660.462,89	0,1	160.794.733,03	0,3
Recettes diverses	12.081.734.031,37	19,3	54.784.849.187,61	90,0
Profits sur exercices antérieurs	39.928.761.883,5	63,6	877.240.453,20	1,4
Subvention	1.347.000.000,00	2,1	-	-
TOTAL	**62.746.458.885,49**	**100,0**	**60.970.850.345,82**	**100,0**

Débit

Les charges d'exploitation de la Banque Centrale du Congo se sont établies à 110.559,3 millions de CDF au 31 décembre 2003. En ce qui concerne la part relative de la perte sur les charges d'exploitation, elle est de 73,6 % en 2003.

Tableau VII. CHARGES D'EXPLOITATION

Charges	Au 31 décembre 2002		Au 31 décembre 2003	
	en CDF	en %	en CDF	en %
Frais du personnel	6.228.020.497,16	1,5	8.749.948.388.87	7,9
Frais d'administration et de surveillance	4.400.148.207,37	1,0	5.819.079.129,77	5,3
Frais généraux	2.628.472.036,88	0,6	3.396.773.963,80	3,1
Frais relatifs aux signes monétaires	3.549.790.225,65	0,9	5.214.217.158,94	4,7
Frais financiers	7.838.401.477,59	1,9	4.819.315.559,53	4,3
Dotations aux amortissements	5.475.716.231,97	1,3	1.232.671.337,00	1,1
Pertes sur exercices antérieurs	386.248.035.457,01	92,8	81.327.298.752,31	73,6
TOTAL	**416.368.584.133,63**	**100,0**	**110.559.304.290,22**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo

CHAPITRE IV

LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2003

I. HAUTE DIRECTION

– Gouverneur	J-C. MASANGU MULONGO
– Vice-Gouverneur	Nestor DIAMBWANA

II. CABINET DU GOUVERNEUR

– Directeur de Cabinet	J.-M. KASONGO MWAMBA
– Conseillers	Olivier GOUIN D'AMBRIERES
	MAWAKANI SAMBA
	LENGOMO MONWAN
	KASONGO MAMBU SHEMBE
	KABAMBI wa ILUNGA
	Dr. BOKETSU NKATSU LOKIYO

III. COMMISSAIRES AUX COMPTES

NGOMA PUNGI
MANDEVO NGOYO

IV. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

1. Direction du Crédit et des Marchés Financiers

Titulaire	WEMBI LOAMBO
Adjoint	MUDIAY MPINGA

2. Direction de la Trésorerie

Titulaire	MUSHAGALUSA gwa MBIRIBINDI
Adjoint	PALUKU NDUSHIRE

3. Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics

Titulaire	BAMALA NKOLOBISE
Adjoint	KAZAD DISAMB IRUNG

4. Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers

Titulaire	FAIZI AUNI
Adjoints :	
– chargé des banques	KILOMO SAKUNGU
– chargé de la micro-finance	LEBUGHE NKOBAFILI

5. Direction des Services Etrangers

Titulaire	TEMBO dia MASSAMBA
Adjoints :	
- chargé d'Appui aux opérations	ASSAMBWA BOITA
- chargé des opérations	MUTOMBO mwana NYEMBO

6. Direction des Ressources Humaines

Titulaire	KASONGO MWAMBA Albert
Adjoints	
- chargé de la gestion du personnel et des services médicaux	KAHAMBA SALIMA
- chargé de la formation du personnel	BATETELE BOLEKI LINKA

7. Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire

Titulaire	MUNGANGA GADIMBA
Adjoint	MUDERHWA IGULU

8. Direction de l'Administration Générale

Titulaire	LUWENYEMA LULE
Adjoints :	
- chargé de la Logistique	KAHOZI MWALU
- chargé des Questions Juridiques	ILOFO ISEENTEKE
- chargé du Secrétariat Général	MBELU MAPUNDA

9. Direction des Etudes

Titulaire	FIKIRI ALIMASI wa ASANI
Adjoint	KIWEWA MALUNDA ma BONZU

10. Direction de l'Informatique et de la Recherche Opérationnelle

Titulaire	PADINGANI TSHIMANGA
Adjoint	KAZEGE CIZUNGU

11. Audit Interne

Auditeur Général	ELONGO ONGONA
Président du Comité d'Audit	MASENSI TITA

12. Sous Direction de la Sécurité

ONEMA LODY SHEMBO

13. Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale

MUBIALA HONDA

V. HOTEL DES MONNAIES

1. Direction Générale

Titulaire	MBUYU MUGOY

2. Direction Technique

Titulaire	KATHY MBAYA
Adjoints chargés de la :	
- Production des billets de banque :	KIPUYA TSHITE
- Production documents de sécurité	NGONGO NGOY BOSADI
- Maintenance équipements	KASHWANTALE BUGALE
- Maintenance bâtiments	–

3. Direction Commerciale

Titulaire	BOLIPOMBO M'BOMBO
Adjoint	IPANGA MUNENGE

4. Direction Administrative et Financière

Titulaire	LUKUBIKA DIMBU
Adjoint	TSHIZUBU NGOYI

4.1. Sous-Direction de la Sécurité

Titulaire	SHAMAMBA LUNGERE

VI. DIRECTIONS PROVINCIALES

1. Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire	KALEJ N'KAND
Adjoint	ILUNGA KITWA SIMBI

2. Direction Provinciale de Mbuji-mayi

Titulaire	TSHIBOLA KANDENGA
Adjoint	MUSANGU LUFULUABO

3. Direction Provinciale de Kananga

Titulaire	KAYEMBE TSHITUPA
Adjoint	KALONGA NTABALA

4. Direction Provinciale de Boma

Titulaire	LUTETE LUKANDA
Adjoint	MANANGA ma TSHIAMA

5. Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire	NDANDU MUNANGA
Adjoint	EBENGO NZOLENGE

6. Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire	MOEBA MAZANGO
Adjoint	INKOKO ISA LOKOMBE

7. Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire	à pourvoir
Adjoint	MANAN PUKURU

8. Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire	à pourvoir
Adjoint	MASUMBUKO MUNEGE

VII. AGENCES AUTONOMES

1. Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence MUGANZA BEYA

2. Agence de Matadi

Chef d'Agence MABAKU KINSUMUNA

3. Agence d'Ilebo

Chef d'Agence KABULUKU KAFUNKI

4. Agence de Tshikapa

Chef d'Agence MUTELA MUNGA

5. Agence de Kikwit

Chef d'Agence MAWAKA LUBEMBO

6. Agence de Kamina

Chef d'Agence ILUNGA KIZWA



Agence de Kamina



Agence de Matadi



Agence de Tshikapa



Agence de Kasumbalesa



Agence D'Ilebo



Agence de Kikwit

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

A. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. *Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Kinshasa, Bukavu, Buta, Butembo, Gemena, Goma, Isiro, Kalemie, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Kananga, Matadi, Mbuji-Mayi, Bunia, Beni, Gbadolite, Kalima, Uvira, Kongolo et Bumba.

2. *Union des Banques Congolaises (U.B.C.)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Boma, Bukavu, Isiro, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Beni, Mwene Ditu, Butembo, Kolwezi, Bunia et Mbuji-Mayi.

3. *Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)*
   Siège : Kinshasa
   Succursale : Lubumbashi.

4. *Citibank (C.B.)*
   Siège : Kinshasa

5. *Banque Congolaise*
   Siège : Kinshasa

6. *Stanbic Bank (S.B.C.)*
   Siège : Kinshasa

7. *Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Butembo, Matadi et Muanda.

8. *Raw Bank*
   Siège : Kinshasa

9. *First Banking Corporation Congo (FBCC)*
   Siège : Lubumbashi

10. *Banque de Commerce et de Développement (BCD)*
    Siège : Kinshasa
    Succursales ou agences : Goma et Lubumbashi

B. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

1. *Société Financière de Développement (SOFIDE)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Goma, Kisangani, Lubumbashi et Kananga.

2. *Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga et Matadi.
   Agences : Kinshasa, Kalemie, Kolwezi, Likasi, Bunia, Isiro, Yangambi, Gandajika, Butembo, Goma, Kindu, Gemena, Bumba, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Inongo, Lodja, Mweka, Mwene-Ditu, Kamina, Muanda, Bandundu, Kabinda, Ilebo, Tshikapa, Boende, Aketi, Kikwit, Kipushi, Kasongo, Uvira, Gbadolite, Idiofa, Nioki, Kongolo, Luozi, Masi-Manimba, Luiza, Tshimbulu, Kasumbalesa, Kwilu-Ngongo, Kimpese, Bolobo, Mushie, Tshilenge, Luputa, Mapangu, Banga, Luebo, Mulundu, Miabi et Lusambo.

3. *Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)*
   Siège : Kinshasa
   Agences : Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

4. *Société Nationale d'Assurances (SONAS)*
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

5. *Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)*
   Siège : Kinshasa.
   Succursales ou agences : Lubumbashi et Matadi

6. *Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)*

7. *Coopérative d'Epargne de crédit et de développement économique et social (COOPEC'S, Kinshasa-Bas-Congo),*

8. *Coopérative d'Epargne et de l'Association des Chauffeurs du Congo (COOPEC-ACCO, Kinshasa)*

9. *Coopérative d'épargne et de crédit pour la promotion des investissements (COOPECI- Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, Katanga)*

10. *Coopérative d'épargne et de crédit « Amitié Salutiste » (COOPECAS- Kinshasa)*

11. *Coopérative d'épargne et de crédit Kimbanguiste (CECKI, Kinshasa-Bas-Congo)*

12. *Coopérative d'Epargne et de Crédit et d'Investissement des PME (CECI-PME, Kinshasa)*

13. *Société Coopérative de Crédit et d'Epargne des Petites et Moyennes Entreprises (SOCREPE, Kinshasa-Bas-Congo)*

14. *Coopérative d'Epargne et de Crédit du Mouvement des Ouvriers Chrétiens du Congo (COOPEC MOCC, Kinshasa)*

15. *Coopérative d'Epargne et de Crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN, Kinshasa)*

16. *Coopérative d'Epargne et de Crédit Molende (COOPEC MOLENDE, Kinshasa)*

17. *Mutuelle d'Epargne et de Crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO, Kinshasa)*

18. *Mutuelle des Femmes Sages de Kin (MUFESAKIN/COOPEC, Kinshasa)*

19. *Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay-Kingandu (COOPEC UDIPAK, Bandundu)*

20. *Coopérative Financière la Cruche (COOPEC – LA CRUCHE, Nord Kivu)*

21. *Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Kikwit (MUCREFEKI/COOPEC, Bandundu)*

22. *Coopérative d'Epargne et de Crédit Logos – Rhéma (COOPEC L'OR, Kinshasa)*

23. *Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Appui au Développement (COOPECAD, Kinshasa)*

24. *Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nyawera (COOPEC NYAWERA, Nord Kivu)*

25. *Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo (COODEFI, Nord Kivu)*

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BCC	Banque Centrale du Congo
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CEEC	Centre d'Evaluation, d'Expertise et de Certification
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
D.G.I	Direction Générale des Impôts
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.N.D.E.	Office National de Développement d'Elevage
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOMINKI	Société Minière du Kivu
STL	Société de Terril de Lubumbashi
ZEP	Zone d'Echange Préférentiel

B. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.NU.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.	Union Européenne
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development